

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III^e REICH

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 juin, à 14 heures

PAR

ALEXANDRE TILLMANN

Licencié ès-lettres
Avocat au barreau de Bucarest

Président : M. JOSEPH-BARTHÉLEMY, professeur

Suffragants : { MM. William OUALID, professeur
Georges SCELLE, professeur

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY

Société Anonyme
22, rue Soufflot, PARIS (V^e)

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III^e REICH

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 6 juin, à 14 heures

PAR

ALEXANDRE TILLMANN

Licencié ès-lettres
Avocat au barreau de Bucarest

Président : M. JOSEPH-BARTHÉLEMY, professeur

Suffragants : { MM. William OUALID, professeur
Georges SCILLE, professeur

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY

Société Anonyme
22, rue Soufflot, PARIS (V^e)

1935



*A mes chers parents
en témoignage de profonde affection.*

La révolution nationale-socialiste n'a pas un point de départ matériel. C'est une révolution spirituelle...

Bien des gens, matériellement intéressés, hésitent encore à connaître cet esprit. Ils élèvent des objections qui peuvent faire impression de prime abord.

On ne peut leur répondre que par cette constatation : les révolutions ne sont point des thèses de doctorat.

Hjalmar SCHACHT.

(Discours prononcé le 4 mars 1935, à la foire de Leipzig.)

INTRODUCTION

Le 30 janvier 1933 nous est présenté comme une date remarquable dans l'histoire de la *Deutschtum*.

A cette date, qui marquerait le début de la Révolution nationale-socialiste, ayant pour but d'édifier sur les ruines de la République de Weimar, un III^e Reich, M. Adolf Hitler accepta la mission qui lui fut confiée par le feld-maréchal Paul von Hindenburg und von Benneckendorf, alors Président de la République allemande et devint le chef d'un cabinet de « concentration nationale » en déposant le serment légal : « Je jure que je vais donner toutes mes forces pour sauvegarder la Constitution et les lois du Reich et pour faire mon devoir d'une manière impartiale et équitable envers chacun. »

Si son entrée sur la scène du pouvoir n'a pas été brillante et si, dans le cabinet du 30 janvier 1933, le national-socialisme avait un « tuteur politique » : M. von Papen, un « tuteur économique » : M. Hugenberg et la « protection » de quelques techniciens : MM. von Neurath, Schwerin von Krosigk, il n'en est pas moins vrai que, par la suite, M. Hitler réussit à se débarrasser de ses « tuteurs » et de transformer les techniciens « purs » en techniciens nationaux-socialistes.

Depuis le 30 janvier 1933, toute une série de mesures visant à « couler l'Etat » dans un moule que le national-

socialisme « considère comme étant le bon » — selon les propres paroles de M. Hitler — ont été prises.

Parmi ces mesures, ce sont celles qui visent l'organisation économique et sociale que cette étude se propose d'envisager.

Dans l'agriculture, on considérera les dispositions prises jusqu'au 27 juin 1933 et celles réalisées depuis cette date par le successeur de M. Hugenberg au Ministère de l'Agriculture, le Dr R. W. Darré : la loi sur la « corporation alimentaire » ; celle sur le « domaine héréditaire » et les diverses mesures « interventionnistes ».

Ensuite, seront passés en revue les divers moyens à l'aide desquels le gouvernement du III^e Reich a cru pouvoir lutter contre le chômage : les « grands travaux », « les prêts matrimoniaux » et surtout les intéressantes institutions du « service de travail » et des « camps de travail ».

Après avoir exposé les questions que le gouvernement du III^e Reich s'est assignées comme but essentiel — selon les paroles prononcées par M. Hitler dans son discours-programme — c'est l'organisation du travail qui sera étudiée : l'organisation d'ensemble du travail national, telle qu'elle est réalisée par le « Front du Travail » ; l'intéressante organisation de la « Force par la joie » et celle de la cellule corporative, telle qu'elle résulte de la loi du 20 janvier 1934.

L'exposé de l'organisation corporative de l'artisanat et celui de la politique industrielle rendra facilement saisissables les deux tendances de la politique du gouvernement : le soi-disant « corporatisme » et l'interventionnisme pur.

Cet exposé sera suivi de l'étude de l'organisation du commerce intérieur où l'on trouvera la loi particulièrement intéressante sur le commerce de détail ; de celle du commerce extérieur où apparaîtra nettement l'esprit du « nouveau plan » établi en septembre 1934 par le Dr Schacht ; de celle des

transports où l'on trouvera l'intéressante et caractéristique institution du « Conseil des Communications du Reich ».

Quelques aspects des finances privées : banques et bourses ; des finances publiques intérieures : emprunt forcé, dettes hypothécaires et des finances publiques extérieures : suspension des transferts, accord sur les crédits gelés, feront l'objet d'une avant-dernière partie. Ceci à côté de l'étude de l'organisation d'ensemble de l'économie allemande, telle qu'elle résulte de la loi du 27 février 1934 et de l'ordonnance y relative du 27 novembre de la même année et de celle des doctrines économiques et sociales du nouveau régime.

Enfin, l'étude sommaire des libertés publiques, de quelques forces sociales et des conceptions de l'Etat et du monde du régime hitlérien, viendront compléter le tableau que la présente étude s'est proposé d'esquisser.

CHAPITRE PRELIMINAIRE

LE NATIONAL-SOCIALISME

SECTION I

La genèse et l'organisation du mouvement

Après deux jours de pénibles méditations et réflexions, je finis par arriver à la conviction qu'il fallait franchir le pas... Aussi me fis-je inscrire comme membre du parti ouvrier allemand et reçus le titre provisoire de membre, avec le numéro 7. »

(Adolf HITLER, *Mein Kampf*, 1923.)

Camarades du parti ! Je vous rappelle, afin que vous vous en souveniez, que je ne suis pas le président du parti national-socialiste, mais son fondateur et son Führer.

(Adolf HITLER, Discours à une réunion de parti, 1931.)

La genèse du parti national-socialiste remonte à la douzaine de « petites gens » qui, réunis à une table d'un café münichois, discutaient du salut de la nation.

Parmi eux se faisait remarquer surtout, l'ouvrier outilleur Anton Drexler qui, en 1918, prit la tête d'un comité local du « Comité ouvrier pour la juste paix allemande » qu'on venait de former à Brême.

« C'est ce groupe, formé le 7 mars 1919, qui marque le vrai début du mouvement national-socialiste ¹. »

¹ V. Conrad HEIDEN, *L'histoire du national-socialisme*, Stock, Paris, 1934.

Le « Comité ouvrier pour la juste paix allemande » devenant inutile en 1919 à cause de la Révolution, Anton Drexler transforma son petit groupe en « Parti ouvrier allemand » qui élit comme président le journaliste Karl Harrer : le 5 janvier 1919.

Il y avait en Allemagne du Sud, à cette époque, « Le parti socialiste allemand » dont le meilleur agitateur était Julius Streicher et en Allemagne du Nord « Le parti social-allemand » de Richard Kunze dit... « Kunze-Matraque ».

Le parti de Harrer et de Drexler s'est proposé d'opposer aux noms de ces partis, un autre nom plus attrayant pour la foule.

Un des membres du parti, M. Hitler, voulait l'appeler social-révolutionnaire. Ce ne fut pas son opinion qui triompha puisqu'on arriva à la dénomination de N. S. D. A. P. : *National-sozialistische deutsche Arbeitspartei*. Ceci se passait en avril 1920 ¹.

Après le procès du « putsch » d'Hitler devenu président du parti, dans les circonstances que nous allons voir un peu plus loin, le parti national-socialiste ouvrier allemand fut interdit.

Trois partis se formèrent pendant son interdiction : c'est la *Grossdeutsche Volksgemeinschaft* « Communauté populaire grande-allemande » fondée par deux membres importants du parti interdit : MM. Rosenberg et Jacob.

C'est aussi le *Parti national-socialiste indépendant* que fonda Ludendorff, qui s'en proclame président et dont il se retire avec Graefe, peu de temps après.

¹ On a adopté assez difficilement cette appellation puisque, en dehors de l'opposition d'Hitler, il en existait d'autres : les « viennois » discutaient le terme « ouvrier » ; les « münichois » celui de « socialiste ».

C'est enfin la *Deutschvölkische Freiheitsbewegung* que fondèrent Wulle, Reventlow et Fritsch.

Le gouvernement bavarois ayant libéré Hitler et levé l'interdiction frappant le parti national-socialiste, en février 1925, M. Hitler refondit l'ancien parti et en redevint le président. Tout en modifiant les statuts, dans le sens d'un élargissement des pouvoirs, il garda l'ancien programme.

C'est sous cette forme que le parti national-socialiste continuera son ascension vers le pouvoir.

La force du mouvement national-socialiste résida en bonne partie, dans les organisations militaires et civiles qu'il sut attirer à lui, dans la presse et dans les ressources financières qu'il utilisa habilement, comme aussi dans les intéressantes personnalités qu'il avait mises de son côté.

Le parti disposait déjà en 1921, des *Ordnungstruppen* et même avant, des *Ordnungsmänner*.

En 1921, Hitler fonda les S. A. qu'il présenta comme une « Section gymnastique et sportive »¹.

La même année l'« O. C. » « L'Organisation Consul », dissoute en Prusse, mais continuant à exister en Bavière, fut versée, par le capitaine Roehm, dans les S. A.

« La Ligue des associations patriotiques de combat » fondée par Roehm en 1922, quoiqu'elle ne fût pas tout à fait du goût d'Hitler, restait intimement liée au parti.

En avril 1922, le lieutenant en retraite Berthold créa la *Stosstrupp Hitler* : la troupe de choc d'Hitler. Elle constitua le noyau des actuelles « S.S. » : *Schutzstaffeln*, « la garde noire » d'Hitler.

En septembre 1923, la puissante organisation du *Kampfbund* passe sous la « protection d'Hitler ».

¹ S. A. peut signifier aussi bien *Sport-Abteilung* que *Sturm-Abteilung* : section d'assaut.

En 1924, Roehm fonda la *Frontbann*, une autre organisation militaire, sympathisante avec le parti national-socialiste.

Enfin, en janvier 1926, furent créés les « S. S. » : les *Schutzstaffeln* dont le chef fut, ainsi qu'on l'a dit plus haut, Berthold, ancien chef de la *Stosstrupp Hitler*. Cette organisation constituait, selon les propres paroles d'Hitler, « une troupe d'hommes choisis et résolus, infiniment préférables à une foule de comparses sans énergie ».

En dehors de ces organisations militaires, le national-socialisme créa ou s'attacha de nombreuses organisations civiles à caractères divers. Ainsi, M. Rosenberg fonda « La Ligue de combat nationale-socialiste pour la culture allemande ».

Il y avait encore les organisations suivantes : « La Ligue nationale-socialiste des instituteurs » ayant comme président M. Hans Schemm, plus tard député au Reichstag ; « La Ligue nationale-socialiste des hommes de loi allemands » fondée par le D^r Hans Franck et ayant comme résidence Munich ; « La Ligue nationale-socialiste des médecins » du D^r Liebel, créée à Ingolstadt ; L'association dite de la « Croix gammée rouge » qui absorba en 1928 l'ancien « Ordre des femmes allemandes » et devint une puissante organisation sous la présidence de M^{me} Elsbeth Zander ; « Les jeunesses hitlériennes » de M. Kurt Gruber ; « La Ligue nationale-socialiste des élèves des écoles supérieures » dirigée par le D^r Adrien von Renteln ; « La Ligue nationale-socialiste des étudiants » de Baldur von Schirach...

Une autre force du national-socialisme était constituée par la presse.

Von Epp avait procuré à Eckart une somme de 60.000 marks destinée à liquider le *Auf gut deutsch* de celui-ci. Hitler s'empara de la somme appartenant à son « bon

ami » Eckart et acheta avec elle le *Völkischer Beobachter* dont la situation était, à ce moment-là, critique.

Gregor Strasser, membre important du parti, fonda en octobre 1925, avec le Dr Goebbels, secrétaire de la « Gau » de la Rhénanie du Nord (*Elberfeld*) « Les lettres nationales-socialistes ».

Avec son frère Otto, en mars 1926, Gregor Strasser fonda le *Kampf Verlag* où il éditait son hebdomadaire : la *Berliner Arbeiterzeitung*.

En 1927, le Dr Goebbels fonda l'*Angriff* hebdomadaire, qui devint quotidien en 1930 quand Strasser fut exclu du parti.

Quant aux ressources financières, très grandes, dont le parti national-socialiste disposait, ainsi que nous le montre M. Conrad Heiden, elles ont des origines diverses.

Il y avait d'abord, les sommes versées par les adhérents riches ou zélés, comme MM. Hermann Goering, Hermann Esser, Dietrich Eckart, etc...

Il y eut ensuite, l'argent que rapportaient les réunions nationales-socialistes. Celles-ci ayant été, à un moment donné, « à la mode », M. Hitler en profita pour faire payer assez cher les meilleures places des salles où ces réunions avaient lieu.

Les membres du parti furent obligés de contribuer avec des sommes plus ou moins importantes.

Des associations spéciales (*Opferringe*) furent créées à cet effet. En outre, tous les partisans furent soumis à une contribution de 2 marks.

Mais ce sont surtout les riches qui ont entretenu la caisse du parti ¹.

¹ Des dames sympathisantes avec le mouvement national-socialiste, comme M^{me} Gertrud von Seiditz et M^{me} Hélène Bechstein, ont cherché à diverses occasions, paraît-il, à alimenter cette caisse.

En 1929, c'était un Hugenberg, un Kirdorf...

En 1932, ce furent les grands industriels rhénans qui couvrirent les dettes du parti...

Les personnalités, membres du parti national-socialiste, constituèrent elles aussi, une de ses forces.

Tandis que dans les autres partis, il y avait des gens qui, vivant dans le cadre d'une certaine doctrine précise, respectaient certaines traditions, pratiquaient un certain conformisme, ici on se trouve en présence d'un mélange touffu : l'aristocrate blasé ou réformateur (Ervin von Scheubner-Richter, Reventlow, Helmuth von Mücke), l'ouvrier ouvrier (Anton Drexler), le poète (Dietrich Eckart), le sophiste (Dr Paul-Joseph Goebbels), le soldat mercenaire (Ernst Roehm), l'architecte métaphysicien (Alfred Rosenberg), l'ingénieur économiste (Gottfried Feder), l'officier exalté (Ludendorff) se trouvent réunis.

Différents, non seulement au point de vue du rang social, de l'éducation et de l'instruction, mais aussi au point de vue des aspirations, puisque, ainsi qu'on le verra plus loin, ils ont des opinions différentes, ces gens se trouvent attachés au mouvement national-socialiste par un lien commun qui n'est autre que l'exaltation des instincts et des sentiments frustes.

Mais ce ne sont pas là des cas individuels, et ici on saisit comment cette diversité constitue une des forces du national-socialisme. Ils représentent des « types », ils sont chacun l'écho d'une catégorie de gens ayant sensiblement la même mentalité « toute-allemande » : *alldeutsche* et « de crise ».

Et Hitler lui-même représente cette mentalité dans son potentiel maximum, ce qui rassemble autour de lui tous ces gens-types et presque toutes les « catégories » de gens, leurs ressemblant dans la foule.

Il n'est pas sans intérêt de dire quelques mots sur ce personnage entouré d'une mystique qui lui confère, dans l'esprit des Allemands, la valeur que l'on connaît.

Né le 20 avril 1889 à Brunnau-sur-l'Inn, après une jeunesse manquée, il fait la guerre et y obtient la distinction de la croix de fer.

On a beaucoup écrit sur sa vie et ses mœurs. Il est bien difficile de savoir ce qui, parmi tant de choses, est exact. Il est presque impossible de dégager la conviction sincère de l'intérêt politique, comme moteur de ses pensées et de ses actes. Un trait ressort cependant, d'une manière courante, sous la plume de ceux qui l'ont connu : il paraît comme étant le type même du visionnaire ¹. Voici quelques lignes concernant la personnalité de M. Hitler que nous donne l'excellent ouvrage de M. Conrad Heiden et qui corroborent l'observation faite plus haut ² : « Les mèches des cheveux blond foncé, la petite brosse de poils au nez sont aussi vulgaires que possible. Tout au plus, quelque chose luit dans le regard. Quand il s'exalte, il semble qu'on ait devant soi un anonyme, le soldat inconnu, qui, soudain, se met à exprimer les paroles de millions d'anonymes. Des pensées au sujet desquelles, ... auparavant, dans les tranchées, des camarades anonymes riaient au nez « du fou ». Peut-être avons-nous ici la clef de toute sa personnalité : un caractère moyen poussé à sa plus haute expression. »

Ce portrait représente la personnalité de M. Hitler considérée d'une manière formelle. Si l'on pense que la culture qu'il a reçue a été des moins systématiques, on comprend le danger que représentent les idées fausses qu'il s'est inculquées.

¹ Pierre PRESSARD, *Devant Hitler (L'Ordre, du 19 octobre 1934)*.

² Conrad HEIDEN, *Histoire du national-socialisme*, p. 77.

Dans son livre *Mein Kampf*, produit des journées passées en prison, M. Hitler raconte comment il a entendu pour la première fois les idées de Gottfried Feder, comment il s'est senti attiré vers elles et est devenu le membre n° 7 du « Parti ouvrier allemand ».

Dans ce parti, il se créa la réputation d'un orateur de première ligne. Mais bientôt il en deviendra chef et Führer. Voici dans quelles circonstances :

Dans le sein du parti national-socialiste on craignait l'influence grandissante d'Hitler. Profitant de son déplacement à Berlin — où il était allé dans le but d'entamer des pourparlers avec les cercles de droite — les anciens fondateurs du parti conspirèrent contre lui.

On voulut prendre une série de décisions : le transfert du siège du parti à Berlin ; la fusion avec les socialistes allemands, qui aurait diminué l'influence d'Hitler. Alors celui-ci adresse, le 14 juillet 1921, une lettre à la direction du parti dans laquelle il demande des pouvoirs dictatoriaux pour la solution de toutes les questions intéressant le parti.

Les adversaires rédigèrent un tract contenant des accusations dirigées contre lui et ils l'envoyèrent aux adhérents du parti. A ce moment, Hitler mit celui-ci dans l'alternative suivante : ou on l'accepte comme président, ou il donne sa démission.

Comme il était maître du *Völkischer Beobachter* et avait des protecteurs puissants, en même temps que l'élite du parti : Feder, Eckart, Rosenberg et Hess lui restait fidèle, on le garda et on accepta la discussion de ses conditions.

C'est ainsi qu'au cours de deux assemblées extraordinaires, le 26 et le 29 juillet 1921, on modifia les statuts du parti dont Hitler devint le premier président. Il garda comme second président Körner et comme président d'honneur Drex-

ler. De cette manière ses principaux accusateurs devinrent, ainsi que le fait remarquer M. Heiden, ses subordonnés, qu'il obligea à retirer, publiquement, les accusations portées contre lui.

C'est en février 1921 que M. Hitler, après avoir obtenu un demi-succès à l'issue d'une conférence faite au cirque *Krone* ¹ est sacré *Führer* par Hermann Esser. Ainsi commença à se créer le dogme de l'autorité absolue du camarade Hitler sur la foule de ses partisans ².

¹ La salle avait 8.000 places ; 4.000 seulement furent occupées.

² V. Conrad HEIDEN, *op. cit.*, p. 49.

SECTION II

L'idéologie du parti et les vingt-cinq points

Bourgeois, travailleurs, unissez-vous.

(Anton DREXLER, Discours à Munich, 1918.)

L'avenir est à la dictature de l'idée socialiste dans l'Etat.

(D^r Paul-Joseph GOEBBELS, *Völkischer Beobachter*, 1925.)

Parmi les opinions économiques et sociales des membres du parti national-socialiste, très diverses, comme ces membres eux-mêmes, nous allons en choisir quelques-unes et les commenter succinctement.

Anton Drexler, était partisan, tout au moins au début, d'une sorte de nationalisme social. En 1918, au cours d'une réunion du « Parti de la Patrie allemande », il avait clamé : « Bourgeois, travailleurs, unissez-vous. »

Ludendorff étalait le nationalisme impérialiste. Lors du procès du « putsch » de 1923, il avait déclaré : « Je suis un Allemand qui veut une Allemagne forte, une Allemagne construite selon les vues de Bismarck. »

Le D^r Paul-Joseph Goebbels avait écrit en 1925 dans le

Völkischer Beobachter : « L'avenir est à la dictature de l'idée socialiste dans l'Etat. »

Cette même année, à un congrès des *Gaue* Gregor Strasser avait exposé, lui aussi, un programme nettement socialiste. Et en 1929, dans sa *Berliner Arbeiterzeitung*, il écrit : « Le bourgeois est mort, il a été broyé. Il n'en impose encore que lorsqu'il est assis sur des sacs d'or. Son existence n'a plus de sens. »

Le communisme trouve un représentant dans Körner, ancien second président du parti qui, à une réunion communiste avait déclaré que les nationaux-socialistes étaient d'accord avec les communistes « pour mettre un terme aux menées des bandits de la bourse ».

Ce qui n'empêcha pas M. Rosenberg de dire qu'« il n'existe — pour le parti national-socialiste — qu'un seul but, la destruction du bolchevisme ».

Quant à M. Hitler, il est socialiste... à sa manière. Voici ce qu'il dit dans un discours fait le 28 juin 1928 : « Celui qui est prêt à prendre si complètement fait et cause pour son peuple, ne doit connaître vraiment un idéal plus élevé que le bien de ce peuple ; celui qui, par ailleurs, a compris notre grand chant national, le *Deutschland über alles*, de telle sorte qu'il n'existe réellement pour lui, rien au monde au-dessus de cette Allemagne — peuple et pays, pays et peuple — celui-là est un socialiste. »

Donc, on rencontre dans le cadre de l'idéologie économique et sociale du parti des formules qui ne s'accordent pas : nationalisme social (Drexler) ; nationalisme impérialiste (Ludendorff) ; socialisme plus ou moins national (Goebbels et Strasser) ; communisme (Körner) ; capitalisme (Rosenberg) ; socialisme *sui generis* (Hitler).

Quant à la forme de l'Etat, tous paraissent d'accord pour

déclarer qu'il est... « une affaire d'appréciation personnelle » ainsi que le dit un numéro du *Völkischer Beobachter* de novembre 1922 ¹.

Cependant, le parti a un programme précis... Ce programme fut rédigé par Anton Drexler, Adolf Hitler et Gottfried Feder et rendu public le 24 février 1920 dans une séance tenue à la brasserie *Hofbräu* de Munich. Le programme qui, à cette époque-là, était encore celui du « Parti ouvrier allemand » ² fut déclaré provisoire par ses rédacteurs eux-mêmes : « Le programme du parti ouvrier allemand est un programme temporaire » débute-t-il. Néanmoins, en 1926, il fut déclaré définitif : cette année, le 22 mai, au cours de l'Assemblée générale du parti à Munich, Hitler fit adopter les nouveaux statuts du parti. En même temps, pour mettre fin à l'idéologie des frères Gregor et Otto Strasser, il fit déclarer à l'Assemblée que le programme du parti était définitif.

À côté de ce programme-étendard du parti, il y a un programme agraire. Ses idées seront exposées plus loin (Ch. I ; S. I) ³.

Voici maintenant le texte du programme des 25 points dont l'exposé critique sera fait par la suite (Ch. VI ; S. III) :

¹ Tous ... même probablement M. Kriebel, chef militaire du *Kampfbund*. Voici ses « remarquables » déclarations lors du procès du « putsch » organisé par Hitler en 1923 : « Je ne connais pas plus la Constitution de Weimar que la Constitution bavaroise. Quand on les a rédigées, je faisais partie de la Commission de l'Armistice et je n'ai pas lu ces constitutions par la suite. Mais toute la presse bavaroise, tous les députés patriotes, tous les ministres ont crié : à bas la Constitution de Weimar ! J'ai pensé alors, dans mon âme simple de soldat : puisque tout le monde crie contre cette Constitution, pourquoi ne pas la renverser ? » Cf. Conrad HEIDEN, *op. cit.*, p. 180.

² Comme on l'a fait voir, ce n'est qu'en 1921 que le « parti ouvrier » devient le parti ouvrier national-« socialiste ».

³ V. dans *Das Programm der « N.S.D.A.P. »*, la *Parteimtlliche Kundgebung über die Stellung der N.S.D.A.P. zum Landvolk und zur Landwirtschaft*, rendu public le 6 mars 1930.

« Le programme du parti ouvrier allemand est un programme temporaire ¹. » Les chefs refusent de s'assigner de nouveaux buts, après la réalisation de ceux exposés dans le programme, dans l'unique but de permettre au parti de subsister par l'entretien artificiel du mécontentement des masses.

1. Nous exigeons sur la base du droit d'auto-détermination des peuples ², la réunion de tous les Allemands en une seule Grande-Allemagne.

2. Nous exigeons l'égalité de droits ³ de l'Allemagne avec les autres nations et l'abolition ⁴ des traités de Versailles et de Saint-Germain.

3. Nous exigeons des pays et de la terre ⁵ (colonies) pour nourrir notre peuple et pour l'établissement de notre excédent de population.

4. Seul peut être citoyen celui qui est *Volksgenosse* ⁶. Seul peut être *Volksgenosse* celui qui est de sang allemand, sans distinction de confession. Par conséquent aucun juif ne peut être *Volksgenosse*.

5. Celui qui n'est pas citoyen ⁷ ne doit pouvoir vivre en Allemagne que comme hôte seulement et il doit être soumis à la législation concernant les étrangers.

6. Le droit de décider sur le gouvernement et les lois de l'Etat, doit appartenir au citoyen seul. Par conséquent, nous exigeons que toute fonction publique de quelque nature qu'elle soit, dans le Reich comme dans les Etats ou dans les communes, ne puisse être exercée que par les citoyens seuls.

¹ *Zeit-Programm.*

² *Selbstbestimmungsrecht.*

³ *Gleichberechtigung.*

⁴ *Aufhebung.*

⁵ *Land und Boden*

⁶ *Volk* = peuple, *Genosse* = camarade.

⁷ *Staatsbürger.*

7. Nous exigeons que l'Etat s'assigne comme premier devoir d'assurer le travail et les moyens d'existence des citoyens. Quand il n'est pas possible de secourir toute la population de l'Etat, les ressortissants étrangers (non citoyens) doivent être expulsés du Reich.

8. Toute nouvelle immigration de non-Allemands doit être interdite. Nous exigeons que tous les non-Allemands qui ont immigré en Allemagne depuis le 2 août 1914, soient contraints de quitter le Reich, immédiatement.

9. Tous les citoyens doivent avoir les mêmes droits et les mêmes devoirs.

10. Le premier devoir de tout citoyen doit être de travailler intellectuellement ou physiquement. L'activité de l'individu ne doit pas heurter les intérêts de la communauté, mais doit se dérouler dans le cadre de celle-ci et servir au bien de tous.

Nous exigeons donc :

11. La suppression du revenu obtenu sans travail ou sans effort ¹.

La suppression de l'esclavage du prêt à intérêt ².

12. Vu les sacrifices effroyables ³ en biens et en vies ⁴ que toute guerre exige du peuple, l'enrichissement par la guerre doit être considéré comme un crime contre le peuple. Nous exigeons donc la confiscation sommaire de tous les bénéfices de guerre ⁵.

13. Nous exigeons la rationalisation de tous les trusts (déjà existants).

¹ *Abschaffung des arbeits- und mühelosen Einkommens.*

² *Brechung der Zinsknechtschaft.*

³ *Ungehemmen.*

⁴ *Opfer an Gut und Blut.*

⁵ *Restlose Einziehung aller Kriegsgewinne.*

14. Nous exigeons la participation (des employés) aux bénéfices, dans les grandes entreprises ¹.

15. Nous exigeons une réorganisation complète de l'assurance-vieillesse ².

16. Nous exigeons la création et la conservation d'une classe moyenne saine, la « communalisation ³ » immédiate des grands magasins et leur location à bas prix aux petits exploitants ; la plus grande sollicitude ⁴ à l'égard des petites entreprises par des commandes de l'Etat, des pays ou des communes.

17. Nous exigeons une réforme foncière adaptée à nos besoins nationaux, une loi permettant l'expropriation sans indemnité du sol pour des buts d'intérêt général, l'abolition de l'intérêt foncier et l'interdiction de toute spéculation foncière.

18. Nous exigeons une lutte sans merci ⁵ contre tous ceux qui par leur activité nuisent aux intérêts de la collectivité. Ceux qui commettent des crimes contre le peuple : les usuriers, profiteurs, etc... doivent être punis de mort, sans distinction de confession ou de race.

19. Nous exigeons qu'on remplace le droit romain qui sert l'organisation matérielle du monde ⁶ par un droit collectif allemand ⁷.

20. Afin de permettre à tout Allemand capable et travailleur d'atteindre une culture supérieure et de lui rendre ainsi possible l'accession des fonctions dirigeantes, l'Etat doit procéder à une refonte fondamentale de notre système d'instruc-

¹ *Gewinnbeteiligung aller Grossbetrieben.*

² *Einen grosszügigen Aufbau der Alters-Versorgung.*

³ *Kommunalisierung.*

⁴ *Schärfste Berücksichtigung.*

⁵ *Rücksichtslosen Kampf.*

⁶ *Materialistische Weltordnung.*

⁷ *Deutsches Gemeinrecht.*

tion publique. Les programmes de tous les établissements d'instruction devront être adaptés aux exigences de la vie pratique. La notion d'Etat doit être inculquée à l'école, dès que commence à s'ouvrir l'intelligence de l'enfant ¹ (instruction publique). Nous exigeons l'instruction aux frais de l'Etat des enfants, particulièrement doués, de parents pauvres sans distinction de situation sociale ou profession ².

21. L'Etat doit veiller à l'amélioration de la santé publique en protégeant la mère et l'enfant, en interdisant le travail de l'enfance, en développant les capacités physiques par la gymnastique et le sport obligatoires, en accordant le plus grand appui à toutes les associations qui s'occupent de l'éducation physique de la jeunesse.

22. Nous exigeons le licenciement de l'armée de métier et la création d'une armée nationale.

23. Nous exigeons la lutte légale contre les mensonges politiques conscients et leur diffusion par la presse.

Afin de permettre la création d'une presse allemande nous exigeons que :

a) Tous les directeurs et les collaborateurs des journaux qui paraissent en langue allemande soient *Volksgenossen* ;

b) Les journaux non allemands ne pourront paraître sans l'autorisation de l'Etat. Ils ne devront pas être imprimés en langue allemande ;

c) Toute participation financière dans les journaux allemands ou toute tentative faite en vue d'influencer ceux-ci sont interdites et entraînent comme peine la suppression du journal en question ainsi que l'expulsion immédiate hors du Reich de l'intéressé ³ non allemand. Les journaux nuisibles au bien public doivent être interdits. Nous exigeons la lutte

¹ *Mit dem Beginn des Verständniss.*

² *Ohne Rücksicht auf den Stand oder Beruf.*

³ *Beteiligten.*

légale contre toute tendance artistique et littéraire, qui exerce une influence dissolvante ¹ sur notre vie nationale et la fermeture d'institutions qui contreviennent à nos exigences à cet égard.

24. Nous exigeons la liberté de toutes les opinions religieuses dans l'Etat pour autant qu'elles ne mettent pas l'existence de celui-ci en danger ou n'offensent les mœurs et la morale de la race germanique ².

Le parti, en tant que tel, adopte une attitude de christianisme positif ³, sans se lier à aucune confession particulière. Il combat l'esprit nationaliste juif à l'intérieur et à l'extérieur ⁴ et est convaincu qu'une guérison ⁵ durable de notre peuple n'est possible que si elle vient de l'intérieur sur la base du principe suivant :

« L'intérêt général prime l'intérêt particulier. »

25. Pour la réalisation de tous ces points, nous exigeons la création dans le Reich, d'un pouvoir central fort ⁶ ; l'autorité absolue du Parlement politique central sur l'ensemble du Reich et ses organisations.

La création de chambres professionnelles et corporatives ⁷ pour assurer l'application des lois promulguées par le Reich, dans les différents Etats confédérés. Les chefs du parti promettent de travailler sans relâche ⁸ à l'exécution des points ci-dessus, au besoin par le sacrifice de leur vie ⁹.

¹ *Zersetzendes Einfluss.*

² *Sittlichkeits und Moralgefühl der Germanische Rasse verstossen.*

³ *Positiven Christentums.*

⁴ *In und ausser uns.*

⁵ *Genesung.*

⁶ *Starken Zentralgewalt.*

⁷ *Stände und Berufskammern.*

⁸ *Rücksichtslos.*

⁹ *Unter Einsatz des eigenen Lebens.* V. sur le programme du parti national-socialiste la brochure déjà citée de G. FEDER et aussi Conrad HEIDEN, *op. cit.*, pp. 17 et suiv. ; Calvin HOOVER, *Allemagne III^e Empire*, Gallimard, Paris, 1934, pp. 254 et suiv.

SECTION III

Le chemin du Pouvoir

Rappelez-vous, que la meilleure façon de se défendre est d'attaquer et, à la moindre tentative d'obstruction que vous verrez se produire, allez de l'avant, jetez-vous sur les interrupteurs.

(A. HITLER, *Mein Kampf* p. 564.)

Nous nous introduirons dans le corps législatif de façon à y donner à notre parti une influence prépondérante. Une fois en possession des pouvoirs constitutionnels, nous coulerons l'Etat dans le moule que nous considérons comme étant le bon.

(A. HITLER, *Déclaration faite au Tribunal d'Empire de Leipzig*, en 1930.)

La tactique que suivit le national-socialisme au début fut la pratique d'une série de simples agitations. Il est intéressant de signaler à cet égard, qu'en 1921, au mois de janvier, M. Hitler fut condamné à trois mois de prison (dont un mois sans sursis) pour « atteinte portée à la liberté de réunion » ¹.

Depuis que le mouvement commença à prendre une cer-

¹ Cette condamnation était due au sabotage, en septembre 1920, d'une réunion de Ballerstedt.

taine ampleur, c'est la tactique révolutionnaire qui lui paraît la meilleure pour s'emparer du pouvoir.

Ceci est illustré par les deux « putsch » ratés de M. Hitler et de son mouvement.

Le premier date du 1^{er} mai 1923. Le second plus « réfléchi » fut réalisé au mois de novembre de la même année.

Ce dernier « putsch », organisé avec l'aide du *Kampfbund* et sur les résultats duquel Hitler comptait beaucoup, aboutit à un échec plus grave que le premier : M. Hitler ainsi que le Dr Weber, Kriebel et Pöhner, furent condamnés à cinq ans de forteresse pour crime de haute trahison ¹.

Les relations avec les gens « bien » et le succès auprès de la foule, surtout après le plébiscite du plan Young (1930) ainsi que les élections de 1930, déterminèrent M. Hitler à changer de tactique : à la révolution proprement dite, il substitua la révolution « à froid ».

La déclaration faite en 1930, devant le Tribunal d'Empire appelé à juger le lieutenant Wendt et les sous-lieutenants Ludin et Scheringer, accusés de propagande politique au sein de la *Reichswehr*, est, à cet égard, significative.

A la demande du président de ce Tribunal, tendant à connaître comment les nationaux-socialistes conçoivent l'instauration du III^e Reich, M. Hitler répond : « Nous nous introduisons dans le Corps législatif de façon à y donner à notre parti une influence prépondérante. Une fois en possession des pouvoirs constitutionnels, nous coulerons l'Etat dans le moule que nous considérons comme étant le bon. »

Les résultats des élections du 31 juillet 1932 montrent combien la popularité du mouvement national-socialiste s'était accrue. Hitler a été battu aux élections présidentielles du

¹ On laissa cependant entendre aux condamnés, qu'après six mois de prison, ils bénéficieraient de sursis.

2 avril 1932 par le maréchal Hindenburg, mais il a recueilli 11 millions de suffrages ; les élections du 6 novembre marquent un certain recul : le 31 juillet 1932, il y avait 230 députés nationaux-socialistes : le 6 novembre 1932, seulement 197, mais quel changement de situation depuis 1924 où il n'y avait dans le Reichstag que 14 députés nationaux-socialistes !

Nous allons examiner brièvement quelques-unes des causes du succès du national-socialisme auprès des foules et les circonstances dans lesquelles il fut porté au gouvernement.

Le national-socialisme, a su s'attacher les nombreuses expressions de la psychologie allemande de toujours, comme par exemple : la tendance vers la discipline, le dynamisme, le mysticisme, l'impérialisme.

La tendance vers la discipline qui, chez un Kant prend la forme d'une admirable construction philosophique, cette *Wehrgedanke* dont parle M. Sieburg ¹, lorsqu'elle se trouve dans la foule, prend presque toujours une forme matérielle simple : elle devient le plus souvent le goût d'être militaire ou... civil militarisé.

Cette tendance vers la discipline trouvait sa plus complète réalisation dans l'organisation militaire du parti national-socialiste : les *Ordnungsmänner* et les *Ordnertuppen* au début, les « S. A. » et les « S. S. » ensuite, comme aussi dans les organisations annexes de celui-ci.

Le dynamisme allemand a une de ses plus belles expressions dans la *Jugendbewegung*, ce mouvement de la jeunesse qui se traduit par ces *Wandervögel*, oiseaux migrants ².

Ce dynamisme allemand verra, dans le mouvement natio-

¹ V. FR. SIEBURG, *Défense du nationalisme allemand*, Grasset, Paris, 1934. V. aussi la conférence de M. Sieburg sur *Les forces en présence dans l'Allemagne d'aujourd'hui*, faite en Sorbonne en janvier 1933.

² Jean-Edouard SPENLÉ, *Les assises morales de l'Allemagne hitlérienne* (*Mercure de France*, du 1^{er} février 1935).

nal-socialiste, un terrain très favorable : les opinions les plus diverses, ainsi qu'on l'a vu, les variations les plus sensibles de la même opinion d'un individu, tout ceci était possible dans un mouvement haïssant le « statisme ».

De ce dynamisme, le Führer lui-même en donna un frappant exemple : « Monsieur le Ministre — disait celui-ci à M. Schweyer, ministre de l'Intérieur de la Bavière — je vous donne ma parole d'honneur que je ne ferai jamais de « putsch ». L'année suivante le « putsch » fut fait... ¹.

Le mysticisme de M^e Eckart et de Tauler, qui se continue avec un Luther et va jusqu'à Nietzsche et depuis celui-ci jusqu'à nos jours, s'infiltre subrepticement, même dans les formes les plus « rationnelles » de la pensée allemande.

Dans la foule, il est élémentaire, fruste et quand il ne se contente pas des héros de la *Walhalla*, prend la forme d'une adoration d'une personne ou d'une doctrine...

« Je vous rappelle » — disait Hitler en 1931, à ses « camarades », — « que je ne suis pas le président du parti national-socialiste, mais son fondateur et son « Führer ». Ce disant, il « canalisait » vers lui la tendance mystique du peuple allemand que, d'un autre côté, M. Rosenberg attirait vers le racisme : « Une nouvelle conception du monde, dit celui-ci, surgit irrésistiblement, jeune et joyeuse, du sein de toutes les classes et de toutes les confessions. Telle est l'idée raciste. »

L'impérialisme allemand revêt plusieurs formes :

Chez un Luther, il est religieux : « La foi fait de nous des maîtres ; chez un Görres, il est religieux et... scientifique : *Stammgefühl, Volkstum, Volksheit* sont les idées de base de ses théories ; dans « Le discours à la nation allemande » et les autres œuvres du penseur qui demande « *ein Zwingherr zur*

¹ Conrad HEIDEN, *op. cit.*, p. 122.

Deutschheit » comme dans « l'esprit objectif » de Hegel, chez le prophète de l'*Übermensch* ou chez celui du « déclin de l'Occident », l'impérialisme allemand devient « philosophique » ; dans « L'anneau des *Nibelungen* » il est exprimé en musique ; dans « Les Brigands » il devient littérature...¹ ; dans la foule, il existe, toujours plus fruste qu'ailleurs.

L'impérialisme allemand est acquis au mouvement par les idées de *Volksgenosse* et *Gross-Deutschland* qui sont exprimées catégoriquement dans le programme, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

Le national-socialisme a su orienter vers lui les masses et aussi en faisant siennes les revendications que créèrent la situation d'après-guerre et les nombreuses crises par lesquelles ce pays est passé depuis².

Voici ce que dit, à propos de cette psychologie générale de crise, M. Pierre Janet³ : « Aujourd'hui, le nombre de gens fatigués, déprimés est énorme : ils n'ont pas le surplus d'énergie nécessaire pour s'occuper de la chose publique, ils ont la peur de l'action et surtout la peur d'action sociale, ils éprouvent un besoin très fort de direction et de protection, et pour eux, l'idée de dictature devient de plus en plus séduisante. »

L'hostilité à l'égard de l'étranger, le transfert de cette hostilité en antisémitisme, aspects propres à la psychologie de crise allemande, furent particulièrement cultivés par les chefs du mouvement national-socialiste dont le programme demande l'abolition des traités de Versailles et de Saint-Germain (point n° 2) et déclare notamment qu'« aucun juif ne peut être citoyen allemand » (point n° 4).

¹ V. J.-E. SPENLÉ, *La pensée allemande*, A. Colin, Paris, 1934 : v. aussi Victor BASCH, *Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne, Leibniz, Kant, Fichte, Hegel*, F. Alcan, Paris, 1927.

² V. Albert RIVAUD, *Les crises allemandes*, A. Colin, Paris, 1932.

³ V. Pierre JANET, préface au livre de M. W. DRABOWITCH, *Fragilité de la liberté et séduction des dictatures* (Mercure de France, Paris, 1934).

Par une habile propagande, le national-socialisme réussit à acquérir la confiance des diverses catégories économiques et sociales : il touche très adroitement toutes les parties douloureuses de la psychologie des diverses catégories professionnelles comme nous le verrons à diverses reprises dans les chapitres suivants.

Particulièrement favorable aux classes moyennes, le mouvement, surtout depuis qu'il s'approche du pouvoir, se montra « compréhensif » aux besoins des autres classes : prolétaires et aristocrates de toute nature. A cet égard, les discours de M. Hitler d'un côté, de l'autre, ses relations avec les représentants de la grande industrie, dont on a déjà parlé, et la série des discours qu'il a faits pendant l'été 1924 dans le bassin de la Ruhr sont caractéristiques.

En outre, le national-socialisme a su tirer profit de la faiblesse des autres partis politiques et a exploité leurs défaites ¹. Il s'est donné comme propre ce qu'ils avaient de commun ².

Quant à ses adversaires, il s'attaqua aux plus forts apparemment : aux socialistes, qu'il accuse de tous les maux ³. A leur doctrine, il chercha à substituer la sienne et comme ceci ne donnait pas toujours le résultat qu'il en attendait, il utilisa « la matraque ».

Ce n'est cependant ni la doctrine, ni la popularité, ni « la matraque » qui provoquèrent l'avènement du national-socialisme, mais l'impuissance de deux gouvernements, la malchance de deux autres et la coulisse.

¹ Le plébiscite Young fut un échec pour le Dr Hugenberg, principal organisateur, et pour son parti ; il procura à Hitler le premier grand succès (en 1931).

² La suppression des traités de Versailles et de Saint-Germain ; l'annulation des réparations de guerre...

³ « Les criminels de novembre » était le leit-motiv des discours de M. Hitler.

Noyé dans la routine, étranger aux besoins collectifs le « dernier cabinet républicain » s'en alla : à M. Hermann Müller succéda M. Heinrich Brüning qui vivait moins de l'appui de son parti que grâce à celui du maréchal-président.

Un coup d'Etat, mis à jour, le renversa. Son successeur, M. Franz von Papen, du *Herren-Klub*, paraît être l'homme fort. Mais la grève des employés des transports en commun et son « ami » von Schleicher provoquèrent son congédiement par le feld-maréchal Président.

C'est Kurt von Schleicher *der rote General*, le général « à esprit social » que von Hindenburg nomma chancelier.

Ce personnage curieux qui était l'éminence grise de la Reichwehr et qui, avec le colonel Oscar von Hindenburg et Meissner « conseillait » le Président, paraissait voué à une grande tâche d'autant plus que ses idées sociales étaient bien intéressantes ¹.

Cependant, il eut un triste sort. Car M. von Papen le desservit auprès du maréchal-Président. Et quand le général demanda à ce dernier la dissolution du Reichstag, contre toute attente, le vieux Président la lui refusa. Son tour était venu d'être congédié...

Deux jours après, c'était le 30 janvier 1933.

¹ Il était lié avec le « socialisant » Gregor Strasser.

CHAPITRE PREMIER

LA TERRE

SECTION I

L'agriculture allemande et la politique agraire du national-socialisme

Nous exigeons une réforme agraire adaptée à nos besoins nationaux, une loi permettant l'expropriation sans indemnité du sol...
(Programme du parti national-socialiste ouvrier allemand ; point n° 17.)

L'existence d'un grand nombre de petites et moyennes exploitations est d'une importance nationale primordiale. Mais la grande propriété a aussi un rôle à jouer et son existence est légitime à côté des propriétés plus morcelées.

(Programme agraire du parti national-socialiste, le 6 mars 1930.)

En Allemagne, les 4/5 des surfaces agricoles exploitées, constituent environ 5.000.000 de petites exploitations. Elles servent donc uniquement à la satisfaction des besoins personnels de l'exploitant et de sa famille. Le surplus des surfaces exploitées, soit 1/5, représente environ 18.700 grandes exploitations, qui, seules, se rapprochent de celles des *farmers* américains, et destinent une partie de leurs produits à la vente ¹. De toutes les branches de l'utilisation du sol, c'est surtout l'horticulture qui oriente sa production vers le marché.

¹ XXX, *Les classes de la population allemande et le national-socialisme* (Europe nouvelle, 20 mai 1933).

Il en est de même pour l'économie forestière. Mais la lenteur du processus de la production, ainsi que le fait observer M. Kurt Ritter ¹, ne permet d'obtenir aucune donnée précise quant à la rentabilité.

L'endettement total de l'agriculture allemande était, en 1913, d'environ 17 à 18 milliards de marks ; en 1931, il était inférieur d'un tiers à celui de 1913 ; en 1932, bien que sensiblement supérieur à celui de 1931, il était inférieur à celui de 1913. L'endettement total de l'agriculture s'élevait, un an avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, à 12 milliards de marks.

La charge d'intérêts de l'agriculture allemande représentait en 1913, 780 à 800 millions de marks. Supérieure en 1931-1932 à un milliard, elle a baissé de 1932 à 1933 à 580 millions de marks ².

La part du revenu national provenant de l'agriculture était en 1913 de 8 milliards 600 millions de marks. En 1932, elle était de 5 milliards ³.

Cependant, il convient de remarquer qu'elle a diminué beaucoup moins que dans l'industrie et dans le commerce, la part revenant à ces deux branches de l'activité économique étant passée de 14 milliards en 1913 à 6 milliards 700 millions de marks en 1932.

Les impôts frappant l'agriculture passent de 220 millions de marks en 1913, à 500 millions de marks en 1931-1932.

Les cotisations pour les assurances sociales versées par les paysans ont également augmenté : de 80 millions en 1913, leur total passe à 300 millions en 1932-1933.

¹ Kurt RITTER, *Les buts de la politique agraire nationale-socialiste* (*Revue économique internationale*, janvier 1934.)

² Calvin B. HOOVER, *op. cit.*, p. 29 ; cf. *Jahresbericht des deutschen Landwirtschaft*, Berlin, 1932.

³ Calvin B. HOOVER, *op. cit.* Cf. article de VON TYSKA, dans la *Sparkasse*, n° 1, du 1^{er} janvier 1933.

L'indice des prix agricoles, si l'on prend pour base 1913 = 100 a diminué : il est, en 1932, de 94,4 ¹.

On déduit de ces données statistiques que la situation de l'agriculture allemande s'est aggravée d'une manière générale, par rapport à celle d'avant-guerre, sans être toutefois nullement désespérée.

Telles sont les choses. Voyons les hommes.

Sur 5 millions d'entreprises, 3 millions étant de petites entreprises, leurs propriétaires sont obligés d'être mi-paysans, mi-ouvriers. Ayant des charges de crédit et d'intérêts assez grandes, ils vivent dans une condition précaire, ce qui, d'un côté ne favorise pas le développement du sens politique critique ; de l'autre oppose ces couches sociales au gouvernement qu'elles accusent de tous les maux. Sentiment d'opposition qui devient une véritable haine, quand cette masse paysanne observe l'attitude bienveillante dont témoigne le gouvernement à l'égard des propriétaires de l'Est, en créant en leur faveur des droits de douane protecteurs et en leur allouant des subventions, ces mesures étant prises pour conserver à ces propriétaires leurs domaines surchargés de dettes et improductifs, au détriment de la situation des ouvriers agricoles et de la formation des colonies agricoles, en vue de diminuer le nombre des chômeurs.

Il y a enfin cette haine des petits paysans, qui est soutenue notamment par une bureaucratie lente et compliquée, donnant presque l'impression d'un déni de justice.

Cette situation s'était trouvée cristallisée, avant l'avènement du national-socialisme, par la formation de ce fameux « Front Vert », auquel Erwin Topf a consacré une bonne partie de son livre sur la *Paysannerie allemande*.

¹ Calvin HOOVER, *op. cit.* Chiffres tirés du *Landwirtschaftsrat*.

La situation était particulièrement difficile dans la partie Nord de l'Allemagne et surtout dans Schleswig-Holstein ¹.

Les agriculteurs moyens, producteurs primaires ou secondaires, vu la chute des prix des produits agricoles, demandaient par l'intermédiaire de leurs associations, un régime protectionniste agricole, applicable à l'ensemble de cette branche de la production. Et là, où des conventions passées avec l'étranger, ne permettaient pas l'introduction d'un tel régime, ils préconisaient une politique de contingentement.

Ce système n'était pas sans présenter des difficultés d'application, ainsi que le montre l'exemple suivant : le tarif protecteur stimulant la production du lait et par conséquent celle du beurre, il en résultait un excédent de production de cette matière. Etant donné la concurrence de la margarine, ce beurre se vendait à des prix très bas, ce qui ne convenait pas du tout aux producteurs qui payaient les fromages très cher.

Pour remédier à une telle situation, les agriculteurs moyens demandaient le renforcement du tarif protecteur ².

Le gouvernement refusa d'accueillir leur demande, adoptant ainsi le point de vue des industriels qui craignaient des représailles économiques, surtout de la part des pays scandinaves et de la Hollande, pays qui exportaient leurs produits agricoles en Allemagne pour payer leurs importations de produits manufacturés allemands.

Ainsi, après avoir mécontenté les petits producteurs, le gouvernement de la République de Weimar arrive à mécontenter les producteurs agricoles moyens ³.

¹ Cf. XXX, art. cité.

² Calvin B. HOOVER, *op. cit.*, pp. 31 et suiv.

Cf. aussi Ch. HÉRISSON, *Le national-socialisme et la protection des classes moyennes* (*Revue économique internationale*, mars 1933).

³ Cf. Ch. HÉRISSON, art. cité (*Revue économique internationale*, mars 1933).

Bien que favorisés au détriment des autres couches de la classe paysanne, surtout pour 6.000 de leurs domaines qui étaient abandonnés dans « une irrémédiable déconfiture », les grands propriétaires de la Prusse Orientale n'étaient pas favorables au gouvernement républicain, ce qui se conçoit aisément si l'on considère qu'ils représentaient la couche sociale où se recrutaient les hauts fonctionnaires civils et les officiers d'élite de l'ancien Empire allemand.

Les grands propriétaires de tous les pays allemands, les Junkers, s'ils sont peu importants par leur nombre et par l'étendue des surfaces cultivées par eux, le sont par le fait qu'ils asservissent une grande partie des paysans, propriétaires de petites exploitations. Grâce à des traditions sociales, ils formaient une noblesse si puissante, que le roi lui-même dépendait d'eux. Et ceci est tellement vrai, qu'un dicton des *Junkers* dit :

*Unser König recht und gut
Wenn er unsern Willen tut.*

Défavorables au régime républicain, par leur formation spirituelle, ils le deviennent aussi par intérêt : les *Junkers* soutinrent, contre le Gouvernement de la République, les revendications paysannes craignant qu'une attitude différente créât entre eux-mêmes et les autres couches paysannes un désaccord profond dont les répercussions auraient pu devenir fâcheuses, à un moment donné, surtout pour eux ¹.

Si les couches sociales de l'agriculture étaient mécon-

¹ Sur la paysannerie allemande voir surtout les parties y consacrées de l'excellent ouvrage de Théodor GEIGER, *Die Soziale Schichtung des deutschen Volkes*, F. Enke, Stuttgart, 1932.

Sur les terres agricoles allemandes, en dehors de l'ouvrage classique *Plus de terres*, de Rheinhold WILLE, l'intéressante communication faite à l'Académie des Sciences morales et politiques, en 1928, par le vicomte DE GUICHEN, sur *Le problème agricole allemand dans le passé et le présent*.

tentes, pour des motifs et à des degrés divers, du Gouvernement de la République de Weimar, elles n'éprouvaient aucune attraction pour les idées exprimées dans le point n° 17 du programme du parti national-socialiste ouvrier allemand. Celui-ci est de tendance nettement socialiste et les paysans, quel que soit leur mécontentement envers les gouvernements successifs de la République de Weimar, étaient attachés, tout comme ceux-ci, à la propriété privée.

Il semble, d'ailleurs, que dans les préoccupations électorales du parti national-socialiste, la classe paysanne tenait une place assez réduite. Les termes employés dans la rédaction du 17^e point du programme de ce parti nettement socialiste, ne s'expliqueraient donc que par des nécessités de logique : pour que le programme soit complet et par besoin d'harmonie : pour que ce point s'accorde avec l'ensemble du programme. A cette époque, le moment de l'arrivée au pouvoir paraissait éloigné. Ce qui expliquerait pourquoi la conquête de la sympathie paysanne ne tenait qu'une place très restreinte dans les préoccupations du parti.

La preuve de ces affirmations réside dans le fait que jusqu'en 1927, les discours des leaders du parti national-socialiste ne font que quelques allusions à l'agriculture.

Depuis cette date, la tactique changea. La conquête du pouvoir était envisagée, sinon prochainement réalisable, en tout cas comme réalisable. Cette année-là, Hitler prononça un discours dans lequel il n'y avait pas beaucoup de choses pouvant intéresser spécialement les paysans : « le mal ne vient pas de ce que telle ou telle classe de la nation est insuffisamment protégée, mais de ce que l'Allemagne tout entière s'est engagée dans la voie de son anéantissement », dit-il à Hambourg, devant les paysans du Schleswig-Holstein ¹.

¹ Conrad HEIDEN, *op. cit.*, pp. 20 et suiv.

Le parti national-socialiste participe à la révolte de ces paysans de Schleswig-Holstein qu'avait harangué Hitler. Mais il sut s'en tirer quand on rechercha les responsabilités ; il supplanta le parti assez puissant qui s'était développé dans les plaines de l'Est : la *Landsvolkspartei*, faisant siennes les idées de celui-ci. De même, en toute occasion, le parti promet de satisfaire des intérêts divergents. Ainsi, pour les ouvriers agricoles, il réclame des contrats de travail équitables, la possibilité de devenir colons eux-mêmes et l'interdiction de faire venir des ouvriers étrangers.

Aux propriétaires agraires moyens, il assure le maintien des prix, la baisse du taux d'intérêt, la protection de la propriété privée. S'adressant aux *Junkers*, il promet à ceux-ci, comme aux autres, le maintien de leurs propriétés qui « a aussi un rôle à jouer ».

Enfin, il y a surtout cette promesse que les paysans constitueront cette noblesse par le *Blut und Boden*.

Ainsi, le point n° 17 du programme du parti national-socialiste fut renié par des interprétations plus ou moins ingénieuses.

Comme il n'a pas été établi officiellement, rien ne s'opposera à sa résurrection sous la forme la plus radicale si les nécessités politiques l'exigent.

Le programme agraire du parti fut rédigé le 6 mars 1930 par l'écrivain R. Walther Darré. Il contient les idées qui viennent d'être exposées.

D'une imprécision et d'une habileté extrême, il présente cependant ceci de précis : la garantie de la propriété agraire quelle que soit sa forme ¹.

Ce qui n'a pas empêché, 3 ans plus tard, le rédacteur lui-même de ce programme, à ce moment ministre de l'Agric-

¹ V. C. C. HEIDEN, *op. cit.*, pp. 240 et suiv.

culture, d'imposer à cette obligation de garantie de toute forme de propriété agricole, des conditions assez rigoureuses.

Elles le sont, en effet, tant par la rédaction qui les rend susceptibles d'être interprétées, depuis l'esprit conservateur classique jusqu'au socialisme le plus avancé, que par le fait que cette interprétation est laissée à l'entier bon gré du ministre lui-même et du gouvernement auquel il appartient.

Voici ces conditions, d'après les propres paroles du ministre : M. Walther Darré déclare en juillet 1933 qu'il respecte toute propriété mais seulement « si elle est économiquement saine et si elle peut se maintenir par ses propres moyens » ¹.

Telles sont les idées nationales-socialistes concernant l'agriculture.

Comment le parti, par son gouvernement, a-t-il donné corps à ces idées agraires ? C'est ce que l'on va voir dans les développements qui suivent.

¹ *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 19 juillet 1933.

SECTION II

L'organisation agraire jusqu'au 27 juin 1934

Ne croyez pas que le poids des impôts, la concurrence étrangère, les prix bas vous soient particuliers...

(Adolf HITLER, Discours prononcé en décembre 1927 devant les paysans du Schleswig-Holstein.)

Deux tâches économiques essentielles sont de première urgence : le sauvetage des paysans allemands qui doit être réalisé à tout prix...

(Adolf HITLER, Discours-programme prononcé devant le Reichstag, le 23 mars 1933.)

Le 30 janvier 1933, le Ministère de l'Agriculture et celui de l'Economie du Reich furent confiés à M. Alfred Hugenberg, chef du parti national-allemand, qui en demeura titulaire jusqu'au 27 juin 1933.

Le Dr Alfred Hugenberg est un personnage assez curieux dans l'histoire politique de la République de Weimar et celle du III^e Reich.

Ce n'est pas un industriel de type ancien. Directeur des usines Krupp pendant la guerre, il réussit à s'emparer, avec du papier-mark, de la majorité des journaux pro-

vinciaux ¹. Plus tard, il accapara les principales maisons de films, dont la puissante « Ufa ». Si bien, qu'à juste titre, on le désignait « le roi de la presse et du film ».

Profitant des fautes et des hésitations du comte Westarp, président du parti des nationaux allemands, le puissant industriel, simple membre du parti, obligea presque le comte à démissionner et le 21 octobre 1928, fut élu lui-même président de ce parti.

Parmi les prouesses du D^r Hugenberg, en dehors de celles occultes, la plus remarquable est la réunion, à Bad-Harzburg, des chefs des principaux partis de droite. Il y jette les bases du Front dit « de Harzburg » qui organisa le plébiscite dirigé contre le plan Young. Quoique le résultat de cette consultation populaire ne fut pas du tout brillant, le D^r Hugenberg, bien que restant dans la coulisse ², garda toujours une grande influence, ce qui explique le fait que deux ministères des plus importants du Reich lui furent confiés.

Un moment, il eut la joie de voir son idéal prendre corps ; ce fut lorsqu'il devint le dirigeant de l'économie allemande. Joie assez éphémère, car les élections du 5 mars 1933 marquèrent le commencement de son déclin : le succès électoral des nazis s'exerça au détriment de son parti. Et, quand celui-ci fut dissous, il ne lui resta plus qu'à démissionner lui-même, ce qu'il fit le 27 juin 1933.

La série des dispositions législatives, prises par le D^r Hugenberg, ne fait que poursuivre et renforcer la politique protectionniste des cabinets précédents. Ainsi, il élève les droits de douane sur certains produits agricoles ; il établit le 23 mars le contingentement des produits gras.

¹ Georg BERNHARD, *Le suicide de la République allemande*, Rieder, Paris, 1934, p. 281.

² Conrad HEIDEN, *op. cit.*, pp. 262 et suiv. ; id. p. 263.

Parmi ces dispositions législatives ou réglementaires on peut citer :

L'ordonnance du 24 février 1933 relative au fromage et au houblon ¹ ;

L'ordonnance du 23 mars 1933, en vue de favoriser l'utilisation de la graisse animale indigène et la nourriture indigène pour le bétail ² ;

La loi du 11 mai 1933, modifiant celles, antérieures, sur le lait. Conformément à cette loi, le ministre compétent du Reich pourra prononcer la fermeture des entreprises de production, traitement et transformation du lait en vue de « régulariser » le marché du lait, ainsi que la vente des produits de laiterie ³ ;

La loi du 17 mai 1933 ayant pour but de fixer les taxes prélevées par les Commissions de Surveillance du commerce tion » ⁴ ;

La loi du 30 mai 1933 sur la transformation de l'Office du maïs du Reich qui prend le nom d' « Office du Reich, pour les céréales, la nourriture du bétail et autres produits agricoles », sa compétence est élargie afin de faciliter la « protection » ² ;

¹ V. l'ordonnance du 24 février 1933 sur l'utilisation du fromage indigène ; l'ordonnance du 5 juillet 1933 sur la culture du houblon.

² V. l'ordonnance du 24 février 1933 sur l'élaboration des semences oléagineuses indigènes ; les dispositions pour la création d'un Comité consultatif pour le commerce des graines : le 6 mars 1933 ; l'ordonnance du 28 mars 1933, relative à la réglementation de la production industrielle des fabriques de margarine et des huileries ; l'ordonnance du 1^{er} mai 1933 relative au commerce des produits des fabriques de margarine et des huileries ; l'ordonnance du 21 mai 1933 sur le commerce des huiles et des graisses.

³ V. l'ordonnance du 2 mars 1933 sur le lait ; l'ordonnance du 30 mai 1933 réglementant le prix du lait ; la loi du 20 juillet 1933 modifiant la loi sur le lait...

⁴ V. l'ordonnance du 5 juillet 1933 réglementant l'étendue des cultures de houblon... ; la loi du 13 juillet 1933 réglementant la vente des produits de l'horticulture allemande.

La loi du 5 mai 1933 sur le commerce du bétail et de la viande.

Ainsi que l'on vient de l'exposer, l'élévation des droits de douane portait surtout sur le fromage, les légumes, les graines, le lait, les œufs, le bétail.

En dehors des dispositions législatives qui ont eu pour but d'abaisser à 4 1/2 % les crédits agricoles personnels et réels par l'intermédiaire des caisses publiques, il en existe également d'autres qui ont poursuivi la protection de l'agriculture contre les saisies et les exécutions forcées ¹. Telles sont :

L'ordonnance du 14 février 1933 accordant un nouveau sursis aux mesures d'exécution forcée dans l'agriculture, la sylviculture et l'horticulture ;

L'ordonnance du 14 février 1933 interdisant les ventes forcées en agriculture jusqu'au 31 octobre 1933 ² ;

La loi du 1^{er} juin 1933, relative à la réglementation des dettes agricoles, est surtout intéressante ³. On y trouve des dispositions très importantes relatives au désendettement agricole : le propriétaire d'une exploitation agricole, forestière ou horticole qui se trouve dans l'impossibilité d'acquitter ses dettes, par ses propres moyens, pourra solliciter du tribunal du bailliage le bénéfice de la procédure de désendettement, demande qui devra être faite avant le 30 juin 1934. La procédure devra tendre à la réduction progressive de la dette jusqu'à ce que l'exploitation ait recouvré une sécurité absolue.

¹ La loi du 5 mai 1933 fixant les droits sur les marchés du bétail, dans les abattoirs et les halles et l'ordonnance du 10 mai 1933 pour l'exécution de cette loi.

² Les ordonnances des 27 avril et 26 mai 1933 concernant également la protection des agriculteurs en matière d'exécution forcée.

³ V. aussi les ordonnances y relatives du 15 juin 1933 et du 15 juillet 1933.

Dans certains cas, l'ouverture de la procédure de désendettement est refusée : quand la procédure porte sur les biens du chef d'exploitation ; quand celui-ci pourra se libérer par ses propres moyens ; lorsqu'il aura contracté des dettes avec l'idée préconçue de bénéficier du désendettement ; quand les dettes auront été contractées après la promulgation de la loi ¹ ; quand la personnalité du demandeur et sa méthode de gestion n'offriront pas de garantie suffisante pour autoriser une exécution, suivie de succès, de la procédure ² ;

L'*Osthilfe* fut accordée comme par le passé. Ainsi, une ordonnance du 20 mars 1933, se réfère à l'exécution de deux ordonnances de 1931 et de 1932. Elle concerne le remboursement des crédits accordés pour la moisson et le désendettement des fermiers de l'Est.

Une autre ordonnance, du 29 mars 1933, se rapporte à une ordonnance de 1932 qui traitait également du désendettement des fermiers de l'Est.

Et l'on pourrait, ainsi, continuer l'énumération ³...

Il existe cependant un fait nouveau : Hugenberg favorisa l'activité de la Commission parlementaire chargée d'enquêter sur l'emploi des crédits pour les agriculteurs de l'Est ⁴. Il va sans dire que le rapport présenté par cette Commission d'enquête ne fit que rendre difficile la position de Hugenberg, qui avait l'intention, paraît-il, de reprendre les idées de von Schleicher ⁵. Hugenberg continue aussi cette politique de colonisation, héritage des gouvernements antérieurs.

Par le décret du 29 mars 1933, est créée une Commission

¹ Seulement en cas de doute.

² Sur cette loi, v. le *Völkischer Beobachter* des 2 et 3 juin 1933 ; la *Frankfurter Zeitung* du 2 juin 1933 ; *Le Temps* du 4 juin 1933.

³ V. par exemple l'ordonnance du 7 juillet 1933 relative à l'application des mesures de secours en faveur des provinces de l'Est.

⁴ *Berliner Tageblatt*, du 21 février 1933.

⁵ *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques* du 10 mai 1933 ; *Journal d'Alsace-Lorraine* du 22 mai 1933.

de la Colonisation, le gouvernement voulant ainsi montrer l'importance qu'il accorde à ce problème ¹.

Les dispositions du 15 juillet 1933 concèdent de nouveaux crédits s'élevant à 50 millions de marks pour la colonisation intérieure ².

Enfin, le Chef du parti national-allemand, tout comme ses prédécesseurs, prêta une attention particulière aux habitations à bon marché. C'est ainsi que le décret du 7 mars 1933 prévoit des allègements fiscaux en cette matière. D'autre part, l'ordonnance du 22 mai 1933 atténue les mesures de contrainte concernant les habitations à bon marché.

Il n'y eut, ainsi qu'on a pu l'observer, rien d'exceptionnel ou de spécifique dans l'organisation agricole allemande, pendant la présence de M. Alfred Hugenberg au Ministère de l'Agriculture. La politique protectionniste peut être admise ou combattue ; elle n'est, en tout cas, pas nouvelle ni dans l'histoire économique générale, ni dans celle de l'Allemagne. Mieux encore, elle est dans la meilleure tradition des gouvernements antérieurs.

D'ailleurs, les ordonnances de M. Hugenberg se rapportent, comme on vient de le voir, à celles des gouvernements précédents, non pour les modifier, mais pour les compléter.

Quant à certaines mesures, comme celle qui tend à la réduction du taux de l'intérêt, non seulement les cabinets précédents les avaient pratiquées, mais il est infiniment probable que tout ministre, même le plus weimarien, qui aurait été à la place de M. Hugenberg, eût procédé tout comme lui.

¹ Le rôle du Commissaire de la Colonisation est très réduit en agriculture ; ce fonctionnaire dépend d'ailleurs principalement du ministre de l'Economie du Reich.

² *Berliner Tageblatt* du 17 juillet 1933.

Sur la colonisation intérieure, il convient de citer également la loi du 14 juin 1933 qui prévoit la création de fermes sur toute l'étendue du Reich.

SECTION III

La terre et les paysans allemands sous le ministère de M. R. W. Darré

Edifier un Etat comme un tout organique,
c'est affirmer les idées de sang et de terre.

(R. Walther DARRÉ, *Stellung und Aufgaben
des Landstandes.*)

Nous sommes aujourd'hui : « Le peuple
sans espace. »

(R. Walther DARRÉ, *Stellung und Aufgaben
des Landstandes.*)

Nous, paysans allemands, nous tendons la
main aux paysans de tous les peuples sans
exception et nous avons aussi la saine com-
préhension de leurs problèmes.

(R. Walther DARRÉ, Discours à l'occasion de
la première journée de la paysannerie alle-
mande, le 21 *Hartung* 1934.)

M. Walther Darré ne considère pas comme « spécifique-
ment » national-socialiste, l'organisation de l'agriculture
allemande avant que lui-même ne devînt ministre, le
29 juin 1933.

Par des faits objectifs, nous nous sommes efforcé de
démontrer qu'en effet il n'y avait rien de « spécifique » dans

la politique agricole antérieure, ce que M. Darré affirme plutôt par des motifs personnels.

Avant d'examiner cette politique agricole « spécifique » national-socialiste, il convient de dire quelques mots sur la personnalité de M. R. Walther Darré.

C'est en Amérique du Sud qu'il a passé une bonne partie de sa vie. Il est d'ailleurs né à Belgrano près de Buenos-Ayres.

Les problèmes agraires l'ont toujours préoccupé. Mais c'est surtout sous l'angle sentimental et esthétique, plus que sous l'aspect rationnel et sociologique, qu'il les considère.

Ce national-socialiste « pur-sang » fut représentant de la République de Weimar à l'Exposition des bêtes d'élevage de Lattis, en Finlande. Comme on le voit, il n'a pas dédaigné les honneurs républicains qui sont parfois assez rémunérateurs.

Les théories qui gravitent autour des questions agricoles et surtout cette théorie du sang et de la terre qu'il a maintes fois exposée, exaltant au maximum la vanité paysanne, lui valurent, peu après sa nomination comme ministre, l'érection d'un monument.

Le rédacteur du programme agraire du parti national-socialiste de 1930, inaugura lui-même en 1933, comme ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Reich, le monument que la paysannerie « reconnaissante » de Nassau (près de Wiesbaden), d'où sa famille est originaire, édifia en son honneur ¹.

« Furent promulguées successivement, à peu d'intervalle : la loi sur l'édification de la corporation paysanne, le 13 septembre ; la loi sur la garantie des prix des céréales, le

¹ R. Walther Darré, *Seines Nassauschen Heimatgaues Dankbarer « Bauernstand »*.

26 septembre, et la loi sur le domaine héréditaire, le 29 septembre.

» Ainsi, dans un intervalle de deux semaines, l'œuvre fut présentée en raccourci.

» Ce que nous avons à faire désormais, c'est uniquement à l'instar de ce modèle ¹. »

La loi du 13 septembre 1933 a pour titre complet : « Loi relative à l'organisation provisoire de la corporation alimentaire du Reich et aux mesures propres à régulariser le marché et les prix des produits agricoles ² ».

Cette loi du 13 septembre fut préparée par deux autres lois : l'une du 14 ³, l'autre du 15 juillet 1933 ⁴.

Elle fut complétée par le décret du 19 septembre 1933 et par les ordonnances des 8 décembre 1933, 15 janvier 1934 et 16 février 1934.

La corporation alimentaire du Reich englobe toute la vie agricole du III^e Reich. Par conséquent, toutes les organisations antérieures y sont rattachées ⁵. Cette corporation est divisée, *ratione materiae*, en quatre sections principales qui touchent respectivement les questions suivantes :

Politique économique générale et représentation corporative ;

Production technique agricole et enseignement ⁶ ;

¹ R. Walther DARRÉ, *Rede gehalten auf den ersten deutschen Reichsbauerntag am 21 « Hartung » 1934*, p. 18.

² *Gesetz über den Vorläufigen Aufbau des Reichsnährstandes und Massnahmen zur Markt- und Preisgebung für landwirtschaftliche Erzeugnisse.*

³ *Gesetz über die Neubildung deutschen Bauernturns.*

⁴ *Gesetz über die Zuständigkeit des Reichs für die Regelung des Ständischen Aufbaues des Landwirtschaftsrats.*

⁵ En avril 1933, fut créée la *Reichsführergemeinschaft der Landwirtschaft*.

⁶ V. s. la première et la seconde section, l'ordonnance du 8 décembre 1933.

Coopératives agricoles ¹ ;

Commerce de gros et de détail et transformation des produits agricoles ².

Au point de vue administratif, cette corporation alimentaire comprend les organes suivants :

Un chef des paysans du Reich : *Reichsbauernführer* ;

Un état-major (*Stabsamt*) appelé à le seconder ;

Un conseil des paysans du Reich : *Reichsbaueramt*, ayant des attributions consultatives auprès du *Reichsbauernführer* ;

Un corps de gestion ayant à sa tête un directeur du Reich de « l'administration autonome paysanne » ;

Quatre « sections principales » que nous venons d'examiner plus haut, subdivisions de ce « corps de gestion de l'administration autonome ».

Chacune est dirigée par un « Chef de Section » : *Abteilungsleiter* ;

10 experts constituant un Comité : (*Beirat*) attaché aux chefs de sections ;

Une diète des paysans du Reich : *Reichsbauerntag*.

A l'instar de cette organisation centrale, il y a une organisation régionale du premier degré : les paysanneries du Pays : *Landesbauernschaften* avec *Landesbauernführer*, *Stabsabteilung*, et une autre, du second degré : les paysanneries du cercle : *Kreisbauernschaften* avec *Kreisbauernführer*, *Kreisobmann*, etc...

Le but poursuivi par toute cette organisation est double : d'abord, renseigner les autorités sur la situation économique des entreprises agricoles individuelles ; ensuite, veiller à ce que ces entreprises se consacrent « aux fins élevées que réclame le plus grand bien de la collectivité ».

¹ V. s. cette section, l'ordonnance du 15 janvier 1934.

² V. s. cette quatrième section l'ordonnance du 16 février 1934.

Il y a, d'après la loi du 13 septembre 1933, un organisme dont le pouvoir est très grand : c'est le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation lui-même. Aux termes de la loi, il a des attributions de contrôle (§ 4), d'intervention (§ 5) et de direction, celles-ci très étendues.

Ainsi, le ministre peut autoriser la corporation alimentaire ou certains de ses groupes à réglementer la production, la vente, ainsi que les prix et les échelles de prix des produits agricoles quand cette réglementation est nécessaire, en raison des « besoins de l'économie générale et du bien public » (§ 2). Il a la faculté de procéder à des fusionnements et des regroupements des producteurs.

Une disposition extrêmement intéressante de la loi veut qu'aucune indemnité ne soit accordée par le Reich à raison des dommages résultant de son application (§ 6).

Cette loi assure, comme on vient de le voir, l'intervention de l'Etat dans l'agriculture, intervention qui se manifeste d'une manière très prononcée.

Soit en vertu du principe hiérarchique, soit directement, c'est le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Reich qui dirige toute la vie agricole du pays, de telle sorte qu'on peut dire que la prétendue corporation alimentaire englobant l'agriculture et les agriculteurs allemands, n'est, en réalité, qu'un Service public.

Les paysans, de simples particuliers, deviennent dorénavant des fonctionnaires de l'Etat : dans la nouvelle organisation, il n'y a pas d'initiative individuelle, il n'y a qu'une discipline rigoureuse rendue possible grâce à ce principe invoqué par les dirigeants : l'intérêt collectif prime l'intérêt personnel.

Toute l'organisation allemande dépend de son ministre. Celui-ci dépend, à son tour, du Chancelier. On voit donc que

le *Führerprinzip* ne sert qu'à une organisation, plus ou moins ingénieuse, ayant pour but de faire dépendre, en dernier ressort, toute la vie agricole allemande de la personne du grand Führer de la nation et de l'État.

Les deux lois : celle du 15 septembre relative aux minoteries et celle du 26 septembre concernant les prix des céréales, sont conçues dans le même esprit que celui que nous venons d'exposer.

La loi du 15 septembre 1933 sur le groupement des minoteries accorde au Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Reich, en vue de réglementer l'emploi du seigle ou du blé indigène, la faculté de grouper les minoteries qui transforment ou ont transformé les céréales (§ 1 ; 1^o).

En outre, le Ministre peut édicter des prescriptions relatives à l'exploitation, l'utilisation, etc., des minoteries existantes et également celles selon lesquelles une minoterie nouvelle peut être établie (§ 1 ; 2^o).

Le Ministre promulgue toutes « les ordonnances de droit et d'administration nécessaires à l'application de cette loi », ainsi que les « prescriptions complémentaires ».

Il peut en particulier :

1^o Réglementer les droits et obligations des membres et les autres conditions juridiques des groupements et décréter que ces groupements possèdent la capacité juridique ;

2^o Annexer des exploitations à tel groupement d'exploitations déjà existant et de même nature et ce faisant, réglementer les droits et obligations des membres mêmes, ajoute le texte, par dérogation aux accords contractuels ;

3^o Décréter, s'il y a lieu, et de quelle manière, les autres milieux économiques participant à la transformation des céréales peuvent être représentés dans ces groupements ;

4^o Fixer les quantités de seigle et de blé indigènes que les

différentes minoteries doivent acheter en un temps déterminé, ainsi que le prix d'achat de ces céréales ;

5° Fixer également les prix auxquels les différentes minoteries doivent vendre les produits issus du seigle et du blé (§ 2).

Conformément à cette loi, les minoteries groupées dans une « association économique » sont rattachées à la quatrième section principale de la *Reichsnährstand* ¹.

Cette loi du 15 septembre 1933 ne fait que confirmer les caractères que nous avons exposés plus haut.

Elle contient, cependant, ceci de remarquable : l'intervention du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation est fixée dans ses moindres détails, comme si le législateur avait craint que quelque chose eût pu échapper à la direction de celui-ci.

La loi du 26 septembre 1933 est relative à la sûreté des prix des céréales ². Elle fût complétée par l'ordonnance du 29 septembre 1933.

C'est le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation qui, conformément à cette loi, fixe ces prix.

Le blé et le seigle seront taxés suivant une progression s'élevant pour le seigle de 147 marks (octobre 1933) à 165 marks (juin 1934), pour le blé, de 182 marks à 195 marks, progression qui sera appliquée pendant une année de transition.

Telle est l'économie de ces dispositions exposée par la *Deutsche Zeitung* ³.

Il ne s'agira plus, comme avant, de « soutenir le cours des céréales par des interventions malheureuses ». Désormais,

¹ Institution d'un contrôle complet de l'agriculture par l'Etat : *Le Temps* du 17 septembre 1933.

² *Gesetz zur Sicherung des Getreidepreises.*

³ *Deutsche Zeitung* du 29 septembre 1933.

le paysan recevra le juste prix de ces céréales. Ainsi on évitera la spéculation ; on ne réalisera plus des bénéfices exagérés avec le seigle ou le blé, mais on servira la cause du peuple allemand...

Le paysan pourra contribuer à « assurer au pays l'indépendance économique ». A cette fin, il devra observer les règles suivantes :

Ne pas semer plus qu'en 1932 ;

Réduire donc « librement » ses ensemencements ;

Réduire d'abord la culture du blé et augmenter d'autant les aliments destinés au bétail.

Il est intéressant de noter qu'en commentant la loi sur les prix des céréales, les journaux allemands affirment que les prix fixés seront établis seulement pour les quantités de céréales correspondant au « besoin national » ¹.

Cette loi, du 26 septembre 1933, applique donc aux prix des céréales le même régime d'interventionnisme, poussé jusqu'aux plus petits détails, que la loi du 15 septembre 1933 prescrit pour les minoteries.

Aux lois agricoles fondamentales que nous venons d'examiner, s'ajoute une autre loi formant, avec les précédentes, une sorte de statut de l'agriculture du III^e Reich.

C'est la loi relative au domaine héréditaire paysan : la *Reichserbhofgesetz* du 29 septembre 1933 ².

« Le Gouvernement du Reich, en consacrant un ancien usage héréditaire allemand, entend maintenir la paysannerie, la *Bauerntum*, en tant que source de sang du peuple allemand », est-il dit au début de cette loi.

¹ *Les prix des céréales en Allemagne et à l'étranger* (*Wirtschaft und Statistik* du 1^{er} octobre 1933).

² V. les ordonnances y relatives des 27 avril 1934, 26 juin 1934 et 24 juillet 1934.

On y décèle « la substitution, au droit judéo-romain, du droit germanique » et le *Blut und Boden*, idées chères à M. Walther Darré.

Protéger les biens paysans contre l'excès d'endettement et de morcellement « afin qu'ils restent, d'une manière durable, l'héritage de la souche familiale, entre les mains des paysans libres », tel est le but de la loi.

Il y a, dans ce texte législatif, deux séries de dispositions : les unes concernant le domaine héréditaire, les autres le paysan.

Est réputé « domaine héréditaire » selon la loi du 29 septembre 1933, toute propriété agricole ou forestière lorsqu'elle remplit certaines conditions : au point de vue de la surface minima, le domaine, pour être héréditaire, doit avoir l'étendue d'une « parcelle nourricière » (*Ackernahrung*), expression par laquelle il faut entendre la quantité de terre nécessaire pour nourrir et vêtir une famille sans dépendre du marché et de la situation économique, ainsi que pour assurer la gestion économique (§ 2 ; 2).

Au point de vue de l'étendue maxima, le domaine héréditaire ne doit pas dépasser 125 hectares car, dit la loi, « il doit pouvoir être exploité à l'aide d'une seule habitation sans métairies (§ 3 ; 2).

A ces conditions d'étendue du domaine s'en ajoute une autre : il faut que le domaine se trouve être la propriété unique « d'une personne apte à la culture » (§ 1).

La loi prévoit la création de domaines héréditaires par partages (§ 4), si les propriétés foncières plus étendues répondent aux conditions mentionnées, et lorsque le montant global des dettes du propriétaire, y compris les charges réelles grevant la propriété à partager, ne dépasse pas 30 % de la valeur-type établie par le fisc avant le partage.

La loi admet aussi la création des domaines héréditaires dans d'autres cas, comme par exemple les exigences de la culture (§ 5).

La viticulture, l'horticulture et la pomiculture bénéficient des dispositions que nous venons d'exposer, selon les termes du paragraphe 6 de la loi.

Le paragraphe 7 donne des précisions concernant le domaine héréditaire. Il compte, comme éléments constitutifs : les terres cultivées, les dépendances, le bétail et des parcelles provisoirement affermées.

Sur le point de savoir si un domaine est héréditaire, c'est le Tribunal dit « de succession » qui, selon la loi, est compétent (§ 10).

Le second chapitre de la loi traite du « paysan ».

On crée cette noblesse de par « le sang et la terre ».

En effet, seul, le propriétaire d'un domaine héréditaire est dit paysan : *Bauer* dit la loi (Ch. II, § 11), le propriétaire ou le détenteur d'une autre propriété foncière étant dit cultivateur : *Landwirt*.

Certaines conditions sont nécessaires pour avoir le droit d'être « paysan ».

Il y a d'abord l'obligation de la nationalité allemande.

Il y a ensuite celle d'être « de sang allemand ou de même race ». La loi exclut formellement celui qui est juif lui-même ou qui a des ancêtres maternels et paternels de sang juif « ou de race de couleur » (§ 13 ; 2). « Le jour déterminant », pour la réalisation de ces conditions, est le 1^{er} janvier 1800. On ne sait pas trop pourquoi a été choisie cette date déterminante pour la pureté de la race et du sang. C'est le Tribunal des successions ¹ qui statuera en cette matière en cas de doute, sur la demande qui lui sera faite par le propriétaire ou par le chef

¹ V. sur ce tribunal les instructions du 2 mai 1934.

des paysans des cercles : le *Kreisbauernführer* que nous avons mentionné plus haut.

Assurément la tâche du Tribunal est très facile car, si des critères sur la pureté du sang et de la race sont scientifiquement inexistants et si les recherches entreprises depuis le 1^{er} janvier 1800 sont difficiles à effectuer, le bon gré du juge ou l'ordre du Grand Führer du Reich, de celui d'un *Land* ou même d'un *Kreis* sont beaucoup plus simples à suivre.

La loi exclut tout interdit (*entmündigt*). Elle exige chez le paysan l'honorabilité et la capacité d'administration. A ce propos, elle contient cette curieuse disposition que l'âge ne constitue pas à lui seul une cause d'empêchement (§ 15).

Le domaine héréditaire est incompatible avec la copropriété et la personnalité juridique. Ceux qui deviennent incapables perdent le droit de s'appeler paysan (§ 16) quoique leurs droits demeurent intacts.

Sur les questions concernant la capacité paysanne, c'est le Tribunal des successions qui est compétent (§ 18).

Cette loi qui institue le domaine héréditaire, l'*Erbhof* appartenant au paysan : au *Bauer*, prévoit que la transmission de l'hérédité de celui-ci se fait d'une manière indivise à l'héritier légal *Anerbe* en vertu du droit de transmission intégrale : *Anerberecht*.

Le droit successoral ne peut donc être ni exclu : *ausgeschossen*, ni limité par des dispositions *mortis causa* comme il ne peut être ni aliéné ni grevé de charges.

Les droits des cohéritiers se réduisent aux autres biens du paysan.

Les descendants qui ne sont pas institués héritiers reçoivent une formation professionnelle et une dotation (*Ausstattung*) correspondant — dit la loi — aux ressources du

domaine ; s'ils tombent dans la gêne sans être responsables, ils recoivent le droit d'asile au foyer.

Telles sont les principales dispositions de la loi sur l'*Erbhof*¹.

M. Kurt Ritter a probablement raison lorsqu'il dit que, par cette loi, on reprend les anciennes coutumes successorales germaniques. En effet, s'il en avait été autrement, la science et le bon sens le plus élémentaire eussent été choqués par des dispositions telles que :

1° La hiérarchie des terres : terres aristocrates des paysans et terres inférieures des *Landwirte* ;

2° Hiérarchie ayant comme criterium : « la pureté de sang ou de race ».

Est-ce que cette pureté existe ? Des savants comme le Dr Montadon nous disent non. Si malgré tout elle existait, est-ce qu'elle pourrait être recherchée ? Les savants — sauf les Allemands — nous disent non. Si elle existe et peut être déterminée, peut-elle constituer un criterium ? Point n'est besoin d'adopter le point de vue du droit romain, mais il suffit d'avoir une dose minime de bon sens pour répondre négativement ;

3° La préférence accordée à un seul héritier, d'une manière arbitraire, au détriment des autres ;

4° La préférence accordée aux hommes par rapport aux femmes ;

5° Le défaut de maturité d'âge qui ne constitue pas, à lui seul, un cas d'empêchement pour devenir *Anerbe*...

En réalité, il y a, dans cette loi, le romantisme agraire de l'écrivain Darré, que l'on retrouve partout dans ses œuvres et qui a conquis « le cœur » du Führer et de ceux ayant eux-

¹ V. les commentaires de M. W. Darré à Bayreuth repr. par la *Frankfurter Zeitung* du 15 novembre 1933 ; v. aussi *Les domaines paysans* (*Wirtschaftsdienst* du 8 décembre 1933).

mêmes dans leur personnalité des tendances qui les rendent particulièrement réceptifs à de telles idées.

Mais derrière cette façade on aperçoit aisément les mobiles qui ont inspiré la rédaction de la loi sur ce domaine héréditaire.

Il y a d'abord le désir de conquérir la sympathie paysanne en exaltant sa vanité, ce qui est d'autant plus possible que les gouvernements antérieurs ont négligé complètement ce point.

Il y a aussi le désir d'attacher à la propriété une bonne partie de la population et de l'opposer ainsi à toute tendance socialisante. On espérait ainsi gagner les paysans pour longtemps contre les prolétaires dont la fidélité envers le parti est assez incertaine.

En tout cas, les lois ont été appliquées :

A en croire la statistique, en décembre 1934, il y avait 845.000 exploitations constituant des « domaines héréditaires » et 5.100.000 individus déclarés « paysans » ¹.

Devant le « Tribunal de Pays pour les domaines héréditaires », dont la séance inaugurale eut lieu à Celle, le 8 février 1934 ², de nombreux cas se sont présentés.

Le siège de la corporation paysanne, primitivement installé à Berlin, fut transféré à Gosslar pour montrer « que l'on s'écartait de la politique paysanne du libéralisme ». Il était évidemment bien nécessaire de montrer ce fait, qui n'avait pas été trop remarqué.

C'est par ces paroles qu'un journal westphalien explique ce transfert de siège : « Le choix est tombé sur Gosslar. Même Brünswick a été jugée trop grande. C'est de là que sont parties

¹ *Wirtschaft und Statistik* du 11 décembre 1934.

² *Der Tag* du 9 février 1934.

autrefois les impulsions les plus puissantes pour la colonisation de l'Allemagne orientale ¹. »

Le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation a réduit l'impôt foncier de 100 RM et a fixé à 1 % le taux d'impôt sur le chiffre d'affaires agricoles ².

Il a accordé, tout comme ses prédécesseurs, des subventions mensuelles aux assurances sociales agricoles.

Il a continué l'œuvre protectrice contre l'exécution forcée ³.

Et a aussi, celle du désendettement ⁴, dont une des applications les plus remarquables est relative à l'*Osthilfe* ⁵.

M. Walther Darré a enfin poursuivi l'œuvre de colonisation intérieure entreprise par les gouvernements précédents ⁶.

Mais ce sont surtout les mesures réglementant le marché intérieur et les prix qui sont intéressantes et les plus spécifiques pour la politique agricole du III^e Reich, en dehors des lois que nous venons d'examiner.

Aux prix minima de 1933, M. Darré substitue en 1934 un système absolu de prix fixes, qu'il étend aux céréales fourragères. Ce système se combine avec une règle d'ensemble du marché permettant une réglementation du producteur au consommateur.

¹ *Rheinisch westfälische Zeitung* du 16 janvier 1934.

² Supplément au *Bulletin quotidien d'Etudes et d'Informations économiques* du 5 février 1934.

³ V. les ordonnances des 27 décembre 1933, 3 février 1934, 22 mars 1934 et la loi du 28 septembre 1934.

⁴ V. l'ordonnance du 27 janvier 1934 ; 500 millions de désendettement agricole résultant de l'activité de la *Rentenbank-Kreditanstalt* : *Der Tag* du 17 avril 1934.

⁵ V. les disp. gouv. du 23 mars 1934, du 29 mars 1934.

⁶ V. les ordonnances des 6 février 1934, 28 février 1934, la loi du 26 mars 1934.

C'est de trois manières différentes que ces mesures ont été réalisées ¹ :

I. D'abord par l'introduction du prix imposé variant selon les régions. C'est le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation qui fixe par décret les quantités et les prix. Cette mesure a été notamment appliquée aux céréales.

Selon le décret y relatif, les cultivateurs devraient livrer, du 16 août au 31 octobre 1934, une quantité de céréales égale au tiers de ce qu'ils ont livré sur la récolte de la précédente année.

Les prix de vente sont fixés et valables pour la meunerie aussi bien que pour les cultivateurs. Des différences ne sont admises que pour certaines qualités ou pour des modes d'expédition spéciaux.

Le prix du seigle est élevé de 6 marks par tonne ; celui du froment de 10 marks...

II. Une autre série de mesures visent l'attribution de certains pouvoirs conférés par le ministre de l'Alimentation nationale à l'Office d'alimentation du Reich qui nomme de son côté des délégués. Ceux-ci ont pour mission de prendre des dispositions après avoir consulté les groupements économiques intéressés. On a appliqué ces mesures aux produits suivants :

1° Houblon : Décision du 3 décembre 1933 imposant l'établissement d'un bordereau de vente et la tenue d'une comptabilité exacte du marché ;

2° Laine de mouton : Décision du 30 janvier 1934 selon laquelle la vente de la laine en Allemagne passera obligatoirement par la *Reichswollverwehrung* et ses sections ;

3° Pommes de terre : Décisions du 17 février 1934 ; du

¹ V. le rapport présenté par la *Reichs-Kredit-Gesellschaft*, Aktiengesellschaft, Berlin, 1935.

31 juillet 1934, recommandant aux délégués de réduire la marge du bénéfice des intermédiaires et d'assurer le contrôle qualitatif ;

4° Blé vert : Décision du 7 juillet 1934, ayant pour but de déterminer le contingentement, le prix, la marge de bénéfice ;

5° Légumes secs : Décision du 10 août 1934, relative à l'exportation et à l'importation ;

6° Semences : Décision du 26 mars 1934, relative à une nouvelle réglementation de la qualité et des prix ;

7° Produits horticoles : Décision du 22 juin 1934 concernant la production des fruits, légumes, fleurs et pépinières ;

8° Betteraves sucrières : Décision du 18 mai 1934 : L'Office d'alimentation du Reich réglemente la vente de la betterave en collaboration avec la Ligue des industries sucrières allemandes.

III. Il y a enfin une troisième et dernière série de mesures :

C'est la création d' « Associations professionnelles ». En vertu de la loi réglementant l'alimentation du Reich, le ministre de l'Alimentation a le pouvoir de réunir en une seule et même corporation toutes les entreprises et toutes les personnes exploitant, transformant ou vendant une certaine catégorie de produits agricoles, s'il estime que « l'économie générale et le bien de la nation » l'exigent.

Chacune de ces corporations autonomes a pour mission de régler toutes les questions relatives aux produits agricoles particuliers qu'elles contrôlent en « adaptant » l'offre à la demande de manière à assurer, dans les meilleures conditions possibles de vente, le meilleur rendement et l'approvisionnement de la population. Elles sont donc autorisées à imposer les prix et à réglementer l'offre. Elles doivent également surveiller les marges de bénéfices depuis la production jusqu'à

la vente en passant par tous les échelons, par exemple, en ce qui concerne le blé, depuis l'exploitation agricole jusqu'au dernier détaillant, le boulanger.

On a appliqué cette méthode aux produits agricoles suivants :

1° Céréales : loi très importante du 27 juin 1934, dont l'économie a été exposée plus haut. Sont chargées de la réglementation, d'après cette loi, les associations régionales et « l'Union centrale allemande des céréales » ;

2° Lait et produits laitiers : le décret du 27 mars 1934 crée « l'Union des produits laitiers » à laquelle sont subordonnées les associations productrices et d'approvisionnement en lait ;

3° Bétail et viande : décret du 23 mars 1934 réglementant le marché, selon lequel les transactions dépendent du « Groupement des marchés des animaux de boucherie et de leurs sous-produits » ;

4° Œufs : décret du 3 mai 1934 concernant la réglementation du marché des œufs. Ce texte a consacré l'« autonomie » de ce produit dans l'économie allemande. Toutes les entreprises de vente d'œufs ont été fusionnées en associations. De plus, on a créé une Société nationale à responsabilité limitée pour l'utilisation des œufs, qui doit centraliser et équilibrer l'offre et la demande dans les 14 associations régionales et fixer les prix des différentes catégories des qualités nouvellement établies.

L'« Union des divers groupements des industries et de l'alimentation du Reich » doit réglementer la vente des produits suivants :

1° Huiles et graisses : le 4 avril 1934, on créait l'Office des huiles et des graisses ;

2° Poissons : décret du 26 janvier 1934 faisant fusionner les industries de poissons de l'Allemagne ;

3° Amidon : le 30 avril 1934, un décret avait déjà fusionné les industries s'y rapportant.

Pour « équilibrer » les prix de l'étranger avec ceux de l'Allemagne, on a créé des « Offices du Reich » :

Il y a ainsi :

« L'Office du Reich pour les céréales » ;

« L'Office du Reich pour les produits laitiers, huiles et graisses » ;

« L'Office du Reich pour les œufs » ;

« L'Office du Reich pour le bétail et les produits agricoles d'origine animale ».

Ces Offices doivent permettre les exportations des produits industriels allemands en échange des importations de produits agricoles étrangers ¹.

Si l'on considère dans une vue d'ensemble l'organisation agricole du III^e Reich, on remarque, ainsi que nous l'avons dit, que, pendant le Ministère de M. Alfred Hugenberg, elle ne présente rien d'exceptionnel, si ce n'est que ce protectionnisme à outrance qui, lui aussi, a d'ailleurs été pratiqué, au moins temporairement, par les précédents ministres.

R. Walther Darré vient à l'Agriculture avec ses idées plus ou moins... curieuses.

Il y a cette idée de classe paysanne solidaire, non seulement à l'intérieur du pays, mais aussi à l'extérieur : « Nous, paysans allemands, nous tendons notre main aux paysans de tous les pays. »

Il y a l'idée de révolution paysanne comparable à celle

¹ Constantin VON DIETZE, *La lutte contre la crise agraire* (Rev. Ec. pol. 1935).

d'un Sylla, d'un Gustave Adolphe, d'un Cromwell ou d'un Mussolini.

Enfin, entre autres, celle de la noblesse de « par le sang et la terre » que les paysans doivent constituer.

Rien de tout cela ne fut réalisé ¹.

La solidarité inter-paysanne fut écartée au profit du principe de la solidarité nationale.

La révolution paysanne, personne ne l'a vue, ni vécue ;

Quant à cette noblesse par le *Blut und Boden* c'est la loi sur l'*Erbhof* qui a cherché à la réaliser.

Nous avons vu que cette loi, de structure médiévale, dépouillée de la mystique dont elle est imprégnée, ne tend qu'à obtenir la *captatio benevolentiae* d'une catégorie d'Allemands, d'une manière plus certaine que ne l'a été celle des autres catégories sociales.

L'autre loi fondamentale, sur la *Reichsnährstand* ne sert qu'à organiser l'agriculture dans son ensemble, comme un service public. Ce service est mis par l'intermédiaire du *Kreisbauernführer* dépendant du *Landesbauernführer* dépendant à son tour du *Reichsbauernführer* entre les mains du grand *Führer*. Car c'est celui-ci qui nomme le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, supérieur hiérarchique du *Reichsbauernführer*. (Actuellement ces deux fonctions sont confondues sur la tête d'un unique titulaire.)

L'agriculture, service public, les agriculteurs, quels que soient leurs noms, *Bauern* ou *Landwirte*, simples fonctionnaires au service d'un pouvoir personnel, voilà ce qu'a réalisé la loi sur la corporation alimentaire du Reich !

¹ V. s. toutes ces idées, les livres de M. R. Walther DARRÉ : *Das Bauerntum als Lebensquelle der Nordischen Rasse* ; *Neuadel aus Blut und Boden* ; *Zur Wiedergeburt des Bauerntums* ; *Stellung und Aufgaben des Landstandes* ; *Das Zuchtziel des deutschen Volkes*, etc. tous édités chez Lehmann à Munich.

« Les exigences de l'économie générale et du bien public » (loi du 13 septembre 1933) ou « les nécessités nationales » (loi du 26 septembre 1933) que, par un pouvoir magique, seul le Führer paraît en être le connaisseur et le conducteur, ne fait que dissimuler ce pouvoir personnel.

D'ailleurs, si quelque doute pouvait subsister à cet égard, une disposition de la loi sur la *Reichsnährstand* l'écarterait catégoriquement. Cette loi décide en effet dans son sixième paragraphe « qu'aucune indemnité ne doit être accordée par le Reich à raison des dommages résultant de l'application de la loi ».

Tout ceci afin d'assurer cet interventionnisme qui ne fait qu'évoluer et se développer depuis la loi du 15 septembre 1933 sur les minoteries, celle du 26 septembre 1933 sur le contrôle des prix des céréales et jusqu'aux plus récentes dispositions.

Interventionnisme organisé jusqu'aux plus menus détails, mélangé à quelques idées plus ou moins romantiques, telle se présente l'organisation agraire du III^e Reich.

Et cette organisation nous est donnée comme modèle non seulement par M. Darré, mais aussi par des gens comme M. Jens Jessen, directeur de l'Institut d'Economie mondiale de Kiel et M. Kurt Ritter, directeur de l'Institut d'Economie politique de l'Ecole supérieure d'agriculture de Berlin.

Voici ce que dit ce dernier : « Il n'est pas de domaine de l'économie où se manifeste plus nettement l'orientation national-socialiste que celui de l'agriculture ¹. »

Il reste maintenant à se demander quelle est l'attitude des différentes couches sociales de l'agriculture allemande devant cette organisation.

¹ Kurt RITTER, *Le but de la politique agraire nationale-socialiste* (Rev. éc. int., janvier 1934).

La continuation de l'*Osthilfe* n'a pas été faite pour plaire outre mesure aux petits exploitants, auxquels l'œuvre de colonisation, que le gouvernement a continuée, a donné cependant une certaine satisfaction.

Les *Junkers*, assez indépendants, se montrent sympathiques à la nouvelle organisation tant qu'elle ne s'oriente pas vers le socialisme. Et comme cette organisation dépend d'une ou plusieurs personnes, ce sont ces personnes qu'ils surveillent.

Les exploitants agricoles moyens sont plus satisfaits. Ils sont devenus des « paysans » : ils ont leurs tarifs protectionnistes. Mais on peut craindre les troubles familiaux que la loi sur l'*Erbhof* pourra provoquer en séparant les membres d'une même famille d'une manière si inéquitable...

Mais cette crainte ne se réalisera que si la loi est longtemps appliquée...

En tout cas, ce protectionnisme et cet interventionnisme instituent une autarchie appliquée à l'agriculture comme dans les autres domaines économiques du III^e Reich dont les résultats défavorables apparaissent, dès à présent, dans le déficit de la balance commerciale de l'Allemagne.

Les prix des produits agricoles allemands, par rapport aux prix mondiaux, sont visiblement très élevés, ainsi qu'il ressort du tableau ci-après :

	Pour 100 kg en RM.	
	Prix allemands	Prix mondiaux
Froment.	20,5	10,4
Maïs	15,5	5,8
Beurre	260	121
Graisse	181	66,8
Sucre.	44	9
Bétail	82	23,8
Porc	96	28

M. Moritz, directeur au Ministère de l'Agriculture, nous assure que l'Allemagne dispose de 14,3 millions de quintaux de céréales panifiables.

Ses besoins étant de 8,7 millions, le reste pourrait suffire jusqu'à la fin de 1935 ¹.

Cependant, M. R. W. Darré, dans une conférence faite sur « la bataille de la production » à l'occasion de la « Semaine verte » (exposition agricole), à Berlin, lance cet appel : « Utilisez votre terre à l'aide d'un travail intensif et produisez ce qui manque au peuple allemand ! » Car, en effet, la statistique nous montre que l'année 1933 a été particulièrement bonne ; mais que la seconde année du III^e Reich a une récolte médiocre par rapport aux années weimariennes et surtout par rapport à l'année weimarienne précédant immédiatement l'avènement du III^e Reich. Ce qui est tout à fait caractéristique.

¹ *Le Temps*, des 29 janvier 1935..

Le rendement de la récolte allemande ¹

LA TERRE

69

Territoire du Reich moins la Sarre	Moyenne annuelle 1924/1933	1931	1932	1933	1934	Moyenne annuelle 1924/1933	1931	1932	1933	1934
	En 1.000 tonnes					En quintaux métriques par hectares				
Froment (épeautre compris)	3.880	4.366	5.158	5.765	4.676	19,9	19,1	21,5	23,7	20,3
Seigle	7.516	6.680	8.364	8.727	7.608	16,9	15,3	18,8	19,3	16,9
Céréales entrant dans la fabrication du pain	11.396	11.046	13.522	14.492	12.284	17,4	16,6	19,8	20,8	18,1
Avoine	6.375	6.205	6.650	6.951	5.452	18,6	18,4	20,2	21,8	17,2
Orge	2.929	3.018	3.214	3.467	3.204	19,3	18,6	20,5	21,9	18,6
Céréales fourragères	9.304	9.223	9.864	10.418	8.656	18,8	18,5	20,3	21,8	18,1
Pommes de terre	40.910	43.866	47.016	44.071	46.299	145,0	155,3	163,2	152,5	159,2
Betteraves	10.650	11.039	7.876	8.579	10.314	267,3	289,7	284,3	275,8	282,3
Raves fourragères	26.770	29.826	34.486	30.717	33.805	257,5	381,4	420,6	369,2	355,0
Trèfle, Luzerne	10.730	11.431	11.714	10.599	8.697	52,3	56,5	56,8	51,6	43,5
Foins de près	23.370	25.523	25.344	22.237	17.726	42,5	46,4	46,1	40,5	32,5

¹ D'après le Rapport présenté par la " Reichskreditgesellschaft ".

CHAPITRE II

LE CHÔMAGE

SECTION I

Le chômage en Allemagne et le national-socialisme

...Si la foule se jette dans nos bras en poussant des hourras, cela ira mal pour nous.

(Adolf HITLER, Discours du 1^{er} septembre 1928 devant l'Assemblée générale du parti à Munich.)

Depuis longtemps, toute une série de dispositions législatives, ont été prises en Allemagne pour lutter contre le chômage.

Elles touchaient surtout deux institutions : les bureaux de placement et l'assistance au chômage.

Ce qu'on rencontre d'abord, ce sont des bureaux de placement professionnels, comme par exemple ceux appartenant à divers groupes de métiers et aux syndicats patronaux et ouvriers.

Les bureaux de placement paritaires constituaient une exception.

Quant aux bureaux publics, on les trouve à la fin du XIX^e siècle en Allemagne du Nord d'abord ; en Allemagne du Sud et de l'Ouest ensuite.

Une ordonnance du Conseil d'Empire du 15 juin 1916, la loi du 5 décembre 1916 et l'ordonnance du 19 septembre 1918 réglementaient ces bureaux. Plus importantes sont l'ordonnance du 5 mai 1920 qui créa l'office fédéral de placement et la codification de toutes les dispositions concernant le placement, du 22 juillet 1922.

Ce sont les Fédérations des Associations ouvrières et d'employés qui, avant la guerre, pratiquaient presque exclusivement l'assistance au chômage sur la base d'une assurance mutuelle.

La collaboration des pouvoirs publics avec les syndicats ouvriers, l'ancien système dit « système de Gand » n'existait qu'isolément.

Mais pendant la guerre, et surtout après la guerre, on pratiqua officiellement l'assistance aux chômeurs.

Un des premiers textes y relatif, est l'ordonnance du 13 novembre 1918 qui fut plusieurs fois modifiée par la suite. Le texte, plus complet, concernant cette assistance aux chômeurs, c'est l'ordonnance du 16 février 1924, elle-même modifiée à diverses reprises.

Ces textes se rapportent surtout à l'assistance-aide (*unterstützende Fürsorge*).

Sur l'assistance productrice : *productive Fürsorge*, il faut citer les ordonnances de 1920, 1923, 1924 et 1925.

En dehors de ces textes, il convient de mentionner également les dispositions de l'article 163 de la Constitution de Weimar qui dit : « A chaque Allemand doit être donnée la possibilité de gagner sa vie par son travail. Dans la mesure où on ne peut lui procurer une possibilité d'emploi approprié, l'Etat doit s'occuper de son entretien. »

Le 16 juillet 1927 fut promulguée la loi la plus importante sur le chômage d'avant le III^e Reich.

Un premier projet fut présenté en 1920. Il prévoyait que l'« Union des caisses de maladie » devait créer des caisses de chômage ; les bureaux publics de placement avaient un rôle consultatif pour la prestation de l'assurance-chômage. Mais ce projet fut retiré.

Un autre projet lui fut substitué, mais en 1923 il fut également rejeté par le Reichstag. Ce n'est qu'en 1925 qu'un nouveau projet apparut. Il fut soumis au Conseil fédéral et au Conseil d'Economie du Reich.

La Commission de politique sociale de ce Conseil en fut saisie. Ensuite, il fut voté par le Conseil du Reich. Après le vote du Reichstag, il devint la loi du 16 juillet 1927.

Cette loi comprend 9 parties : d'une manière générale, elle conserve les dispositions antérieures relatives au placement et à l'assurance-chômage et en ajoute à celles-ci d'autres, de sorte qu'elle constitue un statut en la matière ¹.

La loi institue, à la tête du placement et de l'assurance-chômage, l'« Office fédéral de placement et d'assurance-chômage » : le *Reichsanstalt für Arbeitsvermittlung und für Arbeitslosenversicherung* qui comprend une administration centrale : *Hauptstelle*, des offices de travail des pays : *Landesarbeitsämter* et des bureaux de travail locaux : *Arbeitsämter*.

Plus intéressante est la quatrième partie de la loi consacrée aux mesures à prendre pour éviter et résorber le chômage (art. 131-141). Elle prévoit des travaux de secours à entreprendre par les autorités publiques qui doivent aussi assurer

¹ Les neuf parties de la loi visent : l'organisation administrative ; le placement et l'orientation professionnelle ; l'assurance-chômage ; les mesures pour éviter et restreindre le chômage ; l'organisation financière ; la procédure ; les mesures d'ordre général ; les mesures transitoires ; les mesures disciplinaires.

une partie du travail. Dans ce but, il y a encore l'ordonnance du 28 mars 1928 du ministre du Travail du Reich.

Malgré ces mesures et notamment ces travaux de secours que le III^e Reich va reprendre sur une échelle beaucoup plus grande, jusqu'en 1933, le nombre des chômeurs s'est accru considérablement.

Parmi les causes de cet accroissement, il faut citer : la rationalisation industrielle, les charges fiscales, la stagnation des affaires, l'exode rural, le chômage saisonnier et beaucoup d'autres dues aux crises très aiguës que l'Allemagne a traversées depuis la guerre ¹.

En présence de cette situation, le national-socialisme réussit à conquérir une bonne partie des sans-travail.

Ceux-ci n'étaient particulièrement attachés à aucune doctrine. N'étant pas aidés d'une manière suffisante par les partis prolétariens, laissant ceux qui avaient du travail, ils étaient aptes pour des doctrines extrémistes tout aussi bien de gauche que de droite.

Le national-socialisme sut profiter de la révolte des chômeurs. Il les enrôla dans les troupes de la S. A., leur donna plus que des habits : des uniformes et de la nourriture. Il leur faisait croire non seulement qu'ils ne formaient pas une classe de parias, mais qu'ils constituaient l'avant-garde d'un nouveau régime, les pionniers du III^e Reich.

Il est assurément difficile d'avoir des données statistiques précises sur le nombre de chômeurs avant le III^e Reich, comme après. Il y a cependant un fait incontestable : c'est que, à l'avènement du III^e Reich, le chiffre des chômeurs était très

¹ Sur les dispositions relatives au chômage, voir la thèse de M. Adolphe STEINMETZ, *La lutte contre le chômage en Allemagne depuis la guerre*, Les Presses modernes, Paris, 1930.

élevé d'après les propres affirmations des gouvernements de cette époque.

Voici la situation de 1929 jusqu'en 1933 présentée par la *Reichskreditgesellschaft* de Berlin ¹.

Travailleurs et Chômeurs		
Périodes	Travailleurs (en milliers)	Chômeurs atteints par la statistique (en milliers)
1929 (moyenne mensuelle)	17.597	1.906
1930 » »	16.329	3.113
1931 » »	14.246	5.565
1932 » »	12.499	5.605

¹ Rapport déjà cité, présenté par cette société sur la situation économique en Allemagne.

SECTION II

Les grands travaux. « La bataille du travail »

Par ailleurs le Gouvernement national est convaincu que l'assainissement définitif de notre économie, tant rurale que citadine, dépend du rengagement dans le circuit de l'autorité productive, de toute l'armée des chômeurs. Telle est la deuxième tâche du Gouvernement : c'est la plus importante et elle est formidable.

(A. HITLER, Discours-programme devant le Reichstag, le 23 mars 1933.)

L'accroissement du nombre des chômeurs n'était pas particulier à l'Allemagne, comme l'ont démontré les enquêtes entreprises par le B. I. T. ¹.

Dans ce pays, déjà au cours de 1932, des conditions favorables s'annonçaient. D'autre part, les derniers gouvernements weimariens ont envisagé des plans de grands travaux publics afin de combattre le chômage. Ainsi firent Brüning, Papen, Schleicher.

M. Hitler qui, en 1928, détestait les « hourras » de la

¹ V. à ce sujet Georges SCELLE, *L'organisation internationale du travail et le B.I.T.*, Rivière, Paris, 1930 ; Clément ARGENTIER, *Les résultats acquis par l'organisation permanente du travail*, Sirey, Paris, 1930 ; W. OUALID, *La structure et l'œuvre économique de l'O.I.T.* (Cours de doctorat 1932-1933, Paris).

foule, n'hésite pas à déclarer, au mois de mars 1933, qu'à côté de l'agriculture, le chômage est le problème fondamental que le gouvernement a à résoudre.

Il poursuivit, dans ce but, la voie ouverte par ses prédécesseurs.

Il prit même dans son cabinet comme « Commissaire du Reich pour le Chômage » le D^r Gunther Gereke dont les plans relatifs aux travaux publics pour combattre le chômage étaient parmi ceux qui ont inspiré les cabinets précédents.

Il y a, autour du D^r Gereke une « affaire » aussi intéressante que spécifique pour le nouveau régime.

Après s'être approprié les idées du plan du D^r Gereke, les nationaux-socialistes cherchèrent une occasion pour s'en débarrasser, d'autant plus que le D^r Gereke pouvait devenir dangereux. Il était, en effet, en bonnes relations avec le général Schleicher et avec les nationaux allemands du parti desquels il était d'ailleurs membré. Mais surtout, il commençait à devenir très populaire dans les milieux ouvriers : il forma même un projet de commission où, à côté des nationaux-socialistes siégeraient les syndicats libres.

L'occasion ne tarda pas à se présenter.

En manière d'appel électoral, le gouvernement du III^e Reich lança une proclamation dans laquelle il portait des accusations très fortes contre les gouvernements de la République de Weimar. C'était en même temps une attaque contre Hindenburg puisque, sur les 14 ans weimariens, lui-même fut président durant 8 ans.

Le D^r Gereke protesta contre cette proclamation et demande la suppression de sa signature qui y figurait déjà « d'office ». Ce qui fut fait. Mais, peu après, accusé de dilapidation des fonds des communes rurales, il fut arrêté (le

23 mars 1933), jugé et condamné à 2 ans 1/2 de prison (le 16 juin 1933)¹.

Les gouvernants du III^e Reich ont entrepris, afin de lutter contre le chômage, d'abord, des grands travaux publics ² de l'*Arbeitsbeschaffung*.

A cet effet, une loi portant pour titre « Offensive générale contre le chômage » a été promulguée le 1^{er} juin 1933.

Cette loi contient six parties. Voici son contenu : pour procurer du travail aux chômeurs, on prévoit l'émission d'un emprunt intérieur d'un milliard de marks garanti par la *Reichsbank* et destiné uniquement à financer de grands travaux d'intérêt général.

La validité et la capacité des travailleurs de fournir un travail de « plein rendement » sont laissées à l'appréciation du gouvernement. Ils recevront : de l'Etat un secours de chômage, de l'employeur un salaire de 25 RM. pour 4 semaines complètes de travail et un repas « chaud » par jour.

L'achat de l'outillage servant à ces travaux est exempt d'impôts et de taxes.

La loi institue une souscription volontaire soit en espèces, soit en bons du Trésor.

Pour favoriser cette souscription, elle prévoit que les personnes qui se sont rendues coupables de fraudes fiscales et qui verseront à la souscription une somme égale à celle dont elles ont frustré le Trésor, bénéficieront d'une annulation.

Les personnes employant à leur service des femmes, même domestiques, bénéficieront d'un dégrèvement d'impôt sur le revenu : chaque femme donnera droit à la même réduction qu'un enfant mineur.

¹ V. à ce sujet : Georg BERNHARD, *op. cit.*, pp. 45 et suiv., p. 426.

² V. Friedrich SYRUP, *La lutte contre le chômage et les grands travaux publics* (*Revue d'Economie politique*, 1934).

La loi du 1^{er} juin 1933 institue une « prime de mariage » de 1.000 RM. pour la femme qui, en se mariant, s'engage à ne pas accepter un travail salarié ; elle institue également un « secours de ménage » pour les familles nombreuses lorsque le mari seul travaille au dehors.

Des surtaxes d'impôts sont prévues sur les célibataires, veufs ou divorcés sans enfants et, dans une moindre mesure, sur tous les ménages sans enfants.

Ainsi qu'on le voit, la loi veut résoudre en même temps que la question du chômage, celle du « foyer » : « la femme au foyer, l'homme au travail », telle est la formule à appliquer.

En même temps, elle s'est occupée du problème de la natalité et, dans ce but, elle institue « le secours de ménage » pour les familles nombreuses et met des surtaxes d'impôts sur les gens non mariés, comme sur les mariés n'ayant pas d'enfants.

De grands travaux publics ont été entrepris en exécution de cette loi.

C'est ainsi que le gouvernement a décidé, le 23 juin 1933, de créer un réseau d'autostrades du Reich, *Reichsautobahnen*, sur le modèle fourni par la route existant entre Cologne et Bonn.

C'est dans le même esprit que le gouvernement bavarois a décidé la prolongation, jusqu'à Ratisbonne-sur-le-Danube du canal qui s'arrêtait à Wurzburg-sur-Mein.

Ce ne sont là que des exemples de ces gigantesques travaux publics concernant surtout des autostrades, des canaux et des chemins de fer.

Pour démontrer l'extraordinaire ampleur de ces travaux, un exemple parmi tant d'autres, suffira :

Le plan de construction d'autostrades, actuellement en voie d'exécution, va être conclu pour un circuit de 190 km.

autour de Berlin. Les travaux, qui commenceront en juillet 1935, seront terminés en 1936.

Ce circuit sera en communication avec 19 principales sorties de Berlin.

150 à 250 ponts seront nécessaires pour la traversée des routes, des voies d'eau ou des chemins de fer qui se trouvent sur son parcours, ainsi que 4 viaducs, dont l'un atteindra 1 kilomètre ¹.

Dans le même but de création de travail, on a encouragé l'initiative privée relativement à la construction de nouveaux immeubles et à la remise en état des anciens.

On peut citer à cet égard, à titre d'exemple seulement, la loi du 21 septembre 1933, relative à l'achèvement d'immeubles destinés à l'habitation et accordant des crédits jusqu'à 500 millions RM., les dispositions du 22 septembre 1933 réglementant l'octroi des prêts, par le Reich, en vue de la construction de maisons familiales, d'une valeur maxima de 8.000 RM. chacune.

Outre les grands travaux publics et privés et dans le même ordre des mesures prises par le III^e Reich afin de combattre le chômage, l'institution des prêts « matrimoniaux » *Ehestandsdarlehen* par la loi du 1^{er} juin 1933 est particulièrement intéressante. Mais si pour la population elle a été « salutaire », il n'en a pas été de même pour le Trésor.

C'est ainsi qu'une série de dispositions sont venues limiter ces prêts. Par exemple, on a exclu du bénéfice du prêt national les personnes ayant conclu un mariage avant la date de promulgation de la loi ; les personnes n'ayant pas la jouissance des droits civiques ; celles qui laissent supposer par leur attitude qu'elles ne sont pas des « partisans sans réserve de

¹ *Le Temps* du 5 janvier 1935.

l'Etat national » ; des cas où le mariage pourrait paraître : « non conforme à l'intérêt de la souveraineté nationale » ; enfin, les personnes qui « n'offrent pas la garantie d'une possibilité du remboursement du prêt ».

En février 1934, le ministre des Finances du Reich a été même obligé de suspendre momentanément ces prêts ¹.

« La lutte contre le froid et la faim » est un autre aspect des mesures de lutte contre le chômage, dans le III^e Reich.

Un discours du D^r Goebbels inaugura cette « lutte » : le premier dimanche de chaque mois sera un jour de quêtes et de souscriptions. Ce jour-là, les Allemands ne devront faire qu'un repas se composant uniquement d'un plat, d'un prix de 0,50 RM. au plus.

Les hôtels, les restaurants, les wagons-restaurants ne devront donner que des repas de ce genre. Les sommes économisées ainsi seront versées au fonds de secours.

Des fournitures de vivres et de combustibles seront faites aux chômeurs : elles bénéficieront du transport gratuit sur les chemins de fer. Des repas substantiels, des spectacles de théâtre, des concerts seront offerts à la jeunesse pauvre.

Dans un discours prononcé le 9 octobre 1934, le Chancelier a déclaré que cette lutte contre le froid et la faim, ce secours d'hiver ne doit pas être fait par charité, mais qu'il doit résulter « d'un esprit de solidarité nationale ».

Un intéressant reportage de M. Jules Sauerwein montre que ces œuvres ont une valeur assez considérable : « La fête de Noël, celle de l'Été, ce sont les moments où l'on parle de nous. Mais toutes les autres semaines de l'année, nous poursuivons notre œuvre », dit une représentante de la Ligue des femmes, la *Frauenschaft* employée comme dame de bienfai-

¹ *Le Temps* du 22 février 1933.

sance dans la cellule de l'un des quartiers de Zellendorf. Et les « personnalités » du III^e Reich participent elles-mêmes à ces œuvres. Il fallait voir le D^r Schacht quêter à l'intérieur de la Bourse, le général Goering et M. Goebbels tendre la sébile sur la promenade *Unter den Linden*, tandis que le prince Auguste-Guillaume de Prusse encaissait des marks et des pfennigs devant le *Kaufhaus des Westen*, déclare à M. Sauerwein un membre du Bureau de bienfaisance populaire national-socialiste ¹.

Le 21 mars 1934, on a annoncé une « bataille du travail ». L'appel du gouvernement lancé à ce propos est si caractéristique de l'esprit du nouveau régime qu'il mérite d'être reproduit : il a la forme d'un appel de mobilisation militaire : c'est d'ailleurs « Mobilisation » qu'il porte comme titre.

« Aujourd'hui, l'Office bavarois du Travail désignera 50 détachements composés chacun d'un gradé, de deux tambours et d'un clairon (qui sera fourni par la S. A. de München).

» Ces détachements proclameront l'ordre de mobilisation pour la Bataille du Travail, dans les formes prescrites pour la proclamation de la menace de danger de guerre.

» Cet ordre de mobilisation est rédigé de la façon suivante :

» Le peuple allemand mobilise aujourd'hui pour la Bataille du Travail.

» Par ordre du Führer, l'offensive de printemps commence immédiatement.

» L'attaque contre le chômage sur tout le front du secteur économique.

» Aucun patron ne devra demeurer en arrière.

¹ J. SAUERWEIN, *Une explication du « mystère » nazi* (Paris-Soir du 5 janvier 1935).

» Tous devront marcher à l'assaut et progresser simultanément.

» Toutes les exploitations, grandes et petites, constituent des troupes de choc.

» Au cours de cette année, 2 millions de vos compatriotes seront appelés sous les drapeaux du Travail.

» Aidez cette armée du Travail !

» Pratiquez la camaraderie. Donnez-leur du travail !

» Notre objectif est : L'Allemagne sans chômeurs !

» Victoire et salut ! »

SECTION III

Le service du travail. Les camps de travail

L'idée de service du travail obligatoire est le prolongement nécessaire et le complément des idées qui ont abouti à l'instruction obligatoire et au service militaire obligatoire. Ce n'est pas seulement pendant la guerre et les armes à la main que l'Allemand doit servir la Nation, mais encore en temps de paix, avec l'outil.

(M. HIERL, allocution prononcée devant les étudiants le 19 janvier 1934.)

Dans le cadre des mesures prises par le III^e Reich afin de combattre le chômage, l'institution du « Service du travail » mérite une mention particulière en tant que spécifique du nouvel esprit animant les gouvernants actuels de l'Allemagne ¹.

L'*Arbeitsdienst*, à en croire M. Hierl, son chef, est destiné à diminuer le chômage en même temps qu'il poursuit un but éducatif : développer ce sentiment d'honneur qu'on éprouve en mettant ses forces au service du travail national.

Ce service doit être obligatoire : « L'idée de service du travail obligatoire est le prolongement nécessaire et le complément des idées qui ont abouti à l'instruction obligatoire et

¹ *Der Deutsche*, du 24 juin 1934.

au service militaire obligatoire. Ce n'est pas seulement pendant la guerre et les armes à la main, que l'Allemand doit servir la nation, mais encore en temps de paix avec l'outil. Le service du travail obligatoire doit être pour la jeunesse allemande, un service d'honneur. »

« Ce ne sont que des considérations de politique intérieure et extérieure » qui ont empêché momentanément cet *Arbeitsdienst* d'être obligatoire, ajoute M. Hierl.

D'ailleurs, ce service a été introduit obligatoirement « à titre d'essai » pour le district Halle-Mersebourg. Si les résultats sont bons, la mesure sera généralisée ¹.

Chaque travailleur, en vue d'être admis aux emplois publics et d'avoir une priorité pour les emplois privés doit être muni d'un livret de travail *Arbeitspass* attestant qu'il a accompli son « service du travail ».

A partir des fêtes de Pâques 1934, le service du travail est obligatoire pour tous les étudiants et les étudiantes qui voudront se faire immatriculer dans un établissement d'enseignement supérieur. Ils devront avoir accompli un stage de 4 mois de service du travail et un séjour de 6 semaines dans un camp de service du travail.

Les *Instituten der Dozentenschaften* comprenant des professeurs et des assistants sont chargés d'organiser ce service du travail pour les professeurs.

Il s'agit d'arriver à ce que, dans un délai de 4 semestres, tous les professeurs, jusqu'à une certaine limite d'âge, et tous les assistants aient passé par le service civil ou par un camp de sport militaire ².

Aux termes d'un accord intervenu entre M. R. Walther Darré, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du

¹ *Der Deutsche* du 24 juin 1934.

² *Völkischer Beobachter* du 14 novembre 1933.

Reich et le colonel Hierl « Chef du Service du Travail », tous les fils des agriculteurs et des ouvriers agricoles devront accomplir un stage d'une année dans le service du travail. Le *Landjahr* comprend déjà 20.000 jeunes gens ¹.

Ce stage sera indispensable pour obtenir « l'avancement » dans la *Reichsnährstand* ou pour y être engagé comme ouvrier ou employé. Les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1913 ne feront, selon l'accord susmentionné, qu'un stage de 6 mois.

Une ordonnance du bourgmestre de Brême annonce que tous les jeunes gens de 17 à 25 ans, qui se destinent au fonctionnarisme, ainsi que ceux qui sont candidats comme ouvriers ou employés dans une administration de l'Etat, devront accomplir leur *Arbeitsdienst*.

Ce service du travail dut avoir du « succès » puisque la Direction du Service du Travail décida que personne ne serait plus engagé jusqu'au 1^{er} avril 1935, « les places disponibles étant toutes occupées ».

Le nombre total des personnes que ce « Service du Travail » occupe est, selon la *Reichskreditgesellschaft* ², de 200.000 à 250.000.

Parmi les travaux, celui qui, à lui seul occupe le nombre le plus grand de travailleurs, à savoir 47,8 %, est celui de l'amendement du sol ³.

Le III^e Reich a créé enfin des « camps de travail » destinés à l'entraînement des jeunes gens aux exercices physiques et à l'acquisition de la connaissance de la vie en commun selon l'esprit du nouveau régime.

Un district de travail comprend plusieurs « groupes de travail » et chacun de ceux-ci « 9 sections ».

¹ V. le rapport de la *Reichskreditgesellschaft* ; v. aussi *Le Temps* du 4 février 1935.

² *Le Temps* du 8 février 1935.

³ Rapport cité.

C'est dans ces sections de cadre *Stammabteilungen* que sont constitués les « camps de travail ».

Le premier de ces camps de travail a été inauguré, le 10 juillet 1933, à Juterborg, sous la direction du procureur Spieler, commandant d'une section d'assaut.

Les étudiants et les étudiantes en droit devront y faire un stage obligatoire.

Voici ce que disent, à propos de ce premier camp de travail, les *Hamburger Nachrichten* : L'effectif étant d'abord de 50 hommes, sera complété, chaque semaine, par 50 nouveaux arrivants et le chiffre normal sera de 250. Les jeunes juristes seront tous vêtus de la même façon et devront également avoir le même argent de poche. A l'arrivée, ils devront déposer les sommes dont ils seront porteurs, ainsi que leurs livres. Leur séjour au camp ne doit pas être consacré à l'étude. Le but de ce stage est de les entraîner aux exercices physiques et leur faire connaître, avec la vie en commun, l'esprit du nouveau régime national-socialiste. Une bibliothèque mettra à leur disposition, non pas des livres de droit, mais des livres sur la doctrine nationale-socialiste.

Le lever aura lieu à 6 h. 15. De 6 h. 45 à 7 h. 15 : exercices physique d'assouplissement. Ensuite aura lieu le déjeuner. Puis de 8 heures à midi, sport en campagne. De midi à 14 heures, repas. De 14 heures à 15 h. 30 sport ou instruction sur les questions d'ordre général. De 16 heures à 19 heures conférences et travaux de nettoyage et de ravaudage : car les jeunes juristes doivent, dans ces camps, effectuer eux-mêmes tous les travaux y compris... l'épluchage des pommes de terre, dit le journal.

Pour ce qui est de la formation intellectuelle, à laquelle sont consacrées en particulier les après-midi, dans la mesure du temps disponible, on envisage le programme suivant :

évolution historique et essence du national-socialisme ; structure, organisation et caractère des sections d'assaut ; question des races ; nation et armée ; peuple et nation ; *Diktat* de Versailles ; démographie ; questions de colonisation intérieure ; droit national-socialiste c'est-à-dire « droit allemand ».

Pour l'entraînement, des officiers seront mis à la disposition des camps par l'Office d'éducation physique.

La formation intellectuelle sera donnée par des juristes faisant partie des Sections d'assaut et aussi par des fonctionnaires détachés par les ministères ¹.

Afin de permettre aux chômeurs des professions trop encombrées d'apprendre d'autres métiers où se fait sentir un manque de main-d'œuvre, les gouvernants du III^e Reich ont décidé la création des camps de rééducation *Umschulung* ².

Sur d'autres points, le gouvernement national-socialiste a consacré l'organisation antérieure ; notamment, il a maintenu la législation relative aux offices de placement et à l'assurance-chômage. Ainsi, l'ordonnance du 28 août 1934 relative à la main-d'œuvre dit que : « Le Président de l'Office du Reich pour le placement et l'assurance-chômage » — institution créée, ainsi que nous l'avons vu, en conformité des dispositions de la loi de 1927 — « est seul autorisé à réglementer la répartition de la main-d'œuvre »...

Le résultat de toutes ces mesures a été une diminution considérable du chômage.

On espérait un changement dans l'évolution du nombre de chômeurs par rapport à celui des travailleurs, de 1929 à 1932 (Ch. III, S. I). A cette date, les moyennes mensuelles étaient, pour les travailleurs (en milliers), de 12.499, et, pour

¹ *Hamburger-Nachrichten* du 7 juillet 1933.

² *Angriff* du 9 mars 1934.

les chômeurs (en milliers) de 5.605. Voici maintenant le tableau que la *Reichskreditgesellschaft* de Berlin nous présente pour 1933 et 1934 ¹ :

CHOMEURS PAR RAPPORT AUX TRAVAILLEURS DANS LE III ^e REICH		
Périodes	Travailleurs (en milliers)	Chômeurs atteints par la statistique (en milliers)
1933 Janvier	11.487	6.014
Février	11.533	6.002
Mars	12.193	5.598
Avril	12.698	5.333
Mai	13.180	5.040
Juin	13.307	4.856
Juillet	13.436	4.468
Août	13.724	4.128
Septembre	13.922	3.850
Octobre	13.063	3.746
Novembre	14.021	3.714
Décembre	14.287	4.058
1934 Janvier	13.518	3.773
Février	13.968	3.374
Mars	14.688	2.800
Avril	15.326	2.609
Mai	15.559	2.525
Juin	15.530	2.482
Juillet	15.533	2.426
Août	15.546	2.398
Septembre	15.620	2.282
Octobre	15.636	2.268
Novembre	15.476	2.356

¹ V. aussi les données fournies par M. Friedrich SYRUP d'après les bureaux de travail du Reich dans *La lutte contre le chômage par les grands travaux publics* (Revue d'Economie politique, 1934).

Deux séries de questions sont à envisager à propos des mesures prises par le III^e Reich contre le chômage : d'abord la valeur de ces mesures elles-mêmes, ensuite la valeur des résultats auxquels elles ont abouti.

Entreprenant de grands travaux, le III^e Reich n'a fait que continuer l'exécution des projets des gouvernements antérieurs. On sait que, quelques années avant l'arrivée de l'hitlérisme au pouvoir, il existait en Allemagne de nombreux projets prévoyant la création de grands travaux. Parmi ces projets, ceux du D^r Gereke qui devint, ainsi qu'on l'a vu, Commissaire pour le chômage dans le cabinet de Hitler, retenait particulièrement l'attention.

Non seulement en théorie, mais aussi en pratique, les gouvernements précédents se sont occupé de travaux publics, mais leurs projets, sauf ceux de Schleicher, n'étaient pas, il faut en convenir, de grande envergure comme ceux de Hitler. En tout cas, il n'y a rien de nouveau dans ces mesures : c'est une continuation, dans un sens hypertrophié, d'une politique antérieure.

Ces travaux publics ou privés, encouragés par l'Etat, sont l'objet de vigoureuses critiques. On observe que leur caractère est temporaire et surtout qu'ils entraînent d'énormes dépenses, assez souvent irrecevables. Ainsi, « le programme de travail » financé au moyen de bons à court terme et de bons fiscaux remboursables en 5 ans s'élevaient, en mars 1934, à 4 milliards de marks (24 milliards de francs).

A cette somme s'ajoutaient 2 milliards au déficit budgétaire reporté ¹.

¹ Discours du comte SCHWERIN-KROSIGK, *Journal des Débats* du 27 mars 1934.

Cette situation, si elle « n'empêchait pas de dormir » ¹ M. Schwerin-Krosigk, était encore inquiétante ².

L'institution du « prêt du mariage », très intéressante, a fait, sinon une complète, du moins une demi-faillite, puisqu'en février 1934, en raison de la situation du Trésor, ces prêts sont suspendus provisoirement.

Le « Service du travail » innovation du nouveau régime est, comme les « Camps de travail », d'inspiration fasciste. Il poursuit des buts éducatifs : inculquer le nouvel esprit. A ce point de vue, il n'a aucun rapport avec le chômage. Mais il sert aussi à diminuer le nombre des chômeurs... dans les statistiques, puisqu'une bonne partie des anciens chômeurs et de ceux qui auraient pu le devenir, ont été envoyés dans ces camps.

Les camps de travail, conçus dans le même esprit, sont, en outre, de vraies formations disciplinées à esprit guerrier, ainsi qu'on l'a remarqué.

Quant aux « Camps de rééducation » c'est une innovation hardie, mais contraire à tout bon sens. Il est bien difficile de désapprendre un métier et d'en apprendre un autre à la... commande ; de plus, une telle méthode est anti-scientifique, car on suppose que ceux qui ont adopté un métier ont des aptitudes particulières pour ce métier. Dès lors, comment pourrait-on efficacement transférer ces aptitudes ?

Etant donné les sources diverses auxquelles elles sont

¹ Ce sont les propres paroles du ministre.

² Quant à l'œuvre de « colonisation intérieure », elle suscite parmi d'autres critiques, les suivantes : l'ouvrier est obligé de ne travailler que trois jours par semaine à l'usine (les trois autres jours il travaille à la construction d'une habitation) et il ne reçoit que le salaire correspondant à ces trois jours ; pour pouvoir devenir propriétaire d'une habitation il doit ne pas quitter l'usine pendant cinq ans ; enfin, l'attribution de l'habitation se fait par voie de tirage au sort.

puisées (chiffres fournis par la *Reichskreditgesellschaft*), (l'Office de placement du Reich et les divers bureaux de travail), les statistiques ne coïncident pas exactement ¹. Elles montrent néanmoins une réduction considérable du chômage, de 1932 à 1935.

Devant ce résultat, on observe que le revenu du travail n'a pas beaucoup varié. En tout cas, il n'a pas augmenté proportionnellement à la réduction du nombre des chômeurs.

A cet égard, le tableau suivant, fourni par l'Office de statistique du Reich donne des chiffres intéressants à consulter :

REVENU DU TRAVAIL		
ouvriers, employés, fonctionnaires		
Périodes		Milliers de RM.
1932	1 ^{er} trimestre	6,36
	2 ^e »	6,53
	3 ^e »	6,51
	4 ^e »	6,31
Total pour l'année		25,71
1933	1 ^{er} trimestre	6,08
	2 ^e »	6,40
	3 ^e »	6,70
	4 ^e »	6,80
Total pour l'année		25,98
1934	1 ^{er} trimestre	6,76
	2 ^e »	7,31
	3 ^e »	7,60

¹ Par exemple, d'après la statistique des offices de placement relative au nombre total de chômeurs, la moyenne pour 1932 est de 5.575.492 ; pour 1933 : 4.804.428 ; pour 1934 : 2.718.298.

Ce qui peut s'expliquer par le fait que beaucoup d'ouvriers chômeurs reçoivent comme salaire une bonne partie de l'allocation de l'assurance-chômage qu'ils touchaient avant. Celle-ci, en effet, a beaucoup diminué, comme le montre le tableau ci-dessous ¹ :

Périodes (en milliers de RM.)	Allocations de chômage et de travail d'appoint
Année de compte (1 ^{er} avril au 30 mars)	
1932/1933	1413,6
1933/1934	1026,7
Avril à septembre 1933	537,3
» » 1934	346,1
1934 Avril	51,7
Mai	57,6
Juin	57,3
Juillet	58,7
Août	62,6
Septembre	57,2
Octobre	59

L'assurance-chômage s'est ainsi transformée partiellement en fonds-salaire.

Ce n'est donc pas en vain que Hitler recommande à tous de travailler... C'est peut-être pour détourner un peu l'attention des anciens chômeurs de ce fait.

Les « prêts matrimoniaux » n'ont fait, comme on l'a observé, qu'obliger les chômeurs « de changer de sexe ».

¹ Cf. rapport présenté par la *Reichskreditgesellschaft*, Berlin.

Quant aux chômeurs qui ont été relégués dans les camps de travail ou soumis au service de travail, ils sont des *Pflichtsarbeiter*, des travailleurs forcés, car le salaire qu'ils reçoivent est très faible ¹.

Voici ce que nous dit, à propos du travail qu'ils effectuent dans les camps, le rapport déjà mentionné de la *Reichskreditgesellschaft* de Berlin : « Ces travaux, malgré leur utilité, n'eussent pu être entrepris sans le « service volontaire » de travail, étant donné les frais « d'exécution et le problème du rendement ».

La *Lloyds Bank Monthly Review* d'octobre 1934 nous parle des omissions volontaires des chômeurs secourus par l'Assistance publique : les *Wohlfahrtserwerbslosen* pratiquées systématiquement. Ce qui évidemment ne fait que contribuer à diminuer le nombre des chômeurs sur... le papier ².

Une série de mesures, comme celle prévue par l'ordonnance prise en exécution du décret du 10 août 1934 viennent compléter ce tableau.

Cette ordonnance dit que les ouvriers et les employés âgés de moins de 25 ans devront être remplacés par des chômeurs chargés de famille. A ce propos, M. Munenbruch dit, dans le *Völkischer Beobachter* ³ : « C'est un acte de grande et authentique camaraderie que font les jeunes gens qui laissent leurs place à de plus âgés !... »

Malgré les expressions plus ou moins belles ; malgré la statistique utilisée par les dirigeants, on ne peut céler que, pour une bonne part, ces mesures ont, non pas diminué le

¹ V. le *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques : Les résultats de la lutte contre le chômage en Allemagne*, 12 mars 1935.

² V. Jacques GASCUEL, *La situation économique et financière en Allemagne* (*L'Observation Economique*, octobre 1934).

Völkischer Beobachter du 3 septembre 1934.

nombre des chômeurs, mais transféré une quantité de ces chômeurs ailleurs que sous la rubrique « chômage » en leur donnant diverses étiquettes.

Ceci dit pour une bonne partie des chômeurs, il reste cependant vrai que le III^e Reich a réduit le nombre considérable de chômeurs qui existaient avant, grâce surtout aux grands travaux.

Mais cette entreprise, elle aussi, entraîne, ainsi que nous l'avons fait remarquer, des objections, surtout au point de vue des finances publiques, qu'elle engage sans garantie suffisante de remboursement.

CHAPITRE III

LE TRAVAIL

SECTION I

Les syndicats allemands et le parti national-socialiste

Ils avaient soutenu des luttes pour le relèvement des salaires et conclu avec les chefs de l'entreprise des accords assurant aux ouvriers un certain revenu. Sans aucun doute possible, la vie de la population ouvrière était devenue, grâce à leur action, plus facile et meilleure.

(Adolf HITLER, *Mein Kampf*, p. 670.)

L'homme qui, à notre époque, pourrait vraiment démolir les syndicats marxistes... et qui conduirait en revanche à la victoire le syndicat national-socialiste, cet homme-là, ce triomphateur, serait grand parmi les plus grands, et mériterait que la postérité lui dédiât un buste dans la *Walhalla* de Ratisbonne.

(Adolf HITLER, *Mein Kampf*, p. 279.)

Comme dans tous les pays industriels, les syndicats patronaux et ouvriers sont, en Allemagne, beaucoup plus puissants que les organisations agricoles ¹.

Les syndicats patronaux étaient importants moins par le

¹ Ce qui explique en partie, la facilité relative avec laquelle des organisations comme le *Landbund*, les coopératives *Raiffeisen*, la *Deutsches Landwirtschaftsgesellschaft* ont été rattachées aux sections respectives de la *Reichsnährstand*.

nombre de leurs adhérents que par la force financière que ceux-ci représentent. En Allemagne ces syndicats étaient constitués par de riches industriels ayant à leur tête de vrais magnats de l'industrie tel un Krupp von Bohlen, un Siemens, un Thyssen, etc.

La première organisation patronale allemande date de 1869. C'est l' « Union allemande des typographes ».

Il y eut ensuite, l'Office central des unions patronales allemandes : le *Hauptstelle Deutscher Arbeitsgewerbeverbände* et l'Association des unions patronales allemandes : le *Verein Deutscher Arbeitsgewerbeverbände* qui s'unissent et forment, en 1913, la Fédération des unions patronales allemandes : la V.D.A. *Vereinigung der deutschen Arbeitergewerbeverbände*. Cette organisation, avec la Fédération nationale de l'industrie allemande : la « R.V.D.I. » : *Reichsverband der deutschen Industrie*, constituent les deux puissants syndicats patronaux qu'on trouve à l'avènement du III^e Reich.

Les syndicats ouvriers étaient importants, beaucoup moins par les sommes dont ils disposaient, que par leurs effectifs.

Il est extrêmement intéressant de suivre l'évolution de ces syndicats, qui arrivèrent finalement à être organisés en trois groupes différents, officiellement reconnus : les syndicats sociaux-démocrates, chrétiens et libéraux.

La première tentative syndicale ouvrière se produit, en Allemagne, en 1848, par le mouvement de Stephan Born qui forma même une confrérie ouvrière : l'*Arbeiterbrüderung*. Elle fut dissoute en 1854, à la suite du conflit entre son fondateur, et Karl Marlo de Winkelbled, un autre précurseur du syndicalisme allemand.

Plus tard, on trouve les groupements suivants : Association d'éducation ouvrière : l'*Arbeiterbildungsverein*, section

de la *Nationalverein* et l'Association générale ouvrière : l'*Allgemeine deutscher Arbeiterverein*.

Des associations à but professionnel proprement dit apparaissent, en 1868, avec l'Union générale ouvrière allemande : l'*Allgemeine deutscher Arbeitsverband* fondée par le baron von Schweizer et composée de douze unions professionnelles. Pendant ce temps Hirsch et Duncker, animateurs du mouvement de la *Deutsche Gewerkverein*, fondent une « Union », une *Verein* s'opposant à la lutte des classes.

La même année (1868), Bebèl et Liebknecht publient un statut-type pour ces *Internationale Gewerkgenossenschaften* dont quelques-unes ne furent fondées qu'une année plus tard. Au début, les syndicats libéraux se développent plus rapidement que les syndicats socialistes, que, d'ailleurs, la *Sozialgesetz* de Bismarck interdit dès 1878 ; disparition théorique et favorable car, en 1890, quand la loi cesse d'être appliquée, les syndicats socialistes se regroupent et comptent 320.000 membres tandis qu'à cette même époque les syndicats libéraux n'en ont que 63.000.

La Conférence de Berlin réorganise les syndicats socialistes et crée ce puissant organe exécutif : la « Commission générale » : *General Kommission der Gewerkschaften*.

Entretemps se forment les syndicats chrétiens. Déjà avant 1860 il y avait des organisations comme « Les associations de compagnons » de Kolping : les *Gesellvereine* de Mgr Ketteler.

Le pasteur Stocker créa à son tour une « Association centrale pour la réforme sociale » : la *Zentralverein für Sozialreform*.

Mais c'est surtout Naumann et Wagner qui rendent possible l'institution, en 1882, des associations ouvrières protestantes.

Deux années plus tard, le professeur Hitze crée, dans les

associations ouvrières catholiques, des associations syndicales : les *Gewerkschaftsabteilungen*.

Weber et Brust fondent l' « Union interconfessionnelle des mineurs chrétiens ».

Enfin, en 1890, à Mayence, on forme l' « Union générale des syndicats chrétiens » : la *Gesamtverband des christlichen Gewerkschaften*.

Des syndicats libéraux, socialistes, chrétiens, apparaissent ainsi constitués au début du xx^e siècle.

Malgré l'indifférence, et assez souvent même l'hostilité que le gouvernement leur témoigne jusqu'à la veille de la guerre, ces syndicats avaient des effectifs assez considérables.

Ainsi, en 1913, les syndicats libéraux (Hirsch-Duncker) comptaient 106.618 membres ; les syndicats socialistes, beaucoup plus importants, avaient 2.573.718 membres et les syndicats chrétiens 342.785 membres. La première reconnaissance officielle des syndicats de la part du gouvernement se produit en 1916 : en conformité avec la *Hilfsdienstgesetz* tout homme, de 17 à 60 ans, devait travailler afin de rendre possible la continuation de la guerre.

L'exécution de cette prescription devait être assurée par l' « Office de guerre » : le *Kriegsamt* dans lequel sont représentés les syndicats.

L'abrogation de l'article 153 ¹ et l'organisation des contrats collectifs ² furent de nouveaux succès syndicaux. Après la guerre, les mesures gouvernementales, favorables aux syndicats ouvriers, se développent d'une manière très poussée, ce

¹ Le 22 mai 1918 fut abrogé l'article 153 du Code industriel allemand qui contenait la répression des violences, menaces, injures, mises à l'index exercées en vue d'obliger les personnes à adhérer à une convention ou à s'en retirer.

² Les contrats collectifs furent réalisés de manière à permettre une collaboration efficace des patrons avec les ouvriers.

qui s'explique par la présence des sociaux-démocrates au pouvoir.

L'appel des commissaires du peuple, du 12 novembre 1918, promet une politique sociale favorable aux syndicats ouvriers en même temps que l'extension du droit d'association aux ouvriers agricoles et aux fonctionnaires.

La Charte du 15 novembre 1918, conclue entre les patrons et les ouvriers, contient un programme favorable aux ouvriers : la reconnaissance des syndicats comme représentants des ouvriers, la liberté de coalition... La Constitution de Weimar (11 août 1919) contient, dans ses articles 123, 124, 157, 159, 160, 162 et 163, des dispositions inspirées d'un « esprit social » très avancé ¹.

Suivons maintenant l'évolution des syndicats jusqu'à l'avènement du III^e Reich.

En 1919, la Commission générale se transforme en Confédération générale des syndicats allemands : c'est « l'A. D. G. B. » : *Allgemeine deutscher Gewerkschaftverband*.

En 1920, se constitue une organisation dénommée « Confédération générale « libre » des employeurs » : c'est l'« A.F.A. » : *Allgemeine freier Angestelltenbund* ².

L'« A.F.A. » conclut, le 12 avril 1921, avec l'« A.D.G.B. » un contrat d'organisation par lequel la première est réputée organe des ouvriers, la seconde, celui des employés.

¹ L'article 123 concerne la liberté d'opinion ; les articles 124 et 159 donnent à tous les Allemands le droit de s'associer ; l'article 157 promet un droit de travail uniforme ; l'article 160 accorde aux travailleurs la possibilité d'être affectés à des emplois honorifiques ; l'article 162 engage la participation du Reich à une réglementation internationale du travail ; l'article 163, enfin, affirme la possibilité pour des syndicats de collaborer sur un pied d'égalité avec les employeurs à la réglementation des conditions de salaire et de travail en général et au « développement économique des forces productives ».

² Cette organisation remplaçait l'ancienne *Arbeitsgemeinschaft für Angestelltenverbände* de 1917.

Les syndicats chrétiens et libéraux cherchent à s'unir dans une « Confédération allemande démocratique » sans y parvenir ¹.

Conformément à un accord du 20 novembre 1920, passé entre ces deux syndicats, aux « chrétiens » revenaient la défense des intérêts religieux ; aux « libéraux » celle des intérêts professionnels. Les syndicats libéraux organisés dans la Confédération syndicale des employés la « G.D.A. » ² forment, avec les syndicats Hirsch-Duncker, en novembre 1920, le « Cercle syndical des unions allemandes des ouvriers, employés et fonctionnaires : la *Gewerkschaftsring deutscher Arbeiter = Angestellten = und Beamtenverbände*.

Considérons maintenant les syndicats d'employés et de fonctionnaires.

L'« Union nationale allemande des employés de commerce » : la D.H.V. ³ forme, avec quelques autres syndicats, l'« Union générale des syndicats allemands d'employés », la « Gedag » ⁴ qui s'unit, en 1919, avec les syndicats ouvriers chrétiens du *Gesamtverband* dans la « Confédération syndicale allemande », la D.G.B. ⁵. Les fonctionnaires avaient formé en 1916 et en 1918 des syndicats qu'ils avaient réunis, dans une « Confédération allemande des fonctionnaires », la « D.B.B. » ⁶ ayant 1 million de membres, qui était reconnue par la puissante « A.D.G.B. ».

Ils forment, pendant le coup d'Etat de Kapp, les syndicats des hauts fonctionnaires ⁷ et, en 1922, la « Confédération

¹ *Deutschdemokratischer Gewerkschaftsverband*.

² *Gewerkschaftsband der Angestellten*.

³ *Deutschnationaler Handlungsgehilfen Verband*.

⁴ *Gesamtverband deutscher Angestellten Gewerkschaften*.

⁵ *Deutsche Gewerkschaftsbund*.

⁶ *Deutsche Beamtenbund*.

⁷ *Reichsbund der höheren Beamten*.

générale allemande des fonctionnaires » à tendances socialistes : l' « A.D.B. » ¹.

En 1920 les syndicats chrétiens intégrèrent dans leur organisation, l' « Union générale des syndicats allemands des fonctionnaires et d'employés d'Etat » ².

Les syndicats libéraux fondèrent un « Cercle des unions allemandes des fonctionnaires » ³.

Pour compléter cette esquisse de l'organisation syndicale allemande, il faut mentionner les syndicats qui existaient sans être officiellement reconnus.

Les « Jaunes », dont le théoricien est Gerhard Albrecht ⁴, ont la « Confédération allemande des travailleurs » ⁵ et la « Confédération allemande des travailleurs agricoles » ⁶ qui domine cette « Union nationale des syndicats allemands », la *Nationalverband deutscher Gewerkschaften*, fondée en 1919.

Ils ont encore, depuis 1926, les *Werkvereine* groupées dans la R.V.A. ⁷.

Les communistes possèdent, en 1922-1923, des « syndicats spéciaux » unis par la « Cellule syndicale ». Ces syndicats, dissous en 1924, apparaissent sous la forme de l'opposition syndicale rouge : la R.G.O. ⁸. Les syndicalistes avaient la *Freie Arbeiter Union* et l'*Allgemeine Arbeiterfront*. Il y a encore des organisations comme les « Unions révolutionnaire de l'industrie » ⁹ ; l' « Union des employés supérieurs » ¹⁰ et deux syndicats polonais.

¹ *Allgemeine deutscher Beamtenbund*.

² *Gesamtlverbund deutschen Beamten und Staatsangestelltengewerkschaften*.

³ *Ring deutscher Beamtenverbände*.

⁴ Auteur du *Von Klassenkampf zur Sozialen Frieden*, Iéna, 1922.

⁵ *Deutsche Arbeiterbund*.

⁶ *Deutsche Landarbeiterbund*.

⁷ *Reichsbund vaterländischer Arbeiter und Werksvereine*.

⁸ *Rote Gewerkschaftsopposition*.

⁹ *Revolutionäre Industrieverbände*.

¹⁰ *Vereinigung der bildeten Angestellten*.

Parmi les extrémistes de droite, les « Casques d'Acier » ont formé, eux aussi, des syndicats. Quant aux nationaux-socialistes ils avaient des cellules de combat : les N.S.B.O.¹.

Voici maintenant quelques chiffres concernant les effectifs et les recettes-dépenses des trois principaux groupes syndicaux, deux ans avant la guerre, deux ans après la guerre et deux ans avant l'avènement du III^e Reich.

Effectifs des syndicats ouvriers

	Syndicats libres	Syndicats chrétiens	Syndicats libéraux	Total
1913	2.573.718	342.785	106.618	3.023.121
1914	2.075.759	282.744	77.749	2.446.252
1918	1.664.991	404.682	113.792	2.183.465
1919	5.479.073	853.283	189.831	6.527.187
1930	4.821.832	658.707	163.302	5.643.841
1931	4.417.852	577.512	140.804	5.145.168

Ainsi qu'on le voit, le maximum des effectifs fut atteint dans la seconde année d'après-guerre. C'est le moment où l'« esprit social » a son ambiance la plus favorable. Cependant deux ans avant l'avènement du III^e Reich les effectifs restaient considérables : le total des effectifs des syndicats reconnus atteignait 5.145.168.

¹ *National-socialistische Betriebszellenorganisationen.*

Recettes et dépenses des syndicats ouvriers ¹

	Syndicats libres		Syndicats chrétiens		Syndic. libéraux	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
1913	82.177	75.036	7.177	6.102	2.867	2.261
1918	59.768	41.662	8.275	6.284	2.819	2.201
1919	247.307	201.409	25.614	18.607	5.511	4.851
1930	231.655	241.183	24.278	21.561	3.613	3.763
1931	184.306	215.621	19.521	20.724	2.873	3.710

Pour l'éducation et l'instruction ouvrières il y avait, en Allemagne, plusieurs institutions, telles que :

1° Le Comité central d'éducation socialiste : le *Reichsausschuss für sozialistische Bildungsarbeit* ;

2° L'école syndicale de Berlin : *Berliner Gewerkschaftsschule* ;

3° L'école économique du Syndicat des ouvriers sur métaux : la *Wirtschaftsschule des deutschen Metallarbeiterverbandes* ;

4° L'Académie du Travail, dont le siège était Francfort-sur-le-Mein ;

¹ S. le mouvement syndical allemand, voir le remarquable ouvrage de M. Robert GOETZ, *Les syndicats ouvriers allemands d'après guerre. Idéologies et réalités* (thèse Lyon), Domat-Montchrestien, 1934. Les statistiques ci-dessus sont conformes à celles que cet ouvrage reproduit d'après les *Jahrbücher* des syndicats.

5° Les Ecoles techniques d'économie et d'administration de l'Etat : les *Staatlichen Fachschulen für Wirtschaft und Verwaltung* ;

6° L'Académie de Tinz ;

7° Les Ecoles Economiques de Leipzig, Düsseldorf, Iéna ;

8° Les « Foyers d'éducation populaire » : les *Volkshochschulheim* ;

9° Les Ecoles pour les membres du Conseil d'entreprise de Saxe et de l'Ouest...

D'autres institutions étaient destinées à former « l'esprit d'entreprise ».

Dans cet ordre d'idées on peut citer :

1° Les ateliers d'apprentissage et les écoles d'usine comme par exemple le *Deutsche Institut für technische Arbeitschulung* ;

2° L'instruction économique qui comprenait notamment la science économique, l'histoire industrielle, etc. ;

3° Les sports et les distractions organisés par exemple, en 1926, dans 160 écoles d'usines ;

4° L'assistance aux familles ouvrières : par exemple, le *Alters und Invalidenwerk* : « l'A.I.W. » ; le *Abteilung Schalke*, « l'A.S. », etc. ;

5° La « Revue d'usine » introduite dans la plupart des entreprises.

Enfin de nombreuses monographies consacrées à l'étude de l'amélioration de la vie ouvrière, comme, par exemple, *Der Kampf um die Arbeitsfreude* de Henri de Man, *Arbeitsakt und Arbeitsrythmus* de Friedrich Olk viennent compléter ce tableau nous présentant toute l'ampleur de l'organisation industrielle d'avant le III^e Reich.

On comprend donc, dans ces conditions, les motifs pour lesquels le national-socialisme n'a pas obtenu un très grand

succès auprès de la classe ouvrière. Il est vrai que la crise le rendait possible. Elle entraîne une baisse considérable des salaires. Ainsi, un ouvrier métallurgiste qualifié qui, en 1913, recevait un salaire de 36,53 marks et en 1928 un salaire de 54,43 marks, ne recevait plus en 1932 que 30,59 marks. Elle provoque en outre une augmentation considérable du nombre des chômeurs ¹.

Mais les syndicats libres restaient attachés aux idées sociales-démocrates ; de même que les syndicats chrétiens l'étaient à celles du parti du centre et du parti populiste bava-rois ; pareillement enfin, les syndicats communistes demeuraient farouchement fidèles à leurs idées. Le national-socialisme sut cependant profiter de l'apathie des leaders sociaux-démocrates et du fait que l'action des communistes était entravée par leur doctrine exclusiviste de la lutte de classes et aussi par les directives qu'elle attendait de Moscou, assez éloigné pour bien connaître ce qui se passait à Berlin.

La discipline du prolétariat, le souvenir des grands combats sociaux-démocrates, la certitude du soutien russe ; la méfiance à l'égard de tout régime réactionnaire, furent des causes qui assurèrent, malgré des circonstances défavorables, une résistance assez sensible de la part des ouvriers, mais qui devait finir par tomber ² ; elle constituait, non pas une « résistance organisée » mais un « cri de panique ».

Les industriels, moyens et grands, étaient, d'une manière générale, hostiles aux gouvernements de la République de Weimar. Cela tenait à la politique de salaires que ces gouvernements pratiquaient et qui paraissait, à ces industriels, comme favorisant les ouvriers à leur détriment et aussi à cette

¹ V. *Die Wirtschafts Revue*, Heft IV, 1932. Cf. Calvin B. HOOVER, *op. cit.* p. 26.

² XXX, art. cité (*Europe nouvelle*, 20 mai 1933).

haine de « l'esprit social-démocratique » plus tourné vers les prolétaires que vers eux.

Beaucoup de ces industriels croyaient trouver dans les S. A. une sauvegarde contre les partis ouvriers, leur rendant la possibilité de travailler sans être troublés par des bouleversements sociaux. Et ce « spectre du communisme », Hitler l'agita avec beaucoup de succès pour lui, puisqu'il acquiert la sympathie... plus ou moins désirée, d'une prétendue « nécessité », elle-même conséquence de la « détresse » bourgeoise. Il y avait encore, chez les industriels moyens dont les revenus, à cause des crises successives et des hauts traitements touchés par les directeurs d'entreprises, avaient beaucoup diminué, la conviction que les choses ne pouvaient être pires avec n'importe quel gouvernement... D'ailleurs Hitler avait fait de belles promesses...

Les grands industriels du type Kirdorf, Thyssen, Krupp von Bohlen se disaient enfin que, quel que fût le gouvernement, ils resteraient toujours derrière le rideau ¹.

Si l'on suit la politique national-socialiste à l'égard des ouvriers et des patrons, on remarque qu'elle a cherché à tirer profit des puissantes organisations existantes. C'est ainsi qu'Hitler reconnaît que les syndicats sont nécessaires ². Mais il vent substituer, à leur idéologie, celle de son parti. Dans ce but, Hitler dit que les syndicats constituent pour tout national-socialiste une bonne école ; par ailleurs celui-ci, pénétrant dans les syndicats, y apporte l'esprit de ce parti ³.

¹ W. BERDROW, dans une intéressante monographie consacrée à *Krupp* (tr. par Henri Besson, Payot, Paris, 1928), nous montre la puissance de ces industriels chez qui les rois et les chanceliers mangeaient et logeaient : « Tu dois être pour le futur empereur ce que j'ai été pour l'empereur actuel » dit, en septembre 1884, Alfred Krupp à son fils : et cette tradition a été respectée.

² V. A. HITLER, *Mein Kampf*, Fz. Eher, München, éd. 1934, p. 671.

³ V. A. HITLER, *op. cit.*, p. 675.

« L'ouvrier national-socialiste doit savoir que son bonheur a pour condition l'épanouissement de l'activité économique nationale. L'employeur national-socialiste, à son tour, doit savoir que le bonheur et le contentement de ses employés et ouvriers sont la condition de l'existence et du développement de sa propre grandeur économique. »

« L'un et l'autre, l'employeur et l'employé, jouent à l'égard de la communauté le rôle de gérants... ¹ »

Telle est la conception qui doit se substituer à celles existant au sein des syndicats.

L'idée de « communauté », entité supérieure destinée à se substituer à celle de lutte des classes, voilà une doctrine plus ou moins nouvelle. En réalité, elle permettait d'acquérir l'adhésion des ouvriers en même temps que celle des patrons et d'augmenter ainsi les partisans des deux côtés.

La formation d'un syndicat national-socialiste ne séduisait pas trop Hitler au moment de la lutte contre les syndicats sociaux-démocrates ². Il était en effet préférable de conquérir les organisations existantes, si puissantes, comme nous l'avons vu, que d'essayer à en édifier de nouvelles.

La conquête d'adhérents du côté des patrons comme de celui des ouvriers ; la mainmise sur les organisations syndicales, telle a été la politique opportuniste suivie par le parti, dont le Führer disait : « Mieux vaut l'absence de toute organisation ouvrière nationale-socialiste, qu'une formation portant ce nom et qui croirait que sa mission est seulement de faire concurrence aux syndicats marxistes » ³, ce qui tendrait à faire croire que des syndicats nazis ne seraient pas formés. Mais il ajoutait : « Le syndicat national-socialisme... doit

¹ *Op. cit.*, p. 676.

² *Id.*, p. 681.

³ A.. HITLER, *Ibid.*, p. 681.

représenter les divers modes d'activité productive dans le pays » ¹, ce qui nous permet de voir quand même la structure des futurs syndicats.

Et Hitler « complétait » sa pensée en disant :

« Le mouvement national-socialiste a pour but l'instauration d'un Etat national, et il est évident que toutes les institutions futures de cet Etat doivent sortir d'elles-mêmes par un progrès naturel ². »

Affirmations contradictoires qui, toutes, se trouvent dans le même ouvrage, et dans celui qui constitue la « Bible » du régime.

¹ *Op. cit.*, p. 675.

² *Id.*, p. 673.

SECTION II

La conquête des syndicats le « Front du Travail allemand » et « la Force par la joie »

Un syndicat national-socialiste ne peut exister concurremment avec d'autres syndicats.

(Adolf HITLER, *Mein Kampf*, p. 678.)

On ne saurait prétendre que les syndicats se sont comportés adroitement...

Alors que le nouveau gouvernement avait délégué ses commissions dans les organisations professionnelles, afin d'y assurer la direction par des personnes, dont les idées correspondaient à la nouvelle direction politique (coordination), les syndicats semblaient ne pas devoir être touchés par cette mesure.

(Jens JESSEN, directeur de l'Institut d'Economie mondiale de Kiel).

L'idéal n'est pas encore atteint mais le but que nous poursuivons le sera grâce à un gouvernement qui repousse le despotisme...

(Dr LEY, conférence faite le 8 mars 1935, à Berlin.)

Quand ils arrivèrent au pouvoir, les nationaux-socialistes étaient moins préoccupés par le souci de l'organisation qu'ils

allaient donner au travail et aux travailleurs, que par l'idée de conquête des syndicats ouvriers et patronaux.

Ce qu'ils voulaient, ce n'était pas leur suppression mais leur... « affranchissement des relations qu'ils entretenaient avec les partis politiques ».

Immédiatement après les élections du 5 mars 1933 les bureaux des syndicats furent occupés par les nazis. Leurs réunions furent soumises à des autorisations préalables données par la police. En même temps les membres des cellules nationales-socialistes : des « N.S.B.O. » *National-Sozialistischen Betriebszellenorganisationen* s'infiltrèrent dans les bureaux syndicaux ainsi que dans les Conseils d'entreprises (*Betriebsräte*) ¹.

La loi du 31 mars 1933, promulguée le 4 avril 1933 ², vient compléter ces mesures.

Elle ajourne toutes les élections aux Conseils ouvriers jusqu'au 30 septembre 1933. D'après elle, les autorités peuvent relever de leurs fonctions les membres de la représentation de l'entreprise, réputés hostiles à « l'Etat ou à l'Economie ». En cas de démission, des élections nouvelles auront lieu seulement si le nombre des membres était au-dessous de la moitié du chiffre légal ou inférieur à trois. Ce sont les autorités qui doivent choisir dans ce cas les nouveaux membres, parmi les salariés éligibles.

La loi, supprimant le monopole de trois fédérations syndicales existantes, donne des droits équivalents aux « N.S.B.O. » et à la Mutuelle du Casque d'Acier, la *Stahlhelm-selbsthilfe*. Elle abolit les garanties accordées aux employés et ouvriers par les contrats de travail : le délai congé et l'indem-

¹ V. HENRIOT-MARTY, *Le nouvel ordre économique et social en Allemagne* (*Politica*, janvier 1935).

² *Betriebsverträtungsengesetz*.

nité d'éviction, dans le cas où le renvoi a été prononcé pour cause d'opposition au gouvernement.

Devant ces mesures, les syndicats de fonctionnaires et d'employés capitulèrent : la « Confédération allemande des fonctionnaires » : la « D.B.B. » se soumet à Hitler ¹. L'autre organisation, la « Confédération générale allemande des fonctionnaires », l'« A.D.B. » est dissoute le 3 avril 1933 ².

Le 30 avril, est également dissoute la « Confédération libre des employés » : l'« A.F.A. » ³.

En même temps le Président de l'« Union nationale allemande des employés de commerce », la D.H.V., adhère au parti national-socialiste ⁴.

Le 11 avril, la « Confédération syndicale des employés » : « la G.D.A. », appelle des nazis dans son conseil ⁵.

L'Union des employés supérieurs : la *Reichsbund höherer Beamten* élit un national-socialiste comme président ⁶. Les syndicats ouvriers et patronaux, ainsi que nous l'avons déclaré précédemment, cherchèrent à résister, quoique vainement.

Par un décret, M. Hitler déclara le 1^{er} mai, jour de la fête du travail, journée nationale. Ce qui produisit une très bonne impression sur les ouvriers. Des centaines de mille de travailleurs se rassemblèrent ce jour-là à Tempelhof (Berlin), où Hitler fit l'un de ses meilleurs discours ⁷.

Le lendemain les hommes des S. A. et des S. S. occupèrent les bureaux des syndicats, en arrêtant leurs chefs. Le 2 mai 1933 la Confédération générale des syndicats allemands :

¹ *Deutsche Beamtenbund.*

² *Allgemeine Deutsche Beamtenbund.*

³ *Allgemeine freier Angestelltenbund.*

⁴ *Deutschnationaler Handlungsgehilfen Verband.*

⁵ *Gewerkschaftsbund des Angestellten.*

⁶ V. Robert GOETZ, *op. cit.*

⁷ V. Conrad HEIDEN, *op. cit.*, pp. 366 et suiv.

l'A.D.G.B.⁷ passe dans les mains des nationaux-socialistes. Entre le 2 et le 5 mai, les autres organisations ouvrières, les syndicats chrétiens et libéraux « abdiquent » sans conditions en faveur des nazis. Les deux syndicats patronaux, la Fédération des Unions patronales allemandes, la « V.D.A. » et la Fédération nationale de l'industrie allemande, la « R.V.D.I. » furent « ménagées » par les nazis. La raison de cette attitude « bienveillante » réside dans le fait que ces syndicats patronaux aidèrent matériellement le parti national-socialiste au moment où sa situation financière était assez peu brillante.

Malgré ces « ménagements » certains, constitués par une série de mesures que nous allons exposer brièvement, ces syndicats furent, eux aussi, rattachés à la nouvelle organisation que les nazis venaient de créer.

Une entente du D^r Wagener, membre de l'état-major national-socialiste, avec le Comité de direction de la « Fédération nationale de l'Industrie allemande », survenue le 1^{er} avril, a pour résultat « l'acceptation » par ce Conseil, de deux commissaires nationaux-socialistes. En même temps six membres du Conseil d'administration de cette organisation « démissionnèrent ».

Le 5 avril le Conseil d'administration entier donne sa démission, après avoir confié à son président, le grand industriel Krupp von Bohlen la mission de préparer les mesures d'adaptation des organisations industrielles « aux nouvelles conditions de l'économie allemande ». Cette mission lui est confirmée par M. Hitler lui-même, le 3 mai 1933 : il a à préparer, avec l'aide des commissions consultatives d'études, créées dans le cadre de la « Fédération nationale de l'Industrie allemande » l'organisation corporative de l'économie allemande. Les buts à poursuivre sont l'adaptation des organisations pa-

⁷ *Allgemeine Deutscher Gewerkschaftsbund.*

trionales au programme économique de la nouvelle politique et la simplification du syndicalisme industriel. Enfin, en témoignage de « grande confiance », M. Hitler fit confier, à la « Fédération nationale de l'Industrie allemande », l'organisation de la *Adolf Hitler Spende der deutschen Wirtschaft*.

Tout allait pour le mieux dans les relations entre les syndicats patronaux et les ouvriers. Mais ce n'était qu'en apparence, car, le 22 juin, une notification fut faite au Commissaire aux affaires économiques, M. Wagener, l'informant de la fusion de deux organisations patronales allemandes : la « R. V. D. A. » et la « V. D. A. » dans le « R. S. D. I. » : le *Reichstand der deutschen Industrie*.

Après les syndicats de fonctionnaires et d'employés, après les syndicats ouvriers et les organisations artisanales, parmi lesquelles le *Reichstand des Handwerks* (constitué le 21 juin), les syndicats patronaux furent incorporés, à leur tour, dans la nouvelle organisation du travail, le 23 juin 1933.

Un « Comité d'Action » réunissant à Berlin, le 10 mai 1933, 500 délégués ouvriers (la forme était sauvée) décida la création d'une institution qui, après avoir englobé les organisations antérieures, devait assurer la constitution unitaire du travail national, dans le III^e Reich : c'est le Front allemand du Travail : la *Deutsche Arbeitsfront*.

Au point de vue administratif le Front du Travail comprend un « Bureau Central », le *Zentralbüro* qui a pour mission de grouper toutes les organisations syndicales dans le D. A. F. : *Deutsche Arbeitsfront* et de préparer l'organisation corporative nouvelle. Il comprend également un « Petit Comité du Travail », *Kleiner Arbeits Konvent* composé de 14 membres et qui s'occupe de différentes questions spéciales telles que les contrats collectifs, les banques ouvrières, etc.

Il y a aussi un « Grand Comité du Travail », *Grosser*

Arbeitskonvent, composé de 60 membres, et dont les attributions sont déterminées par le *Zentralbüro*.

Le Front du Travail a, à sa tête, le « Chef du Front du Travail » qui, depuis sa création, fut le D^r Robert Ley.

C'est un curieux personnage du nouveau régime.

Chimiste « modeste » à l'*I. G. Farben Leversburen* le D^r Ley réussit de telle façon, pendant l'inflation, qu'il se permit de fonder un journal : le *Westdeutscher Beobachter*.

Arrêté à l'occasion d'un scandale provoqué à Cologne au *Ratskeller*, condamné à 1.000 marks d'amende pour avoir propagé le mensonge du meurtre rituel, cet homme fut le seul représentant « ouvrier » au Conseil de l'Economie ; il fut également délégué principal de l'Allemagne à la Conférence Internationale du Travail à Genève où il eut une violente explosion contre la parité des droits des Etats de l'Amérique du Sud demandant « quelle sorte d'hommes possèdent-ils en face de nous, Allemands et Italiens ?... » paroles dont les délégués italiens se désolidarisèrent.

Le D^r Robert Ley fut celui qui conduisit l'œuvre de dissolution des syndicats. Il paraissait donc le plus indiqué pour la fonction de Chef de la nouvelle « D.A.F. »... Dans un discours prononcé le 23 mai 1933, à la réunion de la « Grande Convention » chargée d'organiser le nouveau régime du travail, le D^r Ley donne d'intéressantes précisions sur l'œuvre que le « D. A. F. » avait à entreprendre.

Il chercha à mettre fin à la lutte des classes tout en protégeant les travailleurs. La chose la plus importante à accomplir sera l'éducation des travailleurs. Dans ce but les fonctionnaires : *Amtsverwalter*, et les cadres du « Front du Travail », recevront à l'école de la « Confédération générale du Travail » : l'*Allgemeiner deutscher Gewerkschaftsbund* à Bernau, une formation spéciale.

Le Front du Travail, continue le D^r Ley, développera les institutions de prévoyance sociale en cessant de faire appel, à cet égard, à l'Etat. Il poursuivra le perfectionnement de l'instruction professionnelle, les écoles supérieures étudieront les conditions les plus favorables au travail ¹.

Le D. A. F. veillera à l'établissement des salaires selon une échelle ayant pour base le salaire hebdomadaire ; les contrats de salaire devront être supprimés.

Ainsi, « l'exploitation des ouvriers n'existera plus » et les gardiens de cet... admirable état de choses, seront les N. S. B. O. : les *National-Sozialistische Betriebszellenorganisationen*.

Les organisations englobées dans le Front du Travail devraient être harmonisées (*gleichgeschaltet*).

M. Rheinhold, chef des syndicats ouvriers, nous fait connaître que le nombre des grandes fédérations provenant de l'ancienne organisation de l' « A. D. G. B. » seront réduites de 28 à 14. Ces fédérations étaient celles des : 1° ouvriers du bâtiment ; 2° mineurs ; 3° typographes ; 4° ouvriers des chemins de fer ; 5° ouvriers d'usine ; 6° ouvriers du bois ; 7° ouvriers agricoles ; 8° ouvriers métallurgistes ; 9° ouvriers textiles ; 10° ouvriers du tabac ; 11° tailleurs de pierre ; 12° ouvriers du cuir ; 13° ouvriers des produits alimentaires ; 14° ouvriers travaillant à domicile et personnel domestique.

Elles avaient à leur tête la « Fédération générale des ouvriers allemands ».

Ceci étant réalisé, il restait à incorporer les « éléments sains » des syndicats chrétiens et enfin tous les ouvriers ².

¹ Les établissements d'éducation et d'instruction mentionnés dans la 1^{re} section de ce chapitre ont été « adaptés » : on a « congédié » les anciens professeurs juifs marxistes ou « inadaptables » et on a inculqué l'esprit nouveau.

² En juin 1933, le D^r Ley révoque les membres de la « 6^e Convention », chefs des syndicats chrétiens.

Le groupement syndical des employés devait avoir, dans la nouvelle organisation, neuf sections : 1^o employés de commerce ; 2^o techniciens ; 3^o contremaîtres ; 4^o employés de bureau et d'administration ; 5^o employés agraires et forestiers ; 6^o médecins et pharmaciens ; employés ; 7^o employés de navigation ; 8^o employés de théâtre et autres professions analogues ; 9^o section féminine.

Ces sections avaient à leur tête le « Syndicat des employés ».

Une nouvelle réorganisation du « Front de Travail » oblige les syndicats patronaux à prononcer, le 1^{er} décembre 1933, leur dissolution et à inviter leurs membres à donner leur démission et à adhérer individuellement aux groupes professionnels de leur spécialité, du Front du Travail. A la fin de 1933, MM. Ley, chef du Front du Travail, Seldte, ministre du Travail, Schmitt, ministre de l'Economie Nationale et Keppler, délégué du Führer, publient un fameux appel relatif à l'organisation du Front du Travail. Cet appel dit notamment : « Le moment est venu de donner son couronnement à l'œuvre qui a débuté le 2 mai par l'entrée des anciens syndicats dans le Front du Travail « sans distinction de situation sociale ou » économique ». L'ouvrier s'y trouve à côté du patron. Il ne sera plus séparé de lui par des groupements ou des associations servant à la défense des classes, ou par des intérêts économiques ou sociaux particuliers ¹. »

Sur la nouvelle organisation du Front du Travail, la *Berliner Börsen Zeitung* ² nous donne encore les précisions suivantes : Le droit d'entrée perçu sera de 0,50 RM. Tous les travailleurs, même retraités, peuvent être admis dans le Front du Travail, à l'exception des fonctionnaires en activité. Deux

¹ *Der Deutsche* du 28 novembre 1933.

² *Berliner Börsen Zeitung* du 28 décembre 1933.

dispositions sont surtout intéressantes : celle qui prévoit que les membres du Front du Travail ne se recruteront plus que par adhésions individuelles et la disposition selon laquelle même les patrons ne pourront plus adhérer comme représentants de leur entreprise, mais individuellement.

Ces dispositions étaient destinées à démontrer que « l'esprit syndical » disparu, le nouvel « esprit corporatif » pouvait se manifester.

Par conséquent, ce n'était plus des collectivités représentant des intérêts de classes qu'on devait accepter comme membres, mais des individus égaux : ouvriers, comme patrons.

Les associations syndicales faisant partie du Front du Travail, « disparaissant », leurs attributions concernant la défense des intérêts matériels sont transférées à cette organisation que *Der Deutsche* ¹ nous montre comme étant composée de 19 groupes professionnels : *Betriebsgruppen*.

Ces groupes sont :

- 1° Alimentation ;
- 2° Textile ;
- 3° Habillement ;
- 4° Bâtiment ;
- 5° Bois ;
- 6° Métaux ;
- 7° Typographie ;
- 8° Papier ;
- 9° Transports et services publics ;
- 10° Mines ;
- 11° Banques et assurances ;
- 12° Professions non commerciales ;
- 13° Agriculture ;

¹ *Der Deutsche* du 27 janvier 1934.

- 14° Cuirs et peaux ;
- 15° Métiers d'art ;
- 16° Pierres et terre (carrières, briqueteries, etc.) ;
- 17° Commerce ;
- 18° Artisanat ;
- 19° Chimie.

A l'intérieur de ces groupes peuvent se constituer des groupes de spécialités : *Fachschaften*, ou des catégories : *Sparten*.

Au point de vue territorial, le Front du Travail présente les mêmes subdivisions que le parti national-socialiste, c'est-à-dire que le territoire du Reich est divisé en groupes locaux : cercles, cantons et circonscriptions.

Chacun de ces groupes, ainsi constitué, a pour représentant légal l'organisation d'exploitation nationale-socialiste « N.S.B.O. » : *National-sozialistische Betriebszellen-Organisation*.

Le 28 novembre 1933 le Dr Ley annonça la création de l'organisation *Kraft durch Freude*, le *Dopolavoro* allemand ¹.

Cette organisation comprend sept offices qui sont :

- 1° L'office de culture tenant de la Chambre de culture du Reich ;
- 2° L'office des sports dépendant de la Commission des sports du Reich ;
- 3° L'office des voyages ;
- 4° L'office des secours mutuels ;
- 5° L'office pour la beauté et la dignité du travail ;
- 6° L'office des vacances ;
- 7° L'office de l'enseignement.

Il y a là toute une série de préoccupations qui touchent la vie économique et sociale comme la vie morale et culturelle.

¹ *Der Deutsche* du 28 décembre 1933.

Sous le patronage de cette institution doivent être construites des « Maisons du Travail » dans les districts, comme dans les villes : ce sont des centres d'où doit rayonner le « nouvel esprit » économique et social de la « Grande Maison du Travail » du III^e Reich.

De cette organisation : *Kraft durch Freude*, la *Deutsche Arbeitsfront* en est membre collectif.

Le Front du Travail devait constituer l'organisation corporative du « Travail national » et c'est dans ce but, qu'il comporte les 19 *Betriebsgruppen* et leurs subdivisions.

Mais ceci n'est qu'une façade.

Car les buts de cette organisation, qui devaient être surtout économiques et sociaux, sont fort peu économiques, peu sociaux, et presque exclusivement éducatifs : « c'est de bannir l'esprit marxiste et libéral » et lui substituer celui du nouveau régime — voilà quelle doit être sa tâche ¹.

Parmi les nombreux faits qui corroborent cette observation, celui que le *Berliner Tageblatt* du 28 décembre 1934 rapporte, est particulièrement caractéristique : une lettre adressée à la Communauté d'entreprise : *Betriebsgemeinschaft* d'une entreprise industrielle a été remise par le service des Postes au patron. Un administrateur : *Betriebswalter* de la cellule d'entreprise nationale-socialiste, a adressé une réclamation à la direction régionale des Postes en prétendant qu'au point de vue politique, le patron était placé sous les ordres de l'administrateur de la cellule ou de l'organisation nationale-socialiste du commerce et de l'industrie : *N. S. Hago* : *National-sozialistische Handel und Gewerbe-Organisation* et que c'est à lui que la lettre aurait dû être remise.

La Direction des Postes mise en cause a rendu compte de cette réclamation au ministère des Postes du Reich.

¹ V. les paroles du Dr Ley du 1^{er} octobre 1934.

Celui-ci a approuvé la manière dont la direction régionale des Postes avait réglé la question et a déclaré que le patron chef d'entreprise, n'est pas placé, « même au point de vue politique », sous les ordres de l'administration de la cellule nationale-socialiste. Ainsi le représentant légal du Front du Travail est écarté de son « droit » d'intervention dans l'économie.

En réalité le Front du Travail veut réaliser, dans les syndicats qu'il a réunis, l'union des ouvriers entre eux et celle entre les patrons dans le nouvel esprit. Tous sous la formule : *Gemeinnutz tritt vor Eigennutz* (l'intérêt collectif prime l'intérêt individuel), ne deviendraient que des membres dociles du parti national-socialiste soumis à la toute-puissante autorité du Grand Chef. Ceci est encore plus nettement visible que pour la *Reichsnährstand*. En effet, le chef du Front du Travail est en même temps chef d'état-major de l'organisation du parti nazi. Et sur toute l'échelle hiérarchique il y a le même cumul : des personnes qui détiennent des fonctions dans le Front du Travail et simultanément dans le parti.

Quant à la mission du Front du Travail, on peut rappeler le fait que nous avons indiqué plus haut (Ch. III, S. I.) ; douze ans après la *Sozialgesetz* de Bismark interdisant les syndicats socialistes (1878), ceux-ci, non seulement reparaissent, mais voient leurs effectifs augmenter (1890).

Il est peu probable que les ouvriers, quand ils ne subissent plus « les bienfaits » de ce gouvernement qui « repousse le despotisme », se contentent de « l'honneur et de la considération » oubliant « les ridicules questions de salaires » ¹.

Dans une conférence faite le 7 mars 1935, à Berlin, sous les auspices de l'Office de politique extérieure du parti natio-

¹ *Le Temps*, 9 mars 1935 : conférence du Dr Ley.

nal-socialiste, M. Ley expose les résultats de l'organisation qu'il dirige. Le budget en est, selon lui, de 300 millions RM. dont 80 millions ont été consacrés à différents secours ; 40 millions à l'éducation professionnelle ; 18 millions à la presse ; 20 millions à l'œuvre de la « Force par la Joie » ; et il posséderait en outre une encaisse considérable.

A supposer même que ces dires soient exacts, le résultat n'est pas brillant, puisque R. Ley lui-même est obligé de convenir que « l'idéal n'est pas encore atteint » ¹.

A côté de l'organisation « corporative » de l'ensemble du « Travail national », le III^e Reich nous présente l'organisation corporative de la cellule entreprise.

C'est la loi fondamentale du 20 janvier 1934 qui devait la réaliser.

¹ *Le Temps*, 9 mars 1935.

SECTION III

L'organisation du travail national

... la loi s'efforce de réaliser la synthèse de principes autrefois opposés, à savoir celui de la liberté d'initiative individuelle, celui de la valeur de l'effort individuel, celui de l'organisation corporative et enfin celui de la direction par l'Etat de l'activité économique.

(*Frankfurter Zeitung* du 17 janvier 1934.)

A la lutte concernant les conditions du travail menée par des groupements d'intérêts particuliers se substitue le contrôle de l'Etat.

(*Völkischer Beobachter* du 17 janvier 1934.)

La loi sur l'organisation du travail national, la *Gesetz zur Ordnung der Nationalen Arbeit* du 20 janvier 1934 contient, dans ses 7 chapitres, 73 paragraphes.

« Dans une entreprise, l'employeur, chef de l'entreprise : *Führer des Betriebes*, les employés et les ouvriers, personnel de l'entreprise : la *Gefolgschaft*, travaillent ensemble dans le sens des buts de l'entreprise et pour le bien commun de la Nation et de l'Etat : *Zum gemeinen Nutzen von Volk und Staat*. » C'est ainsi que débute la loi (Ch. I ; parag. 1), posant le principe de la nouvelle organisation « corporative ». Le

chef de l'entreprise prend des décisions en ce qui concerne l'entreprise ; il doit veiller au bien-être des ouvriers qui, à leur tour, lui doivent la fidélité fondée sur la communauté d'entreprise, la *Betriebsgemeinschaft* (parag. 2).

Le chef de l'entreprise représentant légal de l'entreprise et des personnes juridiques peut, quand il ne dirige pas lui-même l'entreprise et pour des affaires de peu d'importance, charger une autre personne de le représenter (parag. 3 ; 1 et 2). Au cas où le chef d'entreprise est privé par le Tribunal d'honneur de l'aptitude à être chef, on doit en désigner un autre (parag. 3 ; 3).

Les administrations comptent comme entreprises. Pour que les entreprises annexes et celles reliées à une entreprise par une direction commune soient autonomes, elles doivent être situées à une grande distance de l'entreprise principale. Les navires de la navigation maritime, intérieure et aérienne et leurs équipages ne sont pas soumis aux dispositions de la loi (sauf les parag. 32 et 33).

Le paragraphe 5 dit qu'à côté du chef d'entreprise interviennent à titre de conseils (*beratend*) des hommes de confiance pris dans le personnel : *aus der Gefolgschaft Vertrauensmänner*. Au moins au nombre de 20, ils forment avec lui, et sous sa direction, le Conseil de confiance de l'entreprise : *Vertrauensrat des Betriebes*.

Ce Conseil de confiance a pour mission de « développer la confiance réciproque à l'intérieur de la communauté d'entreprise » (parag. 6 ; 1). Outre cette obligation morale, le *Vertrauensrat* a une quantité d'autres attributions. Ainsi, il a « la mission de donner son avis sur les mesures servant à améliorer l'exécution du travail ; à établir et à faire exécuter les conditions générales de travail, en particulier en ce qui concerne le règlement d'entreprise, les mesures en vue d'assurer

et d'améliorer la protection de l'entreprise, le renforcement de la solidarité de tous les membres de l'entreprise entre eux et à l'égard de l'entreprise, et le bien de tous les membres de la communauté ». Il doit, de plus, agir pour résoudre tous les différends à l'intérieur de la communauté d'entreprise. Il doit être entendu avant la fixation des amendes sur la base du règlement d'entreprise (parag. 6 ; 2).

La loi prévoit la désignation de certains « hommes de confiance » dont le nombre est déterminé dans son paragraphe 7 ¹.

Le paragraphe 8 nous indique les conditions nécessaires pour être homme de confiance : *Vertrauensmann* ; il faut avoir au moins 25 ans ; appartenir au moins depuis un an à l'entreprise (condition dont on peut ne pas tenir compte, dit la loi, pour la première désignation des hommes de confiance) ; avoir travaillé au moins deux ans dans la même branche professionnelle ou dans une branche connexe ; jouir de ses droits civiques. En outre, il y a trois conditions établies, tout à fait dans l'esprit nouveau : il faut, pour être homme de confiance, « appartenir au Front du Travail » (*der Deutschen Arbeitsfront angehören*), se distinguer par des qualités d'homme modèle (*menschlichen Eigenschaften ausgezeichnet sein*) et présenter la garantie d'être prêt à intervenir à tout moment, sans réserve, en faveur de l'Etat national (*die Gewähr bieten, dass er jederzeit rückhaltlos für den nationalen Staat eintritt*).

¹ Ce nombre est de 2 pour les entreprises de 20 à 49 personnes ; de 3 pour les entreprises de 50 à 99 personnes ; de 4 pour les entreprises occupant de 100 à 199 personnes ; de 5 pour les entreprises occupant de 200 à 399 personnes. Ce nombre est augmenté d'une unité pour chaque groupe de 300 personnes occupées en plus et ne doit pas dépasser 10. Il doit être désigné des suppléants en nombre égal, dit la loi (§ 7 ; 3).

La liste des hommes de confiance et de leurs suppléants est établie, au mois de mars, chaque année, par le chef d'entreprise (*Führer des Betriebes*) d'accord avec le chef de l'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes : *Obmann der National-sozialistische Betriebszellen-Organisation*. Le personnel, dit la loi, doit faire connaître sans délai par vote « secret » son avis sur cette liste...

Si l'accord ne peut pas s'établir entre le chef d'entreprise et le chef d'organisation des cellules nationales-socialistes ou « si une autre raison s'oppose à la formation du conseil de confiance, en particulier si le personnel n'approuve pas la liste, le commissaire du travail peut désigner le nombre voulu d'hommes de confiance et de suppléants ».

Les paragraphes 10 à 17 contiennent des dispositions particulières relatives au Conseil de confiance : les conditions d'installation, de fonctionnement et de cessation de leur fonction.

« Les membres du Conseil de confiance prêtent devant le personnel, au jour du travail national (1^{er} mai) le serment solennel de ne travailler dans leurs fonctions que pour le bien de l'entreprise et l'ensemble de tous les concitoyens en faisant abstraction de tout intérêt personnel, et d'être dans leur manière de vivre et dans leur manière de faire « des modèles » pour les agents appartenant à l'entreprise » : *in ihrer Lebensführung und ihrer Diensterfüllung den Betriebsangehörigen Vorbild zu sein.* »

C'est un paragraphe tout à fait caractéristique pour les conceptions « nouvelles » qui mélangent l'économique à une certaine mystique, voulant donner l'impression qu'elles ont changé la structure du premier.

Le Conseil de confiance entre en fonction après la prestation du serment et cesse ces fonctions le 30 avril. Il peut être

convoqué par le chef d'entreprise « chaque fois qu'il en est besoin » : la moitié des hommes de confiance doivent le demander (parag. 11 et 12). La fonction d'homme de confiance est honorifique, pour le temps de travail passé à l'accomplissement de cette fonction, l'homme de confiance ne recevant que le salaire ordinaire. Cette fonction cesse par démission volontaire, départ de l'entreprise, révocation pour « insuffisance matérielle et spirituelle » prononcée par le commissaire du Travail, et par la mise en vigueur d'une décision du Tribunal d'honneur prise conformément au paragraphe 38.

A la place des hommes de confiance seront appelés, dans les cas précités, les suppléants et, s'il n'y en a pas de disponibles, de nouveaux hommes de confiance désignés par le commissaire du Travail (parag. 15).

La majorité du Conseil de confiance peut exercer un appel contre les décisions du chef d'entreprise devant le commissaire du Travail si ces décisions « ne lui paraissent pas compatibles avec la situation économique et sociale de l'entreprise ». L'appel n'est pas suspensif de la décision prise par le chef de l'entreprise (parag. 16). Enfin la loi dit, qu'en certains cas, le chef d'entreprise doit réunir, pour l'examen des questions sociales, un Comité consultatif (*Beirat*) issu des Conseils de confiance des différentes entreprises ¹.

Le chapitre I, dont on vient d'exposer le contenu, est consacré aux « Chefs d'entreprise et Conseil de confiance » (*Führer des Betriebes und Vertrauensrat*). Le chapitre II traite des questions relatives aux « commissaires du Travail » : *Treuhänder der Arbeit*.

« Pour les grandes circonscriptions économiques dont la

¹ Ces cas sont : les analogies économiques ou techniques entre plusieurs établissements et la poursuite du même but d'exploitation.

limite est fixée par le ministre du Travail du Reich et par entente avec le ministre de l'Economie du Reich, sont nommés des commissaires du travail. Ils sont fonctionnaires du Reich et leurs attributions dépendent du ministre du Travail du Reich. Le ministre du Travail du Reich fixe leur résidence, d'accord avec le ministre de l'Economie du Reich » (parag. 18 ; 1).

« Les commissaires du Travail doivent obéir aux directives et aux instructions du gouvernement du Reich » (parag. 18 ; 2). Le paragraphe 19 dit que la mission des commissaires du Travail est « d'assurer le maintien de la paix du travail » : *Die Treuhänder der Arbeit haben für die Erhaltung des Arbeitsfriedens zu sorgen*. Dans ce but ils doivent, selon le paragraphe 19 :

1° Veiller à la formation et au fonctionnement des Conseils de confiance et décider en cas de différends ;

2° Nommer et révoquer les hommes de confiance des entreprises ;

3° Sur appel du Conseil de confiance, prendre une décision conformément au paragraphe 16 ; en annulant la décision du chef d'entreprise, *ils peuvent arrêter eux-mêmes la réglementation nécessaire* ;

4° Prendre des décisions conformément au paragraphe 20 en cas de congédiements projetés ;

5° Surveiller l'exécution des prescriptions relatives au règlement d'entreprise, conformément aux paragraphes 26 et suivants ;

6° Dans les conditions fixées par le paragraphe 32, arrêter les directives et les ordonnances-conventions et veiller à leur exécution ;

7° Participer à l'œuvre des tribunaux d'honneur social

(*sozialen Ehrengerichtbarkeit*), conformément aux paragraphes 35 et suivants ;

8° Tenir le gouvernement du Reich au courant, d'une manière permanente, conformément aux instructions de détail données par le ministre du Travail du Reich et le ministre de l'Economie du Reich de l'évolution politico-sociale : *sozialpolitische Entwicklung*.

Le ministre du Travail et le ministre de l'Economie nationale peuvent conférer d'autres missions au commissaire du Travail, dans le cadre fixé par la loi.

D'autre part, les commissaires du Travail peuvent confier l'examen des questions prévues par le n° 3 (parag. 19 ; 1) à une Commission d'experts : *Sachverständigenausschuss*. Mais la décision leur demeure réservée.

L'employeur doit fournir au commissaire du Travail, par écrit, des comptes rendus, avant de congédier le personnel. La loi assure, à ce point de vue également, la subordination de l'employeur au commissaire du Travail ¹.

Elle contient cette disposition intéressante que l'employeur peut, en cas de réduction de la durée du travail, en vue d'occuper un plus grand nombre de personnes, diminuer le salaire ou le traitement des gens qu'il occupe pour une durée de travail réduite ².

Le paragraphe suivant (parag. 21) dit que le ministre du Travail du Reich peut adjoindre au commissaire du Travail, « quand l'importance de la situation économique spé-

¹ Le Commissaire du Travail peut accorder l'autorisation avec effet rétroactif ; il peut décider que les congédiements ne seront valables qu'à l'expiration d'un délai de deux mois à partir de l'envoi des comptes rendus, etc.

² La diminution n'aura cependant son effet qu'à partir du moment où le lien juridique unissant le patron et l'ouvrier serait rompu, conformément aux dispositions légales générales et à celles du contrat.

ciale de son ressort économique l'exige », des délégués : *Beauftragte*.

Le paragraphe 22 prévoit des peines contre la violation des ordonnances générales écrites du commissaire du Travail et introduit le délit de violation de l'honneur social.

La loi prévoit en outre un Conseil consultatif d'experts (*Sachverständigenbeirat*) que les commissaires du Travail pourront consulter sur « les affaires d'ordre général et des principes entrant dans leur fonction. « Les 3/4 de ces experts doivent être désignés d'après les listes de proposition du Front du Travail allemand ; 1/4 des experts peuvent être désignés par le commissaire du Travail parmi d'autres personnalités présentant des aptitudes, dans leur circonscription : *sonst geeigneten Persönlichkeiten ihres Bezirks berufen*.

Enfin les commissaires du Travail peuvent de plus convoquer, pour certains cas, des commissions d'experts : *Sachverständigenausschuss* ¹.

Le chapitre III a pour objet « Règlement d'entreprise et Ordonnance-Conventions » : *Betriebsordnung und Tarifordnung*.

« Dans toute entreprise occupant normalement au moins 20 employés et ouvriers, le chef d'entreprise doit établir par écrit le règlement d'entreprise *Betriebsordnung* pour le personnel de l'entreprise (parag. 26). » Selon le paragraphe 27, dans le règlement d'entreprise doivent figurer les conditions de travail suivantes :

1° Début et fin de la journée de travail normale et fixation des repos ;

2° Epoque et mode de paiement de la rémunération du travail ;

¹ Le § 24 parle du serment des experts ; le § 25, du concours réciproque pour l'application de la loi, entre les Commissaires et les autorités.

3° Base de calcul du travail au devis et à forfait si on travaille dans l'entreprise au devis ou au forfait ;

4° Présomptions sur le genre et les taux des amendes et sur la manière de pratiquer les retenues en résultant, quand des amendes sont prévues ;

5° Raisons pour lesquelles le contrat de travail peut être dénoncé sans l'observation du délai de congédiement, quand il y a lieu de prévoir des saisons, en dehors de celles fixées par la loi ;

6° Recours aux indemnités résultant d'une rupture illégale du contrat de travail, quand une pareille dérogation aux présomptions légales est prévue dans le règlement d'entreprise ou dans le contrat de travail.

Les prescriptions plus étendues relatives à la partie obligatoire du règlement de travail, antérieurement existante sont maintenues par la loi.

Des prescriptions sur le taux de la rémunération du travail, la tenue du personnel dans l'entreprise, la prévention des accidents peuvent également figurer dans la *Betriebsordnung*¹.

La Commission du Travail peut, après la délibération d'une Commission d'experts, fixer les directives pour la rédaction des textes des règlements d'entreprises ou des contrats individuels de travail, dit le paragraphe 32 ; 1). Il peut, s'il est « absolument nécessaire » (*zwingend geboten*), pour la protection du personnel d'un groupe d'entreprises, fixer les présomptions minima pour la réglementation des conditions de travail, en promulguant, par écrit, une ordonnance tarifaire. Les prescriptions de cette ordonnance sont obligatoires

¹ Les §§ 28 à 32 contiennent des dispositions pénales : amende à l'égard du personnel et techniques spéciales concernant le règlement d'entreprise.

en droit, comme conditions minima pour les conditions de travail qu'elle prévoit, les présomptions contraires pouvant exister dans les règlements d'entreprises, étant annulées. Le commissaire du Travail peut encore, d'après ladite ordonnance, récuser la juridiction des tribunaux de travail compétents pour les différends de droit civil.

C'est le commissaire du Travail qui publie les directives et les ordonnances du Travail : les *Richtlinien* et les *Tarifordnungen*.

Le ministre du Travail peut, au cas où les dispositions dépassent très sensiblement les limites de la juridiction du commissaire ou pour des missions définies, nommer des commissaires spéciaux du Travail : des *Sondertrühender*.

Si le ministre ne charge pas le commissaire spécial de veiller lui-même à l'exécution de ces décisions, c'est le commissaire du Travail qui doit s'en occuper (parag. 33) ¹.

Le chapitre IV traite de la « Juridiction d'honneur social » : *Soziale Ehrengerichtsbarkeit*.

« Tout membre d'une communauté d'entreprise assume la responsabilité de remplir en conscience les devoirs qu'entraîne sa situation dans la communauté d'entreprise. Il doit, par sa conduite, se rendre digne (*würdig zu erweisen*) de la considération qui résulte de sa situation dans la communauté d'entreprise. En particulier, il doit, librement conscient de sa responsabilité, consacrer la plénitude de ses forces (*seine volle Kraft*) au service de l'entreprise et se subordonner au bien commun : *dem gemeinen Wohlen unterzuordnen* (parag. 35).

Après avoir rappelé cette formule mystique trouvée à l'occasion du serment des membres de confiance (parag. 10)

¹ Le § 34 s'occupe des travailleurs à domicile auxquels s'appliquent les dispositions des §§ 32 et 33.

et celui des experts (parag. 24), la loi énumère les infractions aux « devoirs sociaux » (*sozialen Pflichten*), basés sur la communauté d'entreprise (*Betriebsgemeinschaft*) et réputées comme violations de l'honneur social (*Verstösse gegen die soziale Ehre*). Ces infractions ont lieu (parag. 36) dans les cas suivants :

1° L'employeur, le chef d'entreprise ou d'autres personnes faisant partie de la direction, abusant de leurs pouvoirs dans l'entreprise, montrent de la malveillance dans l'emploi des membres du personnel ou « froissent leur honneur » : *ihre Ehre kränken* ;

2° Des membres du personnel mettent en péril la paix du travail dans l'entreprise, en provoquant une agitation malveillante dans le personnel, en particulier quand les hommes de confiance interviennent sciemment, d'une manière abusive, dans la conduite de l'entreprise ou bien troublent continuellement d'une manière malveillante (*bewusst unzulässige Eingriffe*) l'esprit de communauté (*Gemeinschaftsgeist*) dans la communauté d'entreprise ;

3° Des membres de la communauté d'entreprise adressent à la légère (*leichtfertig*), d'une manière répétée, des réclamations ou des demandes non justifiées au commissaire du Travail ou bien contreviennent opiniâtrement (*hartnäckig*) à ses prescriptions écrites ;

4° Des membres du Conseil de confiance publient, sans autorisation, des renseignements confidentiels, des secrets d'entreprise ou d'affaire, dont ils ont eu connaissance dans l'accomplissement de leurs fonctions et qui sont réputés comme tels.

De cette juridiction d'honneur social, les fonctionnaires et les soldats ne sont pas justiciables (parag. 36 ; 2) ¹.

¹ Les prescriptions pour la poursuite sont acquises au bout d'une année à partir du jour où l'acte de violation a été commis (§ 37).

Les pénalités de la juridiction d'honneur sont : l'avertissement, la remontrance, les amendes jusqu'à 10.000 RM. ; la privation de droit d'être chef d'entreprise ; le déplacement d'emploi ¹.

Les décisions relatives aux violations de l'honneur social sont prises à la requête du commissaire du Travail par un tribunal d'honneur à constituer dans chaque circonscription de commissaire de Travail ².

Le Tribunal d'honneur est constitué par un fonctionnaire judiciaire (*richterlichen Beamten*) comme Président, nommé par le ministre de la Justice du Reich, d'accord avec le ministre du Travail du Reich, un chef d'entreprise et un homme de confiance comme assesseurs. Ces derniers sont désignés par le Président du Tribunal d'honneur sur une liste de présentation établie par le Front du Travail allemand. Il choisira, dans la mesure possible, des personnes appartenant à la même branche professionnelle (*dem gleichen Gewerbezweig*) que l'inculpé (parag. 41). Les comptes rendus d'actes de violation de l'honneur social doivent être rédigés par écrit avec l'indication des preuves au commissaire du Travail qui instruit l'affaire et, à cet effet, entend l'inculpé et prend la décision relative à la convocation du Tribunal d'honneur. Il doit joindre, à la requête tendant à l'ouverture de la procédure devant le Tribunal d'honneur, les résultats de son enquête (parag. 43) ³.

Les paragraphes 44 à 49 donnent des détails concernant le jugement. Il convient de retenir que la délibération est publique. Mais cette publicité peut être interdite par le Président du Tribunal d'honneur.

¹ Cf. § 38.

² Les §§ 39 et 40 sont relatifs aux dispositions pénales et de procédure.

³ Le § 42 s'occupe du serment d'assesseurs.

Les décisions de ce Tribunal sont susceptibles d'appel dans tous les cas de la part du commissaire du Travail, et dans quelques cas seulement de la part de l'inculpé ¹.

Les décisions du Tribunal d'honneur qui sont attaquées en appel vont devant le Tribunal d'honneur d'Empire (*Reichsehrengerichtshof*) qui siège à Berlin. Il comprend deux hauts fonctionnaires judiciaires (*höheren richterlichen Beamten*) nommés par le ministre de la Justice du Reich après accord avec le ministre du Travail du Reich, l'un recevant les fonctions de Président, l'autre celles d'assesseur. Il y a en outre trois assesseurs : le chef d'entreprise, un homme de confiance et une personne désignée par le Gouvernement du Reich (parag. 50).

Ce Tribunal d'honneur d'Empire doit examiner la décision du Tribunal d'honneur dans toutes ses parties. Il n'est pas lié par les constatations faites par celui-ci et peut modifier comme il l'entend la décision attaquée (parag. 51) ².

Le chapitre V traite de la « Protection contre le congédiement » : *Kündigungsschutz*. « En cas de congédiement d'un employé ou d'un ouvrier ayant plus d'une année de présence dans la même entreprise ou chez le même employeur, il peut, s'il s'agit d'une entreprise occupant normalement au moins 10 personnes, en appeler, dans les 2 semaines suivant la notification du jugement, au Tribunal du Travail, si le congédiement résulte d'une rigueur exagérée et n'est pas motivé par la situation de l'entreprise ³. »

¹ Lorsqu'il s'agit d'une amende de règlement de plus de 100 RM., d'une amende ou de la privation d'être chef d'entreprise, cf. au § 38, alinéas 4 et 5.

Cet appel doit être fait dans un délai de deux semaines après la notification au Tribunal d'honneur et il a un effet suspensif.

² Les §§ 52-55 contiennent des détails relatifs à l'exécution de la décision de ces Tribunaux d'honneur.

³ Là où il y a un Conseil de confiance, un certificat de celui-ci est

Si le tribunal juge que le congédiement doit être annulé, son jugement doit fixer d'office une indemnité au cas où l'employeur refuse d'annuler le congédiement. L'employeur doit, dans les trois jours qui suivent la notification du jugement ¹, déclarer à la personne congédiée s'il accepte l'annulation de congédiement ou l'indemnité : s'il ne fait pas la déclaration en temps utile, on considère qu'il donne la préférence au versement de l'indemnité ². Pour la fixation de celle-ci on doit tenir un compte équitable (*angemessene Rücksicht*) de la situation économique de la personne congédiée et en même temps de la capacité de rendement économique (*Leistungsfähigkeit*) de l'entreprise. Elle est calculée d'après la durée telle qu'elle résulte des accords relatifs au travail (*Arbeitsverhältnisse*). Elle ne doit pas dépasser les quatre douzièmes de la dernière rémunération du travail.

En cas d'annulation du travail le chef d'entreprise est astreint à donner à la personne congédiée un salaire ou traitement pour la période écoulée entre le congédiement et la reprise du travail (parag. 59). Les paragraphes 59 à 62 contiennent quelques dispositions de détail ³.

Le chapitre VI traite du « Travail dans les services publics » : *Arbeit im öffentlichen Dienst*.

Dans un unique paragraphe (63), la loi dit que ces dis-

nécessaire ; il doit prouver que la question a été discutée sans résultat devant ce Conseil. Il n'est pas exigé si le congédié, ayant fait appel devant le Conseil de confiance, le certificat ne lui a pas été remis au cours des cinq jours suivant cet appel.

¹ Sauf si le caractère exécutoire du jugement est provisoire.

² Le § 57 donne encore quelques petits détails de procédure.

³ La personne congédiée, au cas où elle aura passé un nouveau contrat de service a le droit de refuser le travail chez son ancien employeur... Les dispositions sur la « Protection contre le congédiement » ne sont pas applicables lorsqu'il s'agit d'applications reposant sur la loi ou sur l'ordonnance tarifaire.

positions ne sont pas applicables aux catégories suivantes de personnes :

Employés et ouvriers des administrations et exploitations du Reich et des Pays ; de la *Reichsbank* ; de la Société allemande de la *Reichsbahn* ; de l'entreprise *Reichsautobahnen* ; ainsi qu'à ceux de l'administration des communes (ou des groupes de communes (*Gemeindeverbände*) et d'autres corporations, fondations et établissements de droit public.

Le chapitre VII, le dernier, est consacré aux dispositions finales et transitoires : *Schluss und Übergangsvorschriften* (parag. 64 à 73). La loi sur l'organisation du Travail national entrera en vigueur le 1^{er} mai 1934, à moins que le ministre du Travail du Reich, après entente avec le ministre de l'Economie du Reich, ne fixe une date différente ¹.

Cette « loi sur l'organisation du travail national » a été comparée à la Charte du Travail adoptée le 21 avril 1927 par le Grand Conseil du fascisme et publiée le 39 avril 1927 dans la *Gazette Officielle*. En réalité il y a une différence fondamentale entre l'organisation italienne du travail et l'organisation allemande : le fascisme fonde son organisation corporative sur les syndicats, tandis que le national-socialisme a « désintégré » les syndicats qu'il a englobés dans le Front du Travail, et c'est ensuite qu'il a bâti la nouvelle organisation prétendue corporative ².

La loi du 20 janvier 1934, bien que plaçant le patron

¹ Pour les dispositions transitoires, sauf celles de son dernier §, la loi entre en vigueur le jour même de sa promulgation. Pour les dispositions du § final (73) concernant la loi sur les fonctionnaires du Reich et l'ordonnance 2 sur les traitements et leur augmentation, elle entre en vigueur le 1^{er} avril.

² V. s. la différence entre la conception italienne et l'allemande, l'intéressant article de M. H. LAUFENBURGER sur *L'économie corporative en Italie et en Allemagne* (*Rev. pol. et parl.*, 10 avril 1934).

comme les employés au service de l'entreprise : « ils travaillent ensemble dans le sens et le but de l'entreprise » et celle-ci au service du « bien commun de la nation et de l'Etat » assure en réalité, ainsi que l'on a pu l'observer, la prépondérance au patron qui est « chef de l'entreprise » et décide, en cette qualité, dans toutes les affaires concernant l'entreprise. Il y a, il est vrai, à côté du patron, des hommes de confiance pris dans le personnel, mais c'est le patron qui les choisit d'accord avec le chef de l'organisation des cellules d'entreprises nationales-socialistes.

Les patrons ont une prépondérance vis-à-vis des ouvriers ¹. Mais eux-mêmes sont « soumis » en quelque sorte au commissaire du Travail dont les attributions très étendues (parag. 19 de la loi du 20 janvier 1934) et les rapports avec les patrons (parag. 20 et suivants de cette même loi) font les vrais « chefs » de l'entreprise. Ces commissaires ou curateurs du Travail (*Treuhände der Arbeit*) sont nommés par les ministres du Travail et de l'Economie du Reich. C'est donc eux qui, au fond, sont les maîtres de l'entreprise.

Tout comme pour la « Corporation alimentaire » cette organisation ne tend donc qu'à établir un service public dont les ouvriers, patrons, curateurs sont les fonctionnaires.

Et ce service public comme pour la *Reichsnährstand* dépend, en dernier ressort, du Führer du Reich, puisque c'est lui qui nomme les ministres, de qui l'entreprise dépend.

Une institution intéressante de la nouvelle loi est la « juridiction d'honneur social » établie pour juger les infractions aux « devoirs sociaux issus de la mystique « corpora-

¹ V. sur le rôle du patron dans la nouvelle organisation l'article de Wilhelm WITTE dans le *Deutsche Volkswirt* du 9 février 1934. Cf. *Bulletin quotidien*, n° du 27 novembre 1934.

» tiste » de l'état totalitaire ». Ces tribunaux, qui ont à examiner les violations de l'honneur social, sont composés d'un fonctionnaire judiciaire comme Président, nommé par le ministre du Travail du Reich, après entente avec le ministre de l'Economie du Reich. C'est lui qui désigne, sur une liste de présentation établie par le Front du Travail allemand, le chef de l'entreprise et les hommes de confiance qui l'assistent.

Les membres de ces Juridictions d'honneur sont des fonctionnaires au service d'un pouvoir personnel. Mais il y a encore une remarque à faire : elle concerne l'intervention dans l'entreprise, sous une forme ou sous une autre (nominations des Commissions de Travail ou d'honneur des assesseurs des Tribunaux d'honneur), des organisations du parti national-socialiste officielles : le Chef des « N.S.B.O. », ou officieuses : « la D.A.F. ». Ces interventions permettent d'un côté l'infiltration du parti dans la vie de l'Etat, de l'autre côté, elles assurent, par une nouvelle voie, les meilleures conditions de développement de ce pouvoir personnel mentionné plus haut. Celui-ci est ainsi organisé d'une manière admirable puisque, tant par la voie hiérarchique dans l'Etat que par celle existant dans le parti, il devient le grand et unique « dirigeur » du « Travail national », comme il est celui de la « Terre ».

La loi du travail national a supprimé plusieurs institutions antérieurement existantes et qui, selon le nouvel esprit, n'ont pas de raisons d'exister : le contrat collectif, l'arbitrage, le droit de grève, le lock-out.

En ce qui concerne les contrats collectifs il est à remarquer que, quoique supprimés par la loi (dans son parag. 72), ils ont été maintenus à partir du 1^{er} mai pour plusieurs districts. Ce qui prouve que les nouvelles *Betriebsordnungen* et

Tarifordnungen ne sont pas toujours préférables aux « anciens » contrats de travail ¹.

Le nombre des commissaires de Travail est de 13. Il correspond à celui des « grandes circonscriptions économiques ».

« La loi s'efforce de réaliser la synthèse de principes autrefois opposés, à savoir : celui de la liberté d'initiative individuelle..., celui de l'organisation corporative et enfin celui de la direction par l'Etat de l'activité économique, dit la *Frankfurter Zeitung* ². »

En réalité, aujourd'hui comme autrefois, cette conciliation n'est pas possible. On ne peut réaliser que l'un de ces principes ou l'autre. La loi a prétendu réaliser le principe corporatif et elle est arrivée à un interventionnisme très accentué, ce qui, d'ailleurs, est bien dans son esprit ³.

¹ V. la déclaration de M. ENGEL, curateur au travail pour le district de Brandebourg, *Le Temps*, 22 février 1934.

² *Frankfurter Zeitung* du 17 janvier 1934 : *Commentaire du projet de loi*.

³ S. la loi du 20 janvier 1934, voir : *Gesetz zur Ordnung der nationalen Arbeit*, Heerschild Vg. München, 1934 ; les *Kommentäre* de MANSFELD-POHL-STEINMANN, Berlin, 1934 ; Herbert VON BECKERATH, *La politique industrielle du national-socialisme* (*Rev. pol.*, 1934) ; le *Bulletin quotidien* du 24 janvier 1934 ; le Supplément au *Bulletin quotidien*, contenant le texte de la loi.

V. aussi HENRIOT-MARTY, *Le nouvel ordre économique et social en Allemagne* (suite), *Politica* de mars 1935.

CHAPITRE IV

L'ARTISANAT ET L'INDUSTRIE

SECTION I

L'artisanat

Le gouvernement national-socialiste fut le premier qui, grâce à sa conception évoluée de l'unité existant entre l'Etat et l'économie, put se consacrer à l'organisation des questions vitales de l'artisanat.

(*Völkischer Beobachter* du 31 janvier 1935,

D^r V. HERTEL, Conseiller à la Chambre des Métiers de la Haute-Bavière.)

Il y avait, en Allemagne, sur les corporations de métiers, une ancienne loi, celle du 27 juillet 1897.

Conformément à cette loi, la formation des corporations de métiers, sauf dans certains cas particuliers, était facultative.

Une modification importante fut apportée à cette loi en 1908, par l'introduction de certaines conditions de capacité demandées à ceux qui veulent faire partie d'une corporation.

Le nombre de ces corporations était élevé. En 1907, par exemple, on en compte 11.995 dont 3.431 obligatoires. Le chiffre des membres adhérents était de 512.000 dont 218.000 appartenant aux corporations obligatoires.

Les artisans n'étaient pas foncièrement hostiles à la République de Weimar.

Ce qu'ils lui reprochaient, c'était la préférence marquée

que celle-ci accordait à l'industrie. En outre, avec leur esprit conservateur, ils voyaient d'un œil jaloux les progrès croissants de l'industrie. Lorsqu'il était dans l'opposition, le national-socialisme ne s'était pas beaucoup préoccupé de cette catégorie professionnelle. C'est plutôt dès son avènement au pouvoir qu'il chercha à gagner la sympathie des artisans.

On peut s'imaginer quelle satisfaction éprouvèrent ceux-ci quand le Gouvernement du III^e Reich restreignit, par une loi, l'emploi des machines dans une industrie : celle des cigares ¹.

La réforme de 1908 n'était, selon les dires du D^r Hertel, qu'une « goutte sur une pierre brûlante » : *ein Tropfen auf einen heissen Stein*.

Suivant sa conception, le gouvernement national-socialiste, seul, aurait réussi à opérer une refonte du régime corporatif des métiers.

Il s'agit de voir comment cette « refonte » a été opérée. Le 29 novembre 1933 fut promulguée une loi sur l'organisation provisoire de l'artisanat allemand. D'après cette loi, une simplification pouvait être opérée par les autorités publiques, dans l'administration des corporations artisanales afin d'adapter leur activité « aux nouvelles missions du Reich et des Pays ». Les corporations, dit la loi, peuvent être dissoutes « sans aucun droit d'indemnisation ».

Après cette quasi-mainmise sur les corporations, après cette *Anräumung alle Misstände*, dit le D^r V. Hertel, un règlement fut établi, le 15 juin 1934. Il fut complété le 18 janvier 1935. On a ainsi la vraie *Handwerkskarte*, la charte des métiers du III^e Reich, que nous allons examiner.

Une liste des métiers est établie par le ministre de l'Eco-

¹ Loi du 14 juillet 1933.

nomie du Reich d'accord avec le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation du Reich.

La Corporation l'*Innung* est constituée par la Chambre des métiers : *Handwerkskammer*. Font partie obligatoirement de cette corporation, toutes les personnes exerçant le métier pour lequel cette corporation a été instituée. La 3^e Ordonnance du 18 janvier donne à ce sujet les précisions suivantes : l'exercice indépendant d'un métier (*der selbständige Betrieb eines Handwerks*) n'est accordé qu'aux personnes physiques et juridiques inscrites sur le rôle du métier (*nur in die Handwerksrolle eingetragenen natürlichen und juristischen Personen*). Et pour être inscrit sur le rôle du métier, il faut avoir subi l'examen de maîtrise, la *Meisterprüfung*, ou avoir l'autorisation de diriger des apprentis : *die Befähigung zur Anleitung der Lehrlingen*.

Il ne peut y avoir qu'une seule corporation pour un même métier, dans un arrondissement.

Un artisan exerçant en plus de son métier principal d'autres métiers accessoires peut être également membre des corporations afférentes à ces métiers.

La corporation comporte, au point de vue administratif, plusieurs organes :

Il y a d'abord le Maître : l'*Obermeister* de la corporation, chef des métiers, qui est lui-même nommé par la Chambre des métiers.

Il y a l'Assemblée des métiers qui délibère et décide sur toutes les questions intéressant la corporation y compris le budget.

Pour être membre du Bureau ou « garde de la corporation », il faut remplir une condition d'âge : ne pas avoir moins de 24 ans, ni plus de 65 ans, et une condition de capacité : avoir subi l'épreuve d'admission comme maître-artisan

et résidé dans le district depuis un an. Les compagnons employés par les membres de la corporation sont représentés par un garde de compagnons qui est assisté d'un « Conseil de Compagnons » nommé comme lui par la Chambre des métiers, d'accord avec la section locale du Front du Travail. Ce garde et son Conseil doivent être consultés pour la réglementation de toutes les questions concernant la situation des apprentis et des compagnons, et dans ce cas le garde des compagnons, le *Gesellenwart*, est autorisé à siéger à l'Assemblée de la corporation. Pour être garde de compagnons ou membre du Conseil des compagnons, il est exigé que l'épreuve d'admission comme compagnon soit subie avec succès et que la résidence dans le district soit d'au moins trois mois.

Les corporations de métiers forment des associations de droit public. Elles ne peuvent pas instituer des taxes d'admission, mais elles sont autorisées à prélever un « droit » pour l'utilisation, par leurs membres, des institutions corporatives. Le budget de la corporation doit être établi chaque année.

S'ils ne payent pas des taxes d'admission, les membres des corporations payent, en revanche, des cotisations. Celles-ci, fixées d'après l'importance de chaque entreprise, forment avec les amendes dont ses membres peuvent être frappés, le patrimoine de la corporation soumis au contrôle de la Chambre des métiers.

Les attributions de chaque corporation de métiers sont les suivantes :

- 1° Préserver l'esprit de solidarité et veiller à l'honneur corporatif ;
- 2° Réglementer la situation des apprentis et leur instruction professionnelle d'après les indications de la Chambre des métiers. Juger les conflits entre les maîtres-artisans et les

apprentis ; organiser les épreuves d'admission des compagnons ;

3° Organiser l'enseignement technique professionnel et moral pour toutes les personnes appartenant à la profession, surtout par la création d'écoles professionnelles ;

4° Prendre toutes dispositions susceptibles d'améliorer la situation de la profession et entretenir, en particulier, « l'esprit de coopération » ;

S'occuper d'achats et ventes pouvant intéresser la profession ;

5° Soutenir la presse professionnelle ;

6° Tenir les autorités au courant des possibilités de développement de la profession ;

Soutenir les associations artisanales dans l'exécution de leur tâche ;

Maintenir le contact avec les associations professionnelles analogues.

Au point de vue territorial, les corporations locales des différents métiers sont groupées dans une organisation régionale. Ce qui frappe d'abord celui qui examine la « Charte des métiers » c'est la structure médiévale qu'elle assure aux métiers. Les examens de maîtrise, les *Meisterprüfungen* ; ce petit apprenti devant le grand maître-artisan : l'*Obermeister*, nous ramène à toute une mystique : à celle du temps de M^e Eckart et de Tauler. C'est cette « évolution régressive » dont parle un des techniciens du régime ¹.

Mais ceci n'est que la forme. Le fond est le suivant : le pouvoir personnel, par les organes de l'Etat ou par celles du parti, est celui qui est le maître absolu des métiers, comme il est celui de l'agriculture et du travail, ainsi qu'on l'a fait

¹ Kurt RITTER, art. cité.

observer dans les précédents chapitres. Le Front du Travail, organisation essentiellement national-socialiste, par ses sections locales, est celui qui nomme les représentants des compagnons : le garde et le conseil. Ceci d'accord avec la Chambre des métiers qui, outre les attributions sus-énoncées, juge tous les litiges qui peuvent naître au sein de la corporation et exerce un droit de regard sur toute l'administration de celle-ci.

Cette Chambre des métiers, organe essentiel de la corporation, est placée sous le contrôle du ministre de l'Economie du Reich, qui en nomme le Président et se comporte en supérieure hiérarchique.

Donc, prépondérance des patrons à l'égard des compagnons, les deux catégories soumises au parti (Front du Travail) et à l'Etat (ministre de l'Economie) et celui-ci identifié avec le Führer. Tout ceci enveloppé dans une mystique néo-moyennâgeuse, telle est l'organisation corporative des métiers dans le III^e Reich ¹.

¹ V. DR V. HERTEL, *Die Handwerkskarte* (*Völkischer Beobachter* du 31 janvier 1935).

V. aussi le *Bulletin Quotidien* du 8 février 1935.

SECTION II

L'industrie

Nous exigeons la nationalisation de tous les trusts.

(Programme du parti national-socialiste ouvrier allemand, point n° 13.)

L'article 13 du programme du parti national-socialiste sur l'étatisation des entreprises trustées, a été souvent mal interprété. Il veut simplement dire que certains domaines sortent de la sphère privée pour entrer dans la sphère de l'Etat.

(Gottfried FEDER, Déclarations faites le 27 août 1933.)

Tandis que son action corporative s'exerce, dans trois directions différentes : organisation corporative d'ensemble (Front du Travail), organisation corporative de différentes branches particulières de l'économie (la corporation alimentaire, de l'industrie, des métiers), organisation corporative de la « cellule économique », que constitue l'entreprise (loi sur l'organisation du travail national), le III^e Reich pratique d'autre part, un interventionnisme direct très prononcé.

Cet interventionnisme se manifeste dans le domaine industriel, surtout par les lois du 15 juillet 1933 et les mesures prises conformément à ses dispositions.

La « loi sur la création des cartels obligatoires » : la *Gesetz über die Errichtung von Zwangskartellen*, cherche à adapter la puissance productive aux possibilités de vente.

Pour réglementer le marché, le ministre du Reich de l'Economie nationale peut grouper les entreprises en syndicats, cartels, ententes ou groupements analogues, ou les faire adhérer à des groupements déjà existants si — compte tenu des intérêts des entreprises ainsi que de ceux de l'économie nationale et de la collectivité — cette concentration ou adhésion lui paraît indiquée (art. 1). Le ministre peut, en particulier :

1° Réglementer les droits et les devoirs des adhérents et autres questions juridiques relatives à ces groupements ;

2° En cas d'adhésion d'entreprises à des groupements déjà existants, réglementer les droits et les devoirs des adhérents même en s'écartant des conditions existantes ;

3° Décréter que des modifications ne pourront être apportées au statut qu'avec son assentiment (art. 2) ;

4° Contrôler et surveiller lui-même ou par d'autres personnes auxquelles il transmet ses attributions, les groupements prévus par le premier article (art. 3) ;

5° Disposer que les négociations en vue d'une entente auront lieu devant les organismes qu'il indiquera ;

6° Régler la procédure à suivre devant les organismes de conciliation (art. 4) ;

7° Si les besoins spéciaux d'une branche de l'économie paraissent l'exiger — compte tenu des intérêts de l'économie nationale et de la collectivité — il peut prescrire dans ce domaine, que la fondation des nouvelles entreprises, l'agrandissement des anciennes ou l'augmentation de leur production seront interdits pour un temps déterminé ou soumis à son autorisation ;

8° Déterminer le degré d'utilisation des entreprises déjà existantes (art. 5).

La loi modifiant l'ordonnance sur les cartels : la *Gesetz über Aenderung der Kartellenverordnung*, ne fait que renforcer le contrôle de l'Etat sur les organismes, tel qu'il était constitué par le décret du 2 novembre 1923 « sur les abus des organisations économiques », complété par le décret présidentiel du 14 juillet 1932.

Ces textes autorisaient le ministre de l'Economie du Reich, en vue d'empêcher l'activité des cartels contraires à l'intérêt du pays, de demander au Tribunal des Cartels, l'annulation du contrat ou de la décision cartelliste ou d'en interdire l'application.

La loi du 15 juillet 1933 donne au ministre de l'Economie du Reich le droit de restreindre la liberté économique des entreprises dont la direction est confiée à des personnes n'ayant pas « la probité nécessaire », c'est-à-dire surtout celles qui pratiquent une politique des prix injustifiée, « compte tenu des intérêts de l'entreprise ainsi que de l'ensemble de l'économie nationale et de la collectivité ».

D'autres raisons peuvent être aussi invoquées. Mais « il a fallu renoncer à une définition de la politique des prix économiquement justifiée, car il s'agit de se prononcer avec des qualités personnelles, ce qui ne peut se faire dans chaque cas particulier qu'après un examen minutieux » ¹.

Les deux lois sur les cartels du 15 juillet 1933 assurent, ainsi qu'on vient de le voir, un très rigoureux interventionnisme en matière d'entreprises industrielles. Il s'exerce tant au point de vue « administratif » qu'au point de vue « politique ». Cet interventionnisme pratiqué en vue « des intérêts

¹ V. l'exposé des motifs de la loi.

des entreprises », ainsi que de ceux « de l'Economie nationale et de la collectivité », n'est soumis à aucun contrôle. C'est le ministre de l'Economie du Reich qui décide en la matière, selon son bon gré. Ce que démontre amplement, notamment, une disposition de la loi du 15 juillet 1933 sur l'*Aenderung der Kartellverordnung*.

En raison de « l'importance primordiale » des problèmes le pouvoir de décision n'appartient plus, comme avant, au Tribunal des Cartels, mais au ministre de l'Economie du Reich lui-même ¹.

Afin de donner satisfaction aux industriels, dont l'initiative se trouvait paralysée par les dispositions projetées qui les indisposaient fortement, on créa, par le décret du 16 juin 1933, le Conseil général de l'Economie.

Cet organisme devait assurer l'utilisation, pour les travaux du gouvernement du Reich, de l'expérience des hommes ayant la pratique de l'activité économique.

C'est M. Thyssen qui en fut nommé président. Aussitôt, il publie une sorte de manifeste dans lequel il se déclare prêt à accepter de donner son concours à l'Etat, si « l'évolution calme et légale du nouvel ordre économique n'est troublée d'aucun côté ».

« J'emploierai toute l'influence qui m'a été concédée sur l'organe de l'Etat », dit-il, « à prévenir tout trouble ou toute tentative de trouble apportée au cours régulier et normal de l'activité économique. »

Et M. Thyssen cite, dans son manifeste, une lettre à lui adressée, par les chefs de districts nationaux-socialistes d'Essen, Düsseldorf et de Westphalie qui déclarent le considérer

¹ V. Dr Werner HOCHÉ, *Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler*, Heft 2, Fr. Bohlen, Berlin 1933 ; v. aussi Ch. HÉRISSON, *Le national-socialisme et l'économie dirigée* (Rev. pol. et parl., 10 octobre 1933).

comme « la plus haute autorité officielle dans toutes les questions économiques... à l'exception des questions agricoles ».

« L'évolution calme et légale du nouvel ordre économique », la prévention de « tout trouble ou tentative de trouble apporté au cours régulier et normal de l'activité économique » dont M. Thyssen devenait garant, ne constituait, pour ce dernier, qu'une satisfaction platonique, car, depuis les lois du 15 juillet 1933 le ministre de l'Economie du Reich n'a pas cessé d'intervenir dans l'organisation des entreprises selon son bon plaisir.

C'est ainsi qu'en 1933, outre de nombreuses interventions du ministre, celui-ci a procédé à la réorganisation du fameux trust des « Aciéries Réunies » : les *Vereinigte Stahlwerke*.

D'abord, selon la conception affirmant que l'Etat doit non pas exploiter (*wirtschaften*), mais diriger (*führen*), on a réduit la participation de l'Etat à 26 %. Ensuite les « Aciéries Réunies » ont fusionné avec les sociétés mères et le capital de toute l'organisation a été réduit à moins de la moitié ¹.

Cette nouvelle organisation représente, au point de vue technique, une déconcentration : les *Vereinigte Stahlwerke* devaient être divisés en 13 groupes d'entreprises indépendantes. Mais c'est plutôt une demi-indépendance car, d'un côté, l'outillage dont disposent les groupes appartient au trust, de l'autre, ceux-ci ne peuvent obtenir les capitaux que par l'intermédiaire de celui-ci.

Au point de vue financier, la réorganisation des « Aciéries Réunies » est un exemple de consolidation de trust : les actions des diverses sociétés intéressées ont été échangées con-

¹ De 1.231.917.000 RM. à 530.469.000 RM.

tre celles de la *Gelsenkirchen* qui absorba aussi les autres, doublant ainsi son capital ¹.

Le ministre de l'Economie du Reich a réorganisé, de même, le syndicat de la potasse : le *Kalisyndikat* ; les propriétaires des usines de potasse sont obligés d'adhérer au syndicat le Conseil de la potasse : le *Reichskalirat*, composé de patrons et d'ouvriers est supprimé, ses attributions étant confiées au Comité de direction composé de chefs d'entreprises. C'est l'Etat qui y joue le plus grand rôle car, d'après la loi du 18 décembre 1933 ², le Comité de direction est placé sous le contrôle du ministre de l'Economie du Reich qui ratifie la nomination du président de ce conseil, de même que celle du président et du vice-président du Conseil de surveillance. Le ministre se réserve aussi le droit d'approuver la nomination du directeur de la Commission de contrôle ³.

Ces interventions ont été pratiquées fréquemment. En voici quelques-unes, que nous font connaître, depuis juillet 1934, les décrets parus :

1° Le 17 juillet 1934 pour la fabrication des produits à base de potasse, avec effet jusqu'au 31 décembre 1935 ;

2° Le 18 juillet 1934 pour la fabrication de pneus d'automobiles, avec effet jusqu'au 31 décembre 1934 ;

3° Le 19 juillet 1934 pour l'industrie des fibres textiles, s'appliquant aux produits contenant exclusivement ou en partie de la laine, du coton, du chanvre ou du jute, travaillés ou transformés ; s'appliquant également au tissage, à la bonneterie, au tricotage, à la fabrication du filet et du feutre, mais

¹ De 250 millions à 536,5 millions.

² La nouvelle loi sur la potasse, modifiant la loi de 1910 et l'ordonnance de 1921.

³ V. LAUFENBURGER, art. cité (*Revue d'Economie politique*, juillet-août 1934).

ne touchant pas les filatures de coton, de chanvre, les tissus élastiques... ;

4° Le 24 juillet 1934 pour la création des nouveaux postes d'essence avec effet jusqu'au 30 juin 1935 sauf en ce qui concerne les autostrades du Reich ;

5° Le 30 juillet 1934 pour la fabrication de la céruse, du minium ou du plomb et de la litharge, du blanc de zinc, du lithophone, des couleurs diverses, avec effet jusqu'au 30 juin 1935 ;

6° Le 16 août 1934 pour la fabrication des tissus pour cravates, avec effet jusqu'au 31 décembre 1935 ;

7° Le 17 août 1934 pour la fabrication de la suie, avec effet jusqu'au 31 mars 1937 ;

8° Le 17 août 1934 pour la fabrication des tuyaux d'acier ou en alliage d'acier, avec effet jusqu'au 30 juin 1935 ;

9° Le 7 août 1934 a été décrété l'obligation de déclarer toute nouvelle installation ou tout agrandissement d'entreprises productrices d'énergie (électricité ou gaz) ;

10° Au début de décembre 1934 a été décrétée l'interdiction d'ouvrir de nouvelles entreprises fabriquant la cellulose.

Au début d'octobre 1934 certains investissements ont été imposés par la création obligatoire d'un consortium de producteurs de lignite. Deux mesures intéressantes sont également prises en octobre 1934 concernant l'industrie des phosphates et celle de la houille.

La loi prussienne du 16 octobre 1934 dit que « la recherche et l'extraction de minerais et de pierres phosphatées appartiennent exclusivement à l'Etat, quoique « les droits résultant de la propriété de la mine demeurent intacts » (parag. 1). L'Etat peut, à la rigueur, transmettre à d'autres personnes l'exercice du droit qui lui est réservé par le paragraphe 1 (parag. 2).

L'ordonnance du 23 octobre 1934 prévoit la création de communautés soumises à certaines obligations (*wirtschaftliche Pflichtsgemeinschaften*), dans l'industrie de la houille.

Le premier paragraphe dit : « En vue de l'utilisation nouvelle ou plus importante de la houille, le ministre de l'Economie du Reich pourra, si cette utilisation est urgente, et tenue pour nécessaire au bien de l'Etat et du peuple, grouper en unions des entreprises ou des personnes s'occupant de l'extraction de la houille ou disposant de gisements de houille, ou les rattacher à des groupements existants... » « Des entreprises dont l'activité est de nature à pouvoir faciliter l'atteinte du but ci-dessus défini pourront être rattachées à la communauté obligatoire par le ministre de l'Economie du Reich... »

Si l'on considère la statistique de la production industrielle et celle du degré d'occupation dans les industries allemandes, on remarque une sensible augmentation depuis 1933 jusqu'en 1934 et par rapport à la dernière année weimarienne, mais non par rapport aux années antérieures : 1931, 1930 et notamment 1929. C'est ce que nous montre le tableau (page 163) établi d'après le rapport présenté par la *Reichskreditgesellschaft* de Berlin.

Périodes	Production industrielle 1928 = 100 après élimination des facteurs saisonniers			Degré d'occupation des ouvriers de l'industrie
	Indice général	Instruments de production	Produits de consom- mation	
1929 moyenne mens.	100,4	104,0	94,8	67,4
1930 » »	90,1	88,7	92,3	56,2
1931 » »	73,6	65,4	85,7	44,5
1932 » »	61,2	50,2	77,6	35,7
1933 » »	69,0	58,5	84,8	41,0
1933 1 ^{er} trimestre	64,1	54,4	78,8	34,5
2 ^e »	68,0	56,3	84,6	40,7
Juillet	70,6	51,6	88,7	41,5
Août	70,7	59,0	88,3	42,7
Septembre	71,0	59,7	88,0	44,3
Octobre	71,9	61,9	87,0	45,6
Novembre	73,2	64,4	86,5	46,6
Décembre	75,1	66,1	88,6	45,6
1934 1 ^{er} trimestre	81,9	75,0	92,3	47,0
2 ^e »	87,9	81,0	90,2	54,5
Juillet	89,5	84,3	97,4	54,3
Août	86,7	83,4	91,6	55,0
Septembre	86,0	84,4	88,4	56,6
Octobre	86,3	84,4	89,1	57,8
Novembre				58,8

Cette augmentation est due à certaines conditions générales favorables, mais surtout aux investissements faits dans l'industrie. A propos de leur source, M. Rheinhardt, secrétaire d'Etat aux Finances dans le Cabinet du III^e Reich, nous donne les précisions suivantes :

Dans le cadre des trois programmes de travaux publics d'automne 1933 et du premier semestre 1934, on avait dépensé environ 1,4 milliard de RM. sur les 1.900 millions RM. prévus. Donc, à cette date, on disposait encore d'environ 1/2 milliard RM.

Sur les 500 millions prévus par le Reich en automne 1933 pour la réfection et la transformation d'immeubles, on n'a dépensé que 400 millions RM., il restait encore 100 millions RM.

La construction de 7.000 km. d'autostrades s'échelonnant sur la période 1934-1939, fournit aux industries intéressées de grosses commandes courantes ; elles occupent 82.000 ouvriers et elles ont la possibilité d'en occuper 100.000.

Dans l'industrie des chemins de fer et dans les Postes et Télégraphes du Reich sont prévus des travaux considérables à long terme.

Enfin, dans différentes régions du Reich une série des grands travaux pour le compte de l'Etat ou du parti sont à l'état de projet ou en voie d'exécution.

La situation « prospère » de l'industrie allemande est donc due à tous ces investissements ; ceux-ci proviennent des fonds destinés aux grands travaux et suscitent cette objection qui a été exposée dans une autre partie de cet ouvrage (Ch. II, S. III). Les traites ordinaires, les « traites de création de travail », les « bons d'impôt », papiers de valeur problématique, ne constituant qu'un expédient. Par conséquent, le relèvement de l'industrie allemande est factice, forcé et court les mêmes dangers que les subsides incertains qu'elle reçoit.

CHAPITRE V

LE COMMERCE ET LES TRANSPORTS

SECTION I

Le commerce intérieur

Nous exigeons la création d'une classe moyenne saine et sa conservation, la « communalisation » immédiate des grands magasins qu'on relouera, à prix modérés, aux petits exploitants...

(Point n° 16 du programme du parti national-socialiste ouvrier allemand.)

Le sauvetage des classes moyennes ne peut être accompli que par une grande action économique généralisée. Le gouvernement est décidé à s'appliquer à la solution de ce problème d'une manière approfondie et définitive.

(Discours-programme de Hitler, le 5 mars 1933 devant le *Reichstag*.)

Les représentants du grand commerce étaient des partisans fidèles de la République de Weimar, qui leur avait créé et entretenu de conditions favorables d'existence et de développement.

Par contre, la masse des moyens et des petits commerçants et celle des salariés du commerce lui gardaient une hostilité profonde.

Ces classes étaient catégoriquement anticapitalistes.

Les moyens et les petits commerçants détestaient les

grandes entreprises de commerce qui, grâce à leur structure financière et technique pouvaient produire à meilleur compte et à meilleure qualité qu'eux, leur faisant ainsi une concurrence redoutable.

Mais ces commerçants ne s'orientaient pas non plus vers la classe ouvrière, car, ainsi que le remarque M. Hérisson ¹, ils craignaient un abaissement de niveau : de culture, de politesse, etc. : ils avaient peur d'être « prolétarisés ».

De plus, ils admiraient l'armée, en elle-même et en tant qu'ayant une valeur éducative : ils avaient, au summum, ce *Wehrgedanke* dont parle M. Fr. Sieburg. Par conséquent ils aimaient les parades, les exercices militaires et toutes les manifestations de même nature qui étaient indifférentes aux ouvriers, sinon haïes par eux. Mais surtout ces moyens et petits commerçants restaient attachés à la propriété privée : ce qui les éloignait des ouvriers et donnait à leurs revendications la forme d'une protestation contre le grand capitalisme anonyme inchangé, avec le désir de recevoir eux-mêmes une protection de la part de l'Etat pour leurs propriétés par la réduction des dettes, des impôts, etc.

Adversaires du grand capital, ces classes étaient aussi antisémites. Ce sentiment, comme la *Wehrgedanke*, ne leur était pas propre, mais il était entretenu par quelques causes particulières. Elles identifiaient le grand capital avec le capitalisme juif (ce sentiment était le fruit de préjugés et d'éducation) ; elles jalousaient les quelques grands magasins appartenant aux juifs : pour les abattre il fallait abattre leurs propriétaires. Enfin il s'opérait, dans l'esprit de ces moyens et petits commerçants, un transfert, phénomène que la psychologie freudienne a si bien mis en relief : ils haïssaient les étrangers,

¹ Ch. HÉRISSE, *Le national-socialisme et la protection des classes moyennes* (*Revue économique internationale*, mars 1934).

mais, comme ils ne pouvaient s'attaquer directement à eux, ils identifièrent mentalement les étrangers avec les juifs et exercèrent sur ces derniers — chose facile — toute leur haine.

Les employés des moyennes et petites entreprises de commerce avaient des biens personnels qui les attachaient à leurs patrons : les sentiments et les revendications de ceux-ci étaient donc aussi les leurs.

Ceux des grandes entreprises de commerce exerçaient une occupation monotone et impersonnelle sous une direction assez souvent autoritaire. De plus, ils manquaient de prestige. Les deux catégories d'employés se trouvèrent ainsi unis aux petits et moyens commerçants et épousèrent leurs exigences.

Le national-socialisme sut les satisfaire : le 16^e point du programme du parti demande « la communalisation immédiate des grands magasins... la plus grande sollicitude à l'égard des petites entreprises ». Et quelques-uns, parmi les autres points de ce programme (points 4 et 5 notamment) le complètent quant à l'antisémitisme. Comme dans les autres branches de l'économie, une fois arrivés au pouvoir, les nationaux-socialistes ont été moins « catégoriques ». C'est ainsi que, tandis que le programme du parti prévoit des mesures précises : la communalisation des grands magasins, le discours-programme de M. Hitler dit que cette question sera résolue « d'une manière approfondie », ce qui est évidemment beaucoup plus..., mais aussi beaucoup moins, que ce que le programme avait édicté. Pour montrer sa sollicitude au principal groupe de la classe moyenne, le Chancelier du Reich institua un commissaire destiné à la protéger. Il prit ensuite une série de dispositions, comme, par exemple, le renforcement des mesures édictées par le décret du 9 mars 1932 relatif à l'interdiction des primes accordées par les grands

magasins ¹ et la modification du décret du 23 décembre 1932 qui défendait la création des magasins à prix unique dans les villes de moins de 100.000 habitants ².

Une loi particulièrement caractéristique, en la matière, est celle du 12 mai 1933 « relative à la protection du commerce de détail » ³.

Cette loi abroge la limitation (1^{er} avril 1934) de l'interdiction d'ouvrir, d'agrandir ou de transférer, dans les villes de moins de 100.000 habitants, des magasins du type « uni-prix » (parag. 1).

Jusqu'au 1^{er} novembre 1933 il ne devra être établi — dit la loi — aucun magasin nouveau destiné à la mise en vente des marchandises. « On n'entendra pas, par « nouvel établissement », au sens de l'alinéa précédent, le transfert d'un magasin de vente dans d'autres locaux de vente situés dans la même commune, à condition que soient abandonnés les anciens locaux de vente » (parag. 2).

On considérera comme « nouvel établissement » :

1° L'agrandissement d'un magasin de vente au moyen des locaux de vente non antérieurement utilisés à cet effet... ;

2° La reprise d'un magasin de vente par une entreprise exploitant plusieurs magasins de vente ;

3° La reprise d'un magasin de vente par une autre personne, lorsqu'à cette reprise ne correspond pas un changement du genre d'exploitation... ;

4° Le changement de spécification du magasin de vente... lorsqu'il sera fait mention d'un mode spécial de fixation de

¹ Sauf quelques exceptions : lorsque les primes sont d'une valeur minime, lorsqu'elles sont accessoires à l'objet, lorsqu'elles consistent dans un renseignement commercial, une somme d'argent précise ou une quantité déterminée de marchandise vendue.

² Interdiction valable jusqu'au 1^{er} avril 1934.

³ *Gesetz zum Schutze des Einzelhandels.*

prix ou spécifié que les marchandises sont acquises par une entreprise d'achat déterminée ;

5° L'étendue de la vente aux produits alimentaires, dans les magasins où sont mises en vente, exclusivement ou principalement, d'autres marchandises. Ces présomptions sont, selon la loi, applicables à l'établissement des succursales de coopératives de consommation et aux organisations de consommation ouvrière (parag. 4) ¹.

Elles ne sont pas applicables à la mise en vente des marchandises sur la voie publique, non plus qu'au commerce ambulante, à la vente sur les marchés et dans les expositions.

Les entreprises corporatives autonomes ne pourront — dit la loi — établir d'annexes dans l'exploitation d'un bazar, d'un magasin de vente à prix unique, à petits prix, à prix de séries ou dans un magasin caractérisé par un mode spécial de fixation de prix, non plus que dans les magasins de vente, dans les succursales d'une coopérative de consommation ou dans les organisations de consommations ouvrières (parag. 7) ².

Cette loi, loin d'instituer « la communalisation immédiate des grands magasins » et d'apporter au problème une solution établie « d'une manière approfondie et définitive », est néanmoins très favorable aux moyens et petits magasins par toutes les restrictions qu'elle impose aux magasins concurrents.

Elle a été complétée par des dispositions ultérieures conçues sensiblement dans le même esprit ³.

¹ Le § 5 prévoit que des exceptions peuvent être accordées par les autorités du pays.

² La loi prévoit comme sanctions : la fermeture des magasins contrevenants et des pénalités. En outre elle modifie les dispositions concernant l'escroquerie, l'usure, la concurrence déloyale et les fraudes fiscales.

³ L'ordonnance du 11 juillet 1933 relative à la suppression des

Une autre série de mesures destinées à favoriser le moyen et le petit commerce, trouve un exemple, dans les crédits que les banques ont été astreintes d'octroyer aux moyennes et aux petites entreprises. A propos de cette mesure, le D^r Schacht, critiquant la politique de crédit pratiquée par l'ancien régime favorable aux grandes entreprises, a affirmé qu'à l'avenir ce seront les moyennes et les petites entreprises qui seront traitées avec une faveur particulière.

Enfin, consécutivement à la politique suivie dans les autres domaines de l'économie, le gouvernement du III^e Reich pratique un contrôle rigoureux des prix des marchandises, par l'intermédiaire du ministre de l'Economie du Reich et du commissaire des prix, dépendant directement du Chancelier ¹.

Si donc les moyens et les petits commerçants sont favorisés par rapport aux grandes entreprises du commerce, ils le sont beaucoup moins par rapport à l'Etat qui dirige (*führt*) la vie de leurs entreprises selon les besoins de la nation et de l'Etat, besoins qui ne sont en réalité que ceux qui découlent du bon plaisir des gouvernants. On peut apprécier facilement dans quelle ambiance fonctionne un tel régime en lisant les journaux allemands comme, par exemple, une feuille de fin décembre 1934 qui désigne à la vindicte publique les « mauvais Allemands » effectuant des approvisionnements « exagérés », ainsi que les commerçants qui profitent de la rareté des marchandises pour en augmenter les prix.

La politique interventionniste pratiquée par le gouvernement du III^e Reich dans le commerce intérieur, trouve aussi

entreprises commerciales empruntant des locaux de grands magasins mais ne faisant pas partie de leur commerce ; la loi du 15 juillet 1933 complétant la loi du 12 mai 1933 sur la protection du commerce de détail ; la loi du 25 octobre 1933 modifiant la loi du 12 mai 1933.

¹ V. la loi du 5 novembre 1934 et celle du 4 décembre 1934.

son expression dans l'organisation des Chambres de commerce et d'industrie. A ce sujet, il y a l'ordonnance du 20 août 1934 ¹, promulguée en vertu de la loi du 3 juillet 1934 autorisant le ministre de l'Economie du Reich à « édicter toutes mesures qu'il jugera nécessaires pour développer l'économie allemande, ainsi que pour prévenir et supprimer tous dommages d'ordre économique. Les Chambres de commerce et d'industrie, les *Industrie und Handelskammern*, sont placées sous le contrôle du ministre de l'Economie du Reich.

Le Président d'une Chambre de commerce et d'industrie forme, avec ses suppléants, le bureau de la Chambre. Lui-même et ce bureau sont assistés d'un Conseil adjoint. Le Président et ses suppléants sont nommés par le ministre de l'Economie du Reich, qui nomme également les membres du Conseil adjoint, d'après la proposition du Président de la Chambre.

Si l'on envisage les résultats de cette politique commerciale, on observe par exemple, en ce qui concerne les grands magasins ² et les magasins à prix unique ³, que le gouvernement a dû atténuer les mesures prises contre elles, mesures déjà très diluées par rapport au point n° 16 du programme du parti.

A cause des mesures législatives prises contre eux, du boycottage de la part de la clientèle et de la disparition de certaines faveurs qui leur étaient accordées, la situation des grands magasins ³ n'est certainement pas prospère. Mais le rythme de l'action dirigée contre eux a été ralenti, notamment

¹ *Verordnung über die Industrie und Handelskammern.*

² Les magasins comme Tietz, Wertheim, Karstadt étaient montrés, avec fierté aux touristes, comme l'une des attractions berlinoises.

³ Les magasins à prix unique, tels que ceux des sociétés « Epa », « Ehape », « Woolworth » avaient, malgré leur développement, un chiffre d'affaires très réduit.

par la crainte de chômage pouvant provenir du congédiement des employés y travaillant, et aussi pour éviter la diminution des débouchés du petit et du moyen commerce, que la liquidation à vil prix des marchandises provenant des grands magasins et de ceux à prix unique, aurait pu produire.

Si l'on suit la statistique générale des prix de gros, par exemple, on observe qu'en 1933 ces prix ont été inférieurs à ceux de l'année 1932 et évidemment à ceux des autres années weimariennes. En 1934, légèrement supérieurs à ceux de 1932, ils sont inférieurs à ceux de la période 1928-1931 :

Prix de gros sur la base de l'indice 1913 = 100 ¹

1928	1929	1930	1931	1932	1932
140,0	137,2	124,6	110,8	96,6	93,3
1934					
Février	Avril	Juin	Août	Octobre	Novembre
96,2	95,8	97,2	100,1	101,0	101,2

¹ D'après la *Reichskreditgesellschaft*.

SECTION II

Le commerce extérieur

Le gouvernement du Reich n'est nullement ennemi de l'exportation.

(A. HITLER, Discours-programme du 5 mars 1933 devant le Reichstag.)

Ne pas acheter plus que l'on ne peut et vendre le plus possible.

(D^r SCHACHT, Discours prononcé à Breslau devant les représentants de l'économie silésienne, février 1935, — pensée directrice du *Nouveau Plan*.)

La politique que le III^e Reich suit en matière de commerce extérieur est favorable aux exportations et adverse des importations : « vendre le plus possible » dit le D^r Schacht en défendant son « nouveau plan » et « ne pas acheter plus que l'on ne peut payer », c'est-à-dire à peu près... rien.

Aussi on comprend l'hostilité du D^r Schacht à l'égard des accords de clearing : « Plus il y aura d'accords de clearing entre les différents pays, plus le commerce libre, dont dépend le relèvement des échanges internationaux, deviendra impossible ¹. »

¹ Discours prononcé à la foire de Leipzig, mars 1935.

Mais les Etats ne sont pas demeurés dupes... d'autant plus, qu'un mois auparavant, le D^r Schacht lui-même, trouvait « juste » « l'esprit » des affaires de compensation...

« Mais, ajoutait-il, elles sont souvent mal comprises », sur quoi, évidemment, les Etats ne sont plus du même avis.

Pour restreindre les importations, le 22 mars 1934, fut promulguée la loi « relative au commerce des matières premières industrielles et des produits mi-manufacturés.

Tandis que, antérieurement, on avait établi seulement une restriction de l'importation des devises, ramenée de 45 % à 35 %, selon cette loi, on doit tenir compte, dans chaque cas particulier, de la nécessité ou de l'utilité des importations. Dans ce but, la loi prévoit la création des offices centraux de surveillance travaillant sous le contrôle du ministre de l'Economie du Reich.

L'ordonnance du 4 septembre 1934 prévoit la création des offices de surveillance pour le bois, les produits maraîchers et autres produits de même nature, le charbon et le sel, l'huile minérale, les produits chimiques, la soie, la soie artificielle, les vêtements, la pelleterie, le papier, etc...

Depuis septembre 1934, de très nombreuses lois et ordonnances ont réussi à créer 28 offices de contrôle pour les marchandises destinées à l'importation ¹.

Le 4 mars 1935, le D^r Schacht, satisfait de cette politique, annonce qu'il va instituer pour les importations un contrôle aussi rigoureux que pour les exportations.

Ces mesures n'ont pas, selon lui, pour but d'organiser un dumping de l'Allemagne sur les marchandises étrangères. Elles auront, au contraire, pour résultat... d'empêcher les

¹ V. Jacques GASCUEL, art. cité (*L'Obs. écon.*, oct. 1934.)

manifestations de dumping faites actuellement par des particuliers ¹.

Il est peu probable que, grâce à des mesures comme celles qu'on vient d'exposer, ou grâce... à la création d'une Ecole du commerce extérieur ² ayant même une mission nationale, la situation du commerce extérieur allemand devienne prospère. Aussi la balance commerciale, d'active qu'elle était (d'environ 3 milliards en 1931, de 2 milliards en 1932, de 668 millions en 1934), devient passive de 284 millions en 1934, les importations augmentant de 4,204 millions RM. à 4,450 millions RM. et les exportations diminuant de 4,871 millions RM. à 4,167 millions RM. ³.

Le tableau ci-contre nous montre la statistique de l'évolution du commerce extérieur allemand en 1933 et 1934 ⁴ :

¹ Discours du Dr SCHACHT à la foire de Leipzig. Cf. *Berliner Tageblatt* du 5 mars 1935 et *Le Temps* du 6 mars 1935.

² Cette école, créée à Hamburg, a été ouverte en juin 1934.

³ René LAURET, *La situation économique de l'Allemagne* (*Le Temps*, du 12 février 1935).

⁴ D'après *L'observation économique* d'octobre 1934.

Evolution générale du commerce allemand
(1.000.000 RM.)

Moyenne mensuelle	Importations	Exportations	Balance
1 ^{er} trimestre 1933	358	396	+ 38
2 ^e » »	336,6	396	+ 59
3 ^e » »	348	410	+ 63
4 ^e » »	357	387	+ 30
1 ^{er} » 1934	382	363	— 17
2 ^e » »	384	330	— 54
3 ^e » »	351	334	— 17
Avril	398	315	— 83
Mai	379	337	— 42
Juin	377	338	— 39
Juillet	360	321	— 41
Août	342	333	— 9
Septembre	352	300	— 2

Il est vrai qu'en octobre la balance commerciale de l'Allemagne est devenue active de 16 millions RM. en octobre 1934, et de 10 millions RM. en novembre 1934, mais en décembre de la même année, elle marque de nouveau un déficit de 45 millions RM. Ce déficit s'est accru en janvier 1935, où il est de 105 millions de RM., chiffre qui marque le plus grand

déficit mensuel depuis que la balance commerciale est devenue défavorable.

En février 1935, les statistiques allemandes disent que les importations de ce pays ont diminué de 45 millions par rapport à celles de janvier 1935, et les exportations ont augmenté de 2 millions RM. ¹.

La diminution des importations, d'après un communiqué officiel, répartie par catégories de marchandises, se présentait de la manière suivante : 14 % pour les produits alimentaires ; 10 % pour les matières premières ; 11 % pour les produits fabriqués.

Mais il faut considérer que le mois de février compte trois jours de moins que le mois de janvier. Ce qui représente une différence de 10 %, de sorte que la diminution des importations est presque entièrement factice ².

La politique du commerce extérieur, que les gouvernants du III^e Reich pratiquent, et qui présente toutes les formes de l'autarchie classique et périmée, est également intéressante quand on l'envisage sous un aspect particulier ; elle a fait reprendre les *ersatz* destinés à remplacer les matières premières achetées auparavant à l'étranger. Les gens ne paraissent pas trop amateurs de ces produits, comme on en peut juger d'après la décision prise par la « Fédération des fabricants de textiles », de refuser toute commande de marchandises en laine ou en coton, à moins que les clients ne soient disposés à acheter en même temps des *ersatz* pour la moitié de la valeur des articles de coton ou de laine ³.

Il est intéressant de noter comment les gouvernants natio-

¹ Les importations allemandes sont, en février 1935, de 359 millions de RM. ; les exportations, de 302 millions de RM.

² *Le Temps* du 23 mars 1935.

³ *Kölnische Zeitung*, du 14 janvier 1935 ; *Le Temps* du 15 janvier 1935.

naux-socialistes « recommandent » ces *ersatz*. Ainsi la *Berliner Börsen Zeitung* ¹, après avoir affirmé que l'huile, le papier de chiffons, produits ordinaires, contiennent eux-mêmes des *ersatz*, ajoute : « c'est de la misère qui obligeait à chercher les succédanés, qu'est sortie la plus grande partie des progrès techniques et économiques dont l'humanité est fière ».

D'abord, eux-mêmes reconnaissent « la misère » dont la consommation des *ersatz* constitue un indice. Ensuite, on peut observer qu'il est bien possible que quelques Allemands subissent la misère en attendant des inventions, mais il est peu probable que tout un peuple soit content de vivre des *ersatz*, uniquement parce que ceci crée des conditions favorables aux inventions.

¹ *Berliner Börsen Zeitung* du 19 juin 1934.

SECTION III

Les transports

L'idéologie politique du marxisme... a mené une lutte, malheureusement couronnée de succès, en faveur des réductions de besoins à un niveau primitif.

(A. HITLER, Discours prononcé à l'ouverture de l'Exposition de l'automobile, à Berlin, le 8 mars 1934.)

Mais c'est un sentiment pénible de voir des millions de braves compatriotes, *a priori*, user d'un mode de transport qui pourrait... non seulement être utile, mais procurer, notamment le dimanche et les jours de fête, des plaisirs inconnus.

(A. HITLER, même discours.)

Dans les différentes branches du transport comme dans les autres domaines de l'économie, le gouvernement du III^e Reich a cherché à introduire un pseudo-corporatisme, en même temps qu'il a continué, d'une manière exagérée, l'interventionnisme pratiqué par les cabinets précédents

Parmi les exemples de ce pseudo-corporatisme pratiqué en matière de transports, on peut citer une loi du 16 juin 1933 sur la détresse de la navigation intérieure, qui prévoit la constitution d'une Union corporative des bateliers pour

les territoires : 1^o du Rhin ; 2^o de l'Elbe inférieur ; 3^o de l'Elbe et de l'Oder.

Beaucoup plus intéressantes sont les interventions de l'Etat s'exerçant, soit pour ériger toutes les branches de transport en services publics, soit pour accorder, en cette matière, des subsides financiers.

Une ordonnance du 5 mai 1933 stipule : « Pour l'aéronautique, il est institué comme autorité suprême, un Ministère de l'Aéronautique du Reich... Son domaine d'activité comprend les tâches du Reich en ce qui concerne l'aéronautique. Les affaires et les attributions de l'ex-commissaire du Reich pour l'aéronautique sont conférées au ministre de l'Aéronautique du Reich. » En novembre 1933, le gouvernement hitlérien crée « un Conseil des Communications du Reich » : le *Reichsverkehrsrat*, composé de délégués des différentes branches du trafic, nommés par le ministre des Communications, auxquels s'ajoutent des délégués de toutes les grandes catégories professionnelles y appartenant. Le baron Elz von Rübenach, ministre des Communications du Reich, analysant cette disposition, l'explique par la nécessité d'harmonisation (*Gleichschaltung*) qui seule peut assurer, d'une manière efficace, la satisfaction de « l'intérêt national ». On peut encore citer comme exemple de cet interventionnisme à outrance pratiqué aussi en matière de transport, l'ordonnance du 21 juin 1934 qui crée à Lübeck un « Office du Reich pour les voies navigables », et, dans le même ordre d'idées, la transformation de la bien connue « Hapag-Lloyd », en une série de compagnies, transformation qui fut réalisée à la fin de décembre 1934, etc.

Enfin, d'importants subsides furent accordés par l'Etat, ce qui permit un développement assez considérable des transports et particulièrement de cette forme moderne que consti-

tue la création des autostrades. Ici le gouvernement du III^e Reich a trouvé le point de contact de trois problèmes : social, industriel et des transports proprement dit, qu'il a cherché à résoudre d'une manière très adroite.

En effet, pour combattre le chômage, de grands travaux furent entrepris. Parmi ces travaux, ainsi que nous l'avons fait voir (dans le chapitre II, section II), les autostrades tiennent la place principale.

Il fallait démontrer que ces autostrades ne sont pas inutiles : qu'elles correspondent aux besoins réels du pays, par conséquent, que les chômeurs sont employés à un travail productif. M. Hitler entreprend donc de prouver la nécessité des automobiles, pour lesquelles ces autostrades devaient être construites. De cette manière il pouvait être agréable à la fois aux producteurs d'automobiles et aux ouvriers travaillant dans leurs usines.

En 1933 et en mars 1934 furent organisées, à Berlin, des expositions d'automobiles. M. Hitler y tient, en 1934, un discours dans lequel les idées indiquées se dégagent nettement : 1^o nécessité des automobiles : « Aux Etats-Unis, on compte 24 millions d'automobiles pour 125 millions d'habitants en chiffre rond. La même proportion donnerait 12 millions de voitures en Allemagne. Nous savons tous que tel n'est pas le cas... » ; 2^o satisfaction aux producteurs et aux ouvriers des usines : « la construction annuelle de 200.000 ou 300.000 autos ranimerait directement le marché du travail... » ; 3^o nécessité des autostrades : « Le Reich poursuivra son programme de construction d'un puissant réseau d'autostrades et s'appliquera à améliorer les routes nationales existantes. Il encouragera sous toutes les formes le développement de l'industrie automobile. Et surtout, il continuera à établir une liaison étroite entre ce moyen de transport si moderne et les chemins

de fer du Reich. Le problème de la sécurité nationale et celui de la fabrication du carburant se trouvent résolus ¹. »

Cette politique est certainement intéressante. Mais il est tout de même curieux d'entendre d'un côté, la proclamation de la nécessité pour chaque Allemand d'avoir une voiture, de l'autre, de voir comment on oblige ce même Allemand à vivre, ainsi qu'on l'a exposé, de succédanés.

Considérons les statistiques relatives à deux branches de transport.

Pour le trafic des P.T.T. on observe, en ce qui concerne les lettres expédiées et les conversations téléphoniques, que la différence entre l'année weimarienne 1932 et celles du III^e Reich est en faveur de l'année weimarienne ; seul le trafic des conversations téléphoniques, qui, lui aussi, a diminué en 1933, est supérieur en 1934 à celui de 1932.

Le trafic sur les chemins de fer a augmenté par rapport à l'année 1932 mais, comparé aux années 1931-1932 et à 1913, il est, à tous points de vue, inférieur.

C'est ce que nous font voir les tableaux statistiques ci-contre (pages 185 et 186)² :

¹ Discours prononcé le 8 mars 1934.

² D'après le rapport de la *Reichskreditgesellschaft*.

Trafic des P.T.T. du Reich

Périodes	Lettres expédiées	Paquets	Conversations téléphoniques
	en millions d'unités		
1932 1 ^{er} trimestre	1419	51	555
2 ^e »	1403	54	555
3 ^e »	1366	51	533
4 ^e »	1502	68	549
1933 1 ^{er} trimestre	1328	52	528
2 ^e »	1300	58	528
3 ^e »	1302	56	529
4 ^e »	1443	73	557
1934 1 ^{er} trimestre	1385	61	565
2 ^e »	1342	61	531
3 ^e »	1372	60	556

Trafic des chemins de fer du Reich

Périodes	Chiffres en tonnes-kilom.	Marchandises transportées	Circulation de wagons par jour ouvrable (au total)
	en millions de tonnes-km.	en millions de tonnes	en 1.000 wagons
1913	4.286	32,25	133,5
1928	5.589	36,07	150,2
1929	5.745	36,33	152,1
1930	4.556	29,53	131,5
1931	3.845	24,05	112,7
1932	3.238	20,26	99,8
1933	3.440	21,74	104,9
1933 1 ^{er} trimestre	3.313	19,51	91,6
2 ^e »	3.145	19,87	105,0
juillet	3.240	21,02	103,2
août	3.504	22,04	111,8
septembre	3.751	23,75	118,2
octobre	3.771	26,20	122,4
novembre	3.883	26,74	122,4
décembre	3.762	23,02	110,0
1934 1 ^{er} trimestre	4.042	24,06	108,1
2 ^e »	3.913	24,23	116,0
juillet	4.105	24,83	113,2
août	4.414	26,80	115,4
septembre	4.426	27,06	122,7
octobre	4.723	31,90	120,6
novembre			136,7

CHAPITRE VI

LES FINANCES ET L'ÉCONOMIE NATIONALE

SECTION I

Quelques aspects de l'organisation des finances privées et publiques

Malgré tout, l'étranger n'a autant dire pas souffert des krachs allemands, tandis qu'on ne peut en dire autant des placements que l'étranger a faits chez lui ou dans d'autres pays. C'est une preuve du caractère sérieux, ferme et moral de l'Allemagne.

(D^r SCHACHT, Allocution prononcée le 9 mars 1934.)

Et il y a encore des théoriciens qui croient que les dettes politiques, issues du *Diktat* de Versailles et des conventions annexes, pourront être un jour complètement payées.

(D^r SCHACHT, Déclarations faites au banquet annuel de la Chambre de Commerce américaine en Allemagne, le 16 mars 1934.)

Au point de vue des finances privées du III^e Reich, la loi du 30 juin 1933 sur l'évasion des capitaux est particulièrement caractéristique ; son titre est bien dans l'esprit du nouveau régime : « Loi contre la haute trahison économique ». D'après cette loi, toute personne possédant, à la date du 30 juin 1933, des avoirs à l'étranger ou des capitaux en Allemagne, transformés en devises et dépassant 200 RM., doit en faire sponta-

nément la déclaration, avant le 30 avril 1933, et verser au fisc les sommes qu'elle aurait dû effectivement payer, si elle avait fait la déclaration régulière de ces avoirs.

Les paiements ainsi effectués ne subiront aucune majoration. Mais les personnes n'ayant pas fait cette déclaration seront frappées de peines sévères comme : la réclusion (fraude volontaire) ; la prison (fraude involontaire) ; etc.

Plus intéressante, par son ampleur, est la réforme des banques entreprise par le III^e Reich ¹ : elle aussi a pour but la mainmise de l'Etat sur les capitaux nécessaires surtout au financement des grands travaux et aux entreprises similaires. Dans une conférence faite à l' « Institut pour l'Economie mondiale et le Trafic maritime », de Kiel, le 26 janvier 1934, le D^r Schacht affirme que la crise bancaire est la conséquence d'un état d'esprit qu'il faut avant tout réformer. Quoique impopulaire, dit-il dans un discours fait le 22 février 1934 devant la Grande Commission de la Fédération des banques, elles sont nécessaires, mais elles doivent être dirigées suivant des principes sains.

Déjà, en 1933, fut instituée une Commission d'enquête sur les banques qui se réunit pour la première fois à Berlin, le 6 septembre 1933. S'inspirant des conclusions auxquelles cette Commission aboutissait, et dans l'esprit du III^e Reich, plusieurs mesures promises ont été réalisées. Ainsi, on a interdit la création de nouvelles banques. De même, on a défendu l'ouverture de succursales de banques déjà existantes ².

Mais ces mesures n'ont eu qu'un caractère provisoire.

Le 5 décembre 1934 fut promulguée la loi sur le crédit

¹ V. C. RIST, *La politique des banques d'émission* (Cours de doctorat 1932-1933, pp. 143 et suiv. relatives à l'Allemagne.)

² *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 6 septembre 1934.

qui institue un contrôle rigoureux sur les établissements de crédit. Quoique ce contrôle puisse être suspendu à tout moment, il n'en constitue pas moins, pour l'instant, une mainmise de l'Etat sur le crédit.

Sont soumises aux dispositions de la présente loi : toutes les entreprises qui s'adonnent, à l'intérieur, aux opérations de banque ou de caisse d'épargne, déclare le premier article *in limine*. Le second article dispense du contrôle : la *Reichsbank* ; la *Deutsche Golddiskontobank* ; l'Administration des Postes du Reich et ses établissements ; les entreprises de logement ; les entreprises qui font des opérations de prêts sur gages.

Une autorisation est nécessaire à toute entreprise désireuse de se livrer à des affaires relevant des institutions de crédit intérieur ; également pour toute institution de crédit, en cas d'ouverture d'agences, de caisses de dépôt, de succursales... enfin, pour toute institution de crédit étrangère, qui veut avoir des agences en Allemagne. L'autorisation est donnée par le commissaire du Reich. Il peut la refuser, notamment, lorsqu'elle ne paraît pas justifiée eu égard aux besoins locaux et à ceux de l'ensemble de l'économie (art. 4). De même il peut la retirer ou interdire la continuation de l'exploitation, par exemple, lorsque l'institution de crédit, porte atteinte à des intérêts généraux importants (art. 6).

Une série de prescriptions spéciales très détaillées consacrent l'intervention, dans le fonctionnement des institutions de crédit, de l'Office de contrôle¹ du *Direktorium* de la *Reichsbank*², du Bureau de contrôle et du commissaire du Reich.

Le Bureau de contrôle qui, avec le commissaire du Reich

¹ Pour la limitation des crédits, la réserve et la liquidité.

² Pour la communication et la publication des bilans.

ont des pouvoirs exorbitants, sont les organes par lesquels le III^e Reich exerce une intervention très accentuée sur les entreprises de crédit.

Le Bureau de contrôle est composé d'un président et d'un vice-président du *Reichsbank-Direktorium*, d'un membre nommé par le *Führer*, du secrétaire d'Etat au Ministère des Finances et de celui du Ministère de l'Economie du Reich ; il comprend également un secrétaire d'Etat au Ministère de l'Approvisionnement et de l'Agriculture et un autre secrétaire du Ministère de l'Intérieur du Reich.

Le commissaire du Reich prend part aux réunions de ce bureau avec voix consultative.

Les membres du Bureau peuvent se faire représenter « par des fonctionnaires de leur administration ». Ils ne sont pas rémunérés.

Le Bureau de contrôle veille à ce que l'intérêt public soit pris en considération et « à ce que soit évitée toute défaillance dans le domaine du crédit » ; il ordonne la vérification des bilans. Le commissaire du Reich est subordonné au ministre de l'Economie du Reich (art. 33).

Il a des attributions très étendues. Il peut : exiger à tout moment, du comité de surveillance de l'Institution, la présentation des bilans et des comptes de profits et pertes..., prendre part aux assemblées générales, aux autres assemblées et aux séances des organes de l'Institution..., exiger des renseignements sur l'état de leurs créances et de leurs engagements vis-à-vis de l'étranger, des personnes qui ont leur domicile ou le siège de leurs affaires en Allemagne, etc.

Les décisions du commissaire du Reich sont définitives, sauf quelques-unes qui peuvent faire l'objet d'un appel devant le... Bureau de contrôle.

Comme dans l'économie, le III^e Reich, institue donc

dans les finances privées un sévère interventionnisme. Le Bureau de contrôle et le commissaire du Reich de qui dépend l'ensemble du crédit de l'Allemagne sont de simples fonctionnaires, nommés et révoqués, au gré des dirigeants. C'est donc de ceux-ci que dépend tout le crédit du pays.

Promulguée en même temps et conçue dans le même esprit interventionniste, la loi sur les Bourses, réduit de 21 à 9 le nombre de Bourses qui doivent fonctionner en Allemagne, à partir du 1^{er} janvier 1935.

Cette loi laisse subsister quatre Bourses anciennes : celles de Berlin, Breslau, Hanovre et Stuttgart ; supprime celles de Königsberg, Magdebourg, Stettin et Zwickau et établit cinq Bourses régionales groupant chacune deux ou trois Bourses anciennes : bavaroise à Munich ; hanséatique à Hambourg, saxonne à Leipzig ; rhéno-westphalienne à Düsseldorf ; du Rhin et du Mein, à Francfort.

Le 9 octobre 1933, les statuts de la *Reichsbank* sont modifiés, cette modification étant consentie par la Banque des Règlements Internationaux. D'une part, le Conseil général est supprimé ; de l'autre, on donne une élasticité plus grande à la couverture des billets et ainsi la *Reichsbank* peut se tourner vers une politique d'*open market*. Déchargeant les banques privées d'une partie de leur portefeuille titres, le Dr Schacht comptait augmenter leur liquidité et dégager, de ce fait, les capitaux à long terme dont le loyer aurait ainsi baissé.

Les résultats ne furent pas ceux que l'on escomptait ; on a pu éviter l'inflation, mais l'amélioration du marché des capitaux fut insuffisante, pour permettre une opération si vaste, dans les conditions habituelles.

Se rendant compte que son plan était voué à un échec, le Dr Schacht a pris une série de mesures en vue de remédier à la situation. Ainsi, le 24 janvier 1935, le gouvernement a

décidé d'émettre un emprunt de 500 millions de RM. 4 1/2 % à 98 1/4. L'émission ne comporte pas de souscription publique ; elle est prise ferme par l'Organisation centrale des Caisses d'épargne qui la placera auprès de ses affiliés. Il s'agit donc d'un emprunt forcé ¹.

Une autre mesure prise, le 24 janvier 1935, s'applique à la conversion globale des lettres de gage et des obligations communales.

Tous les titres de ces deux catégories, dont le taux d'intérêt est égal ou supérieur à 6 % (à l'exception de ceux qui ont été émis à l'étranger) seront convertis en nouveaux titres 4 1/2 %.

Il est accordé au porteur une soulte en espèces de 2 %, ce qui fixe à 98 % le prix d'émission des nouveaux titres.

L'opération porte sur 6.450 millions RM. en cédules hypothécaires et 1.875 millions RM. d'obligations communales.

Elle est présentée comme une conversion volontaire, mais en réalité, il n'en est rien, puisque les porteurs ne peuvent pas obtenir le remboursement. Ceux qui repousseront la conversion devront adresser à la *Reichsbank*, dans un délai de 10 jours, une lettre de refus accompagnée des titres. Ces derniers cesseront d'être négociables en bourse et ils ne pourront faire l'objet d'avances de l'Institut d'émission. Ainsi qu'on l'a observé, « l'offre » de conversion n'est donc en réalité qu'« un ordre » mal déguisé ².

Parmi les mesures que le III^e Reich a prises en matière financière, une particulièrement caractéristique et qui a fait beaucoup de bruit, est le moratoire.

¹ L'emprunt intérieur 4 % de 300 millions RM., placé en juin 1934, n'a pas donné les résultats attendus.

² Une loi accordant des pleins pouvoirs au Ministre des Finances du Reich permet le recours indéfini à l'emprunt d'après la volonté du Führer, depuis le 19 février 1935.

Le 14 juin 1933 après un Conseil de Cabinet, le D^r Schacht déclare aux représentants de la presse, qu'à partir du 1^{er} juillet 1933, il va décréter un moratoire sur tous les paiements allemands devant être effectués en monnaie étrangère, à l'exception de ceux qui sont dus en vertu d'accords de consolidation de dettes privées. La justification de cette mesure résidait, d'après le D^r Schacht, dans le fait que toute diminution de l'encaisse-or ou des devises de la *Reichsbank*, risquerait d'entraver son fonctionnement, en tant que banque d'émission. Elle ne devait pas être considérée comme une suspension de paiements des débiteurs privés, ni comme entraînant une diminution des droits de créances ¹.

En ce qui concerne les crédits gelés, il convient de mentionner l'accord intervenu, le 16 février 1935, entre les débiteurs allemands et les créanciers étrangers. D'après cet accord, le précédent est prolongé jusqu'au 28 février 1936, d'une part ; de l'autre, le taux d'intérêt est abaissé à partir du 1^{er} mars 1935 : de 1/2 % pour les crédits d'acceptation et pour les avances de caisses obtenues directement par des entreprises industrielles, auprès des banques étrangères ; de 1/4 % pour les avances simples faites aux banquiers allemands, par tous les Etats, sauf la Suisse.

Les clauses relatives au remboursement par recours au système des *registermarks* sont maintenues ².

¹ D^r Karl KRAEMER, *La situation monétaire allemande* (*Revue économique internationale*, février 1934) ; Roger NATHAN, *Causes et effets du moratoire allemand* (*L'Europe nouvelle* du 17 juin 1934).

² V. sur d'autres aspects des finances allemandes : Henry DELPECH, *Les aspects d'un fédéralisme financier, l'exemple allemand*, préf. de M. Laufenburger (thèse, Strasbourg), Sirey, Paris, 1933 ; du même auteur : *Réforme de l'Etat et national-socialisme* (*Annales du Droit et des sciences sociales*, Sirey, Paris, 1934).

V. aussi Maurice HARBLEY, *Les défaillances de l'Allemagne vis-à-vis des créanciers privés et la défense du mark (1931-1934)* (thèse de droit), Sirey, Paris, 1935.

Malgré cette politique, qui, à l'intérieur, prend la forme d'un interventionnisme si fort, qu'il frise la confiscation (emprunt forcé) et à l'extérieur, celle d'une attitude agressive, dans laquelle les besoins « nationaux » pourraient se rencontrer avec des raisons de tactique politique (suspension des transferts), les résultats n'apparaissent pas du tout brillants, ni au point de vue strictement financier, ni dans leur aspect social.

L'encaisse financière de la *Reichsbank*, par exemple, de 2.695 millions RM. en 1931 a baissé en octobre 1934 jusqu'à 86.500 millions, la circulation monétaire est supérieure à celles de 1932 et 1933, mais la couverture de cette circulation a diminué : de 45,7 % qu'elle était en 1930, elle est passée à 8,5 % en 1933 et à 1,6 %, 1,7 % en 1934.

Dates	Circulation	Encaisse métallique	Couverture de la circulation
31 décembre 1930	5.869	2.685	45,75 %
» » 1931	5.953	1.156	19,32 %
» » 1932	4.513	920	20,38 %
» » 1933	4.677	396	8,5 %
30 juin 1933	4.746	77	1,6 %
31 octobre 1934	4.964	86,5	1,7 %

Malgré le solde actif on remarque un accroissement excessif des recettes budgétaires (tableau page 197).

	En millions de RM.		
	Prévisions 1933 - 1934 1934 - 1935		Augmentation 1934 - 1935
Recettes	7.577	8.568,3	+ 991,3
Dépenses	7.577	8.568,3	+ 991,3

Les 3 premiers mois de l'exercice budgétaire avril-mai-juin (en millions RM.) font apparaître les résultats suivants :

	1933 - 1934	1934 - 1935
Recettes	1.895,9	2.065,5
Dépenses	1.819,6	1.912,2
	+ 76,3	+ 153,3

La balance des paiements fait ressortir l'aggravation de la situation financière en 1934 : la balance de commerce, d'active en 1933, est devenue passive en 1934, comme on l'a vu d'ailleurs dans le précédent chapitre (S. II). La balance des prestations a subi une transformation dans le même sens puisque de + 0,5 en 1933 elle est passée à 5,5 en 1934, comme le montre le tableau ci-après, d'après l'Office de statistique du Reich :

Balance des paiements	1933	Janvier- Novembre 1934
Balance du commerce	+ 6,7	— 2,5
Balance des prestations de services	+ 2,3	+ 2,5
Intérêts	— 7	— 4,5
Prestations au titre des réparations	— 1,5	— 1
Balance des prestations	+ 0,5	— 5,5
Mouvement d'or et des devises auprès des banques d'émission	+ 5,2	+ 3
Amortissement d'emprunt	— 2,5	— 1,5
Mouvement des avoirs étrangers auprès de la Caisse de Conversion	— 1	+ 1,5
Autres mouvements des capitaux	— 3,5	
Solde non contrôlable	— 0,8	+ 2,5

Voici quelques-uns des aspects sociaux :

D'après le *Völkischer Beobachter* en juin 1934 ¹ le revenu du peuple allemand s'était accru : le revenu des salaires et des traitements représentait une augmentation de 400 millions ; celui de l'agriculture et des forêts de 16 % ; les revenus de commerce et de l'industrie de 8 %. Mais les revenus des capitaux ont diminué de 11,1 % ; ceux des taux de fermage de 12,5 % ; ceux des rentes et pensions de 6,8 %.

¹ *Völkischer Beobachter* du 1^{er} juin 1934.

Le montant des traitements et des salaires supérieur à ce qu'il était en 1933 et en 1934 est cependant inférieur aux chiffres des années 1928-1931, comme on peut le voir :

1928	42.907
1929	44.466
1930	40.968
1931	33.564
1932	26.001
1933	26.310
1934	28.525

SECTION II

L'organisation de l'économie nationale

Je ferai remarquer tout de suite que dans les mesures imminentes, il ne s'agit point de la question de l'organisation corporative. Vous savez que le *Führer* a consciemment laissé au second plan la solution de ce problème...

(Discours du Dr Kurt SCHMITT, au Conseil Economique du Reich, le 13 mars 1934.)

L'économie corporative est organisée à la fois sur une base professionnelle et sur une base géographique. Les diverses institutions et les organes représentatifs de droit public de l'économie corporative sont réunis organiquement.

(§ 1^{er} de l'ordonnance du 27 novembre 1934 sur l'application de la loi sur la « Préparation de la construction organique de l'Economie allemande ».)

L'organisation générale de l'économie du III^e Reich a été réalisée par la loi du 27 février 1934 et par l'ordonnance y relative du 27 novembre de la même année.

La « loi sur la préparation de la construction organique de l'économie allemande », la *Gesetz zur Vorbereitung des organischen Aufbau der deutschen Wirtschaft* du 27 février 1934 contient cinq paragraphes.

Le ministre de l'Economie du Reich, dit le premier paragraphe, est chargé, avec pleins pouvoirs, en vue de préparer l'agencement organique de l'économie allemande :

1° De reconnaître des groupements économiques (*Wirtschaftsverbände*) comme seules organisations représentant leur branche économique ;

2° De constituer, dissoudre ou unir entre eux des groupements économiques ;

3° De modifier et compléter les statuts et les contrats collectifs de groupements économiques, en particulier de les soumettre au principe autoritaire : *insbesondere dem Führergrundsatz einzuführen* ;

4° De nommer et destituer les chefs de groupements économiques (*Wirtschaftsbänden*) ;

5° De rattacher des chefs d'entreprises et des entreprises de groupements économiques. Par « groupements économiques », dit la loi, « il faut entendre des associations et des unions d'associations (*Verbände und Vereinigungen von Verbänden*) qui ont pour objet de sauvegarder les intérêts économiques des chefs d'entreprises ou des entreprises : *von Unternehmen und Unternehmungen obliegt*.

En application de cette loi, le ministre de l'Economie du Reich, d'accord avec celui de l'Intérieur, peut prendre des décrets, des règlements d'administration et des prescriptions complémentaires : *Vorschriften ergänzendes Inhalts erlassen* (§ 2).

Une amende ou une peine d'un an au maximum sont prévues pour quiconque contreviendra sciemment ou par négligence aux mesures prises en application de la loi. Les poursuites sont engagées seulement sur la proposition du ministre de l'Economie du Reich et elles peuvent être retirées (§ 3).

« Aucun préjudice, qui serait causé par une mesure prise en vertu de cette loi, n'ouvre droit à indemnité » (§ 4).

La loi ne s'applique pas aux groupements des corporations paysannes, ni à ceux relevant de la Chambre de culture.

Elle s'applique cependant au personnel défini au paragraphe 1 (al. 1 à 10, rubrique *b*) du décret-loi du 16 février 1934 sur le *Reichsnährstand* et aux groupements des branches des communications, mais les décisions seront prises par le ministre de l'Economie du Reich, d'accord avec le ministre compétent intéressé (§ 5).

Le 13 mars 1934 devant le Conseil économique du Reich, M. Kurt Schmitt, alors ministre de l'Economie du Reich, fait un discours, afin de donner « les éclaircissements nécessaires sur l'importance et le but de ladite loi et faire connaître en même temps les principales des premières mesures d'exécution prises »

Le premier paragraphe de la loi du 27 février traitant de ces *Wirtschaftsverbände* nous porte à croire qu'il s'agit d'une organisation corporative. Il n'en est rien, car, dit M. Schmitt : « Je ferai remarquer immédiatement que dans les mesures imminentes, il ne s'agit point de l'organisation corporative. Vous savez que le *Führer* a consciemment laissé au second plan la solution de ce problème. »

Il ne s'agit donc que d'une réorganisation de l'économie ayant pour but de la mettre « en harmonie avec la conception actuelle de l'Etat ».

Le sens de ces paroles nous est précisé par le ministre d'alors lui-même, lorsqu'il énumère les pouvoirs que la loi lui accorde : « Le gouvernement du Reich m'a donné le pouvoir de reconnaître les associations économiques comme seules qualifiées pour représenter leurs branches économiques, pour les constituer, les dissoudre, leur donner des statuts, nommer

et révoquer leurs chefs, et enfin y faire adhérer telle ou telle entreprise. » Cependant, aux dires du ministre, la concurrence subsisterait, car « la concurrence loyale est nécessaire ». Et cette concurrence et sa loyauté, c'est lui qui les... contrôle : « Mais à ce principe nous voulons en associer un autre, à savoir que le libre jeu des forces doit être suivi et ordonné par une direction forte, dirigée, dit le ministre, comme un aimant vers un but : le bien de la collectivité, le service du peuple et de la patrie. » Il faut discerner la vérité exactement à l'opposé de l'affirmation du ministre : « Je ne souhaite nullement de transformer l'organisation économique en un organe du Ministère de l'Economie. » Car les paroles déjà précitées du ministre et le paragraphe 1 de la loi l'infirmement d'une façon catégorique. D'ailleurs, il semble un peu exagéré de vouloir l'organiser dans le seul but d'alléger l'édifice de l'organisation économique de certaines questions de détail.

Le choix des chefs de groupes économiques, de ces hommes exceptionnels, qui ne se laissent jamais guider par les intérêts particuliers de leur propre entreprise... mais seulement par les besoins collectifs, revient au ministre.

En réalité, c'est l'interventionnisme le plus rigoureux que cette loi institue : l'économie, immense service public dirigé par des fonctionnaires dépendent, en dernier ressort, du ministre de l'Economie, comme lui-même dépend du *Führer*. La responsabilité du ministre et de ses subalternes n'existe pas, car la loi contient cette phrase, que nous avons rencontrée aussi ailleurs : « Tout préjudice qui sera causé par une mesure prise en vertu de cette loi, n'ouvrira droit à aucune indemnité ¹. »

¹ § 4 de la loi du 27 février 1934 : « Wegen eines Schadens der durch eine Massnahme auf Grund dieses Gesetzes entsteht, findet eine Entschädigung nicht statt. »

En exécution de la loi, et tout en attendant « l'enseignement de la pratique », le ministre avait nommé un chef de l'organisation d'ensemble de l'économie. Ce chef fut M. Kessler qui, le 11 juillet 1934, fut destitué et remplacé par le comte von der Goltz, son suppléant, qui d'ailleurs démissionna quelques mois après.

Du chef de l'Economie, dépendaient les chefs des douze groupes économiques :

Sept appartenant à l'industrie et cinq aux autres branches de l'économie.

Les groupes industriels sont : 1° mines, sidérurgie et métallurgie ; 2° construction de machines, industrie électrotechnique, optique et mécanique de précision ; 3° produits manufacturés en fer, en tôle et en métal ; 4° pierre et terre, industrie du bois, de la construction, industrie du verre et industrie céramique ; 5° chimie, huiles et graisses, papier et industrie du papier ; 6° cuirs, textiles et vêtements ; 7° industrie de l'alimentation. A ces sept groupes industriels s'en ajoutent cinq autres appartenant aux : 8° métiers manuels ; 9° commerce ; 10° banque et crédit ; 11° assurances ; 12° communications.

Telle était l'organisation de l'économie du III^e Reich d'après la loi du 27 février, dont l'importance provient, selon le *Völkischer Beobachter*¹, de ce qu'elle réorganise l'économie allemande, non seulement d'après les principes économiques, mais aussi... d'après les principes moraux.

L'ordonnance du 27 novembre 1934 relative à l'application de la loi sur la préparation de la construction organique de l'économie allemande : *Verordnung zum Gesetze zur Vorbereitung des organischen Aufbaues der deutschen Wirtschaft*

¹ *Völkischer Beobachter* du 15 mars 1934.

édicte une série de dispositions en vertu du paragraphe 2 de la loi précitée.

La première partie de l'ordonnance, la plus intéressante, est consacrée à la « constitution de l'économie corporative ».

« L'économie corporative est organisée à la fois sur une base professionnelle et sur une base géographique.

» Les diverses institutions et les organes représentatifs de droit public de l'économie corporative, ajoute le premier paragraphe, sont réunis organiquement.

» Sur la base corporative, l'économie est organisée en un groupe du Reich de l'industrie, divisé en groupes principaux et en groupes du Reich de l'artisanat, du commerce, de la banque, de l'assurance et de l'énergie.

» Dans les groupes principaux de l'industrie et dans les groupes du Reich, des autres branches de l'économie, continue le second paragraphe, des groupes économiques seront formés qui se diviseront eux-mêmes, selon les besoins, en groupes professionnels et en sous-groupes.

» L'économie professionnelle est organisée géographiquement en districts économiques.

» Les groupes économiques, groupes professionnels et sous-groupes, peuvent se subdiviser en districts, lorsqu'il y a un besoin économique pressant de rassembler les entreprises d'une branche économique déterminée dans une circonscription économique ou à l'intérieur de celle-ci ¹. »

Les groupes du Reich peuvent réunir directement les groupes locaux ou les entreprises n'appartenant à aucun groupe local.

¹ « Lorsque la situation des membres l'exige, dit le même troisième §, l'organisation du district peut être constituée de telle façon que des groupes de district soient formés dans le district économique lui-même et des sous-groupes dans la circonscription des chambres de commerce et d'industrie. »

Les groupes de district peuvent créer des organismes spécialisés.

Le ministre peut réunir, par une simple décision, les sous-groupes de district et les organismes spécialisés, aux Chambres de commerce et d'industrie (§ 3).

Les paragraphes 4 à 6 prévoient que les groupes des branches économiques énoncés peuvent constituer des communautés de travail ; que tous ces groupes ont la capacité juridique, que les associations existantes devront être réunies en groupes professionnels et locaux dans la mesure du possible ¹.

La deuxième partie de l'ordonnance du 27 février 1934 concerne les « dispositions annexes pour l'organisation de l'économie corporative ».

« Le ministre de l'Economie détermine, au moyen des décrets généraux, les divers groupes de l'organisation professionnelle et fixe le domaine de leur compétence » (§ 8)².

Les entrepreneurs ou les représentants légaux de l'entreprise doivent informer le groupe compétent des conditions de son rattachement ³.

La troisième partie traite de la « nomination et de la compétence du chef de groupe ».

A la tête de chaque groupe économique est placé un chef, dont la charge est honorifique. Les chefs des « groupes du

¹ L'organisation locale de l'économie professionnelle, les chambres d'industrie, de commerce et les chambres artisanales d'un district économique ont une représentation commune dans la chambre économique du district ; les groupes du Reich, les groupes principaux de l'économie professionnelle, les chambres économiques ont une représentation commune dans la Chambre économique de l'Empire (§ 7).

² Le § 8 définit aussi les entreprises soumises à la loi.

³ Le § 9 dit que le chef du groupe économique, le chef du groupe du Reich, le chef du groupe principal tranchent les différends se rapportant au rattachement des groupes dont ils sont respectivement les chefs.

Reich » et des groupes principaux de l'industrie sont nommés directement par le ministre de l'Economie du Reich ; ceux des « groupes économiques » sont nommés par le ministre, sur la proposition du chef du groupe du Reich ou du groupe principal pour l'industrie, et sont destitués après l'avis de celui-ci ; les chefs des « groupes professionnels » et des « sous-groupes » sont nommés par le chef du groupe du Reich ou du groupe principal pour l'industrie, sur la proposition du chef du groupe économique et, d'après l'avis de celui-ci. Les chefs des groupes de district ou des « organes spécialisés » de ces groupes sont nommés et destitués par le chef du groupe du Reich ; les chefs des « groupes locaux », par les chefs des groupes économiques, d'accord avec le chef de la Chambre économique (§ 11)¹.

Toutes ces nominations sont donc faites selon le *Führerprinzip*, ce principe hiérarchique, mis au service du pouvoir personnel.

Le chef d'un groupe prépare les statuts du groupe ; il choisit un représentant et des chargés d'affaires « selon les besoins »² ; il représente le groupe en justice comme ailleurs³ ; il règle l'établissement du budget, l'assiette et la répartition des contributions⁴. Les budgets des groupes du Reich et des groupes principaux doivent être approuvés par le ministre de l'Economie du Reich, qui peut prendre des

¹ Les sous-groupes de district et les organismes spécialisés, lorsqu'ils sont réunis à des chambres d'industrie ou de commerce, dépendent pour les affaires professionnelles du chef des groupes de district et, pour les affaires locales, du président de la Chambre.

² D'accord avec son supérieur hiérarchique.

³ Il a la situation d'un représentant légal ; les statuts peuvent limiter son pouvoir de représentation.

⁴ Les budgets doivent être établis d'après un modèle-type. Les groupes sont astreints à une gestion « sage et économe ».

décrets sur toutes les questions relatives aux finances des groupes (§ 15)¹.

La troisième partie de l'ordonnance a pour titre : « Droits et devoirs. »

Tout groupe de l'économie a la mission de conseiller et d'aider ses membres dans l'ordre professionnel.

Tout chef (*Leiter*) doit diriger son groupe « conformément aux principes de l'Etat national-socialiste » et traiter les affaires du groupe et de ses membres « en considérant l'intérêt général de l'économie corporative et l'intérêt de l'Etat »².

Il est responsable de la conduite convenable des groupes³. Les membres du groupe doivent suivre les instructions du chef, correspondant « aux intérêts des groupes ou de la communauté corporative » (§ 16).

Le chef peut obliger, d'ailleurs, les membres du groupe à suivre ses instructions en les frappant d'amendes disciplinaires, pouvant aller jusqu'à 1.000 RM., lorsqu'ils s'opposent intentionnellement à ses instructions. L'appel contre l'imposition de cette amende disciplinaire doit être fait dans un délai de deux semaines et devant le chef du groupe du Reich ou du « groupe principal de l'industrie » qui décide en dernier ressort (§ 17)⁴.

La cinquième partie s'intitule « Formation et compétence des Conseils adjoints. » « Chaque groupe de l'économie corporative reçoit un Conseil adjoint. » Le Conseil adjoint du

¹ Le § 15 contient encore des dispositions relatives aux charges financières des groupes : répartition, contribution de l'entrepreneur.

² Ils doivent agir comme les chargés d'affaires, sans « esprit de parti » ; ils doivent garder le secret sur « les renseignements obtenus dans l'exercice de leurs fonctions ».

³ De la conduite de son groupe et de celle des groupes subordonnés.

⁴ Les taxes disciplinaires sont perçues par les Chambres d'industrie et celles de commerce, « conformément aux règles de la législation locale ». Le produit en est versé au groupe économique.

« groupe du Reich de l'industrie » est composé des chefs des groupes principaux ; ceux des autres « groupes du Reich » ou des « groupes principaux de l'industrie » sont formés par les chefs des groupes économiques dépendant des groupes du Reich ou des « groupes principaux ».

Aux Conseils adjoints des groupes du Reich appartiennent encore les chefs des groupes de district des groupes du Reich. Avec l'approbation du ministre, les chefs des groupes du Reich ou des groupes principaux peuvent appeler d'autres membres au Conseil.

Les chefs des groupes les plus proches des autres organisations professionnelles, forment les Conseils adjoints de ces organisations (§ 18)¹.

Le Conseil adjoint doit examiner l'administration de la caisse, les comptes et les rapports permettant de donner *quitus*. Il doit être consulté avant toute mesure importante et particulièrement, avant de prendre des mesures concernant les finances du groupe, l'acquisition des biens, la nomination des chargés d'affaires et les statuts du groupe (§ 19)².

La sixième partie est consacrée à la « réunion des membres ».

Les groupes inférieurs, des organisations professionnelles et locales comptant moins de 200 membres doivent tenir une assemblée générale une fois au moins tous les ans.

¹ Les Conseils adjoints des groupes inférieurs sont nommés par leur chef avec l'approbation des groupes supérieurs : le chef du « groupe de district » d'un groupe du Reich nomme son conseil avec l'approbation du groupe du Reich. Le chef du groupe local nomme son conseil adjoint avec l'approbation des groupes professionnels ou des sous-groupes.

² Le chef du groupe peut, selon le § 30, constituer, avec l'autorisation du supérieur, un conseil adjoint plus restreint et des commissions particulières « pour des questions déterminées ».

Le chef du groupe supérieur peut ordonner que les autres groupes tiendront également une assemblée générale.

Cette assemblée doit avoir lieu au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'invitation doit être envoyée par écrit, au moins une semaine avant (§ 21).

L'assemblée générale renseigne les membres sur l'activité et la situation financière du groupe ; elle accorde *quitus* et décide à ce sujet si le chef a encore la confiance du groupe. Elle est présidée par le chef ou son représentant ¹.

Si aucune assemblée générale n'est tenue, c'est le Conseil adjoint qui donne le *quitus*, et décide si le chef est digne de confiance (§ 23).

Une disposition intéressante est celle du paragraphe 24 : le chef du groupe économique peut frapper d'une amende disciplinaire allant jusqu'à 100 RM., les membres ou leurs représentants légaux qui auraient manqué, « sans raison valable », à une séance du Conseil adjoint ou de l'assemblée générale, lorsque leur présence avait été présentée, par écrit, comme nécessaire.

Le paragraphe 25 forme la septième partie : « Dissolution et fusion des groupes. » Celles-ci résultent d'une ordonnance du ministre de l'Economie après entente avec les divers organes dirigeants.

La huitième partie est consacrée aux « Chambres d'économie de district ».

Celles-ci sont « la représentation collective de l'organisation locale de l'économie professionnelle, des Chambres de commerce et d'industrie et des Chambres d'artisanat d'un

¹ Le vote pour le *quitus* se fait à mains levées ; pour la confiance du chef du groupe, au scrutin secret ; le compte rendu des débats et les résultats du vote doivent être consignés par écrit, etc. (v. § 22).

district économique » (§ 26). En font partie : les groupes de district, les chambres d'industrie et de commerce et les chambres d'artisanat du district économique (§ 27).

La Chambre d'économie a un chef nommé par le ministre du Reich et deux représentants, dont un nommé également par le ministre.

Le maître de l'artisanat du pays est également représentant du président. Ce dernier est président des Chambres d'industrie et de commerce du district économique désignées par le ministre (§ 28).

La Chambre d'économie possède, en outre, un Conseil adjoint composé des chefs du groupe de district, des présidents des Chambres de commerce et d'industrie et de la Chambre d'artisanat du district économique. Elle comprend aussi d'autres membres nommés par le chef de la Chambre de commerce et d'industrie désignées par le ministre de l'Economie du Reich ¹.

Les arrêtés de la Chambre d'économie sont pris par le chef, après audition du Conseil adjoint ².

La neuvième partie a pour objet « la Chambre d'économie du Reich ».

Cette institution est la représentation collective de l'organisation professionnelle et locale de l'économie corporative, des Chambres de commerce et d'industrie et des Chambres artisanales. En font partie comme membres, les groupes du Reich et les groupes principaux de l'économie corporative, les

¹ Le § 30 traite encore de la réunion des groupes à la Chambre de commerce ou d'industrie et des autres rapports entre celles-ci et les groupes de district.

² Les arrêtés, ainsi que le budget, la réunion des assemblées générales doivent être approuvés par le Ministre de l'Economie du Reich. Les besoins financiers de cette institution sont assurés par la Chambre de commerce ou d'industrie qui en dirige les affaires (§ 31).

Chambres économiques, les Chambres de commerce et d'industrie et les Chambres artisanales (§§ 32 et 33).

La Chambre d'économie du Reich a un chef et un ou deux représentants de celui-ci, qui sont nommés par le ministre de l'Economie et plusieurs chargés d'affaires dont la nomination doit être approuvée par le même ministre (§ 34). Les attributions du chef actuel de l'Economie et des assemblées de l'industrie et du commerce allemands, seront réunies par une ordonnance ultérieure du ministre de l'Economie à celles de la Chambre d'Economie du Reich (§ 35).

Les attributions de cette Chambre d'économie, concernent l'ensemble des affaires des groupes du Reich, des Chambres d'économie, des Chambres d'industrie et de commerce et des Chambres artisanales en qualité d'organe d'administration autonome, ainsi que les tâches qui lui seront assignées par le ministre de l'Economie (§ 36)¹.

Auprès de la Chambre d'économie du Reich, il y a un Conseil adjoint, composé des chefs des groupes du Reich et des groupes principaux de l'industrie, des chefs des Chambres d'économie, du président de la Chambre d'économie du Reich et des membres nommés par le ministre de l'Economie du Reich qui a une très grande latitude en la matière, puisqu'il peut nommer « des personnes particulièrement qualifiées » comme aussi « celles dans lesquelles il a particulièrement confiance » (§ 37).

Le Conseil adjoint de la Chambre d'économie, organe consultatif du ministre, se réunit à la demande de celui-ci qui fixe l'objet des délibérations et dirige les débats soit lui-même, soit par un représentant (§ 38)².

¹ Le Ministre peut limiter par décret les compétences respectives de la Chambre d'Economie du Reich et des groupes du Reich.

² Le chef de la chambre d'économie du Reich peut réunir le Conseil adjoint pour les affaires dépendant de son administration.

La Chambre d'économie du Reich possède la capacité juridique.

Les statuts sont fixés par le ministre de l'Economie du Reich, le budget est approuvé par le ministre (§ 40)¹.

La dixième partie contient les « Dispositions finales ».

Le paragraphe 41 abroge les dispositions statutaires contraires à celles de l'ordonnance. Mais, ce qui est intéressant, c'est que le paragraphe 42 donne au ministre de l'Economie du Reich le droit exorbitant de déroger aux dispositions de l'ordonnance quand l'exercice de ce droit sera rendu nécessaire « par des besoins d'ordre public ou des nécessités pressantes ² ».

L'ordonnance du 27 novembre 1934, ainsi que l'on vient de l'exposer, a modifié et complété les dispositions du 27 février 1934 et celles du 13 mars de la même année, concernant la nouvelle organisation d'ensemble de l'économie allemande.

Au groupe de l'organisation d'ensemble de l'économie industrielle, dont le chef fut d'abord M. Kessler, et ensuite le comte von der Goltz, elle substitue la Chambre d'économie du Reich. Celle-ci a, en dehors d'un président et d'un Conseil de direction, un Conseil adjoint et une Assemblée générale.

D'elle dépend toute l'économie allemande, organisée à base professionnelle et à base géographique.

Cette organisation comporte, au point de vue profession-

¹ Les charges financières de la Chambre d'économie sont supportées par les principaux groupements économiques (cf. § 40).

² Les attributions du Ministre de l'Agriculture sont maintenues intégralement (§ 43), ainsi que celles du Ministre des Transports (§ 44) et celles du Ministre de l'Intérieur (§ 45). Les dispositions de la loi ne touchent pas à la Chambre de culture du Reich (§ 46) et à l'organisation artisanale (§ 47). Les dispositions relatives aux Chambres de commerce et de l'industrie sont adaptées à celles de l'ordonnance du 27 novembre 1934 (§ 48 dernier).

nel, sept groupes du Reich de l'économie. Le « groupe du Reich de l'industrie » est divisé en sept groupes principaux, à savoir : 1^o mines et métallurgie ; 2^o construction des machines ; 3^o industrie des produits de fer et des métaux ; 4^o matériaux de construction ; 5^o chimie, huiles, papier ; 6^o textiles, cuirs, peaux ; 7^o moyens d'alimentation.

A ces groupes, constituant le groupe du Reich de l'industrie, s'ajoutent six autres groupes du Reich : 1^o artisanat ; 2^o banque ; 3^o commerce ; 4^o assurances ; 5^o transports ; 6^o énergie.

Chaque groupe du Reich et chaque groupe principal de l'industrie sera divisé en « groupes économiques ». Ceux-ci se composent de « groupes professionnels » formés, à leur tour, d'entreprises et d'organismes représentatifs spécialisés.

Au point de vue territorial, il y a 13 districts économiques qui correspondent au nombre égal des districts des curateurs du Travail. Ces districts sont : Allemagne centrale, Allemagne du Sud-Ouest, Bavière, Basse-Saxe, Brandebourg, Hesse, Marches du Nord, Poméranie, Prusse de l'Est, Rhénanie, Saxe, Silésie, Westphalie. Ces districts comportent une organisation adéquate aux groupes professionnels. Il y aura ainsi : le groupe de district du groupe du Reich ou du groupe principal de l'industrie, le groupe de district du groupe économique, etc.

Enfin, chaque groupe de l'organisation professionnelle et régionale aura tout comme la Chambre d'Economie du Reich un chef et un Conseil adjoint. Les groupes inférieurs auront même, à l'instar de celle-ci, une Assemblée générale.

Cette organisation très compliquée ne fait qu'assurer le pouvoir absolu du *Führer* et de son ministre de l'Economie sur l'ensemble de l'économie allemande.

En effet, tous les organes dirigeants des différentes bran-

M. Darré se maintient encore — dépendent du ministre de l'Economie. C'est, soit lui-même, soit les hommes qu'il a désignés, qui nomment les chefs, les membres des Conseils adjoints et ceux des Assemblées générales.

Et comme si ce *Führerprinzip* n'avait pas été assez rassurant... pour l'exercice du bon gré du pouvoir personnel, l'ordonnance du 27 novembre 1934 contient le paragraphe 42 d'après lequel des prescriptions « d'ordre public » et des « nécessités pressantes » autorisent le ministre de l'Economie du Reich à prendre les dispositions nécessaires, portant atteinte aux règles mêmes, établies par l'ordonnance.

Dans ces conditions on est autorisé à se demander quelle curieuse acception doit avoir le mot « corporatif » pour les législateurs du III^e Reich ! (puisque l'ordonnance insiste maintes fois sur l'économie corporative).

A cet égard, il est préférable de croire M. Kurt Schmitt, qui dit que le Führer a « laissé au second plan la solution de ce problème » ¹.

¹ Dr Kurt SCHMITT, discours cité, du 13 mars 1934.

SECTION III

Doctrines

Il ne s'agit pas de programme et d'idées mais du pain quotidien de cinq millions d'hommes. Il ne faut pas repousser l'expérience pratique parce qu'elle est contre telle ou telle idée.

(Adolf HITLER, Discours du 7 juillet 1933, devant les *Statthalter*.)

Ce n'est pas en changeant les noms, mais en changeant les principes que l'on fait l'histoire.

(Adolf HITLER, Discours prononcé le 24 février 1934 à Munich à l'occasion du XIV^e anniversaire du programme du parti.)

Seul l'Etat peut être au gouvernail ; c'est pourquoi la nouvelle organisation économique a été subordonnée au Ministre de l'Economie.

(Dr Hjalmar SCHACHT, Conférence sur l'économie et la technique, le 4 février 1935.)

Ce n'est pas moi, mais le *Führer* qui est gardien de la raison économique.

(Dr Hjalmar SCHACHT, Discours prononcé à la foire de Leipzig, le 3 mars 1935.)

Il y a une doctrine économique et sociale du national-socialisme en opposition et il y en a une autre, depuis que

ce mouvement est devenu maître du Reich, au moins nominale-ment. La doctrine économique et sociale du national-socialisme trouve son expression dans le programme de vingt-cinq points — dont on a donné le contenu dans le chapitre précédent (S. II) — qui a pour principal inspirateur l'ingénieur Gottfried Feder.

Entrepreneur de travaux publics, comme beaucoup de chefs nazis, il a longtemps vécu à l'étranger. En 1918, alors qu'il était âgé de 35 ans, il eut une « révélation » plus ou moins soudaine en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux intéressant son pays. Il rédigea en conséquence, dans l'espace d'une nuit, un mémoire dont l'idée essentielle était l'abolition de l'esclavage de l'intérêt. Présenté au gouvernement bavarois le lendemain, ce mémoire fut retourné quelques jours après à son rédacteur, avec les... remerciements du gouvernement. Désormais, le « révolté » va répandre ses idées dans le cadre du parti ouvrier allemand, dont il était un des protecteurs. Et c'est de ce parti que les idées de M. Feder deviendront le programme ¹.

Dans une brochure, parue en 1927, et rééditée depuis, à plusieurs reprises, M. Gottfried Feder expose le programme devenu celui de la « N.S.D.A.P. » ² accompagné de ses principes philosophiques fondamentaux ³.

On y trouve un nationalisme étatique et racial, en même temps que xénophobe et antisémite.

Les cinq idées fondamentales concernant les différents domaines où la réforme, selon ses conceptions, est à effectuer, sont, d'après M. Feder :

¹ Conrad HEIDEN, *op. cit.*, pp. 14 et suiv.

² *National-Sozialistische Deutsche Arbeitspartei.*

³ *Das Programm der N.S.D.A.P. und seine weltanschaulichen Grundgedanken*, par Dipl. Ing. Gottfried FEDER, Eher, München, 1934.

Politique d'Etat : le Reich est la patrie des Allemands seuls ¹ ;

Politique économique : le but de l'économie populaire (*Volkswirtschaft*) est la satisfaction des besoins et non pas la plus grande rentabilité du capital prêté ² ;

Politique financière : l'argent sert l'Etat ; les puissants de l'argent ne doivent pas constituer un Etat dans l'Etat ³ ;

Politique sociale : la volonté collective est la suprême loi ⁴ ;

Politique culturelle : le but suprême est une floraison de toutes les sciences et des beaux-arts sur la base d'un Etat libre politiquement et sain économiquement ⁵.

Ces idées sont corroborées par une autre grande pensée fondamentale : *grosse Grundgedanke* : *Gemeinnutz tritt vor Eigennutz* : l'utilité collective prime l'intérêt individuel.

De même qu'une maison est constituée de diverses parties, de même le peuple, dit M. Feder, est composé de divers individus. Comme les parties constituant une maison doivent être orientées selon un plan, de même les individus qui constituent le peuple doivent être ordonnés dans leur propre intérêt selon le but de la collectivité. Ici M. Feder reprend, ainsi qu'on le remarque, les idées de l'auteur du *Der wahre Staat* et de la *Gesellschaftslehre*, le professeur viennois Othmar Spann, que

¹ *Das Deutsche Reich ist die Heimat der Deutschen.*

² *Die Aufgabe der Volkswirtschaft ist die Bedarfsdeckung und nicht die möglichst hohe Rentabilität für die Leihkapital.*

³ *Die Geldwesen steht im Dienste des Staates ; die Geldgewaltigen dürfen keinen Staat im Staate bilden.*

⁴ *Das allgemeine Wohl ist oberster Gesetz.*

⁵ *Eine Blüte aller Wissenschaften und schönen Künste auf die Grundlage eines politisch freien, wirtschaftlich gesamten Staates ist unser Kulturelles Hochziel.*

d'ailleurs il cite dans le commentaire du programme du parti ¹.

« L'utilité collective passe l'intérêt individuel » veut donc dire que l'activité de chaque individu est jugée selon sa teneur économique, sociale et nationale. Ceci veut dire encore, que l'individu doit se soumettre aux décisions prises par l'Etat à son égard, puisque celui-ci agit pour le plus grand bien de tous les *Volksgenosse*.

Examinons maintenant le nationalisme étatique et racial, xénophobe et antisémite qui constitue une bonne partie de l'idéologie nationale-socialiste exprimée dans ce programme.

Le *nationalisme* : la réunion de tous les Allemands en une seule grande Allemagne (point n° 1) ; l'empêchement de toute nouvelle immigration de non-Allemands et l'expulsion de non-Allemands ayant pénétré en Allemagne depuis le 2 août 1914 (point n° 8).

L'*étatisme* : l'Etat a pour premier devoir d'assurer le travail et les moyens d'existence des citoyens (point n° 7) ; la notion d'Etat doit être inculquée à l'école (point n° 20) ; les journaux allemands ne doivent pas paraître sans l'autorisation de l'Etat (point n° 23) ; la création dans le Reich d'un pouvoir central puissant (point n° 25).

Le *racisme* : seul peut être citoyen allemand le *Volksgenosse* (point n° 4) ; le droit romain doit être remplacé par le droit allemand (point n° 19) ; les directeurs et les collaborateurs des journaux qui paraissent en langue allemande doivent être de sang allemand (point n° 23).

La *xénophobie* : les traités de Versailles et de Saint-Germain doivent être abolis (point n° 2) : celui qui n'est pas citoyen ne peut vivre en Allemagne qu'à titre d'hôte (point n° 5). Dans ce sens, les points déjà cités (n° 4, 8 et 23).

¹ Gottfried FEDER, *op. cit.*, p. 26.

L'*antisémitisme* : points déjà cités à propos du racisme et surtout le point n° 4 qui dit : donc aucun Juif ne peut être *Volksgenosse* et le point n° 6 qui exclut les Juifs de toute décision concernant les affaires de l'Etat.

En dehors de ces revendications, il y en a une autre série nettement socialiste qui s'exprime par la pensée fondamentale, le *Grundsatz* : *Brechung der Zinsknechtschaft*, la suppression de l'esclavage de l'intérêt.

Par cette idée, comme l'a fait remarquer M. Lescure ¹, on substitue, à la lutte marxiste des classes, celle existant entre les débiteurs et leurs créanciers, qui devient pour M. Feder la lutte entre les travailleurs et les oisifs. Il distingue le *schaffendes Kapital*, le capital productif, du *raffendes Kapital*, le capital volé, que constitue essentiellement le *Leihkapital* et demande l'abolition complète de ce dernier.

Le prêt à intérêt, auquel il donne naissance, provoque l'endettement de tous les producteurs. Il permet d'augmenter la fortune considérablement, devenant ainsi un but en soi, tandis que la production est regardée comme un accessoire. Mis en marche, le prêt à intérêt entraîne ainsi un vrai esclavage des producteurs : une *Knechtschaft* due à l'intérêt : au *Zins*. Afin de la supprimer, le programme national-socialiste demande : la suppression des revenus sans travail (n° 11) ; la confiscation des bénéfices de guerre (n° 12) ; la participation des employés aux bénéfices (n° 13) ; la communalisation des grands magasins (n° 16) et l'expropriation sans indemnité du sol, dans un but d'intérêt général (n° 17).

Ces idées sont si nettement socialistes que M. Gottfried Feder lui-même écrit dans le *Münchener Beobachter* (qui

¹ JEAN LESCURE, Exposé fait à la Société d'Economie Politique, le 6 novembre 1933 sur *Les doctrines économiques du nationalisme-socialisme*.

deviendra le *Völkischer Beobachter*) du 31 mai 1919 : « Nos exigences rentrent dans le cadre des autres partis de gauche. ¹ »

A côté du programme officiel du parti, il y avait un programme spécialement établi pour l'agriculture, qui fut rédigé, ainsi que nous l'avons dit, par M. Walther Darré et rendu public le 6 mars 1930.

Ce programme contient le même nationalisme étatique, racial, xénophobe et antisémite, que le programme des 25 points ².

Mais, tandis que ce dernier est nettement socialiste, le programme agraire reste attaché à la propriété individuelle ³.

M. Hitler lui-même était acquis aux idées de M. Feder. Il les a connues pour la première fois, étant *Bildungssoffizier*, et ensuite, à diverses reprises, dans le cadre du parti ⁴.

En même temps, le chef du parti national-socialiste se révèle, dans *Mein Kampf*, partisan d'un assez vague Parlement économique et de chambres professionnelles.

Dans le III^e Reich, M. Gottfried Feder fut, pendant une courte période de temps, sous-secrétaire d'Etat au Ministère de l'Economie. Mais ceci fut plutôt une satisfaction platonique donnée au fondateur de l'idéologie du parti national-socialiste, car depuis l'instauration du III^e Reich jusqu'à maintenant, son influence politique a été presque inexistante surtout en ce qui concerne « l'axe » de sa conception : les idées socialistes.

¹ V. Conrad HEIDEN, *op. cit.*, p. 9.

² On observe cependant dans les discours de M. Darré une tendance à faire appel à la classe paysanne internationale, comme les marxistes font appel au prolétariat international (V. le Discours du 21 *Hartung* 1934).

³ Néanmoins, M. Darré est plutôt de tendance de gauche.

⁴ Dans *Mon Combat*, Hitler décrit pathétiquement la révélation que constitua pour lui les idées exposées par M. Feder.

C'est en tant que dirigeant d'une bibliothèque nationale-socialiste, où paraissent d'intéressants livres d'économie, que M. Feder, paraît-il, peut mieux faire valoir ses idées réformatrices. Quant à M. R. Walther Darré, il prétend avoir réalisé intégralement le programme national-socialiste et offre à cet égard, comme exemple, aux autres domaines de l'Economie, le domaine qui lui est propre : l'agriculture. Ce fait paraît douteux, comme on l'a vu (Ch. I, S. III) et même, s'il était exact, on serait tenté de se le demander : comment s'accorde le programme socialiste de M. Feder avec le programme bourgeois (conservateur de toute propriété : petite comme moyenne et moyenne comme grande) de M. Darré ?

La réalité nous fait voir que M. Darré penche vers la gauche. Elle nous enseigne encore que M. Darré est de plus en plus un « toléré » surtout depuis que le D^r Schacht cumule, avec la direction de la *Reichsbank*, celle de l'Economie du Reich.

Quant à M. Hitler, selon l'expression de M. Schacht, il se contente d'être gardien de la... « raison économique ».

Avant d'en venir au D^r Schacht, véritable dirigeant actuel de l'Economie, il convient de dire quelques mots sur deux intéressantes tendances doctrinaires.

Il y a, dans le III^e Reich, dans l'état-major de M. R. Hess, représentant officiel du *Führer*, un mouvement : la *Wirtschaftslenkung* dirigé par M. Albert Pietsch. Ce mouvement comprend deux sections :

La section théorique qui est dirigée par l'ingénieur D^r Grüning, cherche à tirer de l'étude méthodique de la situation présente, les principes de la nouvelle économie.

Elle reproche à l'économie libérale la spéculation qu'elle engendre, les diverses erreurs de prévisions auxquelles elle

donne naissance, les différents obstacles qu'elle met aux transferts d'argent et prétend lui substituer une économie dirigée.

Cette économie procéderait à une régularisation des échanges grâce à un Bureau central qui connaîtrait parfaitement les mécanismes de ceux-ci.

Mais la division de l'activité productrice en cinq groupes précis, le tableau arithmétique de la circulation, idées sur lesquelles se fonde le plan de la régularisation des échanges du Dr Grüning et des siens, apparaissent comme détachées de toute réalité objective. Aussi, l'œuvre de la section théorique du mouvement de la *Wirtschaftslenkung* a plutôt un intérêt logique.

La section pratique du mouvement, qui est dirigée par le colonel Obwurzer, propose la substitution aux clearings des offices de transfert et des bureaux spécialisés ayant pour but d'assurer une couverture exacte de l'achat par la vente. Ce contrôle de la circulation en général entraînerait celui de la circulation de l'argent en particulier. Aussi, la section du colonel Obwurzer demande la concentration de tous les capitaux par des offices publics, qui les redistribueraient d'après les besoins « rationnels » de l'Economie.

Dans le domaine de la production cette *Plan-Wirtschaft* assure l'intervention de l'autorité exercée conformément à « l'intérêt général »¹.

A côté de la *Wirtschaftlenkung*, il y a dans le III^e Reich une importante tendance corporative. A cet égard on peut citer la création, à Düsseldorf, d'un « Institut pour les études corporatives » et à Berlin, celle d'une « Communauté de travail pour l'édification du corporatisme », les deux réalisés en juin 1933.

¹ Une tentative d'économie dirigée en Allemagne, Supplément au Bulletin quotidien n° 60, du 15 octobre 1934.

Dans une conférence faite devant les dirigeants de l'Industrie rhéno-westphalienne, le D^r Karrenbrock, et, dans un article publié dans le *Arbeitsgeber*, le D^r Heinrich, ont esquissé les idées corporatives qui ont reçu l'entière approbation du *Führer*. Estimant, à l'opposé de ce qu'écrit la *Wirtschaftlenkung*, que l'économie doit avoir une large autonomie, les représentants du corporatisme demandent la libération de l'Etat de toutes ses fonctions économiques. Il ne resterait qu'un organe régulateur, veillant d'en haut sur les intérêts de la nation. De cette manière subsistera toute initiative et toute responsabilité individuelle ¹.

A côté de toutes ces tendances doctrinaires il y a la réalité, comme on l'a dit plus haut. Elle nous montre, ainsi qu'on l'a fait voir au cours de cet ouvrage, que les mesures ayant pour but l'organisation économique et sociale du III^e Reich ont assuré la possibilité de l'exercice d'une intervention très étendue et réglée jusqu'aux plus menus détails, de la part des pouvoirs publics, sur les diverses branches et sur l'ensemble de cette organisation.

Cette réalité nous permet d'observer comment, grâce au *Führerprinzip*, les hauts représentants des pouvoirs publics : les ministres respectifs de l'Agriculture, du Travail, de l'Economie du Reich, sont les véritables maîtres dans leur domaine, qu'ils conduisent à leur guise, les simples particuliers, quelle que soit leur qualité économique ou sociale dépendant, tout comme les simples fonctionnaires nommés directement ou indirectement par eux, de leur bon plaisir.

Elle nous enseigne encore comment ces ministres dépendent du *Führer* comme des fonctionnaires inférieurs à l'égard d'un supérieur, et encore davantage. C'est en dernière ins-

¹ *Deutsche Tageszeitung* du 11 juin 1933.

tance celui-ci qui, appuyant sur un bouton, met en marche tout le mécanisme économique et social du III^e Reich, quand il veut et comme il veut.

Et ici nous arrivons à un point capital : cette organisation constitue un cadre formel qui reçoit le contenu que la volonté unique du *Führer*, libre ou déterminée par les circonstances, n'a même pas besoin d'ordonner mais simplement de proclamer.

Elle permettrait donc aussi bien une politique socialiste qu'une politique capitaliste ; une politique corporatiste qu'une politique même libérale ¹.

C'est ainsi que le D^r Schmitt, successeur du D^r Hugenberg, a été un jour envoyé en congé sur une simple demande du *Führer* et que le D^r Schacht est arrivé au pouvoir...

Si le *Führer* détient la raison économique, c'est-à-dire pour exprimer cette réalité avec une formule bien allemande — le pouvoir de vouloir —, il n'en est pas moins vrai que les circonstances l'influencèrent beaucoup, ainsi qu'on vient de le faire observer.

C'est plutôt à ces « circonstances » qu'à la libre volonté du *Führer* que l'actuel président de la *Reichsbank* et ministre de l'Economie est devenu le véritable dictateur économique du III^e Reich.

Quelques mots sur sa personnalité et les « couleurs » de sa politique.

Né à Schleswig, M. Hjalmar Schacht a 56 ans. Employé de banque, il réussit à se faire nommer, grâce à ses « capacités techniques », fonctionnaire en Belgique, pendant l'occupation allemande. Inscrit au parti social-démocrate, il gagna la sympathie du président Ebert qui le nomma, en 1923,

¹ Si, par le désir du *Führer*, les agents des pouvoirs publics devenaient des hommes de paille.

commissaire du mark. Il paraît qu'il n'a fait qu'exécuter les directives de Hilferich. Cependant, après l'inflation et avec le « miracle du *Rentenmark* », naquit le « mythe Schacht » ; il fut ainsi considéré comme « le Sauveur ».

Par la volonté d'Ebert encore, il est nommé président de la *Reichsbank*.

En 1926, lorsque Hindenburg devient président et que le pouvoir est détenu par un gouvernement de droite, le D^r Schacht s'oriente vers le nationalisme.

Les crédits accordés aux propriétaires de l'Est par l'intermédiaire de la *Golddiskontobank* qu'il détourna ainsi de son but, le gaspillage des finances, une des causes de l'effondrement de la République de Weimar, l'hostilité à l'égard des emprunts contractés à l'étranger avec lesquels l'Allemagne aurait pu payer ses dettes, l'arrêt de la concession des crédits de bourse de la part des banques entraînant le fameux « vendredi noir » (13 mai 1927), avec la chute de toutes les valeurs, voilà quelques événements remarquables dans la carrière du D^r Schacht.

En 1929, il prit part, comme premier délégué de l'Allemagne, à la Conférence de Paris sur le plan Young. Il le signa, mais peu après publia une brochure s'attaquant au gouvernement. En 1930 il part pour La Haye. Ici il subit un échec marqué, ce qui entraîne son remplacement par le D^r Luther, ancien Chancelier.

Lié avec les nazis, il devient de nouveau directeur de la *Reichsbank*, le D^r Luther étant envoyé comme ambassadeur aux Etats-Unis...

Comme président de la *Reichsbank*, le 14 juin 1933, le D^r Schacht décida la suspension des transferts.

Il remplace le D^r Kurt Schmitt, parti en congé de maladie, au Ministère de l'Economie, qualité qui lui permet de mettre

en vigueur, le 24 septembre 1934, « le nouveau plan » ayant pour but la réalisation de « la politique libératrice » de l'Allemagne.

Depuis la démission définitive du D^r Schmitt, il cumule la qualité de directeur de la *Deutschbank* avec celle de ministre de l'Economie du Reich. Maintenant, le ministère que détient M. R. Walther Darré le tente beaucoup. Car, en effet, c'est surtout celui-ci qui lui manquerait pour exercer ses pouvoirs sur toutes les branches de l'Economie du Reich ¹.

Le D^r Schacht est, ainsi qu'on l'a vu, un homme qui sait s'adapter facilement à des régimes divers : à Ebert comme à Hindenburg ; à celui-ci comme à Hitler. C'est peut-être sa qualité de « technicien » qui autorise cette extrême souplesse : « Je ne représente pas le *Stahlhelm*, ni les sections d'assaut, mais les intérêts de la *Reichsbank* », disait-il en avril 1933 ².

Il déclare ne s'inspirer dans sa politique d'aucune théorie ; lorsqu'il prend une mesure favorable à l'économie allemande, « il ne s'inquiète pas de savoir si elle relève de telle ou telle théorie ou si elle y est contraire » ³.

Cependant, il reconnaît que le national-socialisme a une économie à lui ⁴. Quoique cette économie relève plutôt d'un état d'esprit qu'elle ne paraît fondée sur des supports matériels ⁵, il accepte de servir cette économie, tout en laissant au *Führer* le plaisir d'être le gardien de la « Raison Economique » ⁶, car il estime que la vie matérielle ne constitue pas

¹ S. la biographie du D^r SCHACHT ; v. Georg BERNHARD, *op. cit.*, pp. 321 et suiv. ; v. aussi *Bulletin quotidien* du 24 janvier 1935.

² Hjalmar SCHACHT, *Nationale Kreditwirtschaft*, Steegemann, Berlin, 1934.

³ Conférence sur l'économie et la technique, à Berlin, le 4 février 1934.

⁴ Discours à la foire de Leipzig, le 4 mars 1934.

⁵ Même discours.

⁶ *Loc. cit.*

l'essence d'une nation, « mais si les besoins vitaux sont assurés, cela contribue à réaliser les meilleures conditions d'épanouissement de la volonté nationale » ¹.

Le Dr Schacht prend des mesures sous l'égide nationale-socialiste : il leur assigne pour but l'organisation corporative de l'économie, mais au fond il réalise un étatisme très poussé. Derrière ce dernier, il y a un pouvoir personnel qui, peut-être, cherche aussi à procurer du bonheur à tous, mais qui, en tout cas, veut assurer la satisfaction d'une ambition politique personnelle et tient à sauvegarder les intérêts des *Junkers* et de l'industrie lourde, d'accord avec la *Reichswehr*, leur amie.

On a exilé la gauche (démission de M. Gottfried Feder), on a cherché à exiler ce qu'il en reste (conflit entre M. Schacht et M. Darré) ; de même, on a banni la droite (MM. Siemens, Krupp von Bohlen, Thyssen), ce qui est loin de contenter une bonne partie de deux importantes classes sociales.

« Le nouveau plan » ², « la politique libératrice » ³, ont abouti à une dangereuse autarchie.

On a développé l'industrie ⁴, mais d'une manière factice ⁵. M. Hitler promet à tout Allemand une voiture ⁶, mais

¹ *Discours à Munich*, janvier 1935.

² Etabli par le Dr Schacht, le 24 septembre 1934, il a surtout pour but l'encouragement des exportations et la prohibition des importations.

³ A la politique « d'emprunt » d'avant 1931 et à « celle de déflation de Brüning », le Dr Schacht oppose « la politique libératrice du national-socialisme » : les particuliers ne sont rien sans l'Etat.

⁴ *La mobilisation économique et financière du Reich 1934*, Supplément au *Bulletin quotidien*, mars 1935.

⁵ Dans un discours prononcé le 22 mars 1935 au Conseil d'Etat prussien, M. Goering a insisté sur la nécessité pour l'industrie allemande de ne pas trop compter sur les commandes de l'Etat et de ne pas laisser endormir sa propre initiative. Les commandes de l'Etat, dit-il, ont un caractère passager. V. *Le Temps* du 24 mars 1935.

⁶ Discours cité de M. Adolf Hitler, le 8 mars 1934.

on vit de succédanés ¹. Et tandis que les dettes augmentent ², l'étranger, dans une attitude défensive et méfiante, prend toutes les précautions pour sauvegarder ses intérêts ³.

¹ V. la décision de la fédération des fabricants de textiles de refuser toute commande en laine ou coton si les clients n'achètent en même temps des succédanés. *Le Temps* du 15 janvier 1935.

² V. la loi des pleins pouvoirs accordés au Ministre des Finances du Reich, à partir du 19 février 1935.

³ V. le renouvellement des accords de clearings.

CHAPITRE VII

ASPECTS SOCIAUX ET POLITICO-SOCIAUX

SECTION I

Les libertés publiques

S'il y a encore des mécontents, cela tient à ce que, dans sa générosité, le parti ne les a pas anéantis dès le début.

(*Völkischer Beobachter* du 26 mai 1934.)

Le paragraphe 1 du décret-loi du 28 février 1933, intitulé « Pour la protection du peuple et de l'Etat », déclare :

« Cessent, jusqu'à nouvel ordre, d'être en vigueur, les articles 114, 115, 117, 118, 123 et 153 de la Constitution. En conséquence, seront valables les restrictions à la liberté personnelle, au droit de libre opinion y compris la liberté de la presse, au droit d'association et de réunion. Seront également valables les immixtions dans le secret des lettres, de la poste, du télégraphe et du téléphone, les perquisitions domiciliaires, saisies, restrictions de la propriété, même au delà des limites fixées par la loi ¹. »

¹ Voici le texte original : §. 1. *Die Artikel 114, 115, 117, 118, 123, 124 und 153 der Verfassung des Deutschen Reichs werden bis weiteres, aussen Kraft gesetzt. Es sind daher Beschränkungen der persönlichen Freiheit, des Rechts der freien Meinungsäußerung einschliesslich der Pressenfreiheit, des Vereins- und Versammlungsrechts, Eingriffe in das Briefe-, Post-, Telegraphen- und Fernsprechergeheimniss, Anordnungen um Haussuchungen und um Beschlagnahmen sowie Beschränkungen des Eigentums auch ausserhalb der sonst hierfür bestimmten gesetzlichen Grenzen zulässig.*

En pratique, le gouvernement du III^e Reich, ne semble pas du tout avoir oublié qu'il doit être conséquent avec lui-même en allant « même au delà des limites fixées par la loi », comme dit l'ordonnance précitée du 28 février 1933.

Mais, à côté de ce fait, il y en a deux autres : comme dans le domaine économique-social, on remarque dans celui des libertés, un interventionnisme d'abord, un « corporatisme » ensuite, les deux ayant pour but de créer des « libertés nationales-socialistes ».

Les aspects particuliers des libertés hitlériennes ont été admirablement mis en relief par M. Joseph-Barthélemy ¹.

Nous allons en exposer quelques-uns.

« Tous ceux qui répandront des bruits ou qui répéteront des informations d'une manière irréfléchie (!) seront immédiatement arrêtés préventivement et poursuivis ². » Et ceci n'est pas une vaine menace. Les mêmes *Leipziger Neueste Nachrichten* nous informent que, pour ces motifs, un certain professeur Kettner de *Dresde*, et un inspecteur des forêts Popek, de *Frankenberg*, ont été mis en état d'arrestation préventive car « tous ceux qui cherchent à inquiéter le public doivent être considérés comme des saboteurs de l'œuvre de redressement et sévèrement punis » ³. Et l'on pourrait continuer à étendre à l'infini les exemples de suppression de la liberté individuelle et de ses garanties ! Bornons-nous à ne citer encore que quelques-uns de ces exemples, choisis parmi les plus significatifs. Un capitaine de Hanovre ayant protesté contre l'affichage, dans un magasin de cette ville, des paroles d'Hitler : « La seule noblesse est celle du travail » a été tout

¹ Cours de doctorat 1933-1934.

² *Leipziger Neueste Nachrichten* du 4 octobre 1933.

³ *Idem*.

simplement envoyé pour quatre semaines dans un camp de concentration ¹.

« Si on n'avait pas tué Roehm, vos salaires seraient plus élevés » ; pour avoir prononcé ces mots devant ses camarades, un terrassier de *Lichtenfels* a été condamné à deux mois de prison, par le Tribunal d'exception ². Un fonctionnaire de Francfort-sur-le-Mein et sa femme, qui ont fait des « dons volontaires » insuffisants, à l'œuvre du « Secours d'hiver », dont nous avons parlé (Ch. II ; S. III) ont été emprisonnés « pour protéger les deux donateurs de... l'indignation populaire ³ ». Un médecin de Blomberg accusé de s'être exprimé en « termes méprisants envers le salut allemand » a été interné dans un camp de concentration ⁴.

Si la liberté individuelle et ses garanties sont presque supprimées ⁵, puisque l'envoi en prison préventive ou aux camps de concentration a lieu immédiatement après « le délit », dont les gouvernants sont libres d'apprécier les éléments le qualifiant, le sort de la propriété individuelle n'est pas meilleur.

Une loi du 26 mai 1933, sur la confiscation des biens communistes ⁶, dit à ce propos : « En vue de soustraire d'une façon durable à un usage hostile à l'Etat, les biens au service des tendances communistes, le gouvernement du Reich a promulgué la loi suivante :

» Paragraphe 1 : Les autorités supérieures du pays ou

¹ *Deutsche Zeitung* du 15 mai 1934.

² *Le Temps* du 19 décembre 1934.

³ *Idem.*

⁴ *Le Temps* du 11 février 1935.

⁵ La liberté individuelle a été également restreinte par la création de nombreux délits nouveaux. Par exemple, la loi du 13 novembre 1933 relative à la paix juste (*Rechtsfrieden*) aggrave les peines en cas d'attentat ou de simples critiques à l'égard du gouvernement ou de la Reichswehr.

⁶ *Gesetz über die Einziehung Kommunistischen Vermögens.*

leurs mandataires pourront confisquer au profit du pays, les choses et les droits du parti communiste allemand et de ses organisations auxiliaires ou suppléantes, ainsi que les choses et les droits utilisés ou destinés à faciliter les tendances communistes. »

Dernièrement ont été confisqués tous les biens appartenant au « dangereux » Einstein... « S'il y a encore des mécontents — dit l'organe officieux du parti — cela tient à ce que, dans sa générosité, le parti ne les a pas anéantis dès le début ¹. »

La liberté de la presse se traduit non seulement par d'innombrables saisies et interdictions de journaux ², mais aussi par des mesures organisatrices, telle que la loi du 4 novembre 1934 sur la profession de journaliste ³. Dans six titres et 47 paragraphes, cette loi institue le contrôle imposé de l'Etat et oblige les journalistes — à qui des conditions de nationalité, race, préparation technique sont demandées — de faire partie de l'Association de la presse du Reich dont le chef est nommé par le ministre de la Propagande. Commentant cette loi, l'*Angriff* ⁴ dit : « Ceux qui ne sont pas capables d'écrire maintenant n'ont jamais su écrire. Ceux qui considèrent comme libertés ce qu'on leur a retiré *dans leur intérêt*, ne savent pas ce que c'est que la liberté. Ils ne connaissent pas la différence entre la profession et le travail à gages. Ce sont de pauvres gens — ajoute M. Goebbels — dont personne ne peut rien apprendre de bon. »

Pour assurer le recrutement des journalistes, M. Goebbels a même créé une école du journalisme national-socialiste.

¹ *Völkischer Beobachter* du 26 mai 1934.

² Par exemple la *Niederrheinische Landeszeitung* de Geldern (Rhénanie) est interdite par la Chambre de la presse du Reich à partir du 31 mars 1935, parce qu'elle n'est pas suffisamment sûre.

³ *Schriftstellergesetz*.

⁴ L'*Angriff* du 7 novembre 1933.

Haranguant la première promotion de cette école, voici ce qu'il dit : « Former des journalistes routiniers n'est nullement la chose essentielle. Ce qui importe c'est le cœur, le sentiment en harmonie avec celui du peuple. Le métier de journaliste, ajoute-t-il, est devenu aujourd'hui une profession publique ¹. »

En novembre 1934, le Dr Goebbels donne une série de « directives » à la presse allemande. Voici l'introduction de ces directives contenues en 15 points : « J'ai pu constater à plusieurs reprises que la presse allemande possède un instinct sûr et une clarté de vue remarquable en ce qui concerne la façon de traiter d'importants événements. Les instructions que j'ai données il y a presque un an, dans la loi sur les rédacteurs, ont été généralement observées. C'est pourquoi je n'ai pas manqué d'exprimer, à plusieurs reprises, mes remerciements à la presse allemande. Mais en lisant chaque jour un grand nombre de journaux allemands, j'ai constaté également, des fautes qui doivent être écartées. Ces fautes sont causées par le fait que certains rédacteurs ayant, en effet, compris les buts politiques du national-socialisme, n'ont cependant pas atteint le fond de l'idée nationale-socialiste.

» Le nouveau style de la presse allemande doit être caractérisé par la clarté de la langue, la vérité de la description et le respect de la forme. Les directives ci-après constitueront, pour chaque rédacteur allemand, un *vade-mecum* dont il devra constamment s'inspirer ². »

Et, avec des directives conçues dans cet esprit, on comprend facilement que « l'opinion, selon laquelle la presse alle-

¹ *Le Temps* du 21 février 1935.

² *Rechtlinien für die Gesamthandlung der deutschen Presse*. Cf. *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 29 novembre 1934.

mande est monotone, ne doit pas subsister ! » (15^e point des *Richtlinien*).

Les autres formes de l'expression de la pensée ont subi un « traitement » similaire.

Des livres ont été brûlés (autodafé que tout le monde connaît) ; d'autres ont été interdits... Plus curieux est le fait que, dans le cadre même des publications nationales-socialistes, a été institué un contrôle. Ainsi le *Völkischer Beobachter* du 17 avril 1934 nous apprend que M. Rudolf Hess, délégué du Chancelier, a institué une « Commission d'examen pour la garantie des publications nationales-socialistes ».

Les journaux allemands du 17 février 1934 ont exposé et commenté le contenu de la loi sur l'organisation du cinéma allemand ¹.

Elle institue une charge de dramaturge du cinéma (*Reichsfilmdramaturg*) qui consulte les auteurs et les metteurs en scène, exerce une censure antérieure et concomitante à l'exécution, etc... Parmi d'autres dispositions, il y en a surtout une qui est caractéristique : les films portant atteinte « à la bienséance ou au sentiment national » doivent être interdits.

La *Berliner Börsenzeitung* du 17 février 1934 s'exprime ainsi à propos de cette loi : « On peut dire que la nouvelle loi sur le cinéma écarte tout ce qui n'est plus de notre époque dans la fabrication et la législation du film, et qu'elle incorpore définitivement notre cinéma dans le grand organisme de l'Etat nouveau. »

Une loi du 15 mai 1934 ² établit le statut du théâtre allemand.

Celui-ci devient, lui aussi, une institution d'Etat. L'entre-

¹ *Lichtspielgesetz* du 16 février 1934.

² *Theatergesetz*.

preneur des spectacles est déclaré responsable... « devant la nation ». Le ministre de la Propagande devient « directeur » du théâtre allemand, comme il est devenu par la précédente loi, directeur du cinéma. « Par cette organisation — dit un journal allemand ¹ — on arrachera le théâtre à l'isolement social et intellectuel où il a vécu pendant des dizaines d'années. »

En ce qui concerne l'enseignement, plusieurs dispositions sont venues démontrer l'esprit du nouveau régime.

Ainsi, pour pouvoir se faire inscrire dans une Faculté, il est nécessaire, comme nous l'avons dit, d'avoir effectué préalablement un stage dans les camps de travail. Pour obtenir « le certificat de travail » (*Leistungszeugnis*) la principale condition consistera à avoir suivi les cours sur la doctrine nationale-socialiste ². Le programme de l'enseignement a été adapté au nouveau régime : suppression du droit romain, disciplines nationales-socialistes et création de cathèdres dont les titulaires enseignent la conception raciale, figurent au nombre de ces mesures d'adaptation (*Gleichschaltung*) ³.

Plusieurs dispositions sont venues organiser le corps enseignant de toute catégorie et les étudiants.

Une loi du 19 janvier 1934, par exemple, établit que la nomination du recteur, chef de l'Université, est faite par le gouvernement. Deux organismes : *Dozentenschaft* et *Politische Fachgemeinschaft* (groupement politique technique) sont créés par la loi. Le premier est chargé d'organiser le service du travail des S. A. et des communautés de camps parmi

¹ *Kölnische Zeitung* du 28 mai 1934.

² *Völkischer Beobachter* du 9 novembre 1934.

³ A côté des autres disciplines, une place particulière est faite aux doctrines économiques et sociales du national-socialisme (Fribourg), à l'éducation nationale et à l'hygiène des races (Heidelberg et Iéna). Cf. *Berliner Tageblatt* du 26 avril 1934.

les étudiants ; le deuxième est chargé d'assurer l'éducation politique des étudiants et la coopération entre les différentes Facultés. Il contrôle tout ce qui concerne l'enseignement des pays étrangers et, en particulier, des pays d'outre-mer et des anciennes colonies allemandes. Commentant cette loi, un journal allemand dit : « Dans le III^e Reich, la science doit se mettre consciemment au service de l'Etat ¹. »

Le nouveau statut des étudiants, élaboré le 8 février 1934, prévoit que la *Deutsche Studentenschaft*, composée d'étudiants de l'enseignement supérieur, et la *Deutsche Fachschulschaft*, composée d'étudiants des écoles techniques, forment la *Reichschaft* : la Corporation générale. L'organisation de celle-ci est conforme au *Führerprinzip* et assure la prépondérance du parti national-socialiste.

Enfin, suivant une entente des personnalités dirigeantes, la ligue des maîtres nationaux-socialistes : le *National-Sozialistische Lehrbund* avec ses sections spécialisées, depuis le jardin d'enfants, l'école primaire, l'enseignement secondaire, jusqu'à l'enseignement supérieur, constitue l'organisation nationale-socialiste se rapportant à l'éducation, tout comme la *Reichsnährstand* l'est pour l'agriculture, et l'*Arbeitsfront* pour le travail. Voilà ce que dit, à propos de la jeunesse étudiante, M. Frick, ministre de l'Intérieur du Reich : « Lorsqu'on jette aujourd'hui un coup d'œil sur les écoles et que l'on voit, par exemple, dans les fêtes scolaires, ces foules de jeunes gens en uniforme, tendant tous ensemble leurs mains pour le salut à l'allemande, il semblerait presque que les nombreux types d'adolescents qu'a définis Eduard Spranger... ne sont que des fictions, et qu'ils disparaissent devant une réalité nouvelle, la jeunesse possédant l'esprit politique ². »

¹ *Hamburger Nachrichten* du 20 janvier 1934.

² *Völkischer Beobachter* du 21 décembre 1934.

Dans le domaine de la liberté de réunion comme dans celui de la liberté d'association, les gouvernants du III^e Reich ont employé les mêmes procédés : suppression d'abord ; monopole sous forme d'organisation sous le patronage du parti, ensuite. Cette tactique du gouvernement a trouvé une résistance acharnée de la part de l'Eglise ¹.

Un exemple intéressant, entre autres, illustrant la tendance du monopole quant au droit d'association, nous est fourni par l'organisation professionnelle de la justice. Placée sous l'autorité du Chancelier-Führer elle comprend : « La ligue des juristes nationaux-socialistes allemands » et « le Front juridique ». Au point de vue professionnel, on l'a divisée comme suit, en 7 groupes de spécialités :

- 1° Les juges et les procureurs ;
- 2° Les avocats ;
- 3° Les notaires ;
- 4° Les professeurs d'écoles de droit ;
- 5° Les fonctionnaires de l'administration ;
- 6° Les experts en droit économique ;
- 7° Les stagiaires.

La liberté du commerce et de l'industrie a été exposée largement. On peut signaler, comme un nouvel exemple de l'interventionnisme des gouvernants, les mesures édictées en matière de sociétés par actions.

Une loi, promulguée en mars 1934, prévoit que les sociétés au capital de plus de 100.000 RM. qui auront distribué, au cours de l'exercice 1^{er} octobre 1933-31 décembre 1934, un dividende supérieur à celui de l'exercice précédent et qui dépasse 6 % du capital social, seront obligées de constituer

¹ R. D'HARCOURT, *La guerre religieuse en Allemagne* (*Revue des Deux-Mondes* du 15 mars 1934) ; v. aussi Mgt FAULHABER, *Juifs et Chrétiens devant le racisme* (*Monde catholique*, Paris, 1935).

une réserve égale à la différence, qui sera investie en emprunts du Reich, des pays et des communes.

Ces réserves seront bloquées jusqu'au 31 mars 1936.

Ce que la liberté politique est devenue dans le III^e Reich, on peut en juger facilement, d'après la loi du 14 juillet 1933 « contre la constitution nouvelle des partis politiques ».

Paragraphe 1 : « L'unique parti politique existant en Allemagne est le parti national-socialiste ouvrier allemand. »

Paragraphe 2 : « Sera puni d'une peine, de réclusion pouvant s'élever jusqu'à trois ans, ou de prison allant de six mois à trois ans... quiconque entreprendra de maintenir l'organisation et la cohésion d'un autre parti politique ou de fonder un nouveau parti politique... »

La tendance du gouvernement de constituer un monopole de la pensée créatrice trouve son expression la plus parfaite dans l'institution de la Chambre de culture du Reich, une des plus caractéristiques du nouveau régime.

Une loi, promulguée le 22 septembre 1933, institue une Chambre de culture du Reich (*Reichskulturkammer*). « Le ministre de l'Information et de la Propagande du Reich est chargé et reçoit l'autorisation de grouper des personnes s'occupant des questions relevant de sa compétence, en associations de droit public » (parag. 1^{er}).

Le deuxième paragraphe continue : « Conformément aux dispositions de l'article 1, il est créé :

» 1° Une Chambre des hommes de lettres du Reich (*Reichschriftumskammer*) ;

» 2° Une Chambre de la presse du Reich (*Pressenkammer*) ;

» 3° Une Chambre de la radiophonie du Reich (*Rundfunkkammer*) ;

» 4° Une Chambre du théâtre du Reich (*Theaterkammer*) ;

» 5° Une Chambre de musique du Reich (*Musikkammer*) ;

» 6° Une Chambre des Beaux-Arts du Reich (*Kammer der bildenden Künste*). »

L'exposé des motifs de la loi relative à la Chambre de culture du Reich dit... « la production de la culture demeure individuelle et libre. Toutefois, pour protéger une politique de culture allemande, il est nécessaire de grouper toutes les productions dans leur domaine sous la direction du Reich, et de les associer dans une volonté commune. C'est à quoi sert l'organisation professionnelle ». La *Deutsche Zeitung* dit à son tour ¹ : « Pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne, la politique s'unit à la culture, l'Etat à l'esprit... L'Etat donne des directives. L'artiste crée, par la grâce de l'inspiration, constamment conscient de sa mission d'éducation politique nationale du peuple particulièrement réceptif. Le ministre de l'Information et de la Propagande met à sa disposition ses moyens d'organisation.

Cette Chambre de culture, vrai « monopole » de la pensée au profit des nationaux-socialistes, représente le type des mesures dont l'absurdité est si visible, que tout commentaire apparaît comme superflu.

¹ *Deutsche Zeitung* du 15 novembre 1933.

SECTION II

Quelques forces sociales

Nous exigeons le licenciement de l'armée de métier et la création d'une armée nationale.

(Point n° 22 du programme du parti national-socialiste.)

Je remercie l'armée de l'œuvre accomplie fidèlement et exemplairement en 1934.

(Message du nouvel an 1935 à la *Reichswehr*.)

Donnez à l'Eglise ce qui est à l'Eglise. A l'Etat ce qui lui appartient. A l'Eglise, la religion ; à l'Etat, la jeunesse.

(Baldur von SCHIRACH, Discours du 5 mars 1933.)

Nous ne laisserons pas planter le chêne de *Donnar* là où s'élève la croix.

(Mgr FAULHABER, *Judentum, Christentum, Germanentum*, 1934.)

Le symbole de la croix doit être supprimé. La Terre Sainte n'est pas en Palestine, mais en Allemagne.

(D^r KRAUSE, Réunion des chrétiens-allemands, le 13 novembre 1933.)

L'esprit de discipline, un des traits caractéristiques de la psychologie allemande, ainsi que nous l'avons dit, lorsqu'on

le considère dans la foule, tend à se réaliser et à prendre la forme qui lui est la plus adéquate : l'organisation militaire. C'est pour cette raison que les formations militaires ont trouvé un milieu de développement très favorable en Allemagne où elles ont eu à jouer, comme maintenant, un rôle important.

Dans *Des soldats cherchent un parti*, M. Conrad Heiden montre comment le parti national-socialiste a pour origine, en tant qu'instrument politique, la *Reichswehr* münichoise : des officiers et des soldats de la *Reichswehr* ont été « versés » dans le parti dès l'année 1919, par le capitaine Roehm...¹ Mais à côté de l'armée officielle, il y avait, après la guerre, de nombreux corps francs, « véritables soldats de la contre-révolution ».

Il y avait ainsi, la brigade Ehrhardt, la *Landwehr* balistique ; le corps des chasseurs de Heydebreck ; les corps francs de Pfeffer, Rossbach, Löwerfeld, Lützner, Lichtschlag... Toutes ces organisations militaires ont été « résorbées » par le national-socialisme dont elles ont constitué, ainsi qu'on l'a vu (Ch. prél., S. I), une des plus puissantes forces de ce mouvement. Arrivés au pouvoir, les nationaux-socialistes avaient deux grandes formations militaires, les S. A. et les S. S. où fut fondue la majorité des éléments qui, autrefois, constituaient des « corps francs ».

Cette « armée brune » du III^e Reich a rencontré, une fois son parti au pouvoir, une autre armée : celle de l'Allemagne de toujours : la *Reichswehr*.

Et comme il était naturel, un conflit entre ces deux armées commença...

Tout paraît aller pour le mieux pour les formations militaires du parti. A cet égard l'ordonnance du Président du

¹ V. CONRAD HEIDEN, *op. cit.*, p. 14.

Reich du 17 février 1934 et *Les devoirs du soldat allemand* du 25 mai de la même année sont caractéristiques. Le premier de ces textes prescrivait que les insignes des « Pays » dans l'uniforme de la *Reichswehr*, devaient être remplacés par la croix gammée et l'insigne du parti national-socialiste. La seconde de ses dispositions : les *Pflichten der deutschen Soldaten* assurait la pénétration de l'esprit politique national-socialiste dans l'armée, ce qui assurait de la part de celle-ci, à côté des « antiques vertus de la race allemande », la « compréhension des problèmes de l'époque » ¹. Si l'armée brune, sentant son esprit pénétrer dans la *Reichswehr* devait être contente, elle devait être inquiète en songeant que tout ceci conduit à la substitution de la *Reichswehr* à elle-même...

La solution du drame *Reichswehr-armée brune*, nous la trouvons dans un article publié par le *Völkischer Beobachter* du 29 juin 1934 : « Le rôle de l'armée, y dit le général Blomberg, chef de la *Reichswehr*, est clair et évident. Elle est au service de l'Etat auquel elle adhère de toute sa conviction intime et elle soutient le gouvernement, qui lui a restitué son droit le plus éminent, non seulement de porter les armes, mais d'être également l'objet d'une confiance illimitée du peuple et de l'Etat. »

Le lendemain, ce fut le 30 juin 1934. Interrompant le voyage d'inspection qu'il faisait dans le camp de travail de Westphalie, Hitler s'était rendu à Munich, par avion. De son côté, Goering était à Berlin... Tous deux ont « épuré » le parti dans les conditions que l'on connaît. La conséquence de cette « épuration » fut la reconnaissance de la *Reichswehr* comme seule armée représentant le III^e Reich, comme elle avait représenté la République de Weimar et l'Allemagne de Guil-

¹ Ces dispositions ont été suivies de beaucoup d'autres conçues dans le même esprit.

laume II. Et depuis le 30 juin, la *Reichswehr* n'a fait que consolider sa position.

A quel degré se sent-elle forte ? On peut s'en rendre compte en lisant quelques passages des intéressants articles unanimement remarqués, publiés par le commandant Foertsch : « L'histoire connaît bien des exemples, dit-il, d'armées qui se sont révoltées. Mais les motifs de ces révoltes ne résidaient pas toujours dans les armées elles-mêmes. *Souvent ces explosions violentes ont été le châtiment, pour le pouvoir gouvernemental, de sa négligence à l'égard de ses troupes.* La structure interne de l'armée allemande est saine. L'armée pratique l'esprit national et elle vit dans une discipline rigoureuse. Mais elle sent aussi que dans l'histoire de l'Allemagne nationale-socialiste, on ne trouvera jamais une feuille sur laquelle on puisse lire que les dirigeants du III^e Reich ont refusé à l'armée ce dont elle a besoin pour vivre et prospérer. La situation de l'armée, à l'égard de l'Etat nouveau, ne donne lieu ni à des questions, ni à des doutes ¹. » Donc l'armée est sage si... le gouvernement l'est aussi. Ce qui rappelle le vieux dicton des latifundiaires prussiens (Ch.I, S. I).

Dans un autre article, M. Foertsch fait une critique de l'esprit militaire qui règne partout, montrant la distinction nette entre les autres aspects de la vie et l'aspect militaire. La forme de l'article révèle, en dehors du talent de l'écrivain, la force de l'organisation dont il est l'un des représentants. Voici ce qu'il dit dans *Esprit militaire mal compris* ² :

« Le soldat éprouve un sentiment de gêne lorsqu'il voit employer de plus en plus, tant dans le langage parlé que dans les écrits civils, des termes, des tournures et des idées mili-

¹ *Berliner Börsen Zeitung* du 15 novembre 1934.

² *Hamburger Tageblatt* du 12 novembre 1934.

taires, dans des occasions où ils ne sont pas, en fait, à leur place. On « fonce en avant », on « se rue », quand on cherche simplement à réussir quelque chose. Pour constater des fautes, on enregistre « des brèches dans le front ». Pour remédier à des inconvénients, on « engage des troupes de choc ». Le domaine où on exerce son activité devient « un champ de manœuvre ». Dans l'armée allemande — continue le commandant Foertsch — on s'efforce à développer les qualités de la personnalité. L'éducation prend le pas sur le dressage. On élimine de plus en plus les détails purement extérieurs, tout en observant, bien entendu, des formes militaires. Faut-il que ces détails ressuscitent dans la vie des civils, qui disposent pourtant de méthodes et d'un vocabulaire qui leur sont propres ? »

Malgré la « réconciliation » entre la *Reichswehr* et les milices brunes célébrée au cours d'un *Bierabend* offert par le général von Blomberg, ministre de la *Reichswehr* le second dimanche de janvier 1935, deux faits semblent certains. D'abord : M. Hitler, en « épurant » le parti, s'est éloigné de la masse... Ensuite : il est devenu le « protecteur » protégé de la *Reichswehr*, derrière laquelle se trouvent les *Junkers* et la grande industrie de guerre...

Se rendant compte de l'importance sociale et politique que possède le corps des fonctionnaires, les gouvernants du III^e Reich ont cherché d'abord, à éliminer les infidèles ou ceux qui pouvaient l'être ; ensuite, à cultiver les fonctionnaires loyaux.

Goering, le premier, commença l'infiltration naziste dans les services publics. Ainsi, il créa les « commissaires honoraires » auprès de lui et il confia l'exercice de cette fonction au chef des S. S., Daluege, et à ses adjudants personnels : Hall et Sommerfeld.

L'avocat de Hitler, R. Luetgebrune, fut nommé « conseil-

ler juridique » ; l'ancien procureur général Grauert, fut nommé directeur de la police du Ministère. Enfin, gouverneurs de province, préfets, inspecteurs de police criminelle furent remplacés par des nationaux-socialistes...

Le gouvernement arriva, successivement, à nommer partout les hommes du parti. Cependant, il garda envers les fonctionnaires « loyaux », non-membres du parti, une attitude qui lui apparût comme propre à gagner leur sympathie. Si, au point de vue matériel, il n'a pas fait grand'chose, au point de vue moral, il a fait beaucoup pour eux. On leur rendit « l'honneur » qui n'avait pas été cultivé d'une manière spéciale par la République ; on leur rendit la dignité par « épuration ». A cet égard, la loi du 7 avril 1933 sur le rétablissement d'un cadre national des fonctionnaires, est caractéristique. Elle contient la fameuse clause aryenne qui dit : « Les fonctionnaires qui ne sont pas d'origine aryenne doivent être mis à la retraite ; s'il s'agit de fonctionnaires à titre honorifique ils devront être révoqués de leurs fonctions » (parag. 3)¹.

Une autre forme sociale dont le national-socialisme dut tenir compte, c'est la jeunesse. La *Jugendbewegung* dans laquelle se manifestaient, dans la forme la plus libre, tous les traits psychologiques du peuple allemand, et particulièrement la tendance mystique que servent le dynamisme et l'élément ligueur, a été absorbé, soit directement par le mouvement, soit par la « canalisation » de ses tendances sous les auspices du national-socialisme. Ainsi les gouvernants du III^e Reich ont créé un Office de direction de la jeunesse du Reich, dont le directeur est M. Baldur von Schirach. Dans leurs discours les gouvernants font souvent appel à cette jeunesse qu'ils veulent gagner à leur cause.

¹ La loi excepte les fonctionnaires d'avant le 1^{er} août 1914 ; les combattants, ceux qui remplissent une fonction à l'étranger. Ces exceptions ont cependant reçu très peu d'application, dans la pratique.

Par exemple, dans un discours cité, de M. R. W. Darré ¹, on trouve un passage plein d'éloges à l'égard de M. Baldur von Schirach, chef de cette jeunesse « qui sera dans l'avenir le porte-parole des conceptions nationales-socialistes ».

Plus intéressants sont les essais tendant à canaliser le dynamisme, « l'élément ligueur » et la mystique des jeunes gens. A cet effet, il y a d'abord les formations des S. A. et des S. S. ; il y a ensuite le service du travail par lequel les étudiants doivent passer afin de pouvoir se faire inscrire dans les universités ; il y a toutes ces réformes des enseignements primaire, secondaire, technique et supérieur ². Voici, à titre d'exemple, ce que décide un décret du ministre de l'Instruction publique en Prusse : tous les étudiants, futurs instituteurs devront recevoir, indépendamment de leur instruction pédagogique, l'éducation dans les associations politiques de combat. « Au moment de l'examen de fin d'année, les candidats devront présenter les attestations constatant qu'ils ont pratiqué les sports en terrain varié », dit une disposition de ce décret. Le *Bulletin Officiel* du Ministère de l'Instruction publique du Reich publie un programme et un règlement caractéristiques sur l'enseignement sportif obligatoire dans les universités : chaque étudiant ou étudiante recevra une carte individuelle sur laquelle seront portés « les points obtenus ». Le programme se composera de cours et d'épreuves sportives : il sera attribué un point par heure de présence et 15 à 20 points par épreuve... Tout étudiant devra avoir obtenu au moins

¹ *Völkischer Beobachter* du 4 novembre 1934.

² Particulièrement intéressante est la note officielle publiée par la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 19 janvier 1935 qui recommande aux étudiants de donner leur préférence aux universités de Kiel, de Breslau et de Königsberg pour l'étude du droit, en attendant que toutes les universités soient réorganisées.

150 points au cours des trois semestres ¹. Enfin une intéressante création du nouveau régime, destinée, non seulement à la jeunesse, mais s'accordant avec ses tendances est la Ligue de la race et du terroir : la *Reichsbund Volkstum und Heimat*, dont l'organisation définitive nous est annoncée par le *Völkischer Beobachter* ².

Incorporée dans le Front du Travail cette ligue collabore à l'organisation de la *Kraft durch Freude* (v. Ch. III, S. II). Elle comprend les onze subdivisions professionnelles que voici :

- 1° Protection du pays natal (*Heimatschutz*) ;
- 2° Protection des paysages et sites naturels (*Naturschutz*) ;
- 3° Protection et entretien des monuments (*Denkmalspflege*) ;
- 4° Représentation d'amateurs ;
- 5° Musique populaire ;
- 6° Danse populaire ;
- 7° Education populaire ;
- 8° Protection des campagnes (*Ländliche Heimatspflege*) ;
- 9° Maintien de la tradition des costumes provinciaux ;
- 10° Culture artisanale ;
- 11° Ethnologie.

Cette tendance de captation de la jeunesse a trouvé une résistance très marquée de la part de l'Eglise. A cet égard, comme d'ailleurs à beaucoup d'autres, elle a combattu tout ce qui pouvait empiéter sur son domaine.

Dans un discours de M. Baldur von Schirach, celui-ci déclare : « Donnez à l'Eglise ce qui est à l'Eglise ; à l'Etat ce qui lui appartient. » Sur quoi l'Eglise est tout à fait d'accord.

¹ *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 10 janvier 1935.

² *Völkischer Beobachter* du 12 janvier 1935.

Mais il ajoute : « à l'Eglise, la religion ; à l'Etat, la jeunesse » ¹. Sur quoi les vues ne s'accordent plus...

Une très puissante force que le national-socialisme a voulu « capter », c'est la religion. Sous le prétexte de l'Etat totalitaire, qui doit englober tous les aspects de la vie du peuple, le national-socialisme a vu le couronnement de ses conquêtes dans différents domaines, dans une nouvelle religion germanique... Mais les puissantes organisations catholiques et protestantes se sont opposées à cette tendance et s'y opposent encore, car la lutte continue...

« Il se peut qu'un jour je serai obligé de frapper, mais ce sera de telle façon, que cela suffira pour toujours », dit M. Wagner, ministre de l'Intérieur de la Bavière ².

... « Je ne laisserai pas grandir les taupes noires en Prusse. Un beau jour je frapperai », dit M. Goering ³.

« Goering parlait de taupes qui sont, ici et là, à l'œuvre pour grignoter et ruiner l'édifice du Reich. Ne croyez pas que nous ne le voyons point. Nous nous contentons de faire semblant. Nous saurons les pincer au bon moment », dit M. Goebbels ⁴.

Toutes ces paroles « gracieuses » s'adressent aux prêtres catholiques.

Et M. Rosenberg dit à son tour : « Si Faulhaber peut encore prêcher en Allemagne, il le doit à Hitler. Pour le III^e Reich ce n'est pas Charlemagne, comme le veut Faulhaber, qui est le créateur décisif du peuple germanique, mais Wittikind, le représentant de l'idée du Reich, qui s'est trans-

¹ *Völkischer Beobachter* du 26 mars 1933.

² Le 16 juin 1934, à Ingolstadt.

³ Cf. R. D'HARCOURT, *Les catholiques et le III^e Reich* (*Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1934).

⁴ Paroles prononcées en janvier 1934, à Berlin. Cf. R. D'HARCOURT, article cité.

mise par l'intermédiaire de Henri le Lion, du Brandebourg et de la Prusse jusqu'à Adolf Hitler. »

« Jamais un national-socialiste ne devra acheter un journal ou un moniteur catholique... » dit la *National-Zeitung* du 1^{er} avril 1934...

Après les paroles de quelques nazis, passons aux représentants qualifiés des catholiques.

« On vous a dit : les voies de Rosenberg sont celles de la jeunesse allemande. La jeunesse catholique allemande à quelque association qu'elle appartienne oppose à cette parole, un non catégorique. La voie de la jeunesse allemande est celle de Jésus-Christ, notre Roi et Notre-Seigneur », dit Mgr Bornewasser, le 11 décembre 1934 à Trèves.

« Nous ne laisserons pas planter le chêne de *Donnar* là où s'élève la croix », dit Mgr Faulhaber dans *Judentum, Christentum, Germanentum*.

Ces paroles nous montrent, mieux que n'importe quoi, l'esprit qui anime les dirigeants du III^e Reich envers la religion. Elles nous font voir l'attitude défensive de l'Eglise catholique et de son éminent représentant en Allemagne, le cardinal Faulhaber, archevêque de Munich.

Pour mettre fin à une situation inquiétante, le Saint-Siège a signé avec l'Allemagne un Concordat, le 20 juillet 1933. Ce Concordat, le premier pour le Reich, n'a pas empêché une série de persécutions de la part du gouvernement du III^e Reich à l'égard des catholiques, et la preuve en est, dans le mécontentement qui se dégage des paroles prononcées par les deux prélats, après la signature du Concordat. Pour ne citer que deux exemples entre mille... l'interdiction de la revue catholique *Nordland* en août 1934... la dissolution du groupe catholique de l'A. K. D. : *Arbeitsgemeinschaft Katho-*

lischer Deutscher : Communauté d'action des catholiques allemands, le 19 novembre 1934...

En ce qui concerne le protestantisme (auquel appartiennent 40 millions de fidèles, le catholicisme en ayant 20 millions)¹ le problème est plus délicat encore... Le chef de l'église protestante en Allemagne est devenu M. Ludwig Müller, ancien aumônier militaire et ami personnel du Chancelier. Ce personnage est l'animateur, avec Hossenfelder, du mouvement des chrétiens allemands, fondé en 1932 par des nationaux-socialistes. Il réussit à devenir évêque de l'Eglise unioniste de l'ancienne Prusse, comptant 18 millions de fidèles, et ensuite, évêque du Reich, élu par l'unanimité du Synode. Ce même Synode élit encore, comme membres du ministère spirituel, deux chrétiens allemands : Werner, président du comité directeur (*Oberkirchenrat*) de l'Eglise unioniste de Prusse, et Hossenfelder, évêque de Brandebourg.

Hossenfelder est celui qui octroya la constitution unitaire aux anciens chefs des églises protestantes, au nombre de vingt-huit. Selon cette constitution, il y a un évêque du Reich comme chef, assisté par un ministère spirituel de quatre membres. Ils dirigent l'église unifiée qui comprend les églises existantes des Etats fédérés. Ces églises sont indépendantes au point de vue du culte et de la confession, mais leur constitution et leur administration sont réglées par le pouvoir central qui nomme leurs chefs. Un Synode national composé de membres délégués par l'Eglise et de membres nommés par l'évêque du Reich prévu par la constitution de Hossenfelder, a des attributions assez vagues. C'est l'évêque du Reich qui, en vertu du *Führerprinzip*, dirige tout.

Après l'élection de Ludwig Müller, comme évêque du

¹ *La révolte des protestants allemands* (Le Mois, 1^{er} février 1934).

Reich, il y a eu de nombreux conflits au sein de cette église unitaire. Ainsi il y a eu la protestation des 2.000 pasteurs dénonçant la terreur établie par les *Deutsch-Christen*.

Au *Sportpalast*, à Berlin, les chrétiens allemands tinrent une réunion présidée par Hossenfelder. A cette réunion, Krause, chef du groupe berlinois de cette organisation, attaqua l'ancien comme le nouveau Testament, demandant un Christ héroïque. Hossenfelder et Müller le désavouèrent. Mais déjà la Ligue des pasteurs en détresse (*Pfarrernotbund*), protesta contre ce paganisme. Hossenfelder dut démissionner.

Les épisodes de la lutte religieuse continuent... Le mouvement du comte Reventlow et de Hauer ne fait que les accroître. La *National-Zeitung* du 16 mai 1934 nous informe, par exemple, que les groupes se rattachant au mouvement de la « Religion allemande » (*Deutsche Glaubensbewegung*) ont fusionné sous la présidence du professeur Hauer. L'emblème de l'organisation est un soleil d'or sur un fond azur. Le principe de ce mouvement est « la rénovation du peuple sur la base du caractère allemand ».

Presque quotidiennement nous sont fournies de nouvelles manifestations du conflit au sein de l'Eglise.

Ainsi, deux pasteurs très connus à Berlin, MM. Jacobi et Roehricht, ont été arrêtés le 19 mars 1935¹. D'autre part, le dimanche 24 mars 1935, dans toute la Prusse, les pasteurs ont lu en chaire et commenté dans leurs sermons une proclamation de l'Union prussienne condamnant certaines tendances païennes favorisées par certains dirigeants nationaux-socialistes². Et une récente déclaration du ministre de l'Education nationale, M. Rust, est loin d'établir la paix dans l'Eglise. Voici ce qu'il dit : « Si l'on veut créer un peuple

¹ *Le Temps* du 21 mars 1935.

² *Le Temps* du 26 mars 1935.

uni, il faut que le sentiment de séparation créé par des convictions différentes soit ressuscité par un sentiment qui domine, celui d'être membre du peuple allemand ¹. » Ce qui se rapproche sensiblement de la *confessio germanica* de Reventlow et de Hauer.

¹ *Le Temps* du 24 mars 1935.

SECTION III

La conception de l'Etat et la « Weltanschauung »

Le national-socialisme est un fait inéluctable... On ne peut qu'essayer de le comprendre.

(Alfred ROSENBERG, Discours au *Sportpalast* de Berlin, le 19 décembre 1934.)

Le droit est ce que les Aryens éprouvent comme tel. L'injustice est ce qu'ils repoussent.

(Alfred ROSENBERG, même discours.)

On rencontre une doctrine nationale-socialiste de l'Etat tant chez les dirigeants, devenus plus ou moins théoriciens de circonstance, que chez les spécialistes.

Parmi les premiers, il faut citer d'abord, M. Hitler lui-même. Selon lui, la race est la base de la nation et l'Etat a pour fonction essentielle de conserver, dans leur pureté primitive, les éléments ethniques de la nation pour la rendre créatrice de beauté et de dignité. C'est l'énergie des mesures prises pour la conservation de la race, qui, selon l'auteur de *Mein Kampf*, donne la valeur d'un Etat.

M. Goebbels croit que l'Etat est « une communauté organisée d'êtres humains apparentés par le sang. Son but est de remplir la mission culturelle, conditionnée par la race, du

peuple citoyen de l'Etat, conformément à une vie sociale et économique ordonnée d'après le principe : « l'intérêt général passe avant l'intérêt particulier » ¹.

M. Goering, dans *L'Esprit du nouvel Etat* ², M. Frick, dans *La Nouvelle Organisation du Reich* ³, M. Rosenberg, dans *Le mythe du xx^e siècle* ⁴, expriment, entre autres, leurs idées sur l'Etat considéré à des points de vue différents.

Le premier insiste sur la valeur de l'esprit prussien, cet esprit de Potsdam qu'il substitue à celui de Weimar. « L'homme et la liberté, dit-il, sont le fondement de la Prusse et la Prusse est le fondement de l'Allemagne. »

Le second développe la pensée déjà examinée : *Gemeinnutz tritt vor Eigennutz*.

Le troisième enfin est préoccupé de l'idée de race.

Parmi les spécialistes de la *Staatslehre* on peut citer, *exempli gratia* : von Branca ⁵, Bülow ⁶, Nicolaï ⁷.

Von Branca insiste sur l'instinct social allemand (*germanisches Sittlichkeitsgefühl*), sur le droit et l'éthique économique allemande (*germanische Rechtsgedanken und Wirtschaftsethik*), sur les conceptions culturelles nord-germaniques (*germanisch-nordische Kulturausschauungen*), en tant que fondements du nouvel Etat.

¹ *Völkischer Beobachter* du 1^{er} juin 1934.

² Hermann GOERING, *Der Geist des neuen Staates*, Paul Stegemann Vg., Berlin 1933.

³ Wilhelm FRICK, *Der Neuaufbau des Reiches*, Paul Stegemann Vg., Berlin. 1934.

⁴ Alfred ROSENBERG, *Der Mythos des xx. Jahrhunderts*, Hoheneichen Verlag, München 1930.

⁵ Gerhard Frhr. von BRANCA, *Der Staatsgedanke des Dritten Reichs*, R. Oldenburg, München-Berlin 1934.

⁶ Friedrich BÜLOW, *Der Deutsche Ständestaat*, Alfred KRONER Vg., Leipzig 1934.

⁷ Helmut NICOLAÏ, *Grundlagen der Kommenden Verfassung*, Reimar Hobbing, Berlin 1933.

Bülow met l'accent principal sur l'idée corporative.

Le Dr Helmut Nicolaï, *Regierungspräsident*, a été chargé par le gouvernement d'élaborer la nouvelle constitution. En voici les titres :

- 1° Droit public allemand ;
- 2° Le peuple national ;
- 3° L'autorité publique ;
- 4° Le territoire du Reich ;
- 5° Le drapeau du Reich ;
- 6° Reich et Pays ;
- 7° La représentation du peuple du Reich ;
- 8° Le gouvernement ;
- 9° La législation ;
- 10° L'organisation des classes ;
- 11° Les droits fondamentaux allemands.

La conception qui lui sert de point de départ dans l'élaboration de cette constitution est celle d'après laquelle le droit est constitué par la vie du peuple : *Das Recht ist ewig* — dit-il — *nur das Lebensrecht des Volkes aus dem es erwächst und dem es dient.*

Cette conception est développée, d'une manière très subtile, par Karl Schmitt, dont les idées furent épousées par les nationaux-socialistes ¹. Dans son ouvrage fondamental *Begriff des Politischen*, il affirme que l'essence de l'Etat est « le politique » ; l'Etat est une forme politique qui décide de ses amis et de ses ennemis. Le droit est, dans cette conception, ce que décide le pouvoir constituant, c'est celui-ci qui crée le cadre en dehors duquel tout est légal.

Avec ces idées il n'est pas difficile de comprendre, même

¹ Dr K. WILK, *La doctrine politique du national-socialisme* ; Karl SCHMITT, *Exposé critique de ses idées* (Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique, n^{os} 3-4, 1934).

le décret d'Hitler, déclarant que les exécutions du 30 juin sont légales.

Si on considère les pouvoirs publics dans le III^e Reich, on observe la prépondérance très nette de l'exécutif sur tous les autres.

Deux dispositions législatives sont, à cet égard, particulièrement intéressantes :

D'abord la loi du 24 mars 1933, dite des pleins pouvoirs.

Cette loi dispose ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à la procédure prévue par la Constitution du Reich, des lois pourront être édictées par le gouvernement du Reich...

ART. 2. — Les lois édictées par le gouvernement du Reich pourront déroger aux prescriptions de la Constitution du Reich...

ART. 3. — Les lois édictées par le gouvernement du Reich seront élaborées par le Chancelier.

ART. 4. — Les traités conclus par le Reich avec les Etats étrangers... ne nécessitent plus la ratification des Assemblées législatives.

ART. 5. — Cette loi sera appliquée le jour de sa promulgation. Elle cessera d'être en vigueur le 1^{er} avril 1937.

Une autres disposition législative très intéressante est la loi du 1^{er} août 1934 relative au Chef de l'Etat allemand. Elle dit : « La fonction de Président du Reich est réunie à celle de Chancelier du Reich. En conséquence, les pouvoirs exercés jusqu'ici par le Président du Reich, passent au Führer et Chancelier du Reich, Adolf Hitler. Il désigne son suppléant. »

Cette loi — rétroactive — entrera en vigueur à « partir du décès du Président von Hindenburg ».

Ce qu'est devenu le pouvoir législatif dans le nouveau régime, on peut s'en rendre compte en considérant la physio-

nomie de la séance du *Reichstag* du mardi 21 mars 1933 :

Ce jour-là le *Reichstag* se réunit à l'Opéra Kroll. Tout était réglé d'avance... Le Président de l'ancien Reichstag prit, contrairement à l'usage, la présidence au lieu et place du doyen d'âge. Après l'élection du bureau par acclamations, c'est-à-dire irrégulièrement, Goering prononça son discours. Ensuite la fraction nationale-socialiste déposa le projet des pleins pouvoirs... Le jeudi 23 mars, avant de s'ajourner *sine die*, le *Reichstag* votait la loi « des pleins pouvoirs », après un discours-programme d'Hitler.

Le pouvoir judiciaire ne subit pas un meilleur sort : l'immovibilité de ses représentants a été supprimée. D'ailleurs, même si elle existait, l'exécutif a les moyens de ne pas exécuter toujours ses décisions. A ce point de vue, il est intéressant de signaler la déclaration de Goering au procès de l'incendie du *Reichstag*. Même s'il est libéré, dit-il à Dimitroff, lui ne le libérera pas...

Une intéressante question de droit public est l'unification du Reich. Une loi du 30 janvier 1934 supprime les assemblées élues, dans les « Pays » ; subordonne les gouvernements locaux à celui du Reich ; soumet les *Statthalters* (gouverneurs de province) au contrôle du ministre du Reich ; autorise le gouvernement à instituer un « nouveau droit constitutionnel » ¹.

Cette œuvre d'unification a été poursuivie par diverses mesures législatives. Le 24 janvier 1935 le cabinet du Reich approuva une loi transformant la situation des *Statthalters* : de contrôleurs des gouvernements des Pays, ils deviennent chefs de ces gouvernements. En attendant que les *Gaue* se substituent aux *Länder* et que l'unification soit complète, le III^e Reich est divisé en 22 grands districts administratifs : les

¹ *Deutsche Allgemeine Zeitung*, du 31 janvier 1934.

12 provinces prussiennes : Prusse Orientale, Brandebourg, Poméranie, Province de Grenzmark-Posen, Basse-Silésie, Haute-Silésie, Province Saxonne, Schleswig-Holstein, Hanovre, Westphalie, Hesse-Nassau, Province Rhénane, auxquels s'ajoutent 10 pays dépouillés de leurs « droits souverains » : Bavière, Saxe, Wurtemberg, Thuringe, Hesse-Rhénanie, Hambourg, Mecklembourg-Lübeck, Oldenbourg et Brême, Brunswick et Anhalt, Lippe et Schaumbourg-Lippe.

Avant d'envisager la philosophie nationale-socialiste, on dira quelques mots sur l'attitude hostile pratiquée envers les juifs par le national-socialisme.

Une brochure, parue à Genève en 1933, traitant de « La Persécution des Juifs en Allemagne », énumère toutes les mesures prises à ce sujet, en 1933, par les dirigeants du III^e Reich. Elles visent les domaines les plus variés, depuis le corps des fonctionnaires, où apparaît cette « clause aryenne », jusqu'à la confiscation des biens.

Le fait le plus représentatif à propos de l'antisémitisme est l'organisation systématique du boycottage des Juifs réalisée le 1^{er} avril 1933, sous la direction de Julius Streicher. Un document particulièrement caractéristique pour l'esprit national-socialiste est « l'Instruction » adressée par la direction du parti à tous ses services et organisations, le 20 mars 1933. En voici un extrait :

1° Dans chaque groupe local et dans chaque organisation du parti national-socialiste seront immédiatement constituées des unités d'action, en vue de la mise en exécution méthodique et pratique du boycottage des magasins juifs, des marchandises juives, des médecins juifs. Les comités d'action veilleront, sous leur responsabilité, à ce que le boycottage n'atteigne aucun innocent (!) mais d'autant plus durement les coupables (!).

Ont été rédigés dans le même sens : le Manifeste de la direction du parti du 29 mars 1933 ; les Instructions du Comité central de Munich, le 30 mars 1933 ; l'Appel lancé par le Comité d'action national-socialiste du 31 mars 1933.

Dans une très intéressante étude, M. Oualid a examiné, au point de vue juridique, la valeur de ces mesures ¹. Il a démontré qu'elles sont contraires au droit public interne ; aux articles 109, 199 et suivants et à la partie V de la Constitution de Weimar ; qu'elles violent l'article 3 du Pacte de la S. d. N. et la Partie XIII du Traité de Versailles.

Au point de vue biologique, la distinction « aryen-non-aryen » et l'infériorité de la race juive, sur lesquelles se basent toutes les mesures antisémites, ont trouvé un démenti chez le D^r Montadon ² : L'aryen n'y figure pas parmi les types raciaux et le type blond nordique est donné comme un type tardif. Ce qui n'empêche pas, évidemment, le D^r Hans F. K. Günther, le biologiste officiel du III^e Reich, d'affirmer le contraire. Mais il ne faut pas oublier que pour lui, comme pour les autres, la science objective n'existe pas : elle est subordonnée aux intérêts de la nation. Donc, et le D^r Montadon, et le D^r Günther, ont tous les deux raison.

Violant le droit, violant la science, tout en prétendant respecter l'un et l'autre, ces mesures, qui choquent aussi le bon sens, s'expliquent quand même : elles ont permis aux gouvernements de s'attaquer à l'adversaire le plus faible, tout en donnant l'impression qu'il est plus fort. Elles ont fait croire à la foule que la race aryenne ayant vaincu les juifs, vaincra les autres non-aryens aussi facilement...

La *Weltanschauung* nationale-socialiste a des origines

¹ *Le boycottage des Juifs en Allemagne et le droit* (L'Europe nouvelle du 8 avril 1933).

² D^r George MONTADON, *La Race. Les Races*, Payot, Paris 1933.

diverses. En elles on trouve toutes ces philosophies dont nous avons parlé (Ch. prélim., S. III). Mais deux influences s'y décèlent particulièrement : celle de Nietzsche, le prophète de l'*Übermensch* qui devient le « propre aryen » et celle des penseurs, comme Gobineau, avec son *Essai sur l'Inégalité des races* ; Houston Stewart Chamberlain, avec ses *Grundlagen des XIX^{ten} Jahrhunderts*, comme aussi Vacher de Lapouge, Lagarde, etc., tous des écrivains avec des « vues » plus ou moins larges, érigés en hommes de science. Si le III^e Reich, n'ayant pas son poète, doit faire appel, selon les dires de M. Goebbels à Schiller, il a son philosophe à lui. Laissons donc Nietzsche et les autres et considérons la *Weltanschauung* nationale-socialiste selon M. Alfred Rosenberg, « commissaire pour l'éducation politique du mouvement national-socialiste » ¹.

Le national-socialisme, selon lui, n'a pas seulement une portée politique et sociale, mais une portée philosophique ; il n'a pas eu seulement pour but de supprimer les autres partis mais d'apporter une nouvelle et grande idée...

Les idées libérales séparant l'homme du sang et du sol lui faisaient perdre la faculté de juger l'opportunité de ses actions.

Le libéralisme est, de plus, hostile à la vie.

Le mouvement bolchevisto-communiste est un symbole effrayant d'une décadence culturelle, d'un désespoir d'âmes humaines qui ont à défendre une civilisation bien des fois millénaire.

Toute conception du monde est forte dans la mesure où ceux qui la représentent sont résolus à la défendre.

Le national-socialisme, endurci depuis sa naissance, a

¹ En même temps que directeur de l'Office national-socialiste de politique extérieure et rédacteur en chef du *Völkischer Beobachter*.

grandi spirituellement et politiquement au milieu du chaos « de ce temps-là » (a-t-il le soin d'ajouter) et c'est pourquoi il a conquis sa propre forme dans tous les domaines de la vie.

L'élément décisif pour les premières années du national-socialisme au pouvoir ce n'est pas le contenu des détails, mais le maintien de son caractère en face du destin et des puissances de la politique et de la culture. C'est ce que M. Rosenberg appelle une « attitude héroïque ».

Cette attitude héroïque part d'une profession de foi qui constitue cette nouvelle et grande idée annoncée plus haut : c'est celle qui déclare que le sang, le caractère, la race et l'âme ne sont que des dénominations diverses pour désigner la même essence.

Autour du sang, qui renaît et s'assainit, tournent toutes les pensées de ceux qui voulaient combattre pour cette nouvelle Allemagne... Cet événement s'accompagne de la naissance d'une science nouvelle, que nous appelons la science des races... L'Allemand s'est de nouveau efforcé de remonter aux raisons primitives du « moi » de la communauté allemande...

Le reproche d'avoir jugulé la liberté de la science a beaucoup « peiné » M. Rosenberg... Le national-socialisme revendique le droit de faire occuper peu à peu des chaires des facultés allemandes, tenues hier par des libéraux et internationalistes, par des représentants de ces idées...

Voyons quelles acceptions prennent l'histoire, l'art et la religion chez M. Rosenberg.

Selon la nouvelle conception de l'histoire, les hommes du passé sont estimés d'après la vigueur avec laquelle ils ont sauvegardé le sang et le sol de la nation allemande... Pour cette histoire de l'âme et de la race, il n'existe pas d'histoire mondiale... Et ici M. Rosenberg répète cette affirmation : pour

les Allemands, le véritable représentant de l'idée allemande n'est pas Charlemagne, mais son adversaire acharné Wittikind.

L'art d'avant le national-socialisme était un musée d'anomalies physiques et morales. Avec le mouvement national-socialiste, l'instinct dans ce qu'il a de sain s'est insurgé, et il donne une forme tangible à un idéal à la fois ancestral et nouveau, il fait revivre la Pallas Athénée... Cet idéal s'apparente aux femmes peintes par Le Titien et à Gudrun et Dorothee de Goethe... M. Rosenberg avoue que le nouvel esprit n'a pas trouvé encore sa forme plastique, mais se console lui-même en se disant que ceci n'est pas signe d'indigence... mais signifie que les nationaux-socialistes étaient pris ailleurs, dans d'autres domaines.

La religion n'a été vraiment protégée que par les nationaux-socialistes (on a vu précédemment comment). Cependant, lorsqu'un national-socialiste revêt la chemise brune, il cesse d'être catholique, protestant, adepte de l'Eglise allemande... il n'est alors qu'un combattant de toute la nation allemande.

Ce véritable respect pour toute convention intérieure fait revivre ce trait germanique : ne pas jeter la discorde parmi les hommes...

Hitler est celui qui a sauvé du communisme toute l'Allemagne. Il a évité au monde occidental tout entier d'être précipité dans un chaos sanglant. C'est lui qui, ainsi, a sauvé toutes les valeurs spirituelles dont la plus haute pour le national-socialisme est « l'honneur national », point de vue sous lequel il faut, d'après M. Rosenberg, apprécier toute l'œuvre nationale-socialiste qui, ainsi considérée, sert l'Allemagne éternelle.

Telles sont quelques-unes des idées concernant la concep-

tion nationale-socialiste du monde et de la vie chez un de ses représentants les plus qualifiés : l'auteur du *Mythe du xx^e siècle* et l'ordre dans lequel il les a exprimées à une conférence faite, le 22 février 1934, à Berlin, et répétée le 26 février de la même année, à Weimar.

Dans le mélange qu'elle représente, et qui dénote de la part de son auteur plutôt un dilletantisme qu'un esprit systématique, on distingue quelques idées plus ou moins originales. mais qui, en tout cas, sont caractéristiques de l'esprit du nouveau régime.

Il y a cette conception de la science considérée comme vraie, non en tant qu'objective, mais en tant que mise au service de la nation.

Il y a l'affirmation que l'art aussi doit servir la nation et qu'il est propre à telle ou telle conception. Pourtant, comme M. Rosenberg lui-même l'affirme, l'art national-socialiste n'a pas encore fait son apparition (ce qui n'est pas fait pour corroborer sa conviction !...)

Assurant la liberté aux religions, le national-socialisme est néanmoins convaincu que la chemise brune rend avant tout national-socialiste celui qui la revêt (on dégage de cette affirmation cette tendance vers une *religio germanica*).

A cet égard, les nationaux-socialistes pratiquent une tactique de boule d'essai : les termes équivoques leur permettent de la souhaiter et, au besoin, si elle ne peut pas se réaliser ou si, réalisée imparfaitement, elle créait des ennuis, de la repousser.

Enfin au libéralisme « jetant des troubles dans l'esprit » et au marxisme « manquant de vie », on a substitué la conception nationale-socialiste dont l'idée de base est celle de race, liée à celles de nation et de patrie, avec lesquelles parfois elle se confond.

Cette idée de race, fausse au point de vue biologique, comme on l'a vu, rend visible l'influence culturelle qu'ont subie les dirigeants du III^e Reich et surtout M. Rosenberg, admirateur de Gobineau et de Chamberlain ; elle permet de substituer à la lutte des classes, l'unité de la race (qui aboutit fatalement à la lutte des races) et rend ainsi possible, dans la mentalité des dirigeants du III^e Reich, l'unité allemande (tous les Allemands et eux seuls sont des *Volksgenosse*, dit le programme de ce parti), qui, si elle est recherchée par elle-même, n'est pas dédaignée, non plus, au point de vue de la tactique du parti : elle permet de satisfaire toutes les classes sociales... en les privant (*ersätze*) dans « l'intérêt » de la race, nation ou patrie allemande.

La *Weltanschauung* nationale-socialiste apparaît ainsi comme absolue (le national-socialisme s'impose comme un fait), spiritualiste (valeurs allemandes) et finaliste (la réalisation de l'*Alldeutsch*).

CONCLUSION

La promesse d'un méliorisme économique et social a été une des principales causes à laquelle le national-socialisme a dû son succès.

Mais l'épreuve du pouvoir lui a fait voir que les choses s'arrangent beaucoup mieux dans l'opposition qu'au gouvernement ; qu'il est toujours plus facile de critiquer que d'édifier.

En effet, de son programme, le mouvement n'a pas réalisé la partie socialiste, car il a dû ménager les classes moyennes comme les grandes.

Ce n'est que la partie sentimentale et nébuleuse de celui-ci, surtout le nationalisme à outrance et le racisme, qu'il a réalisée. Mais elle est, précisément, celle qui résoud le moins le problème économique et social.

Au fond, sous des mots divers, les gouvernants du III^e Reich n'ont fait, en général, que continuer, ainsi qu'on l'a vu, la politique de leurs prédécesseurs tout en l'accroissant il est vrai : de là tous ces interventionnismes particuliers, interventionnisme d'ensemble économique et social.

Les constructions prétendues corporatives ne font que le cacher et d'ailleurs, plus qu'imparfaitement. Et ici, il faut rappeler cette note propre au national-socialisme : le pouvoir personnel élevé à la hauteur d'une institution toute-puissante. En effet, cet interventionnisme est exercé selon le bon gré d'un pouvoir personnel : le *Führer* nomme les ministres, mai-

tres dans leur « domaine respectif ». Les diverses catégories économiques et sociales sont, non seulement soumises au contrôle « bienveillant » et direct du ministre et des *Leiters* (récemment on a réservé le nom de *Führer* à M. Hitler) de toutes sortes nommés par eux, mais elles gèrent simplement leurs propres droits et biens. Tout ceci, comme on le sait, en vertu du principe : « l'intérêt collectif prime l'intérêt individuel », que les dirigeants sont libres d'interpréter à leur gré et aux ordres desquels les intéressés n'ont qu'à se soumettre : c'est le *Führerprinzip* qui l'exige.

Les résultats de cette politique sont tels qu'on les a vus : elle a donné des noms nouveaux à des réalités sinon pires qu'avant, tout au plus les mêmes, elle a transformé les chômeurs assistés en travailleurs à vil prix, les chômeurs-hommes en chômeurs-femmes et les chômeurs de moins de 25 ans en travailleurs volontaires.

Pour ne rappeler que deux résultats plus généraux, on citera encore : la diminution du *standard of life* et l'endettement excessif de l'Etat.

Et ce « succès » n'est pas, pour peu, dû à cette politique du « nouveau plan » autarchiste à outrance.

C'est pour réaliser le méliorisme économique et social dont on vient d'apercevoir les résultats « brillants » que les gouvernants du III^e Reich ont exigé et réalisé, en bonne partie, la confusion des pouvoirs publics et la suppression des libertés politiques.

L'exécutif est tout : c'est le gouvernement qui fait les lois ; c'est son chef, *Reichsführer* et Chancelier, qui fait ce qu'il veut (ou ce qu'il croit vouloir).

Le législatif ne compte pas (voir les séances du Reichstag).

Le judiciaire compte assez peu, puisqu'on a supprimé

l'inamovibilité des juges et que l'on a créé un « tribunal populaire ».

Les libertés ont été supprimées.

Mais, à côté de cette suppression, il y a, ainsi qu'on l'a exposé, cette tendance à organiser leurs diverses expressions, de les capter et de les canaliser vers le national-socialisme.

A cet égard, une des organisations les plus caractéristiques est celle de la « Chambre de culture du Reich », véritable pseudo-corporation de la pensée créatrice ¹. Enfin, dans ses tendances dictatoriales poussées à un suprême degré, les nationaux-socialistes devenus gouvernants du III^e Reich n'ont pas hésité à identifier le parti avec l'Etat : « A la suite de la victoire de la Révolution nationale-socialiste, le parti national-socialiste ouvrier allemand représente en Allemagne l'idée d'Etat », dit la loi du 1^{er} décembre 1933.

Le *Führer* identifié avec l'esprit du parti, et ce dernier avec celui de l'Etat, il en résulte que le *Führer* représente l'esprit ou « la raison » de l'Etat dans son ensemble, comme dans ses divers domaines particuliers.

Etatisme (politique) ; interventionnisme et pseudo-corporatisme (économique) ; formules nouvelles (*Blut und Boden, Gemeinnutz tritt vor Eigennutz, Führerprinzip*) et creuses au point de vue pragmatique (voir les résultats) et couronnant le tout, un pouvoir personnel (le *Führer*), telle est la formule de l'organisation du III^e Reich qui, simplifiée, devient celle d'une dictature puissamment organisée ².

¹ « La direction générale » de la pensée, dans le III^e Reich, est assumée par le Ministère de la Propagande de M. Goebbels, dont les « directives », considérées en elles-mêmes, ainsi que dans les raisonnements qui les expliquent, ont la valeur que l'on connaît. (C'est grâce à sa manière de raisonner que le Dr Goebbels parvient à « démontrer » par exemple, que le III^e Reich arme... pour garantir la paix.)

² Par une curieuse interprétation du principe de la causalité, les

Il y a cependant, dans le III^e Reich, deux forces sociales qui ont résisté à l'harmonisation, à la *Gleichschaltung* : ce sont l'armée et la religion.

Les fonctionnaires sont, en principe, loyaux.

La jeunesse est instable.

Mais l'armée a voulu et a su s'imposer.

Aussi, depuis le 30 juin 1934, la *Reichswehr*, devenue la seule armée officielle du III^e Reich, « protège » le *Führer* contre ses partisans de la première heure.

Quant à la religion, la tendance du *Führer* et des siens d'affermir leur position politique en gagnant une place spirituelle de premier ordre en tant que chefs ou protecteurs d'une religion nouvelle (chrétienne-allemande) est repoussée par l'Eglise qui, pour l'instant, se tient uniquement sur la défensive.

Il est bien difficile de voir où va le III^e Reich.

Ce qu'on peut remarquer, c'est le conflit entre les aspirations des masses et les tendances aristocratiques du *Führer* (armée-junkers-industrie de guerre), c'est la position délicate entre la guerre, vers laquelle tend toute la politique du III^e Reich et la paix vivement désirée par le peuple.

Le régime hitlérien s'offre comme modèle, il tend à la permanence. Ce sont bien là ses « droits » : velléités de toute dictature moderne.

gouvernants du III^e Reich attribuent en grande partie, le prétendu méliorisme qu'ils auraient créé, à des facteurs « spirituels ».

Cette interprétation est démentie non seulement par le bon sens, mais aussi par la réalité objective. Ainsi, l'expérience de Roosevelt (v. Louis BONNICHON, *Les aspects sociaux de la Réforme Roosevelt*, Sirey, Paris 1934) et le *New-Deal* de LLOYD GEORGE (ce dernier contient un vaste plan d'outillage national : la construction de routes et de maisons ; le retour à la terre, etc.), tout en préconisant des mesures sensiblement semblables à celles prises dans le III^e Reich, ne s'inspirent d'aucun principe plus ou moins fantaisiste.

Mais ceci n'empêche pas l'évidence de montrer au bon sens la réalité telle qu'elle est : niant les valeurs éminentes considérées comme acquises pour le progrès de l'humanité, le régime hitlérien ne tire, en fait, son existence que d'une mentalité de crise.

Son « dynamisme » permettrait à M. Hitler, « le grand maître », de changer d'opinion. Ainsi tout l'immense réseau constituant l'organisation du III^e Reich, et dont il possède la clef, pourrait changer également.

Mais sa volonté est-elle libre ? Est-il prêt à courir les risques d'un changement d'attitude ?

En attendant, et pour finir, nous nous bornerons à citer les excellentes paroles de M. Joseph-Barthélemy ¹ :

« Je dis que plus un peuple est civilisé, plus il éprouve le besoin de se gouverner lui-même et plus aussi il a le droit de se gouverner lui-même. Je dis aussi que le devoir des gouvernants est de conduire les peuples vers leur majorité.

» Et je conclus, enfin, que la liberté démocratique est le régime des peuples majeurs. »

Vu : Le Doyen,
Edgard ALLIX.

Vu : Le Président de la thèse,
JOSEPH-BARTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

¹ *La crise de la démocratie contemporaine*, Sirey, Paris 1932, p. 225.

BIBLIOGRAPHIE

A. ETUDES À CARACTÈRE GÉNÉRAL

- ANDRÉ (Louis), *Histoire économique depuis l'antiquité jusqu'à nos jours*, F. Alcan, Paris 1930.
- ARGENTIER (Clément), *Les résultats acquis par l'organisation permanente du travail de 1919 à 1929*, Sirey, Paris 1930.
- BARTHÉLEMY (Joseph-) et DUEZ (Paul), *Traité de droit constitutionnel*, Dalloz, Paris 1930.
- BARTHÉLEMY (Joseph-), *Les libertés individuelles* (Cours de doctorat, 1932-1935).
- DRIAULT (Ed.) et MONOD (G.), *Histoire politique et sociale*, F. Alcan, Paris 1916.
- GIDE (Ch.) et RIST (Ch.), *Histoire des doctrines économiques*, Sirey, Paris 1929.
- MARTIN (Olivier-), *L'organisation corporative sous l'ancien régime* (Cours de doctorat, 1933-1934).
- OUALID (William), *La structure et l'œuvre économique de l'O. I. T.* (Cours de doctorat, 1932-1933).
- RIST (Charles), *La crise des monnaies* (Cours de doctorat, 1932-1933).
- SCELLE (Georges), *L'organisation internationale du travail et le B. I. T.*, Rivièrè, Paris 1930.
- TRUCHY (Henri), *Cours d'économie politique*, 2 vol., Sirey, Paris 1929-1934.

B. ETUDES CONCERNANT L'ALLEMAGNE

L'Allemagne d'avant le III^e Reich

- BARTHÉLEMY (Joseph-), *Les institutions politiques de l'Allemagne contemporaine*, F. Alcan, Paris 1915.
- BENAERTS (Pierre), *Les origines de la grande industrie allemande* (Thèse lettres), F. H. Finot, Paris.
- BERDROW (Wilhelm), *Krupp d'après la correspondance intime et les archives de la maison Krupp* (tr. de l'all.), Payot, Paris 1928.
- BONN (M. J.), *La destinée du capitalisme allemand* (tr. de l'all.), Dalloz, Paris 1932.

276 L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III^e REICH

- DELPECH (Henry), *Les aspects d'un fédéralisme financier. L'exemple allemand* (Thèse droit), Sirey, Paris 1933.
- GEIGER (Theodor), *Die soziale Schichtung des deutschen Volkes*, F. Enke Verlag, Stuttgart.
- GOETZ (Robert), *Les syndicats ouvriers allemands d'après-guerre. Idéologies et réalités* (Thèse droit), Domat-Montchrestien, Paris 1934.
- GUICHEN (Vicomte de), *Le problème agricole allemand dans le passé et le présent*. Communication faite le 10 novembre 1928 à l'Académie de Sciences morales et politiques, R. Buissière, Saint-Amand (Cher) 1929.
- HARBLEY (Maurice), *Les défaillances de l'Allemagne vis-à-vis de ses créanciers privés et la défense du mark* (Thèse droit), Sirey, Paris 1935.
- HERMANT (Max), *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne*, A. Colin, Paris 1931.
- PECHOTA (Paul P.), *Les tendances de l'éducation ouvrière en Allemagne* (Thèse droit), O. Brehm, Strasbourg 1928.
- RIVAUD (Albert), *Les crises allemandes*, A. Colin, Paris 1932.
- STEINMETZ (Adolphe), *La lutte contre le chômage en Allemagne depuis la guerre* (Thèse droit), Presses Modernes, Paris 1930.

LE TROISIÈME REICH

1. Monographies en français concernant l'organisation économique et sociale

- A. C., *La politique du Dr Schacht* (Europe Nouvelle, 13 avril 1935).
- BECKERATH (Herbert von), *La politique industrielle du national-socialisme. L'économie dirigée*, Sirey, Paris 1935.
- BIEDERMANN (Ch. von) et DUPOUEY (M.), *La mystique nationale et l'économie hitlérienne* (Revue des Sciences politiques, octobre-décembre 1934).
- DELPECH (Henry), *Réforme de l'Etat et national-socialisme* (Annales du droit et des sciences sociales, Sirey, Paris 1933).
- DIETZE (Constantin von), *La lutte contre la crise agraire. L'économie dirigée*, Sirey, Paris 1935.
- HÉRISSON (Charles), *Le national-socialisme et l'économie dirigée* (Revue Politique et Parlementaire, octobre 1933).
- *Le national-socialisme et la politique des classes moyennes* (Revue Economique Internationale, mars 1934).
- JESSEN (Jens), *La nouvelle structure de la vie économique en Allemagne* (Revue Economique Internationale, septembre 1933).
- KRAEMER (Karl), *La situation monétaire allemande* (Revue Economique Internationale, février 1934).
- LAUFENBURGER (Henri), *L'Economie corporative en Italie et en Allemagne* (Revue Politique et Parlementaire, avril 1934).

- *La vie économique en Allemagne* (*Revue d'Economie Politique*, juillet-août 1934).
- LESCURE (Jean), *Les doctrines économiques du nationalisme-socialisme* (*Journal des Economistes*, 15 novembre 1933).
- MARTY (HENRIOT-), *Le nouvel ordre économique et social en Allemagne. Les bases sociales de la Révolution hitlérienne* (*Politica*, janvier 1935).
- *Les premiers essais constructifs d'une législation nouvelle* (*Politica*, mars 1935 [suite]).
- *Le nouvel ordre économique et social en Allemagne* (*Politica*, avril 1935 [suite]).
- RITTER (Kurt), *Les buts de la politique agraire nationale-socialiste* (*Revue Economique Internationale*, janvier 1934).
- SYRUP (Friedrich), *La lutte contre le chômage par de grands travaux publics, l'économie dirigée*, Sirey, 1935.
- XXX, *Les classes de la population allemande et le national-socialisme* (*Europe Nouvelle*, 20 mai et 3 juin 1933).

2. *Etudes concernant d'autres aspects du III^e Reich
et études d'ensemble sur celui-ci*

- BALK (Théodore), *Races. Mythe et vérité* (tr. de l'all.), Ed. Soc. Int., Paris 1935.
- BÉGUIN (Albert), *Le néo-paganisme allemand* (*Revue des Deux Mondes* du 15 mai 1935).
- BENAERTS (Pierre), *La révolution nationale en Allemagne* (*Politica*, mars 1933).
- BERNHARD (Georg), *Le suicide de la République allemande* (tr. de l'all.), Rieder, Paris 1933.
- CASTOR, *La construction unitaire du III^e Reich* (*Politica*, août-septembre 1934).
- CLAUSS (Max), *La crise du parti catholique en Allemagne* (*Europe Nouvelle* du 24 juin 1933).
- ECCARD (Frédéric), *L'unification du III^e Reich* (*Revue Politique et Parlementaire*, 10 avril 1934).
- FRANCUS, *Vers une Eglise nationale-socialiste?* (*La Grande Revue*, janvier 1935).
- HARCOURT (Robert D'), *La guerre religieuse en Allemagne* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1934).
- HEIDEN (Conrad), *Histoire du national-socialisme* (tr. de l'all.), Stock, Paris 1934.
- HERMANT (Max), *Idoles allemandes*, B. Grasset, Paris 1935.
- HOOVER (Calvin B.), *Allemagne III^e Empire* (tr. de l'angl.), Gallimard, Paris 1934.
- MÉRÉSSE (Gabriel), *Le racisme de Wagner et d'Adolf Hitler* (*Revue Politique et Parlementaire* du 10 janvier 1935).
- NOTH (Ernst-Erich), *Le quatrième Reich* (*Europe*, 15 janvier 1935).

278 L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III^e REICH

- OUALID (W.), *Le boycottage des Juifs en Allemagne et le droit* (*L'Europe Nouvelle*, 8 avril 1933).
- RIVAUD (Albert), *L'Allemagne sous la dictature d'Hitler*, S. A. P. E., Paris 1933.
- SPENLÉ (Jean-Edouard), *Les assises morales de l'Allemagne hitlérienne* (*Mercur de France*, 1^{er} février 1935).
- ***, Général de la Reichswehr, *De Weimar au chaos* (tr. de l'all.) (*Nouvelle Revue Critique*, Paris 1934).
- ***, Général de la Reichswehr, *L'heure de Hitler* (tr. de l'all.) (*Nouvelle Revue Critique*, Paris 1935).
- WILK (Karl), *La doctrine politique du national-socialisme : Karl Schmitt. Exposé et critique de ses idées* (*Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, n^{os} 3-4, 1934).

3. Etudes sur l'esprit allemand

- BASCH (Victor), *Les doctrines politiques des philosophes classiques de l'Allemagne, Leibniz, Kant, Fichte et Hegel*, F. Alcan, Paris 1927.
- BRUCK (Möller VAN DEN), *Le Troisième Reich* (tr. de l'all.), Rieder, Paris 1933.
- GRÜNDEL (Gunther F.), *La mission de la jeune génération* (tr. de l'all.), Plon, Paris 1933.
- MANN (Heinrich), *La haine. Histoire contemporaine d'Allemagne* (tr. de l'all.), N. R. F., Paris 1933.
- SIEBURG (Friedrich), *Défense du nationalisme allemand* (tr. de l'all.), Grasset, Paris 1933.
- SPENGLER (O.), *Les années décisives* (tr. de l'all.), Mercure de France, Paris 1934.
- SPENLÉ (J. E.), *La pensée allemande*, A. Colin, Paris, 1934.
- VALLENTIN (A.), *Paul von Hindenburg ou l'Allemagne éternelle* (*Rev. de France*, 1^{er} avril 1935).
- VERMEIL (E.), *L'Allemagne du Congrès de Vienne à la Révolution hitlérienne*, Cluny, Paris 1934.

EN LANGUE ALLEMANDE

1. Ouvrages des gouvernants

- DARRÉ (R. Walther), *Zur Widergeburt des Bauerntums.*
— *Stellung und Aufgaben des Landstandes.*
— *Das Zuchtziel des deutschen Volkes*, I. F. Lehmanns Vg., München 1934.
— *Rede gehalten auf dem ersten deutschen Reichsbauerntag in Weimar am 21 Hartung 1934* (Staatsamt des Reichsbauernführers, Berlin 1934).
- FEDER (Goltfried), *Das Programm des N.S.D.A.F. und ihre weltanschaulichen Grundgedanken*, Frz. Eher Verlag, München 1934.

- FRICK (Wilhelm), *Der Neuaufbau des Reichs*, Paul Steegeman Verlag, Berlin 1934.
- GOERING (Hermann), *Der Geist des neuen Staates*, Paul Steegemann Vg., Berlin 1933.
- HITLER (Adolf), *Mein Kampf*, Vg. Frz. Eher, München 1933.
- ROSENBERG (Alfred), *Der Mythos des 20^{ten} Jahrhunderts*, Verlag Frz. Eher Nach, München 1934.
- SCHACHT (Hjalmar), *Nationale Kreditwirtschaft*, Paul Steegemann, Verlag, Berlin 1934.

2. Ouvrages des spécialistes

Economie et Etat

- BRANCA (Gerhard Frhr. von), *Der Staatsgedanke des Dritten Reichs*, Oldenbourg, München, Berlin 1934.
- BÜLOW (Friedrich), *Der deutsche Ständestaat*, Alfred Kröner Verlag, Leipzig, 1934.
- NICOLAÏ (Helmut), *Grundlagen der Kommende Verfassung*, Vg. der Reimar Hobbing, Berlin 1933.

Divers

- BAUEMLER (Alfred), *Männerbund und Wissenschaft*, Junker und Dünhaupt Verlag, Berlin 1934.
- KRIECK (Ernst), *Nationalpolitische Erziehung*, Armanen, Verlag, Leipzig 1934.
- ROTHACKER (Erich), *Geschichtsphilosophie*, R. Oldenbourg, München und Berlin 1934.

II. DOCUMENTS

Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

Suppléments au Bulletin quotidien.

L'Observation Economique.

Les Informations sociales.

La Série législative du B.I.T.

La Revue Internationale du Travail.

L'Année sociale.

L'Annuaire Interparlementaire.

Bulletin de l'Information parlementaire française et étrangère.

Bulletin quotidien de la Presse étrangère.

Bulletin périodique de la Presse allemande.

Bulletin mensuel de la Société de législation comparée.

III. REVUES ET JOURNAUX

1^o De langue française.

- Annales du droit et des sciences sociales* (v. surtout le numéro consacré à la réforme de l'Etat).
Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique (v. surtout les nos 3-4 ; 1934 concernant la crise de l'Etat).
Revue d'Economie politique (v. surtout le numéro relatif à l'économie dirigée).
Revue Economique Internationale.
Le Temps (v. surtout les articles de M. Joseph-Barthélemy ; v. aussi la partie informative).
Journal des Débats.

2^o De langue allemande

- HOCHÉ (Werner), *Die Gesetzgebung des Kabinetts Hitler*, Berlin 1933-1935.
Wirtschaft und Statistik.
Wirtschaftsdienst.
Der Angriff.
Berliner Börsen Zeitung.
Der Deutsche.
Deutsche Allgemeine Zeitung.
Völkischer Beobachter.

C. MONOGRAPHIES SUR LA DÉMOCRATIE ET LES RÉGIMES NOUVEAUX

1^o Démocratie

- BARTHÉLEMY (Joseph-), *La crise de la démocratie contemporaine*, Sirey, Paris 1932.
 — *Valeur de la liberté et adaptation de la République*, Sirey, Paris 1935.
 BOUGLÉ (Célestin), *La démocratie devant la science*, F. Alcan, Paris 1918.
 BRYCE (James Lord), *Les démocraties modernes* (tr. de l'angl.), Payot, Paris 1924.
 CROISÉ (A.), *Les démocraties antiques*, Flammarion, Paris 1927.
 Kelsen (Hans), *La démocratie. Sa nature. Sa valeur* (tr. de l'all.), Sirey, Paris 1932.
 LAUN (Rodolphe), *La démocratie*, Delagrave, Paris 1933.
 LAVERGNE (Bernard), *Le gouvernement des démocraties modernes*, 2 vol., F. Alcan, Paris 1933.
 NITTI (Francesco), *La démocratie*, 2 vol., F. Alcan, Paris 1933.

2° Régimes nouveaux

- BOURGIN (Georges), *L'Etat corporatif en Italie*, F. Aubier, Paris 1935.
- DRABOVITCH (W.), *Fragilité de la liberté et séduction des dictatures* (*Mercur de France*, Paris 1934).
- LESCURE (Jean), *Le bolchevisme de Staline (Le régime des plans)*, Domat-Montchrestien, Paris 1934.
- *Le nouveau régime corporatif italien*, Domat-Montchrestien, Paris 1934.
- MIRKINE-GUETZÉVITCH (B.), *Les nouvelles constitutions européennes d'après guerre (Cours professé à la Faculté de droit de Paris)*.
- MUSSOLINI (Benito), *Le fascisme. Doctrine, Institution* (tr. de l'it.), Denoël et Steele, Paris 1934.
- PIROU (Gaëtan), *Le corporatisme*, Sirey, Paris 1935.
- REALE (Egidio), *L'Italie*, Delagrave, Paris 1932.
- ROOSEVELT (Franklin), *Regards en avant*, Denoël et Steele (tr. de l'angl.), Paris 1933.
- ROSENSTOCK (Franck), *L'Economie corporative fasciste en doctrine et en fait. Les origines historiques et son évolution*, Gamber, Paris 1934.
- SIEGFRIED (André), MARCILLY (M. DE), etc., *L'Economie dirigée*, F. Alcan, Paris 1934.
- STALINE (Joseph), *U.R.S.S., Bilan 1934* (tr. du russe), Denoël et Steele, 1934.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — <i>Le National-socialisme</i>	5
<i>Section I.</i> La genèse et l'organisation du mouvement	7
<i>Section II.</i> L'idéologie du parti et « les vingt-cinq points »	16
<i>Section III.</i> Le chemin du pouvoir	24
CHAPITRE I. — <i>La Terre</i>	31
<i>Section I.</i> L'agriculture allemande et la politique agraire du national-socialisme	33
<i>Section II.</i> L'organisation agraire jusqu'au 27 juin 1934.	41
<i>Section III.</i> La terre et les paysans allemands sous le minis- tère de M. R. W. Darré	47
CHAPITRE II. — <i>Le Chômage</i>	71
<i>Section I.</i> Le chômage en Allemagne et le national-socialisme	73
<i>Section II.</i> Les grands travaux. « La bataille du travail. »	78
<i>Section III.</i> Le service du travail. « Les camps de travail. »	86
CHAPITRE III. — <i>Le Travail</i>	99
<i>Section I.</i> Les syndicats allemands et le parti national-socialiste	101
<i>Section II.</i> La conquête des syndicats. Le « front du travail allemand » et « la force par la joie ».	115
<i>Section III.</i> L'organisation du travail national	128
CHAPITRE IV. — <i>L'Artisanat et l'Industrie</i>	147
<i>Section I.</i> L'artisanat	149
<i>Section II.</i> L'industrie	155
CHAPITRE V. — <i>Le Commerce et les Transports</i>	165
<i>Section I.</i> Le commerce intérieur	167
<i>Section II.</i> Le commerce extérieur	175
<i>Section III.</i> Les transports	181

284 L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DU III^e REICH

CHAPITRE VI. — <i>Les Finances et l'Economie Nationale</i>	187
<i>Section I.</i> Quelques aspects de l'organisation des finances privées et publiques	189
<i>Section II.</i> L'organisation de l'Economie nationale	200
<i>Section III.</i> Doctrines	216
CHAPITRE VII. — <i>Aspects Sociaux et Politico-Sociaux</i>	231
<i>Section I.</i> Les libertés publiques	233
<i>Section II.</i> Quelques forces sociales	244
<i>Section III.</i> La conception de l'Etat. La <i>Weltanschauung</i>	257
CONCLUSION	269
BIBLIOGRAPHIE	275

